



**PROFIL NATIONAL GENRE DES SECTEURS
DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**



DJIBOUTI





Vendeuses de fruits et légumes à Djibouti

SERIE DES EVALUATIONS GENRE DES PAYS

ÉVALUATION GENRE DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL DE DJIBOUTI

DJIBOUTI

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
DJIBOUTI 2018**

Tables des matières

Table des matières

<i>Tables des matières</i>	<i>III</i>
<i>Préface</i>	<i>VIII</i>
<i>Avant - propos</i>	<i>IX</i>
<i>Remerciements</i>	<i>X</i>
<i>Liste des abréviations et acronymes</i>	<i>XI</i>
<i>Résumé</i>	<i>XII</i>
1 Contexte	1
1.1 Objectif de l'évaluation genre dans le Secteur Agricole, du Développement Rural et de la mise en œuvre du PNISA	3
1.2 Résultats attendus	3
1.3 Méthodologie	4
1.4 La supervision de l'évaluation	7
1.5 Difficultés rencontrées	7
1.6 Organisation du Rapport	7
2 Analyse du contexte politique du pays en lien avec le genre	8
2.1 Présentation géographique, climatique et socio-économique du pays	8
2.1.1 Présentation géographique et climatique	8
2.1.2 Présentation administrative, démographique et socio-économique du pays	8
2.1.3 Indice de Développement Humain (IDH)	11
2.1.4 Égalité de chance sur le marché du travail selon le genre	11
2.1.5 Contribution des femmes aux activités économiques	14
2.1.6 Niveau de pauvreté et genre	15
2.1.7 Situation et contribution du secteur primaire à l'économie	15
2.2 Le cadre de la planification du développement du pays	16
2.3 La cohérence des cadres régionaux et sous - régionaux et nationaux de l'agriculture	25
2.4 Stratégie nationale de l'agriculture et du développement rural	28
2.5 L'engagement politique et les politiques principales sur l'agriculture et l'égalité des sexes	31
3 Analyse de genre du processus de politique agricole (intégration du genre)	34

3.1	<i>La politique Nationale de Genre : la cohérence avec la Stratégie du Secteur de l'Agriculture.....</i>	34
3.2	Intégration du genre dans le processus d'élaboration de la politique agricole..	42
3.2.1	La conception et la formulation de la politique agricole	42
3.2.2	Les buts, objectifs et cibles de la politique agricole.....	45
3.2.3	La disponibilité et l'utilisation des indicateurs du genre	47
3.3	La capacité institutionnelle pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.....	53
3.3.1	La capacité institutionnelle du Ministère du Genre à soutenir le Ministère de l'Agriculture pour intégration du genre dans le secteur	53
3.3.2	Intégration du genre dans le Ministère de l'Agriculture	56
3.3.3	Intégration du genre dans les secteurs liés à l'agriculture (foncier, ressources en eau, etc.)	56
3.3.4	Partenariats dans le genre et l'agriculture (les liens entre le Ministère de l'agriculture et le Ministère du genre, et partenariat avec les partenaires au développement, secteur privé, ONG, organisation communautaire).....	58
3.3.5	Budgétisation pour l'égalité des sexes dans le secteur de l'agriculture	59
4	<i>Analyse de la situation basée sur l'examen des documents, du recensement agricole et des autres recensements & enquêtes du pays</i>	59
4.1	Genre et sécurité alimentaire et nutritionnelle	60
4.1.1	Prévalence de l'insécurité alimentaire à Djibouti.....	60
4.1.2	Facteurs d'insécurité alimentaire et sexe du chef de ménage	62
4.1.3	Situation nutritionnelle des adultes ventilée selon le sexe.....	63
4.1.4	Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans, ventilée selon le sexe	64
4.1.5	Les facteurs d'insécurité alimentaire	66
4.1.6	Contributions des hommes et des femmes à la sécurité alimentaire	67
4.1.7	Chocs, sécurité alimentaire et stratégies des ménages	68
4.1.8	Programme National pour la Sécurité Alimentaire	68
4.2	Genre et le travail agricole rural.....	69
4.2.1	Évolution de la population active selon le sexe	69
4.2.2	Évolution de la structure d'emploi selon le sexe	70
4.2.3	Type d'emploi selon le sexe	71
4.2.4	Vue générale de la production agricole et niveau de mécanisation.....	72
4.2.5	Travail agricole et genre.....	73
4.3	Genre et la terre	75
4.3.1	Lois foncières	75
4.3.2	Accès à la terre pour les hommes et les femmes	76
4.4	Genre et production agricole.....	77
4.4.1	Contexte et enjeux agro-écologiques de la production agricole.....	77
4.4.2	Enjeux institutionnels de la production agricole	77
4.5	Genre et élevage	77

4.5.1	Répartition des rôles et responsabilités.....	79
4.6	Genre, pêche et aquaculture.....	79
4.7	Genre, eau et énergie pour la production et la transformation agricoles	80
4.7.1	L'aspect genre dans la gestion participative des points d'eau	84
4.7.2	Impact socioéconomique	84
4.7.3	Énergie utilisée pour la cuisson	85
4.8	Genre et Forêts	86
4.8.1	Situation de l'offre et de la demande de bois	86
4.8.2	Implications sociales et économique	87
4.9	Genre et chaînes de valeur agricoles	88
4.10	Genre et la vulgarisation agricole	89
4.10.1	Organisation du conseil et appui agricole.....	89
4.11	Genre et la commercialisation agricole	90
4.11.1	Accès aux circuits de commercialisation.....	90
4.12	Genre et la finance rurale	90
4.12.1	Accès au crédit.....	90
4.13	Genre et changement climatique	93
4.14	Genre et la protection sociale dans le secteur agricole/rural.....	94
4.14.1	Les programmes et projets de filets sociaux de sécurité mis en œuvre	95
4.15	Genre et institutions rurales	96
4.15.1	Opérateurs d'encadrement et d'appuis aux producteurs	96
4.15.2	Participation des femmes aux structures d'appui aux producteurs	97
4.15.3	Coopératives, groupements de producteurs et participation des femmes..	98
4.15.4	Participation des femmes aux décisions du ménage.....	100
4.16	Genre et technologies	101
4.17	Genre et planification du développement rural	101
5	Analyse des parties prenantes	104
5.1	Partenaires potentiels dans la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans l'agriculture et le secteur rural	104
5.1.1	Le Système des Nations Unies (SNU) et les partenaires techniques et financiers	104
5.1.2	Les autres structures gouvernementales	107
5.1.3	Les Organisations de la Société Civile.....	107
5.1.4	Le Secteur Privé.....	108
5.1.5	Les Organisations Paysannes.....	108
6	Évaluation genre de la mise en œuvre et des impacts du PNIASAN	109
6.1	Les.....	109
6.1.1	Les lacunes et opportunités de Sécurité alimentaire et de Résilience à la Sécheresse	110

6.1.2	Mécanisme d'implication et de rétroaction aux populations et communautés concernées	111
7	<i>Aperçu des réalisations du PNIASAN sur l'égalité entre les sexes</i>	112
7.1	Tendances	112
8	<i>Conclusions et recommandations</i>	114
8.1	Conclusions	114
8.2	Recommandations	115
9	<i>Annexes</i>	123

Remerciements

Liste des abréviations et acronymes

AGVSAN :	Analyse Globale des Vulnérabilités, de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
AMU :	Assurance Maladie Universelle
ANEFIP :	Agence Nationale pour l'Emploi de la Formation et de l'Insertion Professionnelle
CNSS :	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
DISED :	Direction Nationale des Statistiques et des Études Démographiques
EDAM-IS3 :	Enquêtes auprès des Ménages à Indicateurs Sociaux
EBC :	Enquêtes Budget Consommation des Ménages
EDIM :	Enquêtes à Indicateurs Multiples
ESASU :	Évaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence
MAEPE-RH :	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, chargée des Ressources Halieutiques
MFF :	Ministère de la Femme et de la Famille
MPFBFAS :	Ministère de la Promotion de la Femme, du Bien - Être Familial et des Affaires Sociales
MPFPF :	Ministère de la Promotion de la Femme et du Planning Familial
PNSA :	Programme National de la Sécurité Alimentaire
PNISAN :	Programme National d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
PDDAA :	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique
PDR :	Plan de Développement Régional
DPP :	Document de Programme Pays
PNAEPA 2030 :	Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural à l'Horizon 2020

Résumé

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) est présente à Djibouti depuis 2008. Elle apporte un appui et une assistance au Gouvernement de la République de Djibouti dans le cadre de l'Initiative Nationale de Développement Social (INDS) 2008-2012 qui a érigé au rang de priorité nationale la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population.

L'évaluation dont le présent rapport est le fruit, a été faite dans le cadre des conditionnalités exigibles dans les directives du Cadre de Programmation Pays. Elle est essentiellement basée sur la collecte et l'analyse des documents disponibles sur le genre en lien avec le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique de Djibouti.

La population Djiboutienne a une composition disparate avec 46, 21 % de femmes. En milieu urbain, elles ne sont que 44,1%, tandis qu'en milieu rural, elles représentent 51,2%.

A Djibouti comme partout ailleurs sur le continent, le chômage est principalement féminin, car touchant plus de femmes que d'hommes. 70,1% des chômeurs en milieu urbain sont des femmes et 64, 6 % en milieu rural.

Par ailleurs, l'accès des femmes et des hommes aux ressources, aux services et aux activités, varie en fonction des milieux, urbain et rural. Cette disparité explique fondamentalement les différences entre hommes et femmes et explique le sens de l'engagement des pouvoirs publics pour l'équité.

Pour adresser ces inégalités, Djibouti a mis en place un dispositif réglementaire et législatif qui constitue le socle indispensable au développement des Politiques, Stratégies et Programmes visant la promotion et l'empowerment des femmes :

- ◆ Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP, 2004-2006) ;
- ◆ L'Initiative Nationale pour le Développement Social (INDS, 2008-2012) ;
- ◆ Le Plan d'Actions Gouvernemental (2009-2011) ;
- ◆ La stratégie « Vision Djibouti 2035 » (V.D 2035) dont la « Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi » (SCAPE) pour la période 2015-19 constitue le premier des plans stratégiques quinquennaux.

Outre ce dispositif national, le pays est également partie à la plupart des traités et conventions internationaux de protection et de promotion du genre, principalement les femmes.

Un des piliers de promotion de la femme est la Stratégie Nationale de l'Agriculture et du Développement Rural définie dans plusieurs documents de Politiques et Programmes.

La Politique Nationale Genre (2011-2021), élaborée à l'issue de l'évaluation du premier cadre de référence de la promotion du genre (SNIFD) vise à éliminer l'écart existant entre les sexes à tous les niveaux du processus de développement mais aussi, à instaurer un développement durable qui passe par l'éradication des inégalités liées au sexe. Toutes ces Politiques, Stratégies, et Programmes traduisent la volonté politique des pouvoirs publics de mettre la femme au cœur du développement du pays. La mise en œuvre de ces Politiques et Programmes a permis d'enregistrer des résultats notables, aussi bien dans les processus d'élaboration des Stratégies, Politiques et Programmes, que dans leur mise en œuvre.

Toutefois, bien qu'étant des actrices importantes dans le processus de création de la richesse nationale, les femmes sont très limitées dans leur accès aux ressources et aux actifs. Aussi, un meilleur accès à ces facteurs de production contribuerait à l'amélioration de la productivité des femmes et entraînerait une augmentation conséquente de la croissance nationale.

Il faut souligner toutefois la faiblesse des données statistiques qui rendent difficile le suivi des indicateurs genre, dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies, politiques et programmes de promotion du genre. Aussi, leur intégration dans les dispositifs d'évaluation permettra de mieux apprécier l'évolution de la prise en compte du genre et de son impact sur le développement socio-économique du pays. Cette intégration nécessitera le développement de nouveaux outils et protocoles de recherche.

Pour ce faire, l'évaluation recommande :

- ** Institutionnaliser la cellule genre au sein de chaque ministère et la position du point focal au sein de son département : non seulement lui donner une position acceptée par tous (décret) mais également une place stratégique au sein de l'organigramme.
- ** Mettre en place un plan de renforcement des capacités avec un système de formations continu tenant des faiblesses et lacunes des uns et des autres pour une mise à niveau de l'ensemble des points focaux.
- ** Élaborer un plan d'action commun qui tienne compte des spécificités de chaque département avec des mesures de suivi-évaluation.
- ** Établir un système de rencontres permanent pour des échanges et une mise en commun des expériences des uns et des autres.
- ** Veiller à ce qu'il ait un mécanisme de vérification de l'intégration du genre dans tous les programmes et projets, dans tous les secteurs d'activités et à tous les niveaux (national, régional et local).

De plus, le MFF devra, en partenariat avec le MAEPE-RH :

- a. Rendre opérationnelle l'Observatoire du Genre, prévu dans la PNG, en mobilisant les ressources financières, humaines et matérielles requises.
- b. Solliciter un appui institutionnel auprès des partenaires pour soutenir et accélérer l'organisation et la mise en place des mécanismes opérationnels indispensables à l'exercice efficace de ses missions (coordination, concertation, appui-conseil, suivi, évaluation) de pilotage et de mise en œuvre de la PNG.
- c. Introduire le genre comme critère d'éligibilité des Projets et Programmes soumis au financement du budget national ainsi qu'aux fonds des partenaires techniques et financiers.

Aussi, il urge de :

1. Renforcer le Suivi & Évaluation de la mise en œuvre de la politique et des programmes de soutien à l'amélioration de la participation féminine et de réduction des facteurs des inégalités entre les sexes.
2. Assurer la production et la diffusion d'information sur l'égalité de genre.
3. Créer un fonds spécial « Genre et Développement ».

Dans le domaine de la diversification et de l'intensification de la production agricole, et de développement des produits agricoles déjà amorcé, il est recommandé de :

1. Renforcer l'encadrement des pratiques de l'agriculture et de l'élevage pour mieux soutenir les producteurs.
2. Améliorer la gestion des ressources dans une perspective de développement durable et,
3. Diversifier et intensifier la production.
4. Développer le potentiel d'expansion et de diversification de l'agriculture et de l'élevage, ceci constituerait un avantage stratégique extrêmement intéressant pour la modernisation et la dynamisation de l'agriculture et de l'élevage et ce vu la diversité des milieux associés à la diversité de la topographie, des types de sols et du climat.
5. Amener toutes les parties prenantes et acteurs du secteur à absolument nécessairement prendre en considération les limitations et la fragilité actuelle des ressources disponibles dans la planification de leur développement
6. Amener toutes les parties prenantes et acteurs du secteur à prendre des mesures pour les protéger et préserver les ressources.
7. Renforcer les capacités les parties prenantes et acteurs du secteur, les connaissances acquises permettront d'identifier les principaux enjeux et opportunités relatifs aux ressources et aux activités, de dresser des plans de développement locaux, de définir le cadre réglementaire pour les différentes zones agricoles et de mettre en place les balises et les outils qui permettront de bien gérer et de faire le suivi des activités du secteur dans son ensemble.
8. Privilégier le développement prioritaire des filières répondant à la demande locale (goyave, manque, melon, céréales, fourrage, élevage), jouant ainsi un rôle important dans la sécurité alimentaire des ménages ruraux et urbains. Cependant, le développement de filières à valeur ajoutée et à vocation commerciale doit être également envisagé dans l'optique d'une diversification de la production et des exportations.

Dans le domaine de la construction et de la réhabilitation des systèmes d'irrigation

- ☛ Promouvoir et développer les différents systèmes existants associés à la maîtrise de l'eau, ceux qui existent ne suffisent pas à combler les du secteur agricole et du secteur de l'élevage.
- ☛ Renforcer et étendre les systèmes d'irrigation ainsi que la mise en place et l'application des mesures de gestion.
- ☛ Construire et réhabiliter les systèmes d'irrigation.

En concerne la diversification et l'intensification de la production animale

- ◆ Assurer le développement de l'élevage nomade en système agro-pastoral, selon le potentiel et les caractéristiques de chaque bassin versant, afin d'accroître le revenu des paysans et des paysannes et pasteurs / pasteures tout en contribuant à la restauration des bassins versants.

- ❖ Favoriser la production d'herbes et d'arbres fournissant du fourrage pour l'alimentation animale, ce qui permettra aux agriculteurs et agricultrices de s'assurer des revenus par la production caprine, de volailles (aviculture), de miel (apiculture) et de lait de vache.
- ❖ Appuyer la conception d'un code rural intégrant les besoins différenciés des femmes et des hommes et ce concernant l'irrigation et le drainage, la santé animale, la protection des végétaux, la réforme agraire et foncière ainsi que la sécurité alimentaire.

Par rapport à l'accès au matériel et aux intrants agricoles (ou l'aide au financement pour leur acquisition)

- ☞ Dans un premier temps, de mettre en œuvre des mesures d'appui direct, sous forme de distribution de matériel et d'intrants ou d'appui financier pour leur acquisition, et ce afin de moderniser et dynamiser ce secteur.
- ☞ Dans un second temps, il faudra penser à libéraliser progressivement le sous - secteur de l'approvisionnement en intrants et matériels agricoles.
- ☞ Accompagner les producteurs et productrices et planifier le futur.

En ce qui concerne la mise en place d'une chaîne d'entreposage pour les intrants nécessaires à l'entreposage et à la commercialisation des produits agricoles

- ☛ Mettre en place une chaîne d'entreposage contrôlée, dont les équipements et installations seront situés stratégiquement et équitablement dans les différentes zones agricoles.
- ☛ Mettre également en place une chaîne d'entreposage des produits agricoles.
- ☛ Créer des espaces pour le support technique et la formation ou des ateliers de réparation d'outils et de machineries agricoles générant à leur tour une dynamique de création d'emploi et de renforcement des capacités qui bénéficiera à l'ensemble des communautés rurales.
- ☛ Promouvoir l'entrepreneuriat féminin avec une politique de soutien à l'insertion économique des femmes qui participe de la croissance économique et de l'offre d'emplois.
- ☛ Promotion l'investissement privé dans les branches d'activités prioritaires, notamment les entreprises industrielles, agricoles et agroalimentaires avec une Politique d'accompagnement et de concertation avec le secteur privé et avec une attention particulière sur le secteur touristique, de même que les services financiers, le transport et les communications,
- ☛ Renforcement de la scolarisation des filles dans les zones rurales des régions de l'intérieur du pays, et,
- ☛ De la promotion de l'égalité de genre dans l'enseignement supérieur et favoriser l'insertion des jeunes filles dans les filières scientifiques conduisant aux métiers du secteur de l'agriculture et du développement rural.

En ce qui concerne la gestion du développement et de l'aménagement local du territoire

- ☞ Mettre en place des Comités Locaux de Développement et d'Aménagement du Territoire à l'échelon des localités rurales
- ☞ Mesurer le niveau d'augmentation des revenus au niveau des ménages, et il est également important de déterminer quels sont les membres du ménage dont le revenu a augmenté et la façon dont le revenu est dépensé.

1 Contexte

Depuis l'ouverture de son bureau en 2008, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a apporté une assistance croissante au Gouvernement de la République de Djibouti, notamment dans le cadre de l'Initiative Nationale de Développement Social (INDS) 2008-2012 qui a érigé au rang de priorité nationale la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population.

La FAO a signé avec le Gouvernement de Djibouti, en Juin 2013, son premier Cadre de Programmation Pays (CPP) 2013-2017, un outil de planification et de gestion visant à cibler au mieux l'assistance technique de la FAO sur les priorités nationales liées au développement, autour des principales initiatives qui sous-tendent la politique gouvernementale en matière agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le document du CPP fait le constat que l'inégalité entre les genres est profonde à Djibouti, en raison de facteurs culturels et religieux. La participation des femmes (environ 52 % de la population) aux prises de décisions reste marginale à tous les niveaux, en dépit des efforts conduits par les Autorités pour créer un cadre juridique plus favorable (comme la promulgation d'un Code de la famille plus favorable à la protection des droits des femmes). Cela se reflète sur l'Indicateur de Participation Féminine (IPF) dont la dernière référence est l'année 2000 s'élevait à 0,127, classant Djibouti au 149ème rang sur 173 pays classés.

Il est souligné que le potentiel de contribution des femmes à l'économie de marché est généralement peu exploité, notamment dans le secteur primaire où la production agricole est principalement du ressort des hommes. Les femmes ne sont que rarement consultées et intégrées au sein des projets de développement qui seraient susceptibles de renforcer leur rôle productif et d'améliorer leur condition de vie.

Elles ne sont impliquées que dans la distribution et la commercialisation des produits de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Ces dernières feraient l'objet d'une discrimination systématique dans l'accès aux services de crédit, de vulgarisation, de fourniture d'intrants et de semences, qui répond généralement au stéréotype de l'homme « producteur et chef de famille ».

Pourtant, leur participation au niveau des choix et de la mise en œuvre des programmes de développement permettrait des orientations et des réalisations plus harmonieuses et très probablement aussi plus productives.

Le Gouvernement de Djibouti et le Système des Nations Unies à Djibouti ont élaboré le PNUAD 2018-2022 qui a retenu quatre Priorités stratégiques, qui sont similaires aux quatre axes du SCAPE et les cinq piliers de la Vision 2035 et qui se déclinent en huit Effets, qui découlent en fait des conclusions et recommandations issues du Bilan Commun de Pays (CCA). Les quatre priorités stratégiques du PNUAD sont aussi entièrement alignées à des ODD spécifiques, à savoir :

- Priorité Stratégique 1 : Croissance économique inclusive et durable et réduction de la pauvreté (ODD 1, 8 et 9)
- Priorité Stratégique 2 : Renforcement de services sociaux et développement humain inclusif (ODD 1, 2, 3, 4, 6, 10 et 16) ;
- Priorité Stratégique 3 : Renforcement de l'environnement et des institutions de la bonne gouvernance - ODD 16 et 17 ; et
- Priorité Stratégique 4 : Renforcement de la résilience et promotion du développement régional équitable (ODD 1, 2, 6, 13, 14 et 15).

C'est ainsi qu'après le CPP 2013-2017, les nouvelles orientations du CPP 2019-2023 ont été définies à travers un processus de concertation avec la partie nationale. Pour ce faire, le soutien de la FAO à Djibouti s'articulera autour des domaines prioritaires suivants :

- ☞ **Domaine prioritaire 1 :** *Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables et promouvoir les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture.*
- ☞ **Domaine prioritaire 2 :** *Renforcer les capacités des institutions et des communautés nationales en matière de résilience aux chocs climatiques et aux crises.*
- ☞ **Domaine prioritaire 3 :** *Promouvoir la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles productives.*
- ◆ **Domaine prioritaire 1 : Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables et promouvoir les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture.**

Tenant compte du mandat et des capacités de la FAO à Djibouti (soutenue par le Bureau Sous régional de la FAO pour l'Afrique de l'Est basé à Addis-Ababa en Éthiopie, le Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique basé à Accra au Ghana), l'appui au Gouvernement de Djibouti dans l'atteinte de cette priorité s'articulera autour de résultats attendus suivants :

- ☞ Le dialogue politique, les partenariats et les textes légaux en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont promus et améliorés.
- ☞ La production et la productivité du secteur primaire, en général, et de l'agriculture, l'élevage et de la pêche, en particulier, sont augmentées dans le contexte de Changement Climatique.
- ☞ La promotion de l'innovation et l'introduction de nouvelles technologies en matière d'agriculture, d'élevage et de pêche sont assurées.
- ☞ Le contrôle de la sécurité sanitaire des aliments est renforcé.
- ☞ Le système statistique national est renforcé.
- ◆ **Domaine prioritaire 2 : Renforcer les capacités des institutions et des communautés nationales en matière de résilience aux chocs climatiques et aux crises**
- Les capacités gouvernementales d'élaboration et de mise en œuvre de politique de gestion des crises et catastrophes touchant l'agriculture, l'élevage et la pêche sont renforcées.
- Les systèmes d'alerte précoce, notamment pour les risques de désertification, aux autres effets des changements climatiques sont opérationnels.
- Le système national de réponses aux crises et catastrophes est renforcé.

- Les groupes vulnérables sont assistés grâce à l'opérationnalisation du système national de protection sociale.
- Le plan national d'adaptation aux changements climatiques est mis en œuvre.

◆ **Domaine prioritaire 3 : Promouvoir la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles productives**

- ⊕ Les capacités nationales en gestion durable des terres et des eaux sont renforcées.
- ⊕ La préservation des ressources naturelles est plus efficace et plus efficiente.
- ⊕ Les capacités nationales d'estimation des ressources halieutiques.

1.1 Objectif de l'évaluation genre dans le Secteur Agricole, du Développement Rural et de la mise en œuvre du PNISA

L'objectif général de l'évaluation genre du Secteur Agricole, du Développement Rural et de la mise en œuvre du PNISA en République de Djibouti vise à exposer et analyser les inégalités liées au sexe dans l'accès aux ressources importantes, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés, et qui contribuent à la faible productivité agricole ainsi qu'à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Spécifiquement, l'évaluation consiste à :

- ✖ Mener une analyse des disparités de genre dans le secteur de l'agriculture et du développement rural.
- ✖ Faire un diagnostic des politiques et des mécanismes institutionnels sur la base de l'analyse de la documentation, des données sexospécifiques et d'un diagnostic des politiques existantes.

1.2 Résultats attendus

L'évaluation des disparités de genre dans le secteur de l'agriculture et du développement rural et le diagnostic des politiques et des mécanismes institutionnels en place, sur la base de l'analyse de la documentation et des données sexo-spécifiques disponibles, ainsi que sur les différentes rencontres et entretiens organisés durant la mission pour rencontrer des leaders ou personnes clés, est destinée à :

- ✱ Informer la planification et la programmation de la FAO au niveau pays en rapport avec les priorités de développement nationales, le mandat et le cadre stratégique de la FAO.
- ✱ Contribuer à l'intégration systématique du genre dans la formulation, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des Plans Nationaux d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN).
- ✱ Fournir une situation de référence pour le suivi de la mise en œuvre des politiques agricoles, du PNIASAN et des Objectifs de Développement Durable (ODD) au niveau du pays.

- ✿ Faciliter la préparation de rapports liés à la CEDEF/CEDAW dans le cadre de l'équipe pays des Nations Unies et des rapports des pays au comité de la CEDEF, avec des données et informations fiables et mises à jour sur la situation des femmes rurales dans le pays.
- ✿ Renforcer la disponibilité des données ventilées par sexe dans les bases de données de la FAO.
- ✿ Faciliter le plaidoyer à haut niveau et les activités de renforcement des capacités au niveau du pays.

Sous la supervision générale de la Fonctionnaire Principale Chargée du Genre, de l'Égalité et du Développement Rural au Bureau Régional de la FAO et la supervision technique du Point Focal Genre de la FAO au niveau du Bureau FAO/Pays, le consultant s'est acquitté des tâches suivantes :

- ✱ Préparer et soumettre la méthodologie utilisée pour la préparation du rapport d'évaluation genre dans les deux jours suivants le début du contrat.
- ✱ Faire une évaluation détaillée sur l'égalité entre hommes et femmes dans le secteur agricole et rural (CGA-ARS) sur la base de la table des matières fournies.
- ✱ Préparer un rapport final de l'évaluation de la situation du pays en matière d'intégration du genre, y compris la rédaction de l'avant-propos pour la signature du Ministre de la Femme/du Genre, de la préface pour la signature du Ministre de l'Agriculture, des remerciements et du résumé exécutif.
- ✱ Assister le point focal genre pays de la FAO pour l'organisation de l'atelier de validation du rapport et préparer et présenter des résultats et recommandations clés lors de l'atelier.

1.3 Méthodologie

L'évaluation de la situation genre à Djibouti s'est déroulée du 18 janvier au 23 février 2018 en deux phases :

➤ La phase préparatoire de l'évaluation.

L'évaluation s'est basée sur la collecte et l'analyse documentaire des politiques et stratégies sectorielles, l'analyse des données statistiques existantes en lien avec le PNIASAN.

Il s'est agi de faire, tout au long de l'évaluation, la collecte et l'analyse des documents disponibles sur le genre en lien avec le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique de Djibouti. Ainsi, la documentation disponible sur le genre en lien avec le PNIASAN, sur les droits des femmes sur le foncier et l'accès et le contrôle aux ressources adéquates ainsi que les politiques de protection sociale, de nutrition, etc. a été exploitée. L'analyse s'est articulée autour :

- Des Politiques et Stratégies.
- Des documents de Programmes et Projets.
- Des études & évaluations et des rapports d'activités des projets de développement.

Les documents de Politique & Stratégie des Secteurs agricole et du développement rural, et de Politique Nationale Genre, suivants ont été recherchés et étudiés en priorité :

- * La Vision Djibouti 2035 et la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2015-19 – MEFI, Décembre 2015.
- * Plan Directeur de Développement du Secteur Primaire (PDSP) et le Programme National pour l'Investissement à Moyen Terme (PNIMT) – 2009-2018, Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Mer, chargé des Ressources Hydrauliques (MAEM/RH).
- * Lettre de Politique Sectorielle de la Pêche et de l'Aquaculture, MAEM/RH, 2014.
- * Plan Directeur de l'Eau 2009-2018, MAEM-RH, Février 2009.
- * Le Programme Nationale de Sécurité Alimentaire (PNSA) et son plan d'action 2011-17 – MAEPE/RH, Décembre 2011.
- * Le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine pour le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (PDDAA – NEPAD), MAEPE/RH – FAO, décembre 2011.
- * La Loi n°154/AN/12/6ème L, portant définition de la Politique Nationale de Genre – 2010-21, Ministère de la Promotion de la Femme et du Planning Familial, mai 2012.
- * La Stratégie Nationale de Micro Finance (SNMF) 2012-16 - SESN, Février 2012.
- * La Stratégie nationale de protection sociale « Filets Sociaux de Sécurité » 2013-2017 – SESN, Juin 2012.
- * La Politique Nationale de la Santé (PNDS) 2013-17, MS.
- * Le Programme Nationale de lutte contre la Malnutrition, MS.
- * Schéma Directeur & Cadre stratégique pour la promotion de la Femme et de la Famille - Ministère de la Femme et de la Famille et des Affaires Sociales, Janvier 2009.

L'évaluation s'est efforcée d'analyser le niveau de prise en compte du genre dans ces différents documents, d'en tirer les aspects positifs et d'en relever les insuffisances pour une meilleure considération du genre dans le prochain PNIASAN. Pour ce faire, l'évaluation de l'intégration du genre dans le PNIASAN s'est faite avec la grille du système de notation genre de la FAO (Gender marker) basé sur les critères suivants pour l'analyse des résultats, des produits et des activités :

G0	Aucune prise en compte de l'égalité des sexes par le Produit, Service ou Activité
G1	Le Produit, Service ou Activité prend en compte l'égalité des sexes dans quelques dimensions
G2a	Le Produit, Service ou l'activité prend en compte les questions liées à l'égalité des sexes de manière systématique, mais ceci n'est pas l'un de ses principaux objectifs
G2b	L'objectif principal du Produit, Service ou de l'Activité est d'améliorer l'égalité des sexes et /ou l'autonomisation des femmes

Ensuite la grille d'analyse genre détaillée fournie dans le guide d'évaluation du genre dans le PNIASAN, a été remplie en attribuant une note à la performance du PNIASAN pour chaque aspect selon les critères du système de notation genre.

Durant la phase de collecte des documents de stratégie et des données statistiques, des rencontres et entretiens ont été tenus avec les responsables des départements et des projets concernés du Ministère de l'agriculture, du Ministère de la promotion de la Femme et du Secrétariat d'État à la Solidarité Nationale, mais aussi avec les représentants des partenaires au développement.

➤ La phase de production et de validation du rapport

Dans la seconde phase, il s'est agi de procéder à l'analyse des données statistiques disponibles. Aussi, pour analyser l'intégration du genre dans le PNIASAN de Djibouti, il est nécessaire d'avoir des données statistiques sexospécifiques. C'est pourquoi, les documents et rapports des études et évaluations ci-dessous ont été prioritairement recherchés et consultés. Il s'agit notamment :

- ☞ Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de Djibouti (RGPH) de 2009 ;
- ☞ Rapport de l'étude sur les conditions des femmes en Milieu rural et périurbain et l'accès aux services socio-économiques mis à leur disposition en république de Djibouti – MEFI/MPF, Octobre 2016 ;
- ☞ Rapport de l'étude sur la commercialisation des produits de la pêche à Djibouti – MAEPE/RH, Août 2016 ;
- ☞ Rapport national d'évaluation quinquennale de mise en application du programme d'action de Beijing 1995 – MPF, Juillet 2014 ;
- ☞ Rapport de l'étude du schéma-directeur pour l'irrigation et l'agriculture durable dans la zone sud du Djibouti – MAEPE/RH –JICA, 2014 ;
- ☞ L'Enquête Djiboutienne Auprès des Ménages pour les Indicateurs Sociaux (EDAM3-IS) de 2012 – DISED/MEFI ;
- ☞ L'Enquête Djiboutienne à indicateurs multiples (EDIM) sur la population et la santé - Ministère de la Santé et PAPFAM, SMART 2013 – MS/FNUAP ;
- ☞ Rapport de l'étude contexte hydrogéologique en république de Djibouti et accès à l'eau potable en milieu rural : Cas de 28 localités rurales- MPF, Mai 2012 ;
- ☞ Rapport initial et périodique combiné relatif à la mise en œuvre de la CEDEF à Djibouti - Ministère de la Femme et de la Famille et des Affaires Sociales, Octobre 2009 ;
- ☞ Rapport de l'évaluation de l'institutionnalisation du genre dans les programmes de développement du Système des Nations Unies à Djibouti, SNU, Mai 2008 ;
- ☞ Rapport de l'étude sur le processus de mise en place des points focaux genre dans la mise en œuvre de la SNIFD –MPF, Décembre 2006 ;
- ☞ L'Indicateur de Développement et des Inégalités entre les Sexes en Afrique (IDISA).

1.4 La supervision de l'évaluation

La supervision générale de l'évaluation a été effectuée par la Fonctionnaire Principale Chargée du Genre, de l'Egalité et du Développement Rural. La supervision technique a été effectuée par le Point Focal Genre de la FAO au niveau du Bureau FAO/Djibouti. Un guide contenant la table des matières du rapport et le cadre d'analyse du PNIA ont été produits et fournis par l'équipe de la FAO en appui à la consultation.

Un premier draft du rapport pays a été produit et soumis à l'appréciation des commanditaires, ainsi que les principaux acteurs concernés et consultés au cours de la mission. Après l'intégration des commentaires et amendements reçus, la version finale du rapport pays a été présentée et partagée dans un atelier de validation en 2018, qui regroupa des participantes et participants venus des différents départements gouvernementaux concernés, des organisations de la société civile des régions du pays, des organisations du système des Nations Unies dans le pays et des organisations internationales.

1.5 Difficultés rencontrées

La difficulté essentielle rencontrée au cours de cette évaluation fut l'insuffisance de données spécifiques sur le genre, quelques données éparses étant incluses dans les documents et généralement sans spécificité ni précision. En outre, il convient de noter que même une investigation sur le terrain, dans les 5 régions, n'a pas permis d'avoir des données statistiques précises sur la participation et la contribution des femmes dans le domaine agricole et pastoral. Les interviews réalisés ont seulement permis d'avoir des exemples et des témoignages précis et concrets de femmes agricultrices dans les régions rurales du pays.

1.6 Organisation du Rapport

Le rapport a été élaboré sur la base du canevas annexé aux TDR de la consultante.

2 Analyse du contexte politique du pays en lien avec le genre

2.1 Présentation géographique, climatique et socio-économique du pays

2.1.1 Présentation géographique et climatique

Situé à l'entrée Sud de la mer rouge, la République de Djibouti s'étend sur 23.000 km² et partage des frontières terrestres avec la Somalie au Sud, l'Éthiopie au Sud-Ouest et l'Érythrée au Nord. À l'Est, Djibouti est ouvert sur la mer Rouge, par le Golfe de Tadjourah, et dispose de 372 km de côtes et d'un espace maritime d'environ 7 200 Km², qui lui donne une position géostratégique et aéroportuaire fort avantageuse, sur la principale route du commerce maritime mondial.

Avec un relief volcanique et très accidenté, le territoire est caractérisé par une succession de massifs, de plateaux et de plaines, constitués de terres arides couvertes de steppes arbustives éparses et un sous-sol ne recélant que peu de ressources naturelles ou minérales valorisables.

Le climat est chaud et sec avec des températures variant en moyenne entre 30°C en janvier et 43°C en juillet. Les pluies sont peu fréquentes mais il existe de fortes précipitations isolées provoquant des inondations. La pluviométrie ne dépasse pas 160 mm par an. La saison des pluies ou saison fraîche couvre souvent la période allant de Septembre à Avril et la saison sèche, très chaude, s'étend sur la période de Mai à Août. À l'intérieur du pays, les eaux de surface sont rares en dehors du lac Abbé (à la frontière avec l'Éthiopie) et du lac salé d'Assal. Avec ce climat sec semi-désertique, les disponibilités en terres cultivables, en ressources naturelles et en eau, très faibles et soumises à de fortes pressions, et son faible niveau de développement social, la République de Djibouti est très vulnérable à un certain nombre d'impacts liés au changement climatique, dont la sécheresse récurrente et extrême, les températures extrêmes, l'exode rural, la hausse du niveau de la mer, les crues éclair et la salinisation de l'eau des nappes et des sols. Cette situation limite l'accès des femmes et des hommes aux moyens de production agricole mais celle des femmes est plus précaire que celle des hommes.

Le couvert végétal estimé à 2.000 hectares de forêts et 68.000 hectares de terres boisées, au niveau national, il y a 15 ans (CNE, 1991), se dégrade et se réduit inexorablement, sous les effets conjugués de la rareté des pluies, des fortes pressions exercées par les populations rurales victimes des sécheresses récurrentes qui déciment leurs maigres cheptels. Ces forêts et zones boisées sont la principale source de survie des populations rurales hommes et femmes qui l'utilisent principalement pour le pâturage du bétail, leurs besoins en bois de chauffage et en charbon de bois, la construction, la production des cordes et des nattes, etc. Elles en tirent également du miel sauvage, de la gomme, de la résine et des médicaments et en utilisent le fourrage et les pâturages pendant la saison sèche.

2.1.2 Présentation administrative, démographique et socio-économique du pays

La République de Djibouti est administrativement divisée en 5 régions de l'intérieur, appelées Collectivités régionales, et la capitale Djibouti - ville avec un statut particulier de collectivité nationale composée de 3 communes. Le pays compte en 2017, 956 985 habitants¹, dont plus de 58 % vivent dans la capitale Djibouti - ville. La population rurale des 5 régions intérieures est estimée à près de 240 000 personnes, soit 29% de la population totale du pays.

¹ Banque mondiale, 2017. Le nombre d'habitants était de 818 159 d'après le décret N° 2010-0038/PR/MEFPCP sur les résultats du 2ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2009.

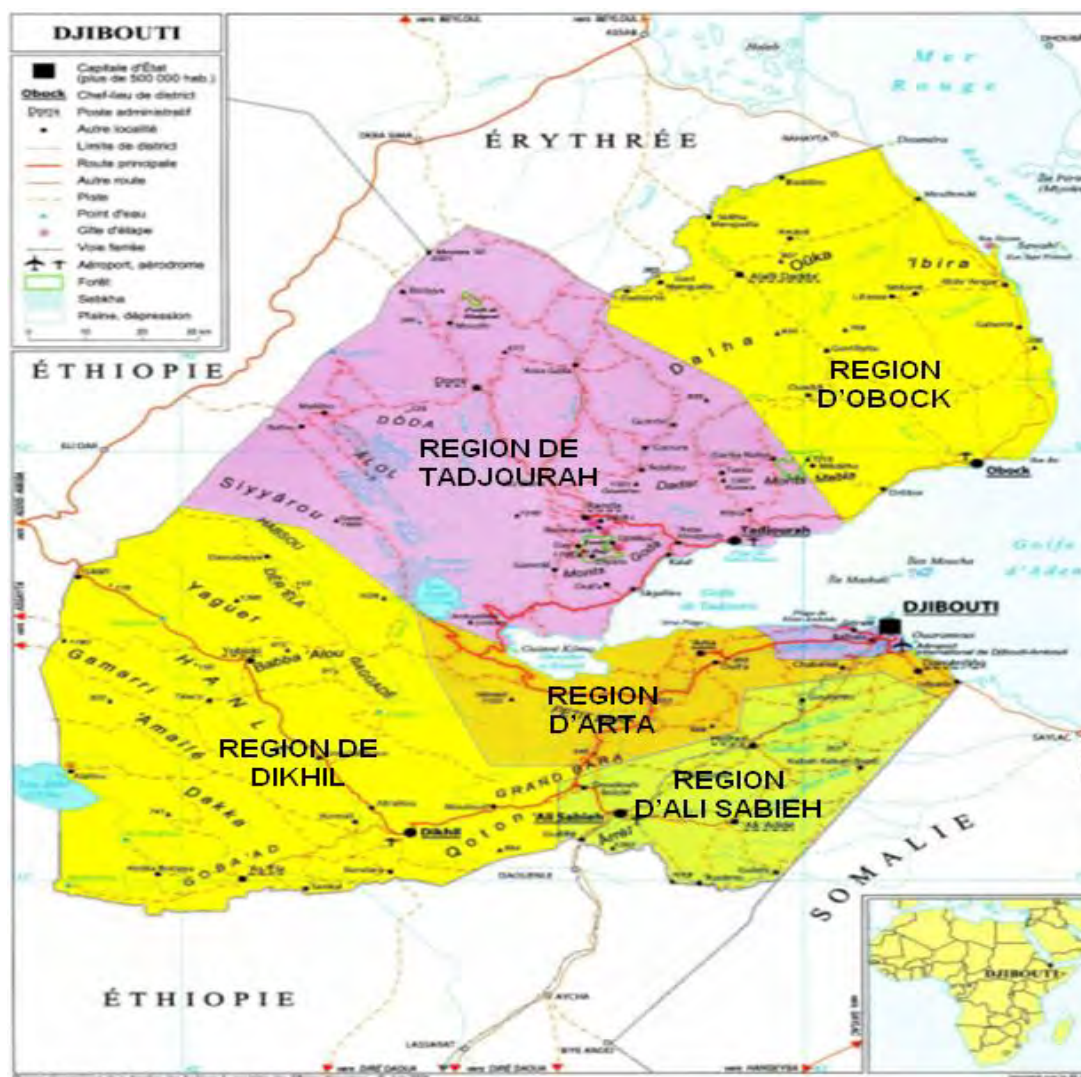


Figure n°1 : Carte administrative et économique de Djibouti

Tableau n° 1 : Répartition de la population par région, par sexe et par milieu d'habitation

Répartition		National		Urbain		Rural			
	Superficie (Km ²)	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	% Sédentaire	% Nomade
Total Pays	23 200	818 159	100%	577 933	70,6%	240 226	29,4%	32,9%	67,1%
Hommes		440 067	53,79%	322 796	55,9%	117 271	48,8%	50,9%	47,8%
Femmes		378 092	46,21%	255 137	44,1%	122 955	51,2%	49,1%	52,2%
Djibouti ville	200	475 322	58,10 %	475 322	100%				
Hommes		267 722	56,32%	267 722	56,3%				
Femmes		207 600	43,68%	207 600	43,7%				
Ali-Sabieh	2 200	86 949	10,63 %	37 939	43,6%	49 010	56,4%	24,4%	75,6%
Hommes		42 360	48,72%	18 487	48,7%	23 873	48,7%	50,1%	48,3%
Femmes		44 589	51,28%	19 452	51,3%	25 137	51,3%	49,9%	51,7%
Dikhil	7 200	88 948	10,87%	24 886	28,0%	64 062	72,0%	35,1%	64,9%
Hommes		45 753	51,44%	14 405	57,9%	31 348	48,9%	52,0%	47,3%
Femmes		43 195	48,56%	10 481	42,1%	32 714	51,1%	48,0%	52,7%
Tadjourah	7 100	86 704	10,60 %	14 820	17,1%	71 884	82,9%	32,7%	67,3%

Hommes		43 215	49,84%	8 167	55,1%	35 048	48,8%	50,6%	47,9%
Femmes		43 489	50,16%	6 653	44,9%	36 836	51,2%	49,4%	52,1%
Obock	4 700	37 856	4,63%	11 706	30,9%	26 150	69,1%	37,4%	62,6%
Hommes		19 934	52,66%	6 713	57,3%	13 221	50,6%	52,2%	49,6%
Femmes		17 922	47,34%	4 993	42,7%	12 929	49,4%	47,8%	50,4%
Arta	1 800	42 380	5,18%	13 260	31,3%	29 120	68,7%	39,0%	61,0%
Hommes		21 083	49,75%	7 302	55,1%	13 781	47,3%	49,2%	46,1%
Femmes		21 297	50,25%	5 958	44,9%	15 339	52,7%	50,8%	53,9%

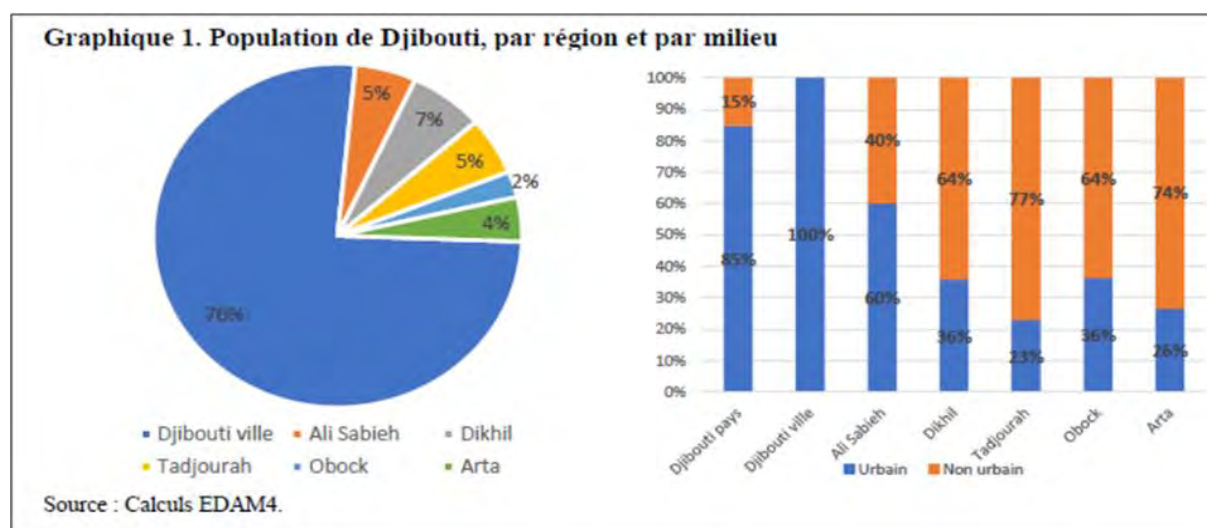
Source : RGPH 2009 - DISED

Les femmes représentent 46, 21 % de la population totale, alors que les hommes en font 53, 79%. Mais on note des disparités et ce, en fonction des milieux. Ainsi, au niveau urbain, les femmes sont encore moins nombreuses et représentent 44,1% de la population. Elles sont plus nombreuses dans le milieu rural avec 51,2% de la population. La proportion de femmes est encore plus grande parmi la population rurale nomade avec 52,2%.

Tableau n°2 : répartition population par âge, sexe selon milieu de résidence (RGPH 2009 - DISED)

Tranche d'âge (ans)	Urbain			Rural			National		
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
0 - 4	5,9%	4,4%	10,3%	6,6%	6,7%	13,2%	6,1%	5,0%	11,1%
5 - 14	12,9%	9,3%	22,2%	12,4%	11,9%	24,3%	12,7%	10,1%	22,8%
15 - 24	12,2%	10,0%	22,2%	8,1%	9,1%	17,2%	11,0%	9,7%	20,7%
25 - 34	9,9%	9,2%	19,1%	7,6%	9,6%	17,2%	9,3%	9,3%	18,6%
35 - 44	7,1%	5,5%	12,5%	5,8%	6,1%	11,9%	6,7%	5,7%	12,4%
45 - 54	4,5%	3,2%	7,7%	4,1%	3,9%	8,0%	4,4%	3,4%	7,8%
55 - 64	2,2%	1,6%	3,9%	2,4%	2,2%	4,6%	2,3%	1,8%	4,1%
65 et +	1,1%	1,0%	2,1%	1,8%	1,8%	3,5%	1,3%	1,2%	2,5%
TOTAL	55,9%	44,1%	100,0%	48,8%	51,2%	100,0%	53,8%	46,2%	100,0%

En zones rurales, les femmes sont plus nombreuses que les hommes, précisément dans la tranche d'âge 15-44 ans et particulièrement parmi la population nomade des zones rurales, dans les 5 régions de l'intérieur.



2.1.3 Indice de Développement Humain (IDH)

L'IDH de Djibouti pour 2018 s'établit à 0.495, ce qui place le pays dans la catégorie « développement humain faible » et au 171^e rang parmi 189 pays et territoires. Entre 1995 et 2018, l'IDH de Djibouti a progressé de 0.353 à 0.495, soit une hausse de 40.5 %. Le tableau A illustre les progrès du pays pour chacun des indicateurs de l'IDH. Entre 1990 et 2018, l'espérance de vie à la naissance à Djibouti a augmenté de 9.9 années, la durée moyenne de scolarisation a augmenté de 1.2 années, et la durée attendue de scolarisation a augmenté de 3.7 années. Le RNB de Djibouti par habitant a progressé d'environ 87.6 % entre 1990 et 2018. Par contre l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM), l'indice d'Inégalité du Genre (IIG), l'Indice de Développement du Genre (IDG), l'Indice de Développement Humain Ajustée aux Inégalités du Genre (IDHI) n'ont pas pu être calculés en 2018 par manque de données pertinentes.

Le revenu par habitant est de 1 438 \$US (PIB nominal) en 2010 selon la DISED. Après avoir souffert de la crise financière internationale, de la sécheresse et de la hausse du prix des matières premières, Djibouti se retrouve avec une dynamique économique fluctuante. La croissance économique du pays s'est élevée de 4,8% en 2012 à 6,5% en 2016 retombant à 4,09 en 2017 (FMI-Banque Mondiale). La croissance du PIB est tirée par le commerce et les investissements, notamment dans le secteur des services (principalement portuaire, mais également aéroportuaire et financier) qui représente 79,3% du PIB, alors que le secteur secondaire (industrie) stagne à 17% et le secteur primaire (agriculture & élevage) reste peu développé et ne contribue qu'à hauteur de 4% seulement au PIB.

2.1.4 Égalité de chance sur le marché du travail selon le genre

L'impact de cette croissance économique évoquée plus haut, sur l'emploi reste encore limité. Selon l'enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI, 2015) de la DISED de 2015, il y a un fort taux de chômage et ce taux est estimé à 39,3 % parmi la population active² en 2015. Les femmes sont seulement 36% à faire partie de la population active (ce qui constitue un taux d'activités plus faible que la moyenne régionale) alors que c'est le cas de 67.3% des hommes (Banque Mondiale, 2012). Selon l'UNICEF (2011), elles ont plus souvent que les hommes des emplois instables et vulnérables ; et elles sont particulièrement présentes dans le secteur informel. Les niveaux de pauvreté (79,4 % de pauvreté relative) et de chômage (48 %) sont élevés, en particulier dans les quartiers populaires de la capitale. Il semble que des outils de microfinance à destination des femmes aient été mis en place par le gouvernement comme une façon de lutter contre leur exclusion du système bancaire et in fine contre la pauvreté (Rapport National République de Djibouti Beijing +15, 2009). Malgré le développement de la microfinance, le taux d'emploi des femmes était de 12% en 2010 (Banque Africaine de Développement, Document de Stratégie Pays 2011-2015)³.

Tableau n° 3 : Taux d'occupation et taux de chômage par milieu de résidence et par sexe

² Population active : population de 15 ans ou plus ayant un emploi ou au chômage - Chômeur : tout actif disponible n'ayant pas un emploi et étant ou pas à la recherche d'un emploi.

³ Profil Genre Djibouti – AFD, Nov 2014.

Source : DISED – RGPH 2009

Le tableau nous montre qu'en milieu urbain, seulement 29,9% des femmes sont occupées. En d'autres termes, 70,1% des chômeurs sont des femmes et qu'en milieu rural, elles représentent 64,6 des chômeurs. Le chômage a donc un visage féminin à Djibouti.

Tableau n° 4 : Ratio emploi-population et taux de chômage élargi par milieu de résidence et par sexe, parmi la population âgée de 15-64 ans

	URBAIN		RURAL		TOTAL		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	TOTAL
Actif occupé	46,5%	29,9%	35,3%	25,2%	44,5%	29,4%	39,3%
Actif chômeur ayant déjà travaillé	2,5%	1,1%	1,2%	0,4%	2,3%	1,0%	1,8%
Actif chômeur recherchant 1er emploi	51,0%	69,0%	63,4%	74,4%	53,2%	69,6%	58,9%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

	Milieu de résidence		Sexe		Ensemble
	Urbain	Rural	Hommes	Femmes	
Ratio emploi-population⁴	27,7	13,4	37,8	14,2	25,4
Taux de chômage élargi	36,5	59,4	34,1	49,2	39,4

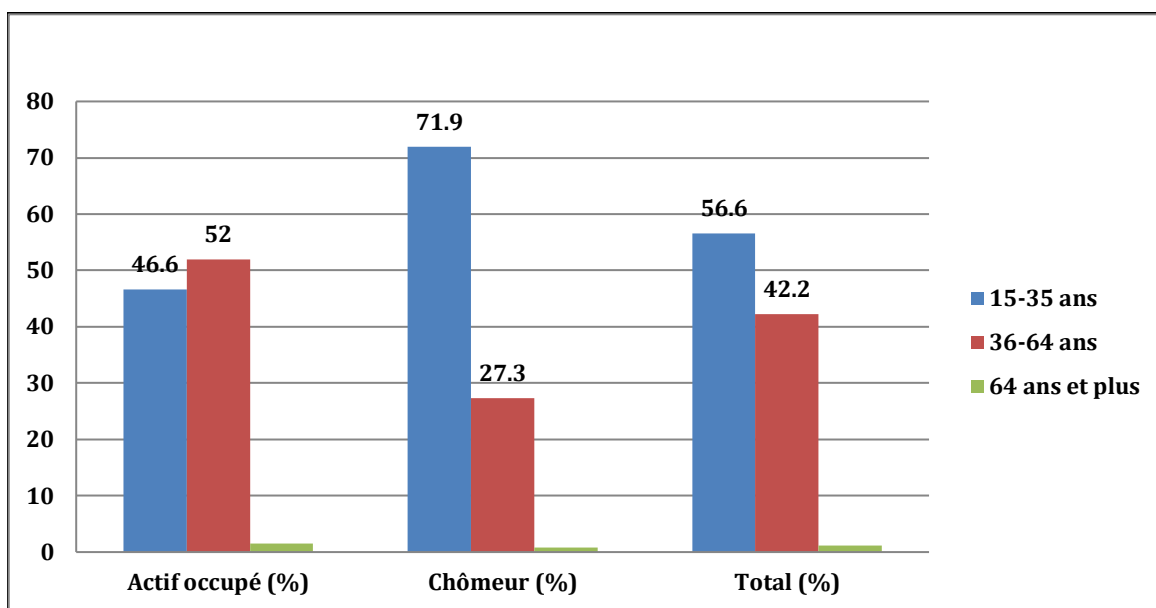
Source : DISED – EESI 2015

La persistance d'un taux élevé de chômage est aggravée par des contraintes globales (crise financière mondiale : hausse des cours du pétrole et des produits de base et pénuries alimentaires). Elle est cependant largement attribuable à des facteurs structurels internes, en particulier l'absence de politiques efficaces de soutien à la création d'emplois et l'inadéquation entre les besoins réels de l'économie et la formation du capital humain. La plupart des emplois créés ont été pourvus par des expatriés, en raison de la faiblesse du niveau de compétences au niveau national. Les autres activités demeurent peu développées.

Le secteur de l'agriculture, source primaire de subsistance dans la plupart des pays à faible revenu, est limité à Djibouti en raison d'un climat défavorable. Les activités, à la fois de services (principal moteur de la croissance ces dernières années) et de travaux publics, sont potentiellement à Haute Intensité de Main - d'Œuvre (HIMO). Elles ne représentent toutefois que 13 % des emplois formels. Plus que les hommes/garçons, les femmes / filles travaillent ou sont demandeuses d'emploi. Cela s'explique par les disparités de genre en matière d'éducation et d'alphabétisation. Les filles quittent ou abandonnent l'école plus tôt que les garçons qui poursuivent leurs études plus longtemps, ce qui constitue une des causes du taux élevé de chômage pour cette catégorie de personnes.

Graphique n°2 : Structure de la population active selon l'âge (années révolues)

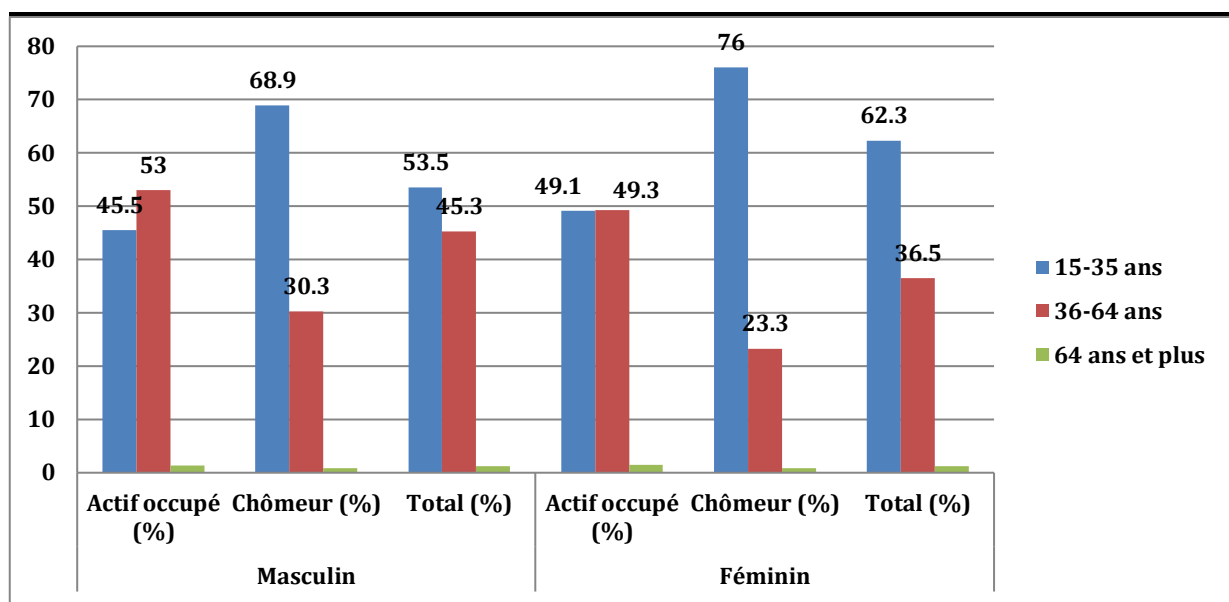
⁴ Le ratio emploi-population mesure le nombre moyen d'actifs occupés dans la population âgée de 15-64 ans.



Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI, 2015) - DISED.

Selon le graphique n°2 ci - dessus, l'inégalité hommes-femmes dans le domaine de l'emploi reste prononcée, à seules 29 % des femmes âgées de 15 à 64 ans participent au marché du travail, contre 54 % des hommes. La faiblesse des taux d'alphabétisme et d'instruction réduit l'activité des femmes. Seules 54 % des femmes ayant suivi un cursus universitaire d'au moins trois ans, sont sur le marché du travail, contre 76 % des hommes. Même si la proportion des femmes alphabétisées est de 53 % contre 67 % pour les hommes au niveau global, seulement 20 % des femmes sont alphabétisées en milieu rural.

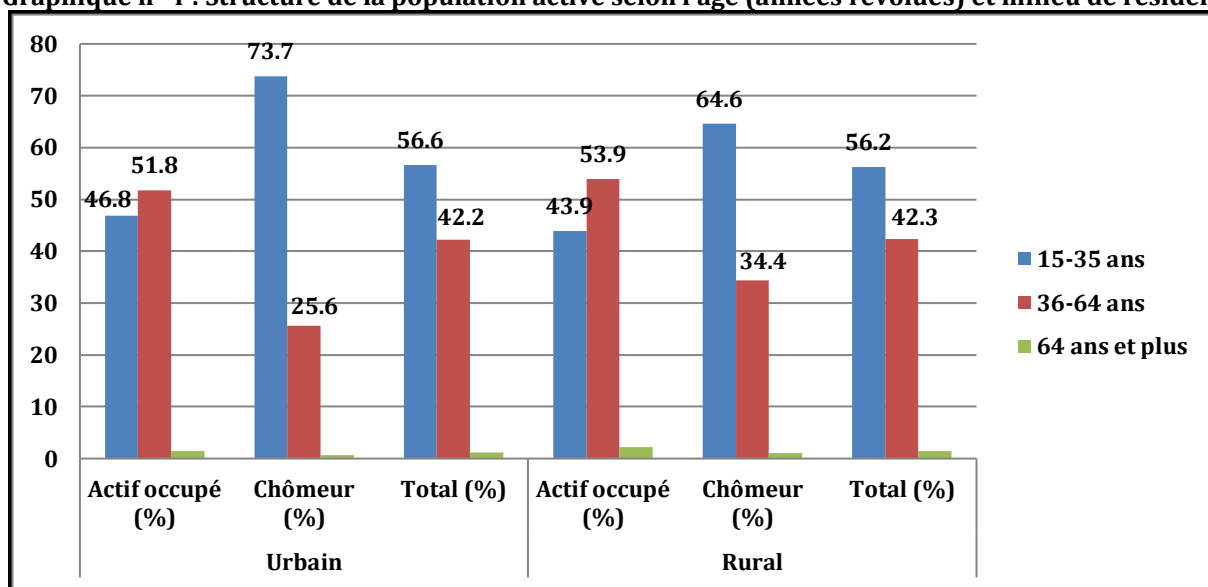
Graphique n°3 : Structure de la population active selon l'âge (années révolues) et le sexe



Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI, 2015) - DISED.

Les 15-35 ans sont les plus nombreux (56,6%) dans la population active et parmi les chômeurs (71,9%), en milieu urbain (73,7%) comme dans le rural (64,9%). Les 15-35 ans sont les plus nombreux parmi les chômeurs chez les femmes (76%) et les hommes (68,9%). Le chômage est également très prononcé en milieu rural (59,4%) et chez les femmes (49,2%).

Graphique n° 4 : Structure de la population active selon l'âge (années révolues) et milieu de résidence



Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI, 2015) - DISED.

Dans l'ensemble, on note que 7 chômeurs sur 10 sont des jeunes (15-35 ans) tandis que 5 actifs occupés sur 10 sont dans la tranche d'âges 36-64 ans. Le chômage est beaucoup plus élevé chez les femmes (49 %) que chez les hommes (34 %), et dans les zones rurales (59 %) que dans les centres urbains (37 %).

2.1.5 Contribution des femmes aux activités économiques

L'analyse des données de l'EESI de 2015 permettent d'affirmer qu'à Djibouti, les femmes participent de plus en plus aux activités économiques, malgré le fait que la parité homme/femme soit encore loin d'être atteinte. En effet, parmi les actifs occupés âgés de 15-64 ans, les femmes représentent 29,1%, soit pratiquement, 3 travailleurs sur 10. En considérant les jeunes actifs occupés, les femmes font respectivement 38,3% et 30,7% de l'effectif des personnes âgées de 15-24 ans et 15-35 ans. La contribution des femmes est très importante dans les régions de Dikhil, Tadjourah et Obock, où les proportions dépassent 30% sur la tranche d'âges 15-64 ans et de 15-35 ans. Les femmes de 15-64 ans, contribuent aux activités économiques, essentiellement dans les secteurs privés formel, informel et dans les ménages. Les branches d'activité les plus attrayantes de la main d'œuvre féminine sont l'agro-alimentation (40,6%), la fabrication d'articles d'habillement (49,5%), le commerce de détail du khat (86,2%), le commerce de détail (70,4%), le commerce de gros (53,8%), l'hôtellerie et la restauration (47,9%) et les services aux ménages (44,3%). La contribution des jeunes femmes de 15-35 ans à la réalisation de ces activités économiques est beaucoup plus importante. Quelle que soit la branche d'activité, les femmes sont en effectif numérique inférieur aux hommes. L'indice le plus élevé se retrouve dans la branche du commerce, soit 7 femmes pour 10 hommes. La tendance reste la même, quelle que soit la région. Ces résultats mettent en exergue que les femmes sont confinées à certaines activités bien précises, notamment les activités liées au commerce du détail, qui est une activité parmi les moins contraignantes physiquement et les services aux ménages (femmes de ménages) qui sont, culturellement et traditionnellement réservées aux femmes.

2.1.6 Niveau de pauvreté et genre

Toutes les catégories socio – économiques sont touchées à des degrés divers par la pauvreté relative ou extrême qui reste inégalement répartie entre les différentes zones géographiques du pays. Elle s'accompagne de profondes disparités de niveau de vie, et génère des inégalités d'accès à l'instruction, à la santé et au marché du travail. Plus spécifiquement, les inégalités de l'offre de travail selon le genre, entre les hommes et les femmes donc, l'accès relatif aux différents segments du marché de travail, la présence d'un chômage important, le faible niveau d'instruction, constituent pour les femmes, la source des disparités dans l'accès aux moyens d'existence.

La pauvreté à Djibouti n'est pas seulement un problème social ; elle constitue un véritable défi de développement, qui souligne l'importance cruciale de clarifier la vision d'avenir du pays et de mettre en œuvre de façon soutenue, une véritable stratégie de réduction de la pauvreté centrée sur des politiques et réformes qui permettent de créer les conditions d'une croissance économique forte et équitable et, de réduire durablement le chômage en général et celui des femmes en particulier. Il convient également, de renforcer le capital humain et d'instaurer des filets de sécurité pour les plus démunis, notamment les femmes. Enfin, la prise en compte de la dimension genre constitue une stratégie opportune, dans la promotion de l'emploi et le renforcement du capital humain, dans cette perspective de lutte contre la pauvreté.

2.1.7 Situation et contribution du secteur primaire à l'économie

La contribution du secteur primaire au PIB, longtemps estimée à 3%, semble s'établir actuellement à 4,2%, alors que près de 20% de la population dépend de ce secteur pour ses moyens de subsistance. Les productions agricoles ne couvrent que 10% des besoins alimentaires du pays ce qui le place en situation de forte dépendance et de vulnérabilité à l'égard des importations et des fluctuations des prix pour couvrir ses besoins et garantir la sécurité alimentaire (les importations alimentaires sont estimées à 35 000 tonnes/an).

Les sols cultivables sont alluvionnaires ou sédimentaires, parfois salés, pauvres, mais améliorables. La superficie cultivable est estimée à environ 6 000 ha, dont 2 400 ha faciles à irriguer à partir des nappes d'accompagnement des oueds, bien que les ressources en eau disponibles soient limitées. L'agriculture n'est pas possible sans irrigation. Par ailleurs, la désertification progresse, favorisée par

le surpâturage et la récolte du bois de feu nécessaire à la cuisson des aliments d'une population en forte croissance.

Par conséquent, l'insécurité alimentaire est une des difficultés permanentes de la République de Djibouti. Les différentes enquêtes ont révélé l'urgence en matière d'insécurité alimentaire pour les zones rurales. En effet, l'insécurité alimentaire concerne 6,3% de la population urbaine alors qu'elle touche 42% de la population rurale. Selon une enquête plus récente (Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence – AGVSAN 2014), la situation resterait critique avec près de 60 000 personnes en insécurité alimentaire modérée avec toutefois une baisse marquée de l'insécurité alimentaire sévère qui aurait notamment diminué de moitié dans les zones rurales.

Quoique faiblement documentée la répartition des responsabilités et tâches selon le genre dans l'agriculture, l'élevage et la pêche fait ressortir le rôle prédominant des hommes dans ces sous-secteurs où les femmes seraient réduites à des tâches d'appui (notamment lors des récoltes) mais n'exerceraient aucune responsabilité dans les choix et la commercialisation. Les activités de stockage et de transformation seraient généralement gérées par les hommes, les femmes n'ayant pas les capacités, les moyens matériels nécessaires. Cependant on note une tendance récente de prise de responsabilité des femmes dans le maraichage et dans la commercialisation des sous-produits de l'agriculture (aviculture et élevage des petits ruminants).

Nous tenterons de documenter et d'analyser la situation dans les rubriques suivantes de ce rapport.

2.2 Le cadre de la planification du développement du pays

En matière de planification du développement du pays, le Gouvernement de Djibouti a développé, à partir de l'année 2000, un certain nombre de cadres législatifs, stratégiques sectoriels et multi sectoriels pour accompagner et donner une impulsion aux politiques de lutte contre la pauvreté et contre l'insécurité alimentaire dont les plus importants sont :

➤ ***La Loi d'Orientation Économique et Sociale (2001-2010)*** qui définissait les priorités relatives au développement du secteur primaire à travers les objectifs suivants :

- La lutte contre la pauvreté par l'amélioration des revenus et des conditions de vie de la population rurale,
- Le freinage de l'exode rural,
- L'exploitation rationnelle des ressources naturelles aux fins d'améliorer et de protéger l'environnement et la biodiversité,
- La mise en valeur des terres arables, l'extension des superficies irriguées et la promotion des activités d'élevage et de pêche pour permettre une augmentation de la production agricole locale (légumes, fruits, viandes et poissons),
- Le développement de l'agriculture oasisienne notamment par la promotion de la culture du palmier dattier,
- La réforme de l'organisation du département afin de renforcer les structures en matière de planification, de suivi des programmes de développement et de diffusion des informations.

En application de la Loi d'Orientation Économique et Sociale (2001-2010) deux stratégies nationales ont été mises en place successivement en vue d'orienter et cadrer les interventions des départements sectoriels :

**** Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP, 2004-2006)** élaboré en 2004 en appui à la réalisation des OMD pour 2015. Cependant, en raison du contexte national, régional et international, les causes antérieures n'ont pu être solutionnées et de ce fait les différents indicateurs de pauvreté se sont progressivement aggravés (déclin du PIB par habitant, taux de chômage atteignant le 60%, etc.). Ce constat est mentionné comme suit dans le rapport d'évaluation : « *Les actions de court terme menées pour apporter une solution à cette situation ont échoué et la répartition inégale de la croissance économique a bénéficié à une catégorie de la population en laissant une autre dans une situation de misère sociale.* ».

**** L'Initiative Nationale pour le Développement Social (INDS, 2008-2012)** reste la référence parce qu'elle est la traduction de la vision de l'action gouvernementale portée par le Président de la République. Elle est le fruit de la capitalisation des précédentes politiques et un dispositif pour une meilleure répartition de la croissance issue des activités tertiaires, de la présence des forces étrangères en adéquation avec les engagements internationaux (OMD, Déclaration de Paris, etc). Le plan d'action de l'INDS fut scindé en quatre principaux axes :

1. Renforcement de la compétitivité et création des conditions d'une croissance économique forte et durable ;
2. Accélération de la valorisation des ressources humaines et préservation de l'environnement ;
3. Réduction de la pauvreté et assistance aux zones et groupes vulnérables (lutte contre le chômage et accès aux services de base) ; et
4. Promotion d'une bonne gouvernance.

Pour la mise en œuvre de l'INDS, des objectifs chiffrés précis étaient définis comme suit :

1. Réduire l'incidence de la pauvreté extrême et celle de la pauvreté relative ;
2. Porter le taux annuel moyen de croissance économique à 7% ;
3. Porter le TBS à 83% dans le primaire et 61% dans le secondaire, tout en continuant à réduire les disparités spatiales et de genre ;
4. Porter le taux d'alphabétisation des 15-24 ans à 65% ;
5. Ramener le TMI à 60‰, le TMIJ à 80‰ et le TMM à 400 pour 100.000 ;
6. Porter le taux de couverture sanitaire dans un rayon de 5km à 90%.

➤ Le **Plan d'Actions Gouvernemental (2009-2011)** issue du séminaire sur l'action gouvernementale (2-9 mai 2009) suivi d'une retraite des membres du Gouvernement (14-17 mai 2009) et considéré comme la Feuille de Route Révisée du Gouvernement, proposaient plus de 17 recommandations dont 6 relatives au secteur de l'agriculture et le développement rural :

- Développer une stratégie spécifique en cas de sécheresse pour soutenir les populations affectées ;
- Renforcer davantage le développement agricole notamment dans les zones à potentiels agricoles comme Dikhil, Hanlé, Gobaad, sur la base d'une gestion intégrée pour permettre une exploitation durable des ressources en eau et des sols ;

- Encourager la création des jardins potagers autour des écoles et des dispensaires ou les disponibilités en eau sont suffisantes ;
- Mettre en place des mécanismes facilitant la vente des produits de la pêche des nationaux ;
- Assurer un meilleur fonctionnement des abattoirs en collaboration ;
- Réaliser une étude pour assurer le meilleur écoulement des produits agro-pastoraux à l'échelle du pays.

Cependant, les différents mécanismes et dispositifs en appui à l'implémentation de l'INDS n'ont pas produit les résultats et l'impact escomptés sur l'amélioration des conditions de vie de la population djiboutienne. Pour différentes raisons (interne et externe), le bilan de l'INDS s'est achevé par le renforcement des inégalités entre les différentes couches de la population suivant leurs statuts et leurs lieux de résidence. S'appuyant sur les informations et données statistiques de l'EDAM-IS3 réalisé en 2012 par la DISED, le rapport national sur l'évaluation globale de l'INDS illustre en ces termes le constat sur le bilan de sa mise en œuvre : *« Malgré les évolutions positives enregistrées sur les différents plans économiques, social et de la gouvernance, il reste que par rapport à l'impact global, la pauvreté n'a pas vraiment fléchi et demeure à des niveaux inquiétants. La pauvreté extrême est restée quasiment stable, passant de 42,1% en 2002 à 41,9% en 2012 tandis que la pauvreté relative s'est plutôt aggravée en passant de 74% à 79,4% sur la même période de dix ans »*. Au vu de la gravité de la situation, un nouveau processus de planification du développement social et économique du pays, à long terme, a été déclenché par le Gouvernement, avec une approche intégrée et plus inclusive en matière de consultations sectorielles et de participation des acteurs sociaux et économiques clés et des populations vulnérables. Ce processus s'est achevé en 2014 avec l'élaboration du Document de stratégie de développement à long terme « Vision Djibouti 2035 » et de son plan d'action stratégique quinquennal « Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2015-19 ».

La stratégie « Vision Djibouti 2035 » (V.D 2035) adoptée en décembre 2014 par la Loi N°58/AN/14/7èmeL, constitue le cadre de référence de définition des politiques, des stratégies et des programmes d'action du gouvernement en matière de développement économique et social, de lutte contre la pauvreté et de coopération avec les partenaires techniques et financiers. Le diagnostic de la situation réalisé dans la phase de consultations sectorielles et de participation des acteurs sociaux et économiques clés et des populations vulnérables, a identifié 10 défis majeurs freinant la croissance durable et le développement socio-économique du pays. Sept de ces dix défis concernent ou sont reliés au secteur de l'agriculture et le développement rural, ainsi que l'aspect genre en transversal :

- a. La gouvernance et les capacités de l'administration ;
- b. Le niveau de l'analphabétisme ;
- c. La sécurité alimentaire et l'état sanitaire des populations ;
- d. Le chômage et le niveau de pauvreté des ménages ;
- e. Le niveau de diversification de la croissance économique ;
- f. La faiblesse des infrastructures d'appui à la production ;
- g. Le faible niveau de développement des régions de l'intérieur ;
- h. Résoudre le problème de la compétitivité ;

i. Former des compétences nationales.

Pour faire face à ces différents défis majeurs qui freinent la croissance durable et le développement socio-économique du pays, la Vision Djibouti 2035 concentrera les efforts sur 5 piliers principaux : i) La paix et l'unité nationale; ii) La bonne gouvernance; iii) La diversification et la compétitivité de l'économie, avec comme moteur le secteur privé; iv) La consolidation du capital humain; et v) L'intégration régionale et la coopération internationale. L'objectif général visé en 2035, est que Djibouti devienne le Phare de la Mer Rouge et l'Hub de l'Afrique en matière commerciale et logistique, et connaisse un développement économique et social durable, ainsi qu'une intégration à l'économie mondiale effective, grâce à :

- ✿ Une économie diversifiée avec une croissance accélérée située à un niveau élevé ;
- ✿ Un niveau de pauvreté réduit et des indicateurs sociaux améliorés.

Le premier objectif spécifique (OS1) vise à tripler le revenu par tête à l'horizon 2035, en portant le taux de croissance à une moyenne annuelle de 7,5% à 10% en termes réels durant la période 2013-2035, pour faire baisser le taux de chômage de 48,4% en 2012 à environ 10% en 2035. Sur cette base, il est attendu que le schéma de croissance conduise à la transformation structurelle suivante du PIB :

- * La contribution au PIB du secteur primaire (agriculture) passera de 3,5% en 2012 à 4,1% en 2022 et à 5% en 2035.
- * La contribution du secteur de l'industrie manufacturière passera de 2,7% en 2012 à 5,8% en 2022 et à 7% en 2035.
- * La contribution du commerce et du tourisme passera de 16,8% en 2012 à 18,3% en 2022 et à 20% en 2035.

Le second objectif spécifique (OS2) consiste à améliorer les indicateurs de développement social et humain, à travers d'importants investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation pour améliorer directement le bien-être des populations, mais aussi renforcer indirectement les autres formes de développement du capital humain, qui concourent à l'accroissement des revenus. Il s'agira, à l'horizon 2035, d'avoir une population plus éduquée et bien formée, une population en bonne santé, bien logée dans un environnement assaini et une population disposant d'un meilleur accès au travail. Dans ces conditions, il est attendu une augmentation de 1% en moyenne par an de l'Indice du Développement Humain (IDH) pour atteindre en 2035 la valeur de 540 contre 430 en 2011. Djibouti passera d'un pays à niveau de développement humain faible, classé 165ème, à un pays à niveau de développement moyen.

La « Vision Djibouti 2035 » est alignée sur les **Objectifs pour le Développement Durables (ODD)** à travers son **Objectif spécifique 2 : Amélioration des indicateurs de développement social et humain**. Elle vise, à l'horizon 2035, **d'avoir une population bien éduquée et bien formée (ODD 4), une population en bonne santé, bien logée dans un environnement assaini (ODDs3, 11 et 12) et une population au travail (ODD 8, 9 et 10)**. Pour ce faire, l'État compte renforcer le développement du capital humain à travers d'importants investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation pour améliorer directement le bien-être des populations, mais aussi renforcer indirectement les autres différentes formes du capital humain, qui concourent à l'accroissement des revenus.

La « Vision Djibouti 2035 » lie le développement économique du pays à un développement significatif du secteur primaire afin d'améliorer la sécurité alimentaire des Djiboutiens. Les principaux objectifs de développement du secteur primaire reposent sur les axes suivants :

- ☞ L'amélioration de l'accès à l'eau ;
- ☞ L'augmentation de la production et de la productivité agricole pour améliorer la sécurité alimentaire et accroître le revenu des opérateurs du secteur primaire ;
- ☞ L'exploitation rationnelle des ressources halieutiques ;
- ☞ Le renforcement des capacités des organisations de producteurs et des structures institutionnelles d'appui.

Dans la « Vision Djibouti 2035 », la stratégie de développement du secteur primaire repose sur les axes suivants :

- ◆ Mise en valeur des nouvelles superficies en prenant en considération la disponibilité des ressources en eau, y compris la mobilisation des eaux de surface ;
- ◆ Vulgarisation de système d'irrigation rationalisant l'utilisation de l'eau ;
- ◆ Utilisation des semences de qualité et autres intrants appropriés ;
- ◆ Vulgarisation des nouvelles techniques culturales auprès des agriculteurs ;
- ◆ Essai et introduction de variétés et espèces végétales tolérantes à la salinité et résistantes à la sécheresse ;
- ◆ Développement de l'agriculture sous- serre ;
- ◆ Amélioration de l'exploitation des ressources en eaux existantes et amélioration des recherches pour la détection de nouvelles sources d'eaux ;
- ◆ Recyclage des eaux usées à des fins de production maraichère.

La promotion de la condition de la Femme et la réduction des inégalités de genre (ODD 3), le renforcement de la politique en faveur des jeunes, ainsi que l'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles et la préservation de l'environnement (ODD 12 ; ODD 13 ; ODD 14 et ODD 15), constituent des thèmes transversaux de la « Vision Djibouti 2035 ».

En ce qui concerne le Genre, le document de stratégie « Vision Djibouti 2035 » constate et souligne que malgré l'importance accordée à la promotion de l'égalité des sexes à travers la création du Ministère de la Promotion de la Femme, du Bien - Être Familial et des Affaires Sociales en 1999, la promulgation du Code de la Famille et la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Intégration de la Femme dans le Développement (SNIFD, 2001-2010), donnant par la suite lieu à la formulation et l'adoption de la Politique Nationale du Genre (PNG) (2011-2021), il existe encore d'énormes disparités relatives au genre : (i) le taux de chômage est de 54,6% pour les hommes et de 68,6% pour les femmes ; (ii) le taux d'activités est de 68% pour les hommes et de 33% seulement pour les femmes et varie selon la pauvreté et le lieu de résidence ; (iii) 38,2% des filles sont scolarisées contre 64,5% des garçons, cette disparité étant plus importante dans les régions que dans la capitale. À cela s'ajoutent les effets de la pauvreté qui affectent majoritairement les femmes ainsi que l'impact croissant de la pandémie du SIDA sur les femmes et les enfants mais aussi des violences à leur égard. En effet, si les statuts économique et politique de la femme ont évolué au cours de deux dernières décennies, le statut social est toutefois resté rigide du fait des mentalités (tendances discriminatoires face au divorce et certaines maladies telles que le SIDA). Il est certain que l'élimination de la pauvreté et l'instauration d'un développement durable ne pourront se réaliser sans l'éradication des inégalités liées au sexe qui privent plus de la moitié de la population de la pleine jouissance de ses droits sociaux,

économiques et politiques. Éliminer l'écart existant entre les sexes dans le processus de développement apparaît, dès lors, comme une exigence pour atteindre la croissance économique durable et les Objectifs du Développement Durables (ODD).

La « Vision Djibouti 2035 » insiste sur la nécessité de financer la mise en œuvre de la PNG afin d'atteindre davantage de résultats en matière de promotion du Genre, car des prémisses de changement existent, comme l'affirmation de la place de la femme sur la scène politique et économique pour l'amélioration de sa condition sociale.

La « Vision Djibouti 2035 » sera mise en œuvre à travers des plans stratégiques quinquennaux, dont le premier intitulé « **Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi** » (SCAPE) pour la période 2015-19, vise à promouvoir une croissance pro-pauvre⁵ et inclusive, plus favorable aux catégories les plus vulnérables de la population.

✧ **Objectifs et axes stratégiques de la SCAPE 2015-19 :**

Une Stratégie économique et sociale à moyen terme s'impose pour améliorer le niveau de vie, pour faire baisser le taux de chômage, pour réduire les vulnérabilités et les insuffisances de l'économie nationale, et adapter celle-ci à l'évolution de l'environnement international.

- ✦ **Objectif global :** L'objectif global de la SCAPE est d'assurer un développement assis sur une croissance économique soutenue, durable et inclusive à moyen terme et drainant les politiques de promotion de l'Emploi.

✧ **Les cadres sectoriels de référence de la SCAPE pour le secteur primaire sont :**

- ✧ Plan Directeur de Développement du Secteur Primaire (PDSP) 2009-2018 - Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Mer, chargé des Ressources Hydrauliques (MAEM-RH) ;
- ✧ Programme National pour l'Investissement à Moyen Terme (PNIMT) – secteurs agriculture, élevage et pêche.
- ✧ Programme National de Sécurité Alimentaire. 2012.
- ✧ Lettre de Politique Sectorielle de la Pêche et de l'Aquaculture, 2014.

La SCAPE intègre les objectifs et les résultats attendus des différentes stratégies et programmes de développement du secteur visant la promotion des opportunités d'emplois productifs par : i) le renforcement des capacités techniques, matérielles et humaines des jeunes et des femmes acteurs du secteur ; (ii) la promotion des coopératives ; et (iii) la promotion de microprojets agro-pastoraux intensifs en incitant l'émergence de nouveaux actifs dans ce secteur. Il est attendu d'ici 2024 une augmentation de la part de l'emploi du secteur primaire dans l'emploi total (de 2,3% en 2012 à 3,5% en 2024), l'insertion de 8 000 nouveaux jeunes et femmes dans le secteur et une croissance plus rapide de la productivité du travail. Mais il n'y a aucun résultat attendu et aucun indicateur sensible au genre en particulier.

✧ **Le cadre sectoriel de référence de la SCAPE pour l'emploi est :**

⁵ L'analyse de la croissance pro-pauvre consiste à choisir un indicateur de bien-être et définir un seuil de pauvreté permettant de séparer les pauvres des non pauvres. La croissance sera pro-pauvre lorsque le taux de croissance du revenu des individus pauvres sera supérieur à celui des individus non pauvres (White et Anderson, 2000 et Klasen ; 2003). De faite, dans le cadre d'une politique économique pro-pauvre, la pauvreté diminue plus que qu'elle ne le serait dans le cadre d'une politique de croissance pour laquelle, la variation du revenu des individus est la même pour tous les individus (Mc culloch et Baulch, 1999 ; Kakwani et Pernia, 2001 ; Kakwani et Son, 2002). Cette conception a trait à la modification de la distribution des revenus : il est question de définition relative de la croissance pro-pauvre.

- ⊕ **La Politique Nationale de l'Emploi (PNE) 2014-2024** : La PNE découle des orientations définies dans la « Vision Djibouti 2035 » et vise à réduire le taux de chômage, de 48,4% en 2012 à 31% à l'horizon 2024. Pour ce faire, la PNE adressera les trois préoccupations majeures du marché de l'emploi, à savoir l'inadéquation de la formation et l'emploi, la faible intensité de la croissance économique en emploi décent et les problèmes de gouvernance du marché du travail. Dans ses objectifs stratégiques et priorités opérationnelles, la PNE prévoit de :

OS2 : Améliorer l'employabilité et l'insertion des jeunes et des femmes demandeurs d'emplois par :

- ☞ Renforcement et extension des actions d'insertion socioprofessionnelle des jeunes et femmes diplômés (projet intégré de placement en stage, de formation aux techniques de recherche d'emploi et d'information en entrepreneuriat, en partenariat avec le secteur privé et les structures publiques).

OS4 : Promouvoir des opportunités d'emplois productifs dans le secteur primaire

- ☞ Renforcement des capacités techniques, matérielles et humaines des jeunes et des femmes acteurs de la pêche et l'agro-pastoral notamment dans les régions de l'intérieur ;
- ☞ Promotion des coopératives de femmes et de jeunes dans les secteurs de la pêche et de l'agro-pastoral.

Tableau n° 6 : Employabilité et insertion des femmes et des jeunes demandeurs d'emploi

Résultats attendus	Indicateurs	Référence	Cible 2019
L'employabilité et l'insertion des jeunes et des femmes demandeurs d'emploi sont améliorées.	Proportion de la population active formée dans l'EFTP	10%	19%
	Taux de chômage des femmes	65,6%	38%
	Taux de chômage des jeunes	62,8%	38%
	Nombre d'emplois permanents nets créés par le secteur moderne	62,8%	38%
	Nouveaux emplois créés à partir des projets financés par les différents fonds d'appui	62,8%	38%
	Nombre de petites et micro entreprises créées	62,8%	38%

Il y a bien un indicateur spécifique au taux de chômage des femmes parmi la population active, mais les autres indicateurs ne sont pas ventilés selon sexe.

En matière de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme ainsi que pour ce qui concerne leur intégration dans le développement politique et socioéconomique du pays, la « Vision Djibouti 2035 », constate que, malgré des réalisations importantes et des avancées notables obtenues depuis 1999, et ce grâce à la forte volonté politique manifestée au plus haut niveau, les femmes sont encore majoritairement victimes d'inégalités liées au sexe. En effet, elles continuent de subir de façon disproportionnée le poids de la pauvreté et de l'analphabétisme ; elles ont toujours un faible accès aux ressources et opportunités économiques ; elles sont encore nombreuses à mourir en donnant la vie et sont les premières victimes de la pandémie du VIH/SIDA. Fort de ces constats, le Gouvernement djiboutien a initié l'élaboration de la **Politique Nationale de Genre** dans une perspective de long terme en vue d'obtenir progressivement des changements de comportement et des mutations structurelles indispensables à l'effectivité de l'équité et de l'égalité de genre. Le but de cette Politique est de contribuer à la réalisation de l'équité et de l'égalité de genre en faveur des garçons et des filles, des hommes et des femmes, dans tous les domaines de la vie économique et sociale et ce à travers :

- ☛ L'instauration d'un environnement socioculturel, juridique, économique, politique et institutionnel favorable à la réalisation de l'équité et de l'égalité de genre dans la société djiboutienne ;
- ☛ L'intégration effective du genre dans les interventions de développement dans tous les secteurs d'activités ;
- ☛ L'instauration de l'approche budgétisation sensible au Genre, car en tant que tel, le Budget Genre peut contribuer de manière significative à l'objectif général de l'égalité des sexes.

L'établissement d'un équilibre entre les sexes, sur le plan de la scolarisation et de l'alphabétisation, l'amélioration du statut de la femme et l'intégration du genre dans tous les secteurs de développement sont des défis importants à relever pour accélérer la croissance. Les objectifs quantitatifs en matière de genre d'ici à 2035 sont : 35% des femmes sont économiquement indépendantes, et 40% des sièges à l'Assemblée Nationale sont occupés par des femmes.

☛ **Les cadres sectoriels de référence de la SCAPE en matière de promotion du Genre sont :**

- ☛ La Politique Nationale Genre (PNG) 2011-2021 de Djibouti ;
- ☛ Le Plan d'action stratégique National de l'enfance à Djibouti (PASNEP/2011-2015) ;
- ☛ Le Cadre Stratégique National de prise en charge des orphelins et enfants vulnérables à Djibouti ;
- ☛ La Stratégie Nationale pour l'abandon total de toute forme d'excision ;
- ☛ La Stratégie Nationale d'alphabétisation et de l'éducation non formelle ;
- ☛ La Stratégie nationale sur le planning familial.

La SCAPE intègre et s'appuiera sur les objectifs stratégiques de la PNG 2011-21 visant à renforcer l'intégration du genre dans l'ensemble des politiques publiques sectorielles, à réduire les inégalités de genre, à améliorer la protection de la femme et de l'enfant et à promouvoir le rôle social et économique des femmes.

Tableau n° 7 : Résultats attendus et indicateurs de suivi de l'intégration du genre dans la SCAPE

Indicateurs	Référence	Cible 2019
Part des femmes dans les instances décisionnelles (moyenne du parlement et du gouvernement, %)	20	40
Taux de mutilations génitales (% des filles de moins de 15 ans)	48	32%
Taux d'emploi des femmes (ratio femmes actives occupées/femmes 15-64 ans)	12	22%
Taux de couverture du planning familial	42	68%
Parité filles / garçons (pourcentage de filles dans le total des élèves)		
- Primaire	0.86	1
- Moyen	0.77	0.86
- Secondaire	0.73	0.85

Taux d'alphabétisation (15 ans et plus)		
Hommes	60.1%	69%
Femmes	39.5%	62%

Les indicateurs sont ventilés selon le sexe, mais il n'y pas de résultats et d'indicateurs pour le secteur de l'agriculture et du développement rural, ni en matière d'entrepreneuriat et de leadership des femmes.

La politique de développement « Vision Djibouti 2035 » du Gouvernement est cohérente avec les priorités du « Programme pour le changement » de l'Union Européenne (UE), le partenariat stratégique UE-Afrique et le cadre stratégique de l'UE sur la Corne de l'Afrique. Pour accompagner cette politique de développement à moyen terme, l'Union Européenne a signé et mis en place avec le Gouvernement, un Programme Indicatif National 2014-20 (PIN 2014-20), aligné sur les objectifs stratégiques de la SCAPE 2014-19, en prenant en compte les domaines prioritaires du Plan de Développement du Secteur Agricole (PDSP) et les objectifs du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA). Les objectifs du PIN 2014-20 sont axés sur l'atténuation des contraintes et pressions majeures sur les ressources naturelles et visent l'atteinte d'un développement durable inclusif ainsi que la réduction de la pauvreté par la mise à disposition de moyens à moindre coût. Pour ce faire, les financements du Fond Européen de Développement (FED) alloués au 11^{ème} FED sont concentrés sur les secteurs : i) eau et assainissement; et ii) sécurité alimentaire, en ciblant de façon équitable le développement des zones rurales et défavorisées du pays, et le renforcement de la résilience des populations au changement climatique. Tous les projets financés sur les fonds du 11^{ème} FED de l'UE à Djibouti portent également sur les questions transversales telles que l'égalité hommes-femmes et l'environnement.

L'Union européenne constitue un partenaire solide pour le gouvernement de Djibouti et reste le premier bailleur de fonds à travers le fond européen de développement (FED) dont les projets sont financés exclusivement sous forme de dons. Dans le cadre du 10^{ème} et 11^{ème} FED, l'UE finance une dizaine de projets dans les domaines ci - après : (i) l'amélioration de l'accès et la qualité de l'eau potable aux ménages de la ville de Djibouti, (ii) l'installation d'une station d'épuration pour le traitement des eaux usées à des fin agricoles, pour soutenir l'atténuation des impacts du changement climatique ; (iii) la facilitation de l'accès à l'eau potable avec la construction de forages dans la région de Dikhil, en particulier sur l'axe qui relie les lacs Abbé et Assal, l'ouest de la région d'Arta et les champs de captage de l'aquifère de Bissidirou ; (iv) le renforcement de la résilience des populations rurales au changement climatique, par une stratégie multi - actions ; (v) le renforcement de la capacité de l'IGAD à promouvoir la résilience dans la Corne de l'Afrique, avec un financement de l'UE via le Fond fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées, en améliorant les perspectives économiques et l'égalité des chances, la sécurité et le développement en Afrique ; (vi) en complément, l'UE finance deux autres projets régionaux pour le soutien à la résilience, la préservation de la biodiversité et la gestion régionale des ressources en eau, mis en œuvre par l'IGAD pour améliorer les moyens de subsistance dans les écosystèmes fragiles grâce à une meilleure utilisation des terres et des ressources naturelles, ou encore le projet de surveillance des maladies animales en faveur du commerce de bétail qui a bénéficié d'un financement de six millions d'euros de l'Union européenne.

Le Gouvernement de Djibouti a également signé avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), en juin 2013, un Cadre de Programmation Pays (CPP) pour la coopération technique pour la période 2012-2017. Ce Cadre de Programmation est un outil de planification et de gestion qui vise à cibler au mieux l'assistance technique de la FAO au niveau du Pays. Élaboré en étroite collaboration avec le Gouvernement, à travers ses institutions, en particulier les Ministères en charge des domaines relevant du mandat de la FAO, il constitue le document de référence, sur

lequel la FAO devra concentrer ses efforts dans son soutien au pays, en vue de promouvoir les objectifs de développement durable et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population. Le CPP était structuré sur la base des priorités nationales liées au développement. Ces priorités s'articulent autour des principales initiatives qui sous-tendent la politique gouvernementale en matière agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit, notamment, de l'Initiative Nationale de Développement Social (INDS 2008-2012), du Programme National de Sécurité Alimentaire élaboré en 2009 et son plan d'action révisé (2012-2017) conformément au processus régional du NEPAD/CAADP et le Plan cadre d'Aide au Développement des Nations Unies (UNDAF 2013-2017). Ce CPP est le résultat d'un processus piloté conjointement par la FAO et le Gouvernement selon une approche concertée avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et les autres parties prenantes comme la société civile, les organisations professionnelles et le secteur privé. Il est appelé à servir comme outil de programmation stratégique, de mobilisation et d'affectation de ressources, de gestion basée sur les résultats et de développement du partenariat et des synergies entre les différents partenaires œuvrant dans les secteurs de compétences de la FAO.

2.3 La cohérence des cadres régionaux et sous - régionaux et nationaux de l'agriculture

Par sa Constitution nationale, Djibouti proclame solennellement son attachement aux principes de la Démocratie et des Droits de l'Homme tels qu'ils sont définis dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et par la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, dont les dispositions font partie intégrante de sa Constitution. Depuis son accession à l'indépendance, le 27 juin 1977, la République de Djibouti a adhéré et/ ou ratifié à la plupart des principaux instruments internationaux et régionaux qui contribuent au renforcement des droits économiques sociaux et culturels des personnes, ainsi que le genre, condition indispensable à la création d'une société égalitaire dans le cadre d'une paix sociale durable. A ce titre, on peut citer notamment la Déclaration Universelle des droits de l'Homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

❖ *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels – 1966*

État : Adhésion de Djibouti en 2002

Article 11 :

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. Les États parties prendront des mesures appropriées pour assurer la réalisation de ce droit et ils reconnaissent à cet effet l'importance essentielle d'une coopération internationale librement consentie.

2. Les États parties au présent Pacte, reconnaissant le droit fondamental à toute personne d'être à l'abri de la faim, adopteront, individuellement et au moyen de la coopération internationale, les mesures nécessaires, y compris des programmes concrets : (a) Pour améliorer les méthodes de production, de conservation et de distribution des denrées alimentaires par la pleine utilisation des connaissances techniques et scientifiques, par la diffusion de principes d'éducation nutritionnelle et par le développement ou la réforme des régimes agraires, de manière à assurer au mieux la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles ; (b) Pour assurer une répartition équitable des ressources alimentaires mondiales par rapport aux besoins, compte tenu des problèmes qui se posent tant aux pays importateurs qu'aux pays exportateurs de denrées alimentaires.

À cet effet, le Gouvernement de Djibouti a présenté, en novembre 2013, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, son premier rapport périodique sur la mise en œuvre des dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Les autres instruments internationaux importants concernant la promotion de l'égalité des sexes, ainsi que la préservation des ressources naturelles, ratifiés, signés ou auxquels Djibouti a adhéré, sont les suivants :

- La Convention relative à l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) –New York, 18 décembre 1979 – Adhésion de Djibouti le 29 décembre 1998.
- La Convention des Droits de l'Enfant (CDE) - New York, 20 novembre 1989 - et tous les protocoles associés - Ratification de Djibouti en mars 1991.
- Le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relative à la convention sur la diversité biologique ; Nagoya, 29 octobre 2010 - Djibouti signature le 19 octobre 2011.
- La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les Pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique ouverte à la signature à Paris le 14 octobre 1994 - Ratification par Djibouti, le 12 juin 1997.
- La Convention - Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques conclue à New York, le 9 mai 1992 - Ratification par Djibouti, le 27 août 1995.
- Convention sur la diversité biologique ouverte à la signature à Rio de Janeiro le 5 juin 1992 - Ratification par Djibouti, le 1 septembre 1994.
- Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone ; Vienne, 22 mars 1985 - Adhésion de Djibouti, le 30 juillet 1999.
- Le Traité International sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture – Adhésion de Djibouti, le 08 mai 2006.
- La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale - New York, 7 mars 1966- Signature de Djibouti, le 14 juin 2006.
- **Diverses Conventions de l'OIT** : n°100 (1951) sur l'égalité de salaire pour un même travail ; n° 105 (1957) sur l'abolition du travail forcé ; n°111 (1958) sur la discrimination en matière d'emploi et de profession ; n°182 (1999) sur les pires formes de travail des enfants et 183 sur la protection de la maternité sur le lieu de travail.

❖ ***Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes - 1979***

État : Adhésion de Djibouti en 1998

Article 12 :

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les États parties fournissent aux femmes pendant la grossesse, pendant l'accouchement et après l'accouchement, des services appropriés et, au besoin, gratuits, ainsi qu'une nutrition adéquate pendant la grossesse et l'allaitement.

Article 14 :

2. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans les zones rurales afin d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, leur participation au développement rural et à ses avantages et, en particulier, ils leur assurent le droit : (b)

D'avoir accès aux services adéquats dans le domaine de la santé, y compris aux informations, conseils et services en matière de planification de la famille; (c) De bénéficier directement des programmes de sécurité sociale; (e) D'organiser des groupes d'entraide et des coopératives afin de permettre l'égalité de chances sur le plan économique, qu'il s'agisse de travail salarié ou de travail indépendant; (g) D'avoir accès au crédit et aux prêts agricoles, ainsi qu'aux services de commercialisation et aux technologies appropriées, et de recevoir un traitement égal dans les réformes foncières et agraires et dans les projets d'aménagement rural; (h) De bénéficier de conditions de vie convenables, notamment en ce qui concerne le logement, l'assainissement, l'approvisionnement en électricité et en eau, les transports et les communications.

❖ **Convention relative aux droits de l'enfant – 1989**

État : Ratification par Djibouti en 1990

Article 24 :

1. Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier de services médicaux et de rééducation. Ils s'efforcent de garantir qu'aucun enfant ne soit privé du droit d'avoir accès à ces services.

2. Les États parties s'efforcent d'assurer la réalisation intégrale du droit susmentionné et, en particulier, prennent les mesures appropriées pour : (c) Lutter contre la maladie et la malnutrition, y compris dans le cadre de soins de santé primaires, grâce notamment à l'utilisation de techniques aisément disponibles et à la fourniture d'aliments nutritifs et d'eau potable, compte tenu des dangers et des risques de pollution du milieu naturel.

Article 27 :

1. Les États parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social.

2. C'est aux parents ou autres personnes ayant la charge de l'enfant qu'incombe au premier chef la responsabilité d'assurer, dans les limites de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement de l'enfant.

3. Les États parties adoptent les mesures appropriées, compte tenu des conditions nationales et dans la mesure de leurs moyens, pour aider les parents et autres personnes ayant la charge de l'enfant à mettre en œuvre ce droit et offrent, en cas de besoin, une assistance matérielle et des programmes d'appui, notamment en ce qui concerne l'alimentation, le vêtement et le logement.

❖ **Convention relative aux droits des personnes handicapées – 2006**

État : Adhésion (2012)

Article 28 - Niveau de vie adéquat et protection sociale :

1. Les États Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à un niveau de vie adéquat pour elles-mêmes et pour leur famille, notamment une alimentation, un habillement et un logement adéquats, et à une amélioration constante de leurs conditions de vie et prennent des mesures appropriées pour protéger et promouvoir l'exercice de ce droit sans discrimination fondée sur le handicap.

Sur le plan continental et régional, Djibouti a ratifié les Instruments Juridiques, tels que :

✱✱ La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (en 1991).

- ✱ Le Protocole facultatif sur la Cour Africaine des Droits de Homme et des Peuples.
- ✱ Le Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatifs aux Droits de la Femme (en 2005).
- ✱ La Charte Africaine sur les Droits et le Bien - être de l'Enfant (1992).
- ✱ Les Engagements en matière des Droits de l'Homme dans le cadre de l'IGAD, et le COMESA

La Constitution de la République de Djibouti ne garantit pas explicitement le droit à une alimentation adéquate, mais ce droit est reconnu par Djibouti à travers l'adhésion ou la ratification des instruments juridiques internationaux comme le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), la Convention des droits de l'enfant (CDE), ainsi que les Directives de la FAO sur le droit à l'alimentation. La concrétisation du droit à une alimentation adéquate est un objectif essentiel des récentes « *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*, adoptées en 2004, et des *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté*, adoptées en 2014. Depuis novembre 2016, 164 États ont ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui garantit, aux termes de son article 11, le droit à une alimentation adéquate, alors que 22 États parties et 45 pays signataires ont adhéré à son protocole facultatif. De plus, au niveau régional, Djibouti est membre du COMESA et adhère à son programme agricole qui vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, promouvoir le développement agricole en transformant aussi bien l'agriculture que l'élevage, et accroître la résilience de ses exploitants agricoles et leur capacité d'accès aux marchés intérieurs, régionaux et internationaux. Les politiques essentielles au niveau de la COMESA sont i) la politique régionale agricole de la COMESA /PDDAA adoptée en janvier 2003 ; ii) la politique agricole de l'IGAD ; iii) les politiques agricoles du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS).

En adoptant à Maputo, en 2003, le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), volet agricole du NEPAD, les Chefs d'État africains ont pris l'engagement d'allouer 10% au moins de leurs budgets nationaux au secteur de l'agriculture pour en faire le socle de la croissance de leurs économies. En s'alignant sur le PDDAA Djibouti a adopté un engagement commun pour la réalisation d'un taux minimum de croissance annuelle de 6% dans le secteur agricole et l'allocation d'au moins 10% du budget national au secteur agricole, conformément à l'engagement de Maputo. Pour le moment ces cibles n'ont pas été achevées. En outre, des programmes ont été élaborés au niveau sous - régional dans le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique qui, bien menés, peuvent aider à la promotion du genre. Il s'agit, entre autres, de l'initiative « Faim Zéro » lancée en 2012.

C'est sur cette base juridique, politique, stratégique et programmatique que Djibouti a élaboré sa stratégie nationale de l'agriculture et du développement rural en prenant en compte le genre. L'analyse situationnelle permettra de savoir si la prise en compte du genre dans le secteur agricole à Djibouti est effective.

2.4 Stratégie nationale de l'agriculture et du développement rural

La politique et la stratégie gouvernementale pour le secteur de l'agriculture et le développement rural sont définies dans les principaux documents suivants :

- ✱ Le Plan Directeur de Développement du Secteur Primaire (PDSP) 2009-2018.

- ✿ Lettre de Politique Sectorielle de la Pêche et de l'Aquaculture, 2014.
- ✿ Le Programme National pour l'Investissement à Moyen Terme (PNIMT) 2012-2017.
- ✿ Le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) 2012-2017.
- ✿ Le Document de Programme de Pays (DPP) sur la Résilience aux sécheresses 2012-2017.

Élaboré par le MAEP-RH selon une approche participative intégrant les principaux acteurs du secteur primaire y compris les utilisateurs des ressources, le PDSP 2009-2018 fait le diagnostic de la situation du secteur et fixe les stratégies à adopter, les moyens à mobiliser et les interventions à mettre en œuvre pour : i) créer les conditions d'une sécurité alimentaire durable et contribuer à la réduction du niveau de pauvreté des ménages djiboutiens, ii) accroître l'apport du secteur au PIB et au développement économique du pays et à son insertion dans l'espace régionale.

- ◇ **Vision** : Un secteur primaire qui a atteint la production alimentaire suffisante et durable, qui a amélioré la sécurité alimentaire et qui a contribué à la prospérité socioéconomique de la population.
- ◇ **Mission** : Assurer l'augmentation des productions des produits alimentaires pour atteindre la sécurité alimentaire et la meilleure contribution du secteur primaire à l'économie nationale.
- ◇ **Principes** : Le bien - être de la population, l'équité socioéconomique, le respect de l'environnement et l'approche participative.

Les principaux objectifs de développement du secteur primaire reposent sur les axes suivants :

- ⊕ Améliorer l'accès à l'eau.
- ⊕ Augmenter la production et la productivité agricole pour améliorer la sécurité alimentaire. et accroître le revenu des opérateurs du secteur primaire.
- ⊕ Accroître la productivité du cheptel national à travers l'adoption de système d'élevage approprié.
- ⊕ Promouvoir l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques.
- ⊕ Renforcer les capacités des organisations de producteurs et des structures institutionnelles.

Ce plan vise à améliorer la contribution du secteur primaire au développement socioéconomique du pays par une meilleure valorisation des ressources dudit secteur.

Ainsi, malgré les conditions climatiques défavorables, les objectifs de la politique du secteur visent à : (i) réduire l'insécurité alimentaire et améliorer la qualité nutritionnelle de la consommation des ménages ; (ii) augmenter la productivité, la production et les revenus agricoles ; (iii) stimuler l'emploi en zones rurales et réduire ainsi le flux migratoire vers Djibouti-ville et les capitales régionales ; (iv) développer la transformation locale des produits et les filières exportatrices (bétail, cuirs et peaux, pêche) ; (v) préserver l'environnement et rééquilibrer le développement du territoire.

OS1 - Promotion des opportunités d'emplois productifs : Conformément à l'objectif 4 de la Politique Nationale de l'Emploi, la promotion des opportunités d'emplois productifs sera une ligne directrice de la politique sectorielle. Elle s'exprimera par : (i) le renforcement des capacités techniques,

matérielles et humaines des jeunes et des femmes acteurs du secteur ; (ii) la promotion des coopératives ; et (iii) la promotion de micro-projets agro-pastoraux intensifs en incitant l'émergence de nouveaux actifs dans ce secteur. Suivant la PNE, il est attendu, d'ici 2024, une augmentation de la part de l'emploi du secteur primaire dans l'emploi total (de 2,3% en 2012 à 3,5% en 2024), l'insertion de 8 000 nouveaux jeunes et femmes dans le secteur et une croissance plus rapide de la productivité du travail.

OS2 – Mobilisation des ressources en eau en vue du développement agro-pastoral : La mobilisation des ressources en eau destinées au secteur agricole se traduira par la poursuite des projets en cours ou la mise en œuvre de nouvelles opérations : forages (21 forages en eaux profondes ; 30 forages dans la région de Dikhil) ; études des nappes d'inter flux et des résurgences en eaux peu profondes (sur l'ensemble des régions) et de 11 bassins versants ; adduction d'eau du lac Afambo ; aménagements hydro-agricoles dans différentes zones ; barrage de Saday ; réutilisation des eaux usées épurées pour l'irrigation ; etc.

OS3 – Appui aux agriculteurs, éleveurs et pêcheurs en situation de vulnérabilité : En amont d'abord, et afin de disposer des informations nécessaires à une bonne planification, un recensement du cheptel national est en préparation et sera effectué en utilisant des relevés aériens. Les appuis directs aux groupes vulnérables cibleront les petits exploitants agricoles, les femmes organisées en coopératives, les éleveurs nomades et les pêcheurs artisanaux. De manière générale, l'approche retenue vise à renforcer la résilience des populations face à la sécheresse et à offrir des moyens de subsistance en apportant une réponse durable en termes de préservation de l'environnement et de génération de revenus.

Dans le domaine de la production végétale, les interventions se concentreront sur l'aménagement de superficies cultivables, la maîtrise de l'eau (notamment la mise en place de retenues d'eau et de techniques économes en eau), l'accès aux semences améliorées et l'amélioration du rendement, le développement de crédits spécifiques, l'amélioration des capacités de stockage et l'appui à la commercialisation de la production, l'appui à l'émergence de coopératives, notamment féminines, le conseil et la formation en matière de production agricole. En outre, les actions seront renforcées en faveur de la promotion de l'agriculture oasienne par : (i) la redynamisation des « jardins familiaux » (réhabilitation et solarisation d'infrastructures hydrauliques); (ii) la création de petits périmètres sur les terrasses d'oueds pour l'installation de pasteurs nomades affectés par la sécheresse; et (iii) le renforcement des coopératives agricoles ; et la mise en place de puits cimentés, de pompes solaires et de compostières ; la reforestation, par le ré-semi des parcours après les pluies, et enfin la promotion de l'aviculture.

Le gouvernement entend également promouvoir les initiatives locales de développement de la pêche artisanale dans les quatre districts ayant une façade maritime (Djibouti, Tadjourah, Obock et Loyada-Arta) afin d'améliorer les revenus dans les régions de l'intérieur et lutter contre la malnutrition et l'insuffisance en protéines des ménages djiboutiens. L'intervention reposera sur trois priorités opérationnelles : (i) renforcement des capacités des acteurs de la pêche artisanale en gestion et techniques ; (ii) appui à la mise en œuvre de micro-projets de la pêche artisanale; et (iii) appui à la mise en œuvre d'investissements structurants aptes à accroître l'effort de pêche (moyens de production améliorés, réparation des moyens de production inactifs des pêcheurs, amélioration du conditionnement et de la conservation du poisson destiné au marché local).

Certains projets s'inscrivent dans un cadre régional comme, par exemple, le programme de renforcement de la résilience face à la sécheresse lancé dans le cadre de l'IGAD qui porte dans sa première phase sur trois pays de la Corne de l'Afrique (Djibouti, Éthiopie, Kenya).

OS4 – Promotion de nouvelles sources de croissance et appui aux exportations : L'élevage occupera ici une place de choix. Les actions nécessaires à son développement et à l'amélioration de ses capacités exportatrices porteront sur :

- Le développement de la chaîne de valeur « Viandes et dérivés » qui constitue une branche d'activités très diversifiée dont l'importance reste assez mal connue à Djibouti ; une étude sera engagée à ce sujet ;
- La promotion d'une filière « cuirs et peaux » en liaison avec la montée en puissance de l'abattoir qui devrait accroître considérablement la disponibilité en « peaux brutes » qui pourraient être transformées et valorisées localement ; là encore, une étude sera réalisée afin de définir les contours d'une politique adaptée au pays ;
- La création d'un nouvel abattoir à Djibouti, rendue nécessaire par l'exiguïté et l'obsolescence des installations actuelles, lesquelles limitent les capacités d'abattage, ne peuvent satisfaire les besoins de la population (on estime à plus de 40% les abattages clandestins) ni garantir des produits sains ;
- La sécurisation de la santé animale, à travers une amélioration de la couverture sanitaire du cheptel ;
- Le développement de la production d'aliments de bétail.

Pour les secteurs de l'agriculture et de la pêche, quatre filières sont ciblées : le palmier dattier, les plantes aromatiques, l'aquaculture d'exportation et la pêche semi industrielle. Des études de faisabilité seront réalisées pour chacune de ces sources potentielles de diversification de la croissance sectorielle. Enfin, le besoin de renforcement de la qualité des produits conduira à renforcer le Laboratoire de Certification et d'Analyses Alimentaires (LANAA).

OS5 – Développement d'actions transversales de soutien sectoriel : Outre le soutien au Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), ces actions transversales ciblent trois priorités : (i) la promotion de deux créneaux spécifiques en milieu rural (aviculture et apiculture) ; (ii) la mise en place de potagers scolaires en milieu rural ; et (iii) la création d'un Centre d'Excellence Régional pour la mise en valeur des zones arides et semi-arides.

2.5 L'engagement politique et les politiques principales sur l'agriculture et l'égalité des sexes

Comme indiqué à la section 2.3 ci-dessus, Djibouti est État partie de l'ensemble *des conventions internationales relatives aux droits de la femme et à l'égalité entre les sexes*, dont les plus spécifiques sont la CEDEF et le Protocole à la CADHP relatifs aux droits de la femme en Afrique, qui font obligation aux États de promouvoir l'égalité des sexes dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.

La Constitution Djiboutienne de septembre 1992 proclame clairement les droits et libertés fondamentales de la personne humaine et accorde une place de choix aux droits humains. Dans le préambule de la Constitution, la République de Djibouti souscrit à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) d'une part, et à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) d'autre part. Cette souscription confère donc à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, une valeur constitutionnelle. Dans son titre II relatif aux droits et aux devoirs de la personne humaine, la Constitution nationale garantit (articles 10 à 19) l'égalité devant la Loi et reconnaît le droit à l'égalité et à la dignité, le droit au développement et à la propriété.

Le Code de la famille de 2002, met à la disposition des djiboutiennes un ensemble de droits permettant une meilleure protection⁶ et un meilleur épanouissement y compris de meilleures dispositions pouvant aider les femmes, comme les hommes, à lutter contre les violences basées sur le genre, à avoir accès aux facteurs de production, à produire et à gérer ensemble les ressources. Toutefois, plusieurs articles discriminatoires à l'égard des femmes, notamment en ce qui concerne le mariage et les violences, persistent :

- **Concernant le mariage précoce et forcé** : si l'article 13 fixe l'âge minimum de mariage à 18 ans, l'article 14 énonce "le mariage des mineurs qui n'ont pas atteint l'âge de la majorité légale est subordonné au consentement de leurs tuteurs".
- **Prérogatives maritales** : d'après l'article 31, l'homme est chef de famille et l'épouse doit respecter ses prérogatives et lui obéir « dans l'intérêt de la famille ».
- **Si le Code de la Famille** (article 101) garantit des droits fonciers égaux pour les femmes et les hommes, dans la pratique les femmes ont peu accès à la terre et, se voient souvent privées de leur héritage en faveur des hommes de leur famille.
- **Selon le Code Pénal**, le viol est un crime ; en revanche la violence domestique et le viol marital ne sont pas explicitement criminalisés. En pratique, la violence domestique est répandue⁷ dans le pays et rarement dénoncée. Les mutilations génitales féminines (MGF) sont un crime passible de 5 ans de prison et d'une amende depuis 1995 ; l'application de cette loi reste limitée dans la mesure où cette pratique continue de concerner la majorité des femmes Djiboutiennes.

L'organisation traditionnelle de la société Djiboutienne étant de type patriarcal, c'est l'homme qui incarne l'autorité au sein du ménage et pourvoit aux frais d'entretien et d'alimentation de la famille. La femme s'occupe de la maison, réalise les travaux ménagers et prend soin des enfants et de la famille. Cette situation est à la base des inégalités et disparités qui pèsent lourdement sur le statut de la femme, aussi bien dans la famille que dans la société. Elles restreignent ses chances d'éducation et limitent ses capacités à prendre des décisions et à participer à la vie de sa communauté, au même titre que les hommes⁸. Toutefois, la femme est de plus en plus présente dans de nombreux secteurs d'activités, mais le travail productif qu'elle fournit, n'est pas toujours valorisé. Par ailleurs, la non disponibilité des services sociaux (dont l'accès à l'éducation et la santé qui sont essentiels au développement du capital humain, ainsi que l'accès à l'eau et à l'énergie) affecte la capacité, la santé et le travail productif des femmes. Cette situation vient renforcer les relations de domination/dépendance qui caractérisent les rapports hommes/femmes au sein de la famille et contribuent largement à la féminisation de la pauvreté.

Sur le plan politique, outre, la SCAPE et le Document de politique agricole (PDSA), Djibouti dispose d'autres politiques qui ont intégré la promotion du genre dans le secteur agricole. Il s'agit, entre autres, de :

- La Politique Sectorielle sur la Pêche et l'Aquaculture de 2011.
- La Stratégie Nationale de Micro finance (SNMF) 2008-2012.
- La Politique Nationale de Protection Sociale.

⁶ Le Code de la Famille adopté en 2002 est présenté par le gouvernement comme « faisant de l'égalité du genre un principe cardinal de la société Djiboutienne et une base pour consolider l'unité familiale » (Rapport National République de Djibouti Beijing +15, 2009).

⁷ Statistiques « cellule d'écoute » ouverte à l'UNFD

⁸ Source : Document de Politique Nationale Genre (MPFPF-2010)

- La Politique Nationale de Santé.
- La Politique Nationale d'Éducation.

3 Analyse de genre du processus de politique agricole (intégration du genre)

3.1 La politique Nationale de Genre : la cohérence avec la Stratégie du Secteur de l'Agriculture.

Après l'adoption de la déclaration et de la Plateforme d'action de Beijing sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en 1995, la prise en compte institutionnelle de la problématique genre dans la politique de développement national de l'action gouvernementale a débuté en République de Djibouti. En 1998 est créée la Direction de la Promotion de la Femme et de la Famille, rattachée à la Présidence. En avril 1999, le Ministère délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de la Femme, du Bien-être Familial et des Affaires Sociales (MPFBBFAS) est mis place. Pour traduire dans les faits les engagements pris à Beijing, le MPFBBFAS a élaboré de façon participative, et a fait valider **la Stratégie Nationale d'Intégration de la Femme au Développement (SNIFD) en 2002**, avec pour mission d'œuvrer à la réduction des inégalités entre les sexes et à la promotion de la place et du statut de la femme dans la société Djiboutienne pour une participation égale à la réalisation des objectifs du développement humain et durable. Quatre domaines prioritaires ont été retenus : i) la participation de la femme à la prise de décision ; ii) la santé ; iii) l'éducation ; et iv) l'économie. Promulguée en Loi en 2002, elle a été exécutée en partenariat avec les départements ministériels des secteurs concernés et la société civile. Aussi, il est bon de noter (et ce dans le cadre de la mise en œuvre de Stratégie Nationale d'Intégration de la Femme au Développement (SNIFD), que l'intégration du genre dans les cadres de référence nationaux et dans les programmes sectoriels de développement a commencé avec le premier Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) 2004-2006. Le CSLP dont l'objectif global était la création d'une dynamique de croissance et une accumulation du capital humain qui puissent faciliter la participation des plus pauvres aux activités productives et favoriser la redistribution équitable des revenus. Parmi ses quatre objectifs spécifiques, le 3ème et le 4ème reflétaient la prise en compte des facteurs et des inégalités liées au sexe et qui entravent le développement de la femme. Pour les combattre : (iii) éradiquer l'analphabétisme ; (iv) éliminer les disparités entre filles et garçons et entre catégories sociales dans l'accès aux infrastructures et aux services sociaux essentiels.

L'Initiative Nationale pour le Développement Social (INDS) 2008-2011, CSLP de 2ème génération, consacre la centralité de la femme dans le processus de développement et la pose comme une condition essentielle à la réalisation des objectifs de lutte contre la pauvreté. Toutefois, malgré la reconnaissance de la centralité de la femme dans le développement, les questions de genre ne sont pas bien intégrées dans ses quatre axes stratégiques d'intervention. L'axe II relatif au développement des ressources humaines et de l'universalisation de l'accès aux services de base, de par ses cibles et à travers certaines de ses actions, est le plus explicite relativement aux questions de genre. En 2006, une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de la SNIFD a été réalisée. Celle-ci a permis de relever les progrès importants dans le domaine de la santé et de l'éducation et de constater que des efforts restaient à faire encore dans le domaine de l'économie et de la prise de décision. Quatre ans plus tard, il s'est avéré nécessaire de réaliser une évaluation finale. À cet effet, au mois de février 2010, le Ministère de la Promotion de la Femme a organisé un Forum National pour dresser le bilan global des réalisations de la SNIFD. Le Forum - bilan a mesuré l'évolution et les avancées du leadership de la femme djiboutienne sur tous les plans, mis l'accent sur les efforts fournis et les progrès accomplis en matière d'intégration de la femme dans le développement mais aussi a ciblé les domaines à renforcer et les démarches s'y rattachant. La stratégie nationale d'intégration de la femme dans le développement (SNIFD) a été prolongée par un Schéma Directeur qui a couvert la période 2009-2013.

Pour accentuer l'autonomisation de la femme, **une stratégie nationale d'alphabétisation et d'études non formelles (SNAENF) a été instituée en 2010**, en privilégiant pour la première fois les langues nationales (Afar et Somali).

Dans le cadre de ces stratégies et des politiques sectorielles spécifiques et grâce à une mobilisation accrue de la société civile et des pouvoirs publics, la situation des femmes a connu une amélioration notable ces dernières années, particulièrement en matière d'accès aux services de santé et d'éducation :

- ✱✱ La couverture contraceptive a plus que doublé en une décennie passant de 11,9% en 2002 à 25% en 2013.
- ✱ Des efforts de sensibilisation ont également été réalisés pour endiguer la pratique des mutilations génitales qui est traditionnellement très répandue à Djibouti : 93% des femmes âgées de 15 à 49 ans et 48% des filles de moins de 15 ans étaient ainsi concernées en 2006.
- ✱✱ L'adoption du code de la famille en 2002 a contribué à la baisse de la proportion des filles qui se marient avant l'âge de 15 ans.
- ✱✱ La parité filles/garçons a évolué rapidement avec en 2013 un taux de 0,86 dans l'enseignement primaire et de 0,80 dans l'enseignement moyen.
- ✱✱ Dans le cadre de la **Stratégie Nationale d'Alphabétisation et d'Éducation Non Formelle (SNAENF)**, pour accentuer l'autonomisation des femmes, 6 classes expérimentales d'alphabétisation en langues nationales (afar et somali) ont été organisées en 2012 dans les 5 chefs-lieux de régions. Ces expériences ont montré d'une manière générale qu'on peut alphabétiser correctement en 5 - 6 mois en langues nationales contrairement à une langue étrangère qui nécessite au moins deux ans.

Toutefois, **en matière de prise de décision notamment au niveau des postes électifs et nominaux**, la situation de la femme n'a pas suffisamment changé. Les indicateurs de genre en 2013 donnent ainsi 3 femmes membre du Gouvernement et 9 députées femmes sur 65, soit 14% de la représentation nationale à l'Assemblée Nationale. Au sein du système judiciaire, seulement 30 magistrats sur 94 sont des femmes et les ratios sont de 7 femmes sur 17 à la Cour Suprême et d'une femme sur six à la Cour constitutionnelle. Globalement, au niveau de l'administration publique, les femmes occupent 25 postes de directeurs sur un total de 93 et elles ne représentent que 20% des cadres de la fonction publique.

Pour faire face à cette situation, le Ministère de la Promotion de la Femme, du Bien-Être Familial et des Affaires Sociales a initié, avec l'appui financier du PNUD, un projet de promotion du leadership féminin afin d'améliorer la situation de la femme dans le domaine de la prise de décisions. Ce projet a comporté deux volets. Le premier a consisté en une analyse visant à compléter les études citées ci-dessus en les enrichissant et en intégrant les ministères techniques qui n'ont pas fait l'objet d'un état de lieux. Le second a visé l'organisation d'une série d'ateliers de concertation dans les différents ministères techniques afin de permettre aux participants d'appréhender au mieux le concept de leadership féminin dans le secteur public et de formuler des recommandations pour mieux renforcer le rôle de la femme dans le développement économique et social et mieux garantir sa participation effective à la prise de décision. L'objectif du projet d'appui au leadership des femmes djiboutiennes visait entre autres à sensibiliser les décideurs politiques à l'amélioration de la participation de la femme à la prise de décision au sein des départements ministériels afin qu'elles puissent démontrer leur capacité à diriger les autres vers des objectifs précis, exercer leur leadership et prouver qu'elles sont tout aussi capables que les hommes de prendre une décision et de diriger. La question de leur capacité à être des leaders ne se pose plus, car les femmes sont aujourd'hui bien formées et aussi compétentes que les hommes lorsque l'occasion de le démontrer leur est donnée.

Pour ce faire, une étude a été réalisée en 2008 pour analyser et apprécier le niveau de représentation des femmes au niveau des postes électifs et législatifs et pour identifier les mécanismes institutionnels susceptibles de favoriser la promotion du leadership féminin et ce à travers les interrogations suivantes : (a) Comment impliquer davantage les femmes dans la gestion des affaires publiques à tous les niveaux ? (b) Comment les femmes et les hommes peuvent-ils être impliqués dans la mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation de l'intégration de la femme dans le processus décisionnel ? Ses résultats ont permis de noter que les efforts importants, en faveur de l'égalité et de l'équité des sexes et du renforcement de la participation des femmes dans les instances de décisions, déployés par le Gouvernement djiboutien, de 1999 à 2008, ont permis de réaliser des progrès considérables dans l'intégration de la femme dans les processus décisionnels. En 2008, les femmes représentent 24% des effectifs dans la fonction publique, et le nombre de femmes aux postes à responsabilité a sensiblement augmenté. Mais l'étude souligne aussi une sous - représentation persistante des femmes dans les instances décisionnelles, notamment au niveau du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif.

Tableau n°8 : Partage Genre des Postes Ministériels au Gouvernement (%)	POUVOIR EXECUTIF			
	1999-2003	2003-2011	2011-2016	2016-2021
Homme	17	19	21	21
Femme	1	2	3	3

Tableau n°9 : Partage Genre des Sièges au Parlement Djiboutien (%)	POUVOIR LEGISLATIF			
	1997-2003	2003-2008	2008-2018	2018-2023
Homme	100%	89%	86%	75%
Femme	0	11%	14%	25%

Le bilan quantitatif établi ci-dessus permet de tirer deux types de conclusion qui résument la situation actuelle des femmes dans la sphère politique. On note une avancée significative de la présence des femmes dans les instances législatives. La place des femmes est ainsi confortée à l'Assemblée Nationale. Au sein des Assemblées régionales et communales, on note une représentation très timide. La seconde conclusion est que la représentation des femmes reste faible, d'où la nécessité pour le pouvoir exécutif de veiller au respect de la Loi instituant le système de quota dans les fonctions électives. Par contre au sein du pouvoir judiciaire, on note un nombre assez important de femmes à des postes de responsabilité. Le nombre de femmes à la tête de juridictions s'est considérablement accru. En 2006, on dénombrait une femme sur trois présidents de juridictions soit 33%. Au mois de Mai 2008, leur proportion est passée à 75%, car trois juridictions ont à leur tête une femme. Il s'agit de la Cour Suprême, de la Cour d'Appel et du Tribunal de Première Instance. Seul le tribunal de statut personnel est présidé par un homme.

Tableau n°10 : Représentation des femmes dans les postes de responsabilités des Magistrats des juridictions du pouvoir judiciaire.

Juridiction	Parquet	TPI	CA	CS	CCDB	Total	%
<i>Effectif Total</i>	10	13	6	6	16	51	100%
<i>Hommes</i>	7	7	2	3	11	30	60%
<i>Femmes</i>	3	6	4	3	5	21	40%
<i>Disparités</i>	30%	46%	67%	50%	31%	41%	40%

Concernant **l'autonomisation et la réduction de la pauvreté des femmes**, l'analyse des statistiques de création de nouveaux emplois⁹ indique que sur un effectif de 9 806 employés, les femmes représentent 19% contre 81% pour les hommes. Le renforcement des capacités des femmes a été assuré, entre autres, par le Centre d'Action Sociale et d'Autonomisation des Femmes (CASAF) dans divers domaines tels que la couture, la coiffure, l'informatique en arabe et en français et la cuisine mais les capacités du Centre sont insuffisantes. En effet, l'existence d'un seul centre technique et professionnel (CASAF) à Balbala constitue un frein en matière d'autonomisation (alphabétisation et formation) des femmes. Il convient de prévoir un centre par région et augmenter le nombre à Djibouti. Aussi, l'accès des filles reste encore très nettement en-deçà de celui des garçons dans l'enseignement moyen et l'enseignement secondaire, surtout dans les régions de l'intérieur. Et, malgré la poursuite des programmes d'alphabétisation sous l'égide du Ministère en charge de la promotion de la femme, les écarts hommes/femmes constatés dans les taux d'alphabétisation demeurent importants. Il convient de relever l'importance de la mise en place d'un programme national d'alphabétisation surtout en langues nationales. Mais, depuis près d'une décennie, divers programmes ont permis de promouvoir l'accès aux services de microcrédit auprès de plus de 12 500 femmes pour un montant de plus de 500 millions FDJ et avec un taux de recouvrement à hauteur de 85%. Malheureusement, le développement de la micro finance, s'il a contribué à encourager l'entrepreneuriat féminin, n'a pas permis d'infléchir significativement un taux de chômage des femmes qui reste très élevé (67%). Malgré les progrès observés, la participation des femmes au processus de développement de Djibouti reste limitée, ce qui a pour corollaire d'entraver le processus d'autonomisation.

En somme, l'évaluation du premier cadre de référence de la promotion du genre que constituait la SNIFD a mis en exergue que l'intégration de la femme dans tous les domaines de développement est désormais un acquis à conforter. C'est pourquoi un deuxième cadre de référence a été élaboré. Il s'agit de la **Politique Nationale Genre (2011-2021)**. À travers celle-ci, l'État Djiboutien vise à éliminer l'écart existant entre les sexes à tous les niveaux du processus de développement mais aussi, à instaurer un développement durable qui passe par l'éradication des inégalités liées au sexe. Au regard de la transversalité de la dimension genre et du caractère consensuel recherché quant aux mesures à prendre pour lutter contre les inégalités liées au sexe et promouvoir l'égalité femmes-hommes, la démarche d'élaboration de la PNG a été participative et interactive. L'option, ainsi retenue, a permis à toutes les parties prenantes, leaders administratifs et locaux, responsables techniques sectoriels, points focaux genre, organisations non gouvernementales, acteurs du secteur privé et partenaires techniques et financiers, de prendre une part active à l'élaboration de la PNG et d'y apporter leurs contributions. Dans ce cadre, la PNG constitue aujourd'hui, l'instrument de référence pour l'institutionnalisation du genre et son intégration effective dans les politiques et les stratégies de développement à tous les niveaux d'intervention.

- **Une vision partagée du genre :** La vision de la PNG se fonde sur la perception genre exprimée par les différents acteurs au cours de l'analyse de situation, à travers des valeurs comme la justice sociale, le plein respect des droits de la femme, la négociation dans les relations hommes-femmes, la complémentarité dans la gestion au sein du ménage et dans les affaires publiques, l'égalité de droit en matière de compétences et d'opportunités économiques.

La Politique Nationale Genre de Djibouti, cadre d'orientation stratégique en matière de genre, a pour but de **contribuer à la réalisation de l'équité et de l'égalité de genre** en faveur des garçons et des filles, des hommes et des femmes, dans tous les domaines de la vie économique et sociale. À cet effet, la PNG fonde son intervention sur *deux objectifs globaux* que sont :

1. L'instauration d'un environnement socioculturel, juridique, économique, politique et institutionnel favorable à la réalisation de l'équité et de l'égalité de genre dans la société djiboutienne.

⁹ Enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI, 2015) de la DISED

2. L'intégration effective du genre dans les interventions de développement dans tous les secteurs d'activités.

Ces objectifs requièrent sans aucun doute des changements au niveau des mentalités et des comportements des populations, mais aussi l'adoption par les institutions d'approches et de méthodes d'intervention qui soient en adéquation avec les engagements des autorités à soutenir la réduction des inégalités notamment celles liées au genre. La pertinence de la PNG en dépend.

Pour répondre à ces objectifs stratégiques, la PNG est articulée autour d'orientations, identifiées à partir des défis de genre révélés par l'analyse de situation, sur les plans culturel, social, économique, juridique, politique et institutionnel, comme des problèmes prioritaires à prendre en charge pour éradiquer les inégalités de genre et rendre effectives l'équité et l'égalité de genre à l'horizon 2021 en République de Djibouti. Ainsi, la PNG 2011-2021 fonde son intervention sur cinq orientations stratégiques (OS) interdépendants et énoncées comme suit :

- **OS1** : Promotion d'une conscience de genre au niveau des ménages et de la communauté.
- **OS2** : Renforcement de l'accès équitable des femmes, des hommes et des adolescent(e)s aux services sociaux de base.
- **OS3** : Promotion équitable du potentiel de la femme et de l'homme au sein de l'économie et de leur accès aux ressources économiques.
- **OS4** : Renforcement de l'exercice équitable des droits des femmes et des hommes et leur participation dans les instances de gestion et de décision économiques et politiques.
- **OS5** : Renforcement des capacités institutionnelles nationales de mise en œuvre de la PNG.

L'OS 3, vise la promotion équitable du potentiel de la femme et de l'homme au sein de l'économie et de leur accès aux ressources économiques, partant du principe que :

- ☛ Les inégalités entre hommes et femmes dans l'accès aux marchés, à la formation qualifiante, aux capitaux, aux techniques et aux outils de production, aux terres cultivables et à la propriété foncière demeurent et entravent la contribution économique des femmes.
- ☛ Le manque d'accès aux opportunités économiques entraîne la faiblesse et l'irrégularité de leurs revenus.

Or, il convient de reconnaître que si les femmes avaient un meilleur accès aux ressources et aux actifs cela permettrait d'améliorer leur productivité et entraînerait une augmentation conséquente de la croissance nationale. C'est pourquoi cette orientation stratégique se concentre sur la promotion économique des femmes et vise les objectifs suivants :

- ✱ Soutenir l'accès des femmes aux ressources et aux actifs (capitaux et techniques de production, foncier, marchés et transports) ;
- ✱ Réduire le temps et la pénibilité des tâches domestiques notamment en milieu rural.
- ✱ Renforcer l'accès des jeunes filles à la formation technique qualifiante et professionnelle.
- ✱ Renforcer la capacité organisationnelle des femmes notamment dans le secteur informel.
- ✱ Promouvoir l'entrepreneuriat féminin à travers l'appui à la petite et moyenne entreprise.

Pour l'opérationnalisation de la Politique Nationale Genre (PNG) à moyen terme, une matrice d'action budgétisée, a été développée pour la période 2011-2016. Le contenu de la matrice traduit en actions les résultats attendus des domaines considérés par la PNG comme déterminants pour la réduction des inégalités et la promotion de l'égalité du genre à Djibouti. La majorité des actions identifiées dans cette matrice d'action de la PNG pour l'orientation stratégique 3 sont prévues pour être exécutées avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, chargé des Ressources Halieutiques (MAEP/RH). En lien avec toutes les interventions en matière de genre devant s'inscrire dans le cadre de la PNG, l'objectif général du PNSA 2012-17 est d'«*assurer l'accès de tous les djiboutiens, sans distinction de sexe, à tout moment, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active à l'horizon 2025*». Le **PNSA 2012-17**, principal cadre d'intervention en appui à l'agriculture et au développement rural, intègre à travers son second axe stratégique «*l'assistance aux groupes vulnérables*», la problématique de l'accès des femmes aux ressources productives et aux revenus en insistant sur l'accroissement de leurs capacités productives ainsi que sur la gestion et la maîtrise de leurs revenus. L'assistance aux groupes les plus vulnérables est prévue à travers 4 sous-programmes : (i) le Développement Rural ; (ii) le Genre. (iii) la Mobilisation des ressources en eau en vue d'un développement hydro agricoles ; (iv) la prise en considération des changements climatiques et 2 projets spécifiques et complémentaires visant le sous-secteur décisif de l'élevage : (a) sécurisation de la santé animale et (b) projet d'une usine d'aliments du bétail. Le financement des interventions de la matrice d'action 2011-16 de la PNG est évalué à 8 000 000 US \$ sur cinq ans. Les interventions de l'OS 3 sont estimées à 2 550 000 US\$, soit 32% du financement à mobiliser pour la mise en œuvre du premier plan d'action de la PNG. Dans le cadre du renforcement des capacités techniques et financières du Ministère en charge du Genre, l'État devrait allouer au moins 2 % du budget national à ce Ministère. Outre le Budget de l'État, le Ministère de la Femme et de la Famille prévoit également de développer une stratégie de mobilisation des ressources basée sur la contribution du secteur privé, des Partenaires Techniques Financiers et des collectivités locales.

Tableau n°11 : Répartition des ressources humaines selon le genre au MFF

Position	Effectif			Titre/Fonction
	Total	Hommes	Femmes	
Cabinet Ministériel	1		1	Ministre
	5	3	2	Conseiller Technique
	5	5		Personnel d'appui.
Secrétariat Général	1		1	Secrétaire Général
	1		1	Assistant (e)s
				Personnel d'appui
Directions	6	2	4	Directeurs/ trices
	17	4	13	Chefs de Services
				Assistants
				Cadres
				Personnel d'appui
	1		1	Directeur/trice

Centre des Femmes de Bal-bala	1	1		Adjoint Directeur
	10	1	9	Cadres formateurs
	1		1	Personnel d'appui
Bureaux Régionaux Genre (BRG)	5	1	4	Chef de Bureau
	5		5	Assistant(e)s
	4	4		Personnel d'appui
Total	63	19	44	
%	100%	30%	70%	

Source : Direction administrative et financière du MFF – Juin 2018

En 2018, on note que 70% des ressources humaines du MFF sont des femmes contre seulement 30% d'hommes. Sur 37 postes à responsabilités, les femmes en occupent 26, soit 70%, alors que les hommes n'en occupent que 11 postes, soit 30%. Par rapport à 2006, lors de l'évaluation à mi-parcours de la SNIFD, l'effectif des ressources humaines a plus que doublé en passant de 30 à 63. Cette augmentation a été en faveur des femmes, en nombre (63% de femmes contre 37% d'hommes) mais favorable aux hommes en termes de responsabilité. En effet, en 2006, les femmes occupaient tous les postes de responsabilité au sein du ministère. Les hommes occupaient les rôles de gestionnaires et de consultants dans les projets, ou bien étaient confinés au sein du dispositif aux fonctions de soutien logistique. Aussi dans l'évaluation sur l'institutionnalisation du Genre dans les agences des Nations Unies et les départements ministériels de l'État, réalisée en 2008, les femmes représentaient 67% de l'effectif total (52 personnes) des ressources humaines du Ministère de la Promotion de la Femme et du Planning Familial (MPFPF), contre 33% d'hommes, et il n'y avait aucun homme dans un poste à responsabilité, à part 3 consultants coordonnateurs de projets.

En confiant aux femmes la totalité ou la majorité des postes clés, le Ministère de la Femme et de la Famille omet d'impliquer autant qu'il ne le faudrait les employés du sexe masculin dans le plaidoyer pour la réduction des discriminations et inégalités liées au sexe, pour l'autonomisation et pour une meilleure intégration de la femme djiboutienne dans le développement. Il conviendrait donc de dépasser les rôles stéréotypés en impliquant davantage les hommes, comme explicitement souligné dans la plateforme d'action de Beijing : « les femmes ont en commun des problèmes qui leur sont propres et dont elles ne pourront avoir raison qu'en travaillant ensemble, *et en association les hommes, à atteindre l'objectif commun de l'égalité entre les sexes dans le monde entier* ».

Tableau n°12 : Répartition des Ressources Humaines selon le genre au MAEPE - RH

Position	Effectif			Titre
	Total	Homme	Femme	
Cabinet Ministériel	1	1		Ministre
				Conseiller Technique
				Personnel d'appui.
Secrétariat Général	1	1		Secrétaire Général
				Assistant (e)s

				Personnel d'appui
Directions	7	5	2	Directeurs/ trices
				Chefs de Services
				Cadres
				Assistants
				Personnel d'appui
Direction régionale	5	5	0	Directeur régional
	5	5	0	Sous – directeur
	2	2	0	Chef de service
Projets	5	4	1	Coordonnateur/trice
	5	3	2	Assistant(e)s S&E ou comp- table)
				Personnel d'appui
Total	31	26	5	
%	100%	84%	16%	

Source : Direction administrative et financière du MAEPE-RH – Juin 2018

Au MAEPE-RH, la situation de la répartition des ressources humaines selon le genre dans les postes à responsabilités, en 2018, est bien fortement inégalitaire en défaveur des femmes qui ne sont que 16% à occuper des postes à responsabilité contre 84% pour les hommes. Par rapport à 2006, la situation de la prise en compte du Genre dans les ressources humaines au MAEPE-RH a plutôt positivement évolué en passant de 10% à 16% des femmes occupant des postes à responsabilités en 2018.

Comparativement, la situation de la prise en compte du genre dans les ressources humaines au Bureau FAO Djibouti, n'est pas bien optimale.

Tableau n°13 : Répartition des ressources humaines selon le genre au bureau FAO Djibouti

Position	Section	Effectif			Titre	Catégorie
		Total	Homme	Femme		
MANAGEMENT / DECISIONS	Représentation	2	1		Représentant(e)	P5 ou D
	Coordination des Programmes		1		Représentant Ad-joint	P3 ou P4
	Opérations				Opération Manager	P3 ou NO
CADRES PROFESSIONNELS	International	5	3		Spécialistes de Programmes	P2 ou P3
	National		1	1	Chargé(e)s de Programmes	NO
ASSISTANT(E)S	Opérations	7	1	3		NO ou GSA
	Programmes		1	1		NO ou GSA

	Communication		1			NO ou GSA
PERSONNEL D'APPUI	Opérations	5	5			GSA
Total		19	14	5		
%		100%	74%	26%		

Source : Point Focal Genre FAO Djibouti.

3.2 Intégration du genre dans le processus d'élaboration de la politique agricole

3.2.1 La conception et la formulation de la politique agricole

Le Gouvernement de Djibouti a adopté une approche participative, associant et impliquant les acteurs clés des départements publics sectoriels et toutes les communautés locales, à l'élaboration, la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques et programmes de développement socio-économique. Dans chaque projet et programme en cours ou planifiés, il existe un comité de pilotage de la mise en œuvre et de l'évaluation, composé des représentants des départements sectoriels et institutions publiques, des représentants du secteur privé et des partenaires techniques et financiers, et dans lequel les acteurs locaux et les communautés bénéficiaires concernées sont représentées et participent. Dans chaque comité de pilotage, la prise en compte du genre dans la composition des représentants/participants, est généralement respectée de façon implicite, le MFF et les organisations féminines de la société civile déléguant des représentantes.

La démarche méthodologique suivie pour la conception et la formulation du Plan Directeur du Secteur Primaire (PDSP) dont découle le PNSA 2012-2017, a pris en compte deux préoccupations majeures :

- ✖ L'impératif de participation : volonté d'associer au plus près les cadres du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche chargé des Ressources Halieutiques, mais aussi des représentants des autres secteurs concernés, des représentants du secteur privé, des collectivités locales et de tous les acteurs de la société civile.
- ✖ L'impératif de précision : construire la politique basée autant que possible sur des données chiffrées.

L'élaboration de la politique a permis : (i) La mise en place d'un comité de pilotage composé des représentants de toutes les couches, des différents acteurs du secteur agricole et des représentants des autres ministères, dont celui en charge du Genre, ainsi que du secteur privé ; (ii) La mise en place d'un organe exécutif, notamment le secrétariat technique qui applique les orientations du comité de pilotage ; (iii) La constitution des groupes de réflexion thématiques.

La démarche a suivi les étapes ci – après : (1) L'élaboration d'un diagnostic préliminaire sur la base d'une revue documentaire et de consultations organisées dans les régions ; (2) une tournée de rencontres des personnes ressources et des institutions clefs du secteur ; (3) l'approfondissement du diagnostic à travers d'un atelier participatif qui a mobilisé la grande majorité des actrices et acteurs du secteur agricole. L'atelier a permis de dégager une liste non exhaustive de variables clefs du développement du secteur et de hiérarchiser ces variables ; (4) la réalisation d'une analyse structurelle des déterminants du secteur, débouchant sur la construction de trois scénarii en référence à la vision du Djibouti ; (5) la formulation des axes stratégiques de la nouvelle politique agricole qui découlent du travail collectif de construction d'un cadre logique ayant permis de recenser et d'organiser de manière cohérente les différentes actions destinées à atteindre les objectifs ; (6) la précision sur les conditions de mise en œuvre, l'élaboration de la matrice des actions prioritaires et une estimation du coût des principales actions.

Au niveau de la phase d'identification de la politique, le diagnostic a tenu compte de l'aspect genre. En effet, il s'est basé, dans un premier temps, sur la revue documentaire (études préalables, textes juridiques, documents de politiques intégrant le genre, etc.) et sur les données ventilées par sexe existantes, notamment l'Indice de Développement des Inégalités entre les Sexes en Afrique (IDISA). Dans un second temps, un diagnostic participatif a été mené dans le cadre de l'élaboration de la politique avec la participation des responsables du MAEPE/RH, des représentantes des autres ministères, y compris le Ministère en charge du genre, et des organisations de la société civile, notamment les organisations des droits des femmes, les réseaux des femmes productrices et transformatrices de la base ; les préoccupations, les besoins et les priorités des femmes ont ainsi été analysées. Le diagnostic genre du secteur agricole, dans le cadre de l'élaboration de cette politique, a révélé les disparités en matière d'accès aux facteurs de production, de possession des exploitations, de bétail, de pratique de la pêche et de l'aquaculture, etc. Le diagnostic a également rappelé quelques actions prévues / réalisées dans le cadre de l'intégration du genre dans le secteur agricole par le Ministère de tutelle et ses partenaires, mais avec peu de données statistiques ventilées selon le sexe. Face à cette situation, il est prévu que le PNSA renforce les mesures déjà engagées pour lutter contre le chômage et le sous - emploi des jeunes et des femmes, et promouvoir de nouvelles initiatives. Il serait alors important de veiller à l'intégration effective du genre dans le futur PNIASAN avec un mécanisme de suivi efficace et efficient.

Dans un souci de meilleure coordination des interventions d'urgence humanitaires en vue de mieux contenir les problématiques de la sécurité alimentaire, le MAEP - RH a élaboré un ensemble de dispositifs dynamiques et inclusifs découlant du PDSP et de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire. **Le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA)** validé en Avril 2012, pour la période 2012 à 2017, constitue le cadre d'intervention en appui au développement rural de la République de Djibouti. L'objectif général du PNSA est d'« assurer l'accès de tous les djiboutiens, à tout moment, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active à l'horizon 2025 ». Les axes stratégiques du PNSA sont :

1. **Composante « Sécurité Alimentaire durable dans le cadre régional »** avec un projet portant sur le renforcement des capacités productives des fermes en concession à l'extérieur et un projet de mise en place d'une capacité de stockage stratégique (Stock de Sécurité Alimentaire).
2. **Composante « Assistance aux groupes vulnérables »** fondée sur 4 sous - programmes : (i) Développement Rural ; (ii) Genre ; (iii) Mobilisation des ressources en eau en vue d'un développement hydro agricoles ; (iv) Prise en considération des changements climatiques et 2 projets spécifiques et complémentaires visant le sous - secteur décisif de l'élevage : (a) sécurisation de la santé animale et (b) projet d'une usine d'aliments du bétail.

Composante « Création de nouvelles sources de croissance » avec 4 projets visant le développement de filières correspondant aux trois sous - secteurs les plus porteurs d'espoir : (i) viandes et dérivés ; (ii) exportations de produits halieutiques ; (iii) la phœniciculture et iv) un projet de mise en place d'un laboratoire national de contrôle et de certification confortant le développement des filières. Sont également prévus, des projets spécifiques au renforcement des capacités et des moyens des structures institutionnelles du MAEP/RH pour assurer une mise en œuvre harmonieuse et efficiente du programme. L'ensemble des interventions prévues dans le PNSA 2012-2017 est composé de 26 projets dont le coût est estimé à 130 millions de dollars américains.

Le Document de Programme de Pays (DPP, 2012-2017), déclinaison nationale du Pacte du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) se cadre avec les documents en appui à la lutte contre l'insécurité alimentaire. Il décrit pour la période 2012-2017, les

priorités du gouvernement djiboutien pour juguler les effets de la sécheresse ainsi que les interventions nécessaires pour renforcer la résilience des communautés rurales et périurbaines. Les six domaines d'intervention du DPP (gestion des ressources naturelles, accès aux marchés et commerce, soutien aux modes de vie et services de base, gestion des risques liés au pastoralisme, recherche/gestion des connaissances et la résolution de conflits et renforcement du processus de paix) s'inscrivent dans les axes 1 et 2 du PNSA. La mise en œuvre de ces six composantes permettra de produire les effets à savoir : (i) l'amélioration des conditions de vie par l'accès à l'eau, le développement de revenus additionnels ainsi que de nouvelles possibilités d'emploi et un meilleur accès aux services de base ; (ii) la reconstitution du cheptel et du couvert végétal et ; (iii) la sécurité alimentaire des ménages pratiquant le pastoralisme, l'agriculture oasisienne et la pêche. Les collectivités locales sont fortement engagées à accompagner les initiatives sectorielles puisque leurs Plans de Développement Régional (PDR) développés mettent en relief l'importance du secteur primaire.

L'axe « **Assistance aux groupes vulnérables** » du PNSA 2012-17 comporte deux sous programmes avec des projets ciblant spécifiquement les femmes et les membres des ménages vulnérables des zones rurales.

- **Le sous - programme "Genre"**, a été développé par le MAEPE-RH en partenariat avec le Ministère de la Femme et de la Famille (MFF). Il entend redonner à la femme rurale tout son rôle d'actrice dans le développement agricole et rural et de garante au sein des foyers d'une alimentation satisfaisante sur le plan quantitatif et nutritionnel pour les enfants. Il comporte trois projets (Fiches No 5, 6 et 7) *relevant du Pilier 3 du PDDAA « Fourniture de produits vivriers et lutte contre la faim »*, visant à assurer aux femmes rurales une amélioration de leurs conditions de vie (activités génératrices de revenus) et contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition notamment celles des enfants. Pour un coût total de l'ordre de 1,5 millions de \$.US, ces projets considérés comme une phase pilote et répartis dans les 5 districts portent d'une part sur le développement de la petite aviculture et de l'apiculture par de petits groupements féminins qui bénéficieront de la fourniture des équipements nécessaires (poulaillers, poules pondeuses, ruches et petit matériel) ainsi que d'un fonds de roulement pour le démarrage des activités. Du fait du caractère pilote de l'opération, une assistance technique rapprochée sera fournie ; et d'autre part sur la mise en place de « Potagers scolaires » au sein d'écoles primaires pour l'approvisionnement de leurs cantines en légumes et fruits frais. Ces structures bénéficieront de l'aménagement des parcelles et des équipements d'irrigation et de culture ainsi que d'un fonds de roulement. La mise en œuvre de ce sous - programme « Genre » devrait bénéficier à environ 200 / 250 groupements féminins et à près de 12 500 élèves d'une quarantaine d'écoles rurales. Les effets induits de ce sous - programme seront : (i) la définition de voies adéquates pour la généralisation de ce type d'activités ayant un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, (ii) sur le plan environnemental mais marginalement dans cette première phase d'une assurance de la pollinisation des végétaux notamment les cultures maraichères.
- **Le sous - programme de Développement rural** se substitue de manière pertinente à un ensemble de projets indépendants identifiés lors de l'élaboration du PNSA en 2009 en reprenant la logique (agriculture oasisienne ; élevage de petits ruminants et pêche artisanale), mais en lui donnant une dimension de développement local intégré renforçant les synergies et optimisant l'appui attendu des structures régionales de développement. Il répond, du fait de son approche intégrée et du nombre de sous - secteurs impliqués aux Piliers 1 et 2 du PDAA « Gestion des Terres et des Eaux » et « Fourniture de produits vivriers et lutte contre la faim ». Portant sur les cinq districts avec ciblage de zones au regard des contraintes reconnues pour les trois sous - secteurs (agriculture, élevage et pêche artisanale), ce sous - programme d'un coût total de 18,47 millions de \$.US, entend : (1) appuyer l'élevage nomade par : (i) l'amélioration de l'hydraulique pastorale (réhabilitation de puits et de retenues et construction de citernes enterrées et de micro barrages); (ii) la régénération des pâturages (notamment par l'agro foresterie); et (iii) un suivi sanitaire des troupeaux ; (2) renforcer l'agriculture oasisienne par : (i) la redynamisation des « jardins

familiaux » (réhabilitation et solarisation d'infrastructures hydrauliques); (ii) la création de petits périmètres sur les terrasses d'oueds pour l'installation de pasteurs nomades affectés par la sécheresse; et (iii) le renforcement des coopératives agricoles; (3) appuyer la pêche artisanale par : (i) le renforcement des capacités des acteurs (restructuration du Centre de formation des pêcheurs professionnels, mise en place d'une Cellule d'appui aux petits opérateurs économiques), (ii) la mise en œuvre d'initiatives locales (micro - projets portant sur l'acquisition d'embarcations et d'équipements); et (iii) des investissements structurants (débarcadères, chaîne du froid, atelier de réparation et ponts de vente); et (4) consolider ces actions par un renforcement des capacités du MAPE - RH au niveau régional en ce qui concerne l'appui direct aux producteurs et une capacité spécifique de coordination et de gestion. Ce sous - programme ciblait 13 000 ménages pastoraux (dont 200 sédentarisés en agro-pastoralisme), 1 000 agriculteurs oasiens et 600 pêcheurs. Les résultats attendus s'expriment en la mise à disposition de : (i) 65 000 m³ d'eau additionnelle pour les populations et le cheptel ; (ii) 25 000 tonnes de biomasse pour l'alimentation des petits ruminants ;(iii) 3 000 tonnes additionnelles de fruits ; augmentation des prises de 50% pour la pêche soit 800 tonnes. Les effets directs attendus sur le plan de la sécurité alimentaire tant par une production accrue que par l'amélioration des revenus et de la proximité des marchés sont évalués significatifs. Les impacts sociaux attendus portent sur la création d'emplois et donc réduction de la pauvreté, la fixation des populations et un meilleur accès aux services de base. Des impacts environnementaux sont également attendus par la restauration du couvert végétal (parcours) et le développement d'une strate ligneuse avec effets positifs sur les gaz à effet de serre.

3.2.2 Les buts, objectifs et cibles de la politique agricole

En matière de planification du développement du secteur primaire, le cadre de référence est **le Plan Directeur du Secteur Primaire (PDSP) 2009 - 2018**, qui vise à augmenter la production des produits alimentaires pour atteindre la sécurité alimentaire et favoriser une meilleure contribution du secteur primaire à l'économie nationale. Le PDSP vise :

1. Une meilleure mobilisation de l'eau pour impulser le développement du secteur primaire ;
2. Une augmentation des productions (végétale, animale et halieutique) en vue de réduire la dépendance alimentaire et de lutter contre la pauvreté ;
3. Une amélioration de la contribution du secteur primaire à l'économie nationale.

Le PDSP, premier cadre de référence de la planification de la mise en valeur des ressources naturelles du secteur primaire, a été préparé, avec l'appui et l'assistance technique de l'Agence Turque de Coopération Internationale (TIKA), par une approche participative intégrant les principaux acteurs du secteur primaire, y compris les utilisateurs des ressources. Il vise à améliorer la contribution du secteur primaire au développement socioéconomique du pays par une meilleure valorisation des ressources dudit secteur. Le PDSP tient compte des plans, des stratégies et des programmes sectoriels existants, en cours d'élaboration ou en perspective dans le domaine de l'eau, de la pêche, de la sécurité alimentaire et de la gestion durable des ressources naturelles. De plus, dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), afin de faire face aux impacts de la sécheresse récurrente qui frappe le pays, et soucieux de renforcer les actions de lutte contre la pauvreté et contre l'insécurité alimentaire, le Gouvernement de Djibouti a ratifié le PDDAA¹⁰ et a bénéficié de

¹⁰ Le PDDAA définit un cadre général présentant les principaux axes d'intervention prioritaires pour restaurer la croissance agricole, le développement rural et la sécurité alimentaire en Afrique. Par essence, il a pour objectif de mettre en œuvre les recommandations des conférences internationales récentes sur la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'utilisation durable des ressources naturelles. Le programme repose sur **cinq piliers** : 1) Extension des superficies bénéficiant d'une gestion durable des sols et de systèmes fiables de maîtrise de l'eau; 2) Amélioration des infrastructures rurales et des capacités de commercialisation, pour un meilleur accès au marché; 3) Augmentation de l'offre alimentaire et réduction de la faim; 4) Recherche agricole, vulgarisation et adoption de technologies permettant une croissance durable de la production; et 5) Développement durable de l'élevage, des pêches et des forêts.

l'appui des partenaires techniques et financiers pour : 1) analyser et actualiser les stratégies nationales de sécurité alimentaire et de développement agricole à long terme ; 2) préparer un Programme national d'investissement à moyen terme (PNIMT¹¹) ; 3) formuler des Profils de projets d'investissement bancables (PPIB), qui s'articulent autour du développement rural, de la lutte contre la sécheresse et la désertification, ciblant les éleveurs nomades, l'agriculture oasisienne et la pêche artisanale.

Le nouveau PNIASAN 2016 - 2020 de Djibouti, validé en décembre 2016 tient compte des objectifs, des résultats et des programmes prioritaires du PDSP 2009-18. Il est aligné sur la Vision Djibouti 2035 et de la SCAPE 2015 - 19, du gouvernement de Djibouti, et cohérent avec les documents stratégiques et les politiques nationales et régionales et répondant aux orientations du NEPAD/CAADP (déclarations de Maputo et de Malabo). Le gouvernement soutient fermement le PNIASAN, qui permettra la sortie du cycle pernicieux d'insécurité alimentaire / pauvreté pour jeter les bases d'une croissance agricole soutenue. Ce programme d'investissement constitué de trente-cinq projets avec un coût total d'environ 200 millions d'euros, cible les populations rurales les plus pauvres et plus vulnérables face aux chocs climatiques et aux crises alimentaires.

De nombreuses initiatives ont été entreprises pour atteindre les objectifs dans ce cadre. Il s'agit notamment de :

- La création de la Société Djiboutienne de Sécurité Alimentaire (SDSA) en 2011, qui a pour mission la valorisation de terrains pris en concession à l'étranger (Éthiopie, Soudan), en vue d'approvisionner le marché national et de contrebalancer les hausses de prix des produits agricoles.
- L'élaboration et l'adoption d'une Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire qui repose sur deux axes complémentaires : (i) prévention et gestion des risques conjoncturels ; (ii) renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- La formulation (2007-2009) d'un Programme National de Sécurité Alimentaire et d'un Programme National d'Investissement (12 projets jugés prioritaires d'un coût de 104,2 millions US\$).
- La création d'un Fonds National de Sécurité Alimentaire (FNSA), outil de financement de la mise en œuvre des projets et programmes nationaux de lutte contre l'insécurité alimentaire relevant du MAPE-RH.
- La création en 2006 du Centre d'Exportation du Bétail (Société Abu Yasser) qui a dynamisé les exportations de bétail de toute la sous-région en direction notamment des pays du Golfe, et qui constitue l'embryon d'une filière « viandes et dérivés ».
- La concession en 2005 du Port de Pêche de Djibouti au secteur privé, qui a donné une impulsion significative aux activités de pêche, avec un début d'exportation des produits de la pêche vers l'Éthiopie, embryon d'une filière des produits halieutiques.
- La constitution, le renouvellement et la bonne gestion du Stock national stratégique de denrées alimentaires de première nécessité.

Plus spécifiquement le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) et son plan d'action révisé en 2012, a pour objectif général d' « assurer l'accès de tous les djiboutiens, à tout moment, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active à l'horizon 2025 ». Il s'agit d'une ambition légi-

¹¹ Le PNIMT s'appuie largement sur les documents stratégiques existants (en particulier le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) de 2004, et le Programme d'investissements publics (PIP)), et entend contribuer à la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté.

time compte tenu de la petite taille du pays comptant environ 140 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire. Cet objectif général se déclinait dans un premier temps à l'horizon 2015 au regard des engagements du Millénaire pour le Développement (OMD) de réduire de moitié la population frappée par la faim et la malnutrition. Il couvre les quatre dimensions de la sécurité alimentaire :

- La disponibilité d'aliments de bonne qualité sanitaire et nutritionnelle.
- Leur accessibilité pour les populations, y compris pour les plus vulnérables.
- La stabilité des approvisionnements dans l'espace et dans le temps.
- L'utilisation optimale des aliments par les individus (dimension nutritionnelle) qui devait être appréhendée à trois niveaux :
 - ☞ Individus et ménages.
 - ☞ Communautés et territoires locaux.
 - ☞ Niveau national.

Dans le cadre du nouveau partenariat de l'Union européenne et la FAO qui vise le renforcement de la sécurité alimentaire, la République de Djibouti fait partie des 27 pays éligibles au mécanisme quinquennal « FIRST¹² » (Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Résilience, Durabilité et Transformation), mais aussi des 19 pays bénéficiaires des appuis du programme INFORMED¹³ (Information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience au service des décisions) qui contribueront à renforcer la résilience face aux crises alimentaires dues aux catastrophes anthropiques et naturelles, en fournissant aux décideurs des informations périodiques, factuelles et en temps utile. En complément des appuis de l'initiative « Supporting Horn of Africa's Resilience » lancée en 2014 par l'UE et la FAO et, en réponse aux sécheresses récurrentes et conflits dans la région, ce nouveau mécanisme d'assistance aux politiques « FIRST » a démarré en janvier 2016 à Djibouti et a permis de renforcer considérablement les activités programmatiques et de coordination dans le pays en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de résilience des populations.

Grâce à ce nouveau dispositif, **le Plan National d'Investissement pour le secteur agricole et la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN 2016 - 2020)** comprend désormais une part importante sur les aspects de la nutrition. Cela a déjà permis au pays de mobiliser des fonds importants (211,5 millions d'USD), dont 65% seront alloués à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PNIASAN 2016 - 2020 met l'accent sur des interventions visant à renforcer le secteur agricole, notamment pour les communautés rurales vulnérables notamment les femmes et les jeunes. Aussi, un groupe de parlementaires, de représentants du Ministère de l'Agriculture et d'experts de la FAO élabore actuellement une Loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

3.2.3 La disponibilité et l'utilisation des indicateurs du genre

Le secteur primaire présente des lacunes importantes dans la production des statistiques agricoles qui permettraient la mesure et l'analyse de la performance des importants programmes et projets d'appui financés dans les domaines de la sécurité alimentaire et la résilience des populations vulnérables, avec l'aide des partenaires techniques et financiers. Le ministère en charge de l'agriculture et

¹² L'objectif du programme « First » est le renforcement des capacités des gouvernements et des administrations régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il apporte un appui dans la mise en œuvre de politiques agricoles durables chez les pays cibles. Outre Djibouti, 16 pays d'Afrique et 10 autres pays en voie de développement sont éligibles au programme « First ».

¹³ Les 19 pays bénéficiaires du programme « INFORMED » sont composés de 11 pays d'Afrique et 8 autres pays en développement.

du développement rural ne dispose d'aucune structure formelle attachée à la fonction de production des données statistiques. Structurellement la fonction statistique agricole n'existe pas à l'exception d'un recensement agricole réalisé en 1995 sur financement de la FAO. Les opérations statistiques sont organiquement conçues comme des sous - produits des activités des projets et programmes d'appui mis en œuvre dans ce domaine. Le recensement agricole de 1995 a permis de connaître les sites et les exploitations agricoles dans l'ensemble du pays, leurs structures selon certaines variables et les superficies cultivables. Par contre ce recensement n'a fourni aucune information sur l'élevage transhumant. Les seules observations précises pour l'élevage sont celles saisies aux entrées des animaux sur pieds dans les parcs et les abattages contrôlés. Ces sources de données importantes ne sont pas disponibles de façon régulière.

En ce qui concerne la pêche, les mêmes lacunes que l'agriculture et l'élevage sont observées dans la production des statistiques. Dans le cadre d'un programme de développement de la pêche artisanale financé par la coopération allemande (GIZ), un dispositif d'observations des flux des captures a été prévu au niveau de cinq points de débarquement des poissons avec la mise en place de balances et d'agents contractuels formés à la collecte des données. Ce dispositif n'a jamais fonctionné correctement. Après la privatisation de l'ACPM, les lacunes se sont accentuées au point que la Direction de la pêche du Ministère de l'agriculture n'a pu fournir aucune information statistique de la pêche. L'analyse de situation des conditions de vie et des disparités de genre réalisée dans le cadre de l'élaboration de la PNG a souffert du manque de données ventilées par sexe dans plusieurs domaines des secteurs sociaux, et surtout pour le secteur primaire. De plus, les sources de données référaient à des années éloignées de la période de référence de l'analyse de situation (2011). Ces constats ont révélé l'importance de la production régulière de données statistiques aux niveaux macro, méso et micro ; et la nécessité de l'intégration du genre dans les enquêtes à toutes les étapes : collecte, traitement, analyse et diffusion.

La Direction de la Statistique et des Études Démographiques (DISED) est responsable du système de production statistique au niveau national. Cette Direction a connu des avancées notables ces dernières années. Un Schéma Directeur de la Statistique (2009 - 2013) et une nouvelle Loi statistique, deux outils essentiels pour le Suivi & Évaluation des programmes de mise en œuvre des plans stratégiques et des politiques de développement sectoriel, ont été adoptés par le Gouvernement en janvier 2010. Cela a contribué à l'adhésion du pays à l'Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT). Dans le cadre des activités de coordination du Système statistique national (SSN) et de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNSD), la DISED et les services statistiques des administrations nationales ont procédé à l'identification d'un nouveau noyau de 105 indicateurs¹⁴ de suivi-évaluation des politiques et programmes publics. Ce travail a également débouché sur la production de fiches définissant les métadonnées pour chacun des indicateurs retenus : nom de l'indicateur, type et catégorie, périodicité de production, définition, mode de calcul, sources de données, limites, etc. Les indicateurs sont structurés autour de huit thématiques : (i) Macroéconomie, Budget, Secteur Extérieur et Monnaie ; (ii) Pauvreté, Conditions de vie des ménages, Développement Humain ; (iii) Santé et Nutrition ; (iv) Éducation et Formation Professionnelle ; (v) Emploi ; (vi) Eau potable, Énergie et Environnement ; (vii) Secteur Privé et Compétitivité ; (viii) Bonne Gouvernance.

L'analyse des données¹⁵ relatives à la pauvreté et à la croissance demeure limitée, du fait de l'insuffisance des données et de l'absence de statistiques plus représentatives. En 2013, les autorités ont actualisé l'enquête de 2012 auprès des ménages (EDAM - 2012), ainsi que les calculs des principaux indicateurs de pauvreté, en recourant à une nouvelle méthodologie et de nouveaux seuils (EB - 2013). De même, en 2015, elles ont publié les résultats d'une nouvelle Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI, 2015). Les résultats de l'EESI 2015 révèle que le secteur informel accueille à peine 20% de l'effectif total de la main d'œuvre effective des 15 - 64 ans contrairement à plus de 70% dans

¹⁴ Document « Métadonnées des indicateurs de suivi et évaluation au niveau national » - DISED 2014

¹⁵ FMI- Avril 2017

la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Les Unités de Production Informelle (UPI) pourvoyeuses d'emploi sont concentrées à Djibouti ville, où l'on trouve 75,1% des UPI recensées, contre seulement 14,4% et 10,5% implantées respectivement dans les autres milieux urbains et dans le milieu rural. Elles sont principalement constituées de micro - unités d'une taille moyenne de 1,3 personne, avec une forte présence des femmes à leur tête (73,7%). Les activités commerciales y sont plus importantes (64,7%) comparativement aux services (20,1%) et aux activités industrielles (11,5%). Le secteur primaire y est très faible (3,7%).

L'organisation générale de l'emploi dans le secteur informel est marquée par l'auto - emploi (90%), justifiant la faible taille moyenne des UPI et un faible taux de salarisation (8,5%) avec 76,8% des actifs qui ne sont pas salariés dans les divers établissements informels. La main d'œuvre est généralement apparentée au chef de l'UPI (93,4%) et l'âge moyen des actifs dans le secteur informel est relativement élevé (42,6 ans). Les actifs dans le secteur informel n'ont pas le plus souvent suivi de formation (75,2%) ou l'ont reçue sur le tas (21,4%). Les emplois disponibles dans le secteur informel sont globalement précaires (6,9% avec un contrat écrit, 5% bénéficient de prime de fin d'année, 1,6% bénéficient d'une sécurité sociale, 3,1% d'un congé maladie, 1,5% d'un congé annuel) mais semblent assez stables (91% d'emplois permanents).

Tableau n°14 : Emploi dans le secteur informel

	Djibouti	Autres milieux urbains	Milieux ruraux	Ensemble
A. Généralités sur les unités de production informelle dans le pays				
Effectif de la main d'œuvre des actifs de 15 - 64 ans (Enquête Emploi)	62 121	7 014	5 009	74 143
% secteur primaire	1,3	2,4	5,2	1,6
% secteur secondaire	10,1	11,6	13,9	10,5
% secteur commerce	15,1	18,7	24,3	16,1
% secteur services	73,5	67,2	56,6	71,8
Effectif de la main d'œuvre des actifs de 15 - 64 ans dans le secteur informel	10875	2784	1570	15229
% secteur primaire	2,0	1,5	10,6	2,8
% secteur secondaire	22,3	7,9	14,5	18,8
% secteur commerce	58,9	66,6	66,1	61,1
% secteur services	16,8	24,1	8,9	17,3
B. Caractéristiques des UPI au démarrage de leurs activités				
Effectif moyen de la main d'œuvre (taille moyenne des unités)	1,2	1,9	1,3	1,3
Suivant le sexe du chef				
<i>Homme</i>	1,3	3,0	1,2	1,7
<i>Femme</i>	1,1	1,2	1,3	1,2
Suivant le secteur d'activité				
<i>Primaire</i>	1,0	1,5	1,0	1,0
<i>Secondaire</i>	1,1	2,2	2,6	1,2
<i>Commerce</i>	1,1	1,6	1,2	1,2
<i>Service</i>	1,4	3,0	1,0	1,7
D. Caractéristiques de la main d'œuvre dans le secteur informel				
Age moyen de la main d'œuvre de 15 - 64 ans	42,4	40,8	46,7	42,6
% de jeunes de moins de 25 ans	5,8	7,7	4,4	6,0
% de femmes	82,4	52,2	54,3	74,3
Ancienneté moyenne dans l'emploi (nombre d'années)	4,2	4,6	6,6	4,5

Source : EESI 2015-DISED

En dépit de cette précarité de l'emploi, le revenu mensuel moyen dans le secteur informel semble relativement intéressant, estimé à 89 140 FD, soit quasiment 2,5 fois plus important que le SMIG

national (35 000 FD). Les actifs dans le secteur informel travaillent en moyenne 59 heures dans la semaine contre 42 heures pour une durée hebdomadaire conventionnelle avec un revenu horaire moyen de 353 FD. Quel que soit leur profil d'activité, tous les actifs du secteur informel djiboutien souhaitent un renforcement de leurs capacités dans le domaine de la gestion commerciale ou de la finance. La grande majorité des UPI (85,1 %) n'est pas enregistrée dans les principaux registres de l'État (registre de commerce, NIF, CNSS). A titre illustratif, les raisons de la non inscription au NIF tiennent plus du caractère non obligatoire du processus (52,3%) et du coût relatif de l'enregistrement (23,5%) que de la complication des procédures (17,2%) ou de la volonté de ne pas coopérer avec l'État (4,3). La quasi-totalité des UPI (91,5%) ne voit pas l'intérêt de se faire enregistrer et 85,5% des UPI étaient indécises par rapport à un éventuel projet d'enregistrement auprès de l'administration.

Ces enquêtes, EDAM - BC 2013 et l'EESI 2015, interviennent dans un contexte où la mise en place de l'Observatoire National de l'Emploi et des Qualifications (ONEQ) à l'ANEFIP nécessite des données de référence pour le suivi des indicateurs d'effets et d'impact de la Politique Nationale de l'Emploi définie en 2014. Il est donc nécessaire de disposer de données pour répondre aux besoins de suivi et évaluation de la mise en œuvre des programmes et plans d'action opérationnels de développement, tels que :

- La SCAPE 2015 - 2019, un plan d'actions opérationnel de la Vision Djibouti 2035.
- Le registre social pour suivre et évaluer les politiques publiques en faveur des plus pauvres.
- Les Objectifs de Développement Durable.

L'enquête sur le secteur informel avait pour objectifs spécifiques de mieux connaître ce secteur et les acteurs qui y interviennent, leurs conditions d'activité, leurs performances économiques, leurs modes d'insertion dans le tissu productif et leurs perspectives. Un autre objectif est de fournir un complément d'information à la comptabilité nationale pour l'établissement des comptes de production et de répartition du secteur informel jusqu'alors très mal connus. Les données sur l'emploi et le secteur informel devraient donc permettre d'améliorer les estimations des agrégats macroéconomiques.

L'élaboration de la stratégie « Vision Djibouti 2035 » et de son premier plan stratégique quinquennal « SCAPE 2014 - 19 » s'est appuyé sur les données des enquêtes nationales et des études réalisées par la DISED dans le domaine socio-économique. Il s'agit notamment des :

☛ **Enquêtes statistiques nationales récentes pour le suivi-évaluation**

- ☞ ***Recensement Général de la Population et de l'Habitat (2009) : Il a permis de constituer une nouvelle base de sondage.***
- ☞ ***EDAM3 - IS - 3^e Enquête djiboutienne auprès des ménages pour les indicateurs sociaux (2012) : Elle a permis de mettre à jour les indicateurs sociaux et le profil de la pauvreté.***
- ☞ ***EDSF2 - 2^e Enquête djiboutienne sur la santé de la famille (2012) : Elle a mis à jour les indicateurs de la santé.***
- ☞ ***EDAM-Budget Consommation (2013) : Elle a permis de produire des coefficients de pondération de l'Indice des prix à la consommation, de calculer de nouveaux seuils de pauvreté et d'affiner la cartographie de la pauvreté.***
- ☞ ***Enquête de nutrition (2013) : Elle a permis d'évaluer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans.***

- ☞ **AGVSAN – Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2014)** : Elle décrit la situation de la sécurité alimentaire dans le pays et permet de comprendre les causes liées à la vulnérabilité des ménages.
- ☞ **ECV – Enquête de couverture vaccinale (2014)** : Elle évalue la couverture vaccinale des enfants de 0 à 23 mois et la performance des programmes de vaccination.
- ☞ **Enquêtes spécifiques** sur les projets de filets sociaux de l'ADDS et du SESN et d'autres ministères.

Le noyau d'indicateur complétera la base nationale des données statistiques « Djibouti DevInfo » et servira de base pour le suivi de la mise en œuvre de la SCAPE mais également des différentes politiques, dont le plan d'actions opérationnel (2014 – 2018) de la Politique nationale de l'emploi (2014 – 2024). Il est actuellement utilisé pour le suivi des programmes ciblés sur les plus pauvres en lien avec l'institution d'un registre social par le Secrétariat d'État à la Solidarité Nationale. Ce nouveau noyau d'indicateurs témoigne du besoin d'indicateurs sensibles au genre et de la volonté gouvernementale d'une meilleure prise en compte des statistiques du secteur primaire (agriculture, élevage et pêche) et des domaines clés pour la croissance économique et le développement durable, comme la sécurité alimentaire, la résilience et la gestion des ressources environnementales.

- ☛ **L'EDAM4-IS 2017** comporte une section sur le secteur agriculture, élevage et pêche ou l'exploitation des forêts, avec un questionnaire au chef du ménage ou son représentant pour savoir si un membre du ménage pratique l'agriculture, l'élevage, la pêche ou l'exploitation de forêt.
- **Pour les agriculteurs**, il permettra de recenser les types de culture, évaluer la production et estimer la valeur de cette production. Modes d'accès à la terre agricole ; Autorité qui octroie la terre ; Superficie exploitée/irriguée ; Méthodes d'irrigation ; Qui (sexe) possède ou exploite la terre pour le ménage ; Dépenses au cours des 12 derniers mois, en Engrais Inorganiques/Chimiques (Urée, Phosphates, NPK/Formule...), en Produits Phytosanitaires (Pesticides, fongicides, herbicides...), en jeunes plants d'arbres, Sacs, feuilles de plastique, des outils de terrain, les installations de stockage, d'entretien et de fixation ? En irrigation, carburant pour sécher les cultures ou pour les moyens ou l'irrigation de transport ? ; Achat ou location de matériel et de machines agricoles ; transport ?
- **Pour les éleveurs**, le questionnaire permettra d'évaluer la possession de bétail ; la pratique de la transhumance (recherche de pâturage, d'eau) ? Le principal mode de pâturage utilisé pour l'élevage du bétail ; la dépenses en eau, fourrage, les frais de santé (Vétérinaire, vaccination, déparasitage ou soins) ?
- **Pour la pêche**, le questionnaire permettra d'évaluer si un membre du ménage, a pêché des poissons, des crevettes et des crabes, etc. au cours des 12 derniers mois ? D'évaluer la quantité (kg) pêchée par espèce ? Consommée ? Vendue ? ou donnée ? Dépenses (au total) au cours des 12 derniers mois pour mettre en œuvre des activités de pêche (le refroidissement, la fixation et l'entretien des filets de pêche, le carburant pour le bateau, fixer et maintenir le bateau, le bateau de location (espèces), les services (assistance technique) ?
- **Pour l'exploitation des forêts**, le questionnaire évaluera si un membre du ménage a collecté du bois, charbon du bois ou effectué d'autres activités forestières au cours des 12 derniers mois ? Recettes obtenues et dépenses effectuées par le ménage au cours des 12 derniers mois pour la pratique de cette activité ?

Les résultats de l'EDAM4 - IS 2017 en matière de pratique l'agriculture, l'élevage, la pêche ou l'exploitation de forêt, ne sont pas encore publiés.

Le MAEPE - RH, en dépit du nombre de programmes et projets engagés sous sa tutelle, ne dispose pas encore d'un département dédié à la collecte, la compilation, l'analyse et la diffusion des données statistiques sur les réalisations, les résultats atteints/attendus, ainsi que les impacts de ses programmes d'intervention dans le domaine agricole et le développement rural. Il ne possède pas non plus un cadre de suivi & évaluation couvrant la chaîne de planification programmation -budgétisation - suivi/évaluation, et expliquant le système de suivi - évaluation des stratégies et programmes de développement mis en œuvre dans le secteur. Pour pallier à ce déficit, le MAEPE-RH avait inclut parmi les appuis nécessaires à la mise en œuvre du PNSA 2012 - 17, une fiche de projet d'appui à la création d'une Cellule dédiée au suivi & évaluation des interventions du PNSA, mais pouvant en fonction de son développement intégrer les activités des autres programmes et projets du département. D'un montant de 1,15 millions de \$US, l'appui était destiné principalement au : (i) renforcement des moyens de collecte (associant de manière participative les partenaires mais également les populations concernées) et de traitement des données et (ii) au renforcement des capacités par une assistance technique rapprochée et des voyages d'étude.

Mais malheureusement, il n'y pas eu de financement mobilisé à ce jour pour la création et l'opérationnalisation de cette cellule S&E dans le cadre des appuis des PTF à la mise en œuvre des interventions prioritaires du PNSA.

Pourtant, la mise en place d'un système de suivi - évaluation (SSE) au sein du MAEPE - RH est indispensable pour assurer le suivi de la mise en œuvre des actions des différentes directions techniques, des projets, des autres structures intervenant dans le secteur et plus globalement du PNIASAN. Les principaux objectifs d'un SSE pour le secteur agricole et le développement rural seraient : (i) d'analyser et de contrôler l'utilisation des ressources financières, techniques et humaines ; (ii) d'apprécier le déroulement des activités, la qualité des résultats obtenus et le niveau d'atteinte des résultats par rapport aux objectifs visés. Il aurait deux rôles majeurs qui sont d'aider à la prise de décision en temps réel à différents niveaux d'intervention et de servir d'outil de pilotage des interventions dans le secteur. Cette Cellule S&E du MAEPE-RH devait entreprendre en priorité, la formulation et l'exécution du premier vrai recensement national agricole, prenant en compte l'aspect genre, au cours du premier plan d'action du PNIASA 2012 - 17. Dans le cadre du plan de suivi-évaluation de la SCAPE, il est prévu de réaliser en 2018-2019 : i) une enquête emploi 1 - 2 - 3 ; ii) des enquêtes sur les ménages et sur l'utilisation et la performance des principaux services publics, iii) ainsi que l'actualisation de la base des données statistiques du secteur primaire (recensement de l'agriculture et de l'élevage). L'intégration du genre dans le plan de suivi & évaluation du PNSA devra permettre de suivre de près les éléments sur la contribution et la participation des femmes, comparativement à celle des hommes, à la réalisation des objectifs. La Direction de la Promotion du Genre du MFF et la cellule Genre du MAEP/RH seront responsables de veiller à la réelle prise en compte du genre. Le suivi selon l'approche genre devra se faire à trois niveaux :

- Avant la mise en œuvre de tout projet ou toute activité, les points focaux doivent s'assurer de la prise en compte du genre à travers le screening de toute activité. Une fiche de screening a été élaborée à cet effet.
- Le système de suivi des résultats devrait permettre de distinguer, dans les résultats atteints, l'évolution de la prise en compte du genre en vue de prendre des mesures correctives à temps. Les indicateurs existants dans les différents domaines doivent au minimum être ventilés par sexe et par âge. De plus, il peut être utile de ventiler d'autres facteurs pertinents (femmes/hommes d'âges différents, type de ménages, niveau de revenus...).
- Le suivi des effets vise l'efficacité dans l'atteinte des objectifs genres fixés. Il permet de juger si le programme a intégré et atteint les principaux groupes à même d'induire le changement. Le projet a-t-il répondu aux besoins, aussi bien stratégiques que pratiques, des femmes et des hommes ?

Le système doit prévoir la prise en compte de deux types d'indicateurs de suivi-évaluation selon l'approche genre. Il s'agit :

- * Des indicateurs ventilés par sexe/catégorie (ce sont les indicateurs utilisés habituellement, mais que l'on décompose par sexe ou groupe d'intérêt). Exemple : pour une formation, l'indicateur ne sera pas « nombre de participants ayant bénéficié de la formation » mais plutôt « nombre d'hommes et nombre de femmes ayant bénéficié de la formation ».
- * Des indicateurs spécifiques pour mesurer la réduction des inégalités de genre/l'amélioration de la situation du groupe marginalisé (les femmes en général) et l'amélioration de sa participation. Exemple : amélioration de la mobilité des femmes, participation des femmes à la prise de décision dans le cadre du Comité de gestion de l'eau, nombre de femmes au sein d'une association ou d'une coopérative.

Djibouti devra donc, dans le cadre de la mise en œuvre du PNIASAN, élaborer des indicateurs de suivi - évaluation ventilés par sexe.

3.3 La capacité institutionnelle pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes

3.3.1 La capacité institutionnelle du Ministère du Genre à soutenir le Ministère de l'Agriculture pour intégration du genre dans le secteur

Dans le cadre de la mise en œuvre de la SNIFD 2002-2010, un mécanisme de Points Focaux Genre a été institué et mis en place pour soutenir la promotion du genre au niveau des institutions publiques. Comme tous les départements ministériels, le département en charge de l'Agriculture a été retenu pour rendre opérationnel le mécanisme des Points Focaux Genre. Une cellule focale genre, composée de deux membres, a été mise en place au sein du Cabinet du Ministre en charge de l'Agriculture. Cette cellule travaille en étroite collaboration avec le Ministère en charge de la promotion de la femme. Au sein du Ministère de l'Agriculture, la cellule focale genre a pour mission de veiller à l'intégration, à la mise en œuvre et au suivi de actions genre dans le PNIASAN. À ce titre, la cellule devrait travailler à l'élaboration d'un plan d'actions genre dans le cadre du PNIASAN 2012 - 17. La cellule a bénéficié des appuis techniques et des séances d'échanges organisées par le Ministère en charge du Genre (sessions de formation, plate - forme d'échanges des femmes sur le leadership féminin). La cellule devait contribuer également à la production des rapports périodiques sur le genre en préparant et fournissant périodiquement la contribution du secteur. La cellule est chargée également de renforcer les capacités des cadres et chefs de service et chef de départements régionaux, les directeurs centraux et ainsi que les chefs des projets du MAEPE - RH, sur différents aspects liés au genre dont l'ASEG (Analyse socio-économique selon le genre) en vue d'une meilleure intégration et prise en compte du genre dans la planification et la mise en œuvre des stratégies, plans d'actions et programmes de développement dans le domaine agricole et le développement rural.

La promotion du genre est aujourd'hui prise en charge par un ministère de plein exercice, dénommé Ministère de la Femme et de la Famille (MFF). Cette promotion institutionnelle vient corroborer la volonté politique, manifestée par le Chef de l'État, en faveur de la promotion de l'équité et de l'égalité de genre. À ce titre, le MFF a pour mission de coordonner l'exécution technique de la mise en œuvre de la PNG et de rendre compte au Gouvernement et aux partenaires les résultats obtenus dans la mise en œuvre de la PNG et de l'évolution de la promotion de l'équité et de l'égalité de genre dans le pays. Toutefois, le budget alloué au MFF ne représente que moins de 1% du Budget de l'État et est entièrement consacré à la charge salariale et à son fonctionnement. Ainsi, le mécanisme en charge du genre ne dispose pas d'un budget d'investissement, et demeure très dépendant du financement extérieur

pour la réalisation de ses programmes. Mais le genre étant une dimension transversale, l'atteinte des résultats de la PNG dépendra de l'efficacité du cadre institutionnel mis en place.

Le mécanisme de mise en œuvre de la PNG prévoit l'instauration d'un partenariat effectif entre toutes les parties prenantes à la mise en œuvre de la PNG, notamment à travers son objectif spécifique **OS5 (Renforcement des capacités institutionnelles nationales de mise en œuvre de la PNG)**. Les différents acteurs concernés sont :

- a. **Les Ministères sectoriels** : Les ministères sectoriels sont les structures gouvernementales en charge des politiques et programmes relevant de leur secteur respectif. Ils sont directement impliqués dans l'exécution de la PNG à travers la prise en compte des objectifs de la PNG dans leurs interventions aux niveaux national et régional. Le Ministère du Budget et celui en charge de l'Économie, des Finances et de la Planification, sont stratégiques pour la mise en œuvre de la PNG, conformément aux orientations de la V.D 2035 et de la SCAPE 2015-19 qui consacre la centralité de la femme dans le processus de développement et la pose comme une condition essentielle à la réalisation des objectifs de lutte contre la pauvreté. Aussi, un partenariat actif devra s'établir avec le MFF en charge du genre pour soutenir la prise en compte des besoins différenciés des hommes et des femmes dans les interventions de développement aux niveaux national, sectoriel et régional. Plus spécifiquement le Ministère du Budget accordera une attention particulière aux besoins de financement de la PNG au moment de la mobilisation et de l'allocation des ressources.
- b. **Les cellules sectorielles genre ou points focaux genre** : Instituées dans le cadre de la mise en œuvre de la SNIFD de 2002 à 2008, les points focaux genre ont été créés pour soutenir la promotion du genre au niveau des institutions publiques. Le mécanisme constituait un atout majeur pour la visibilité du ministère auprès des autres départements et institutions, mais visait aussi et surtout l'intégration effective du genre dans les stratégies et dans tous les programmes de développement sectoriels. Cependant, le mécanisme des points focaux genre n'a pas eu les résultats escomptés au vu de la faible intégration des questions de genre dans les politiques et programmes de développement. Les limites identifiées sont liées : (i) au choix des personnes, dont le profil et le statut, au sein de leur institution respective, peuvent ne pas être appropriés ; (ii) à la faible capacité en genre des points focaux ; (iii) à la non existence d'un plan d'action pour permettre aux points focaux de travailler dans un cadre bien défini avec des moyens matériels et financiers nécessaires pour exécuter leur mission et, (iv) à la mobilité des points focaux.
- c. **Les Bureaux Régionaux Genre (BRG)** : Les BRG ont été opérationnalisés dans toutes les régions, en juin 2008 pour répondre au souci de décentraliser les activités du Ministère de la Promotion de la femme et du Planning Familial, chargé des Relations avec le Parlement, mais aussi de mesurer les véritables besoins ainsi que les attentes des populations bénéficiaires des projets et programmes initiés ou gérés par le MPF. À cet effet, **les cellules sectorielles genre** au niveau national et **les bureaux régionaux genre (BRG)** au niveau régional, ont un rôle déterminant à jouer notamment en veillant à la prise en compte équitable des besoins différenciés des garçons, des filles, des hommes et des femmes dans les programmes, projets et budgets de leur secteur respectif et au niveau des régions. Les cellules genre et les BRG sont membres des structures de concertation et de suivi qui sont mises en place à l'effet de rendre compte de l'exécution de la PNG et de la situation du genre dans leurs secteurs et zones d'intervention. Les cellules genre disposent depuis octobre 2009 d'une stratégie d'intervention destinée à les soutenir techniquement dans l'exercice de leurs attributions. Les BRG également ont été formés en genre à la même année. Les cellules genre et les BRG sont les interfaces du mécanisme de pilotage de la PNG.

- d. **Les Parlementaires** : Les Parlementaires sont des partenaires incontournables du plaidoyer pour la promotion de l'égalité et de l'équité de genre et la mobilisation de ressources pour l'exécution de la PNG.
- e. **Les Organisations de la société civile** : Les ONG, associations et réseaux travaillant dans le domaine Genre et Développement ont un rôle à jouer dans l'instauration d'un climat d'égalité entre les sexes dans les domaines social, culturel, économique et politique. En partenariat avec les ministères techniques et le MPF, les OSC seront au cœur de l'exécution dans le cadre du partenariat qui va s'établir autour de la mise en œuvre de la PNG.
- f. **Les Partenaires techniques et financiers** : Les institutions de coopération bilatérale et multilatérale (PTF) sont des partenaires indispensables dans la mise en œuvre de la PNG. L'ampleur des objectifs et des résultats attendus de la PNG et l'insuffisance des ressources de l'État requièrent une collaboration étroite avec la communauté internationale pour un appui technique et financier indispensable à l'exécution de ses programmes. Les PTF prendront part à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la PNG. Dans ce cadre, elles seront sollicitées pour soutenir la mise en place de l'Unité technique d'appui à la mise en œuvre de la PNG et pour appuyer l'institutionnalisation et l'intégration du genre dans les institutions publiques et à l'Assemblée Nationale.
- g. **Les organes d'appui à la mise en œuvre de la PNG** : Pour soutenir la mise en œuvre de la PNG, les organes et les mécanismes institutionnels suivants sont proposés :
 - ◆ **Le Conseil National Genre et Développement : un organe d'orientation** : Au niveau stratégique, il est proposé de mettre en place, un Conseil National Genre et Développement. Le Conseil sera l'instance d'orientation et de décision en matière de genre. Le Conseil National Genre sera présidé par le Premier Ministre. Tous les intervenants dans la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre seront représentés au sein du Conseil.
 - ◆ **le Comité technique de suivi de la PNG : un organe de concertation** : Le Comité de suivi est le cadre de concertation de la PNG. Il sera placé sous la présidence du Ministère de la Femme et de la Famille. Il aura à instaurer un dialogue politique soutenu autour de la promotion de l'égalité de genre et de la mise en œuvre de la PNG. Le Comité technique de suivi est composé des acteurs de la mise en œuvre de la PNG. Il a entre autres missions :
 - * Mobiliser les acteurs, parties prenantes de la PNG.
 - * Appuyer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la PNG.
 - * Assurer une bonne communication entre les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la PNG.
 - * Contribuer à la constitution d'un système d'information sur le genre et le développement.
 - * Renforcer la synergie des interventions et le partenariat dans l'exécution de la PNG.
 - ◆ **Le Ministère en charge du Genre : un organe de pilotage** : Le Ministère en charge du Genre, ici dénommée Ministère de la Femme et de la Famille (MFF), est le mécanisme en charge du pilotage de la mise en œuvre de la PNG. Il en assure la coordination technique, le suivi et l'évaluation. Le rôle et les responsabilités, ainsi dévolus au Ministère en charge du Genre, seront assumés par la Direction de la Promotion du Genre (DPG). La DPG assurera la planification, la programmation et le suivi de la mise en œuvre de la PNG. Dans ce sens, elle aura principalement à : (i) appuyer l'institutionnalisation et l'intégration transversale du genre dans les interventions de développement, (ii) soutenir l'institutionnalisation du genre

dans la collecte et l'analyse des indicateurs de genre et (iii) renforcer les capacités des acteurs de la mise en œuvre de PNG en genre.

3.3.2 Intégration du genre dans le Ministère de l'Agriculture

Dans le cadre de la mise en œuvre de la SNIFD de 2002 à 2010, un mécanisme de Points Focaux Genre a été créé pour soutenir la promotion du genre au niveau des institutions publiques. Le mécanisme constituait un atout majeur pour la visibilité du ministère auprès des autres départements et institutions, mais visait aussi et surtout l'intégration effective du genre dans les stratégies et dans tous les programmes de développement sectoriels. Dans un premier temps, la mission des points focaux Genre consistait à :

- ✖ Préparer un état des lieux de l'avancement dans la réalisation des objectifs de la SNIFD et identifier les lacunes et les disparités de genre qui subsistent dans leur ministère et le secteur technique concerné.
- ✖ Sur la base des résultats du constat, planifier et réaliser une série d'ateliers de discussion et de sensibilisation à l'intérieur du ministère avec les acteurs clés.
- ✖ Créer un groupe de travail afin de développer un plan d'action avec des interventions ciblant la réduction des disparités genre rattachées aux ressources humaines du ministère ou du domaine technique concerné.

L'impact en matière d'intégration des questions de genre dans les politiques et programmes de développement des points focaux, s'est révélé insuffisant, voire inexistant. Ils ne disposent pas d'un statut clair et valorisant au sein de leur département respectif.

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, en charge des ressources halieutiques, présente des disparités de genre bien marquées dans ses ressources humaines, en termes d'effectif et de responsabilité (participation à la prise de décision). Le nombre de femmes employées dans les différents départements du MAEP/RH ne dépasse pas 10% de l'effectif total des ressources humaines. Leur proportion dans les postes de responsabilité est également faible. Le point focal genre du MAEP/RH n'a pu réussir à mettre en place un plan d'action pour faire évoluer cette situation. Pour répondre à ces difficultés, la PNG a retenu de renforcer ce mécanisme et de mettre en place au niveau de chaque ministère une cellule genre en vue de renforcer la capacité d'intervention des points focaux genre. Il est également prévu de prendre les mesures institutionnelles appropriées pour soutenir et garantir la mise en place effective et la fonctionnalité des cellules sectorielles genre.

3.3.3 Intégration du genre dans les secteurs liés à l'agriculture (foncier, ressources en eau, etc.).

Dans le domaine du foncier, notamment du foncier rural, deux régimes fonciers cohabitent en République de Djibouti : le droit moderne et le droit coutumier. Dans le droit moderne, aucune discrimination n'est faite quant à l'accès à la terre. La Constitution nationale de Djibouti, reconnaît et garantit le droit de tous et de toutes à la propriété, dans ses articles. À Djibouti la Loi N°171/AN/91/2eL portant fixation et organisation du domaine public classe tous les biens sur le territoire Djiboutien comme faisant partie du domaine public. Ainsi, l'article premier dispose "le domaine public est constitué de l'ensemble des biens de toutes natures, immobiliers ou mobiliers, classés aux délimités dans le domaine public, affectés ou non à l'usage public". Le domaine de l'État ainsi structuré comprend deux parties : le domaine naturel et le domaine artificiel. Le domaine naturel comprend les sites naturels déterminés par la Loi tandis que le domaine artificiel comprend les aménagement et ouvrages

réalisés pour des raisons d'intérêt général ou d'utilité publique, ainsi que les terrains qui les supportent, déterminés par la Loi ou ayant fait l'objet d'une procédure de classement. Le domaine privé de l'État est organisé par la Loi n°178/AN/91/2eL.

Cette Loi porte régime de base du domaine privé de l'État, dont font partie les terres vacantes et sans maître et celles acquises par l'État ou provenant de donations, héritages ou d'autres manières légales. Ces terres sont réparties en deux catégories : terrains urbains et terrains ruraux, et leur aliénation est soumise aux règles suivantes :

1. Les terres acquises par l'État déjà mises en valeur et dûment immatriculées sont soumises à la réglementation de droit commun en matière de propriété et de contrats ;
2. Les terres vacantes et sans maître, et de manière générale, toutes les terres non immatriculées ou non mises en valeur peuvent :
 - a. Avant l'immatriculation au nom de l'État, être l'objet de permis d'occupation provisoire, s'il s'agit de terrains urbains à usage de construction, ou d'autorisation d'exploiter s'il s'agit de terrains agricoles.
 - b. Après l'immatriculation au nom de l'État : (i) être cédées de gré à gré ou par adjudication publique s'il s'agit de terrains urbains à usage de construction ; (ii) être concédés à titre provisoire s'il s'agit de terrains urbains à usage industriel ou agricole ou de terrains ruraux ; (iii) être affectés gratuitement à des établissements publics.

La propriété foncière quant à elle relève de la Loi n°177/AN/91/2eL. Cette Loi porte organisation de la propriété foncière. À cette fin, elle institue un service dit de la conservation foncière, chargé d'assurer aux titulaires la garantie des rôles réels qu'ils possèdent sur ces immeubles, et ce au moyen de l'immatriculation de tous les immeubles aux livres fonciers et la publication sur les livres fonciers de tous les droits réels qui s'y rapportent. L'immatriculation est obligatoire et définitive. Sont considérés immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent : les droits réels immobiliers et les actions qui tendent à revendiquer un immeuble. Le champ d'application des Lois relatives au régime foncier, domaine public de l'État n° 171/AN/91, domaine privé de l'État n° 173/AN/91, propriété foncière n° 177/AN/91 est limité au périmètre urbain de l'agglomération de la ville de Djibouti.

Le droit d'accès à la propriété des femmes est confirmé par le Code de la Famille¹⁶ adopté en 2002 en article 32 « *Le mari ne dispose d'aucun pouvoir d'administration sur les biens propres de la femme.* » et ces articles 102 à 110 qui consacrent les droits de la femme et des filles en matière successorale. Ces dispositions protègent les femmes et les filles des pratiques coutumières qui les défavorisaient quant à la jouissance du droit de propriété. Mais du fait de l'analphabétisme et du niveau de pauvreté, leur droit d'accès à la propriété (terre, immobilier et autres) est souvent entravé par des contraintes administratives, financières et socioculturelles.

⊕ **Que prévoit la PNG pour éliminer les obstacles et contraintes limitant l'accès des femmes à la terre ?** Partant du postulat qu'un meilleur accès aux ressources et aux actifs des femmes permettrait d'améliorer leur productivité et entraînerait une augmentation conséquente de la croissance nationale, la troisième orientation stratégique (OS3) de la PNG 2011-2020 est consacrée à la « *Promotion équitable du potentiel de la femme et de l'homme au sein de l'économie et de leur accès aux ressources économiques* » et vise les objectifs suivants :

- ⊕ Réduire le temps et la pénibilité des tâches domestiques notamment en milieu rural.
- ⊕ Soutenir l'accès des femmes aux ressources et aux actifs (capitaux et techniques de production, foncier, marchés et transports).

¹⁶ Loi n°152/AN/02/4ème L portant Code de la Famille, du 31 janvier 2002.

- ⊕ Renforcer l'accès des jeunes filles à la formation technique qualifiante et professionnelle.
- ⊕ Renforcer la capacité organisationnelle des femmes notamment dans le secteur informel.
- ⊕ Promouvoir l'entrepreneuriat féminin à travers l'appui à la petite et moyenne entreprise.

Les stratégies et les actions prioritaires retenues dans la matrice d'action (Plan d'action) pour la période 2011 - 2016 sont définies pour l'OS3 comme suit :

Effet 3 : *Les femmes et les hommes bénéficient équitablement des conditions et des opportunités économiques favorables à la réalisation de leur autonomie.*

Extrant 3.1 : *Les femmes accèdent aux facteurs de production, aux ressources financières et aux opportunités économiques. Il est attendu que d'ici 2014, au moins 50% des femmes ciblées par la PNG accèdent durablement aux facteurs de production, aux ressources financières et aux opportunités économiques.*

- A3.1.1. *Établir et mettre en œuvre un programme de promotion de l'accès des femmes et celles des plus démunies aux facteurs de production (Programme élaboré et mis en œuvre ; Proportion et catégorie de femmes ciblées ayant eu accès à des facteurs de production).*
- A3.1.2. *Appuyer l'accès des femmes à des services financiers accessibles dans les banques et institutions de microfinance (Programme d'appui conçu et exécuté ; Proportion de femmes ayant accès à ces services ; Niveau de crédit et volume de financements alloués aux femmes).*
- A3.1.3. *Soutenir l'intégration des femmes dans les créneaux porteurs du secteur agricole : maraîchage, aviculture, apiculture, pisciculture (Programme d'appui élaboré et mis en œuvre ; Proportion de femmes actives par filière retenue).*

Extrant 3.2 : *Les femmes disposent des capacités techniques et managériales nécessaires à leur participation à la vie économique. Il est attendu que d'ici 2014, au moins 50 % des femmes touchées par les activités de formation disposent de capacités techniques et managériales et participent effectivement à la vie économique.*

- A3.2.1. *Élaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités d'intervention des femmes dans la transformation et la commercialisation (Programme d'appui élaboré et mis en œuvre ; Proportion de femmes touchées).*

Extrant 3.3 : *Les femmes disposent de plus de temps à consacrer à des activités productives. Il est attendu que d'ici 2014, au moins 50 % des femmes ciblées par la PNG réalisent des activités productives.*

- A3.3.1. *Élaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement de l'accès et de l'accessibilité des ménages à l'énergie domestique, à l'eau potable et aux services d'assainissement (Programme élaboré et exécuté ; % des ménages ciblés ; Types et nombre d'équipements fournis).*
- A3.3.2. *Soutenir la capacité organisationnelle des femmes au niveau local et régional (Nombre d'organisations féminines créées et fonctionnelles).*

3.3.4 Partenariats dans le genre et l'agriculture (les liens entre le Ministère de l'agriculture et le Ministère du genre, et partenariat avec les partenaires au développement, secteur privé, ONG, organisation communautaire)

Étant donné le rôle dévolu à l'exécution sectorielle, les plans d'action annuels devront tenir compte des programmes, projets et activités à réaliser dans les ministères concernés. Dans ce sens, il est recommandé que les ministères sectoriels veillent à inscrire les actions prioritaires de la PNG qui relèvent de leur département respectif et à assurer la mobilisation des ressources devant les financer.

3.3.5 Budgétisation pour l'égalité des sexes dans le secteur de l'agriculture

Les cadres de tous les Départements ministériels ne sont pas encore formés en techniques d'élaboration du Budget - Programme et en Cadres de Dépense à Moyen Terme (CDMT). L'introduction du Budget - Programme à Djibouti est récente et correspond à la volonté du gouvernement djiboutien d'initier une démarche budgétaire visant à passer d'une logique de moyens à une logique de résultats. Elle s'inscrit dans la mise en œuvre de la SCAPE 2015 - 19, validée par le Gouvernement en avril 2015. Le Ministère en charge de l'Agriculture s'est inscrit récemment dans cette dynamique en mettant en place un dispositif/mécanisme de planification et de suivi & évaluation (Cellule CDMT /BP) dans le cadre du PNIASAN 2016 - 2020. Le renforcement des capacités de différents acteurs du MAEP - RH sur différents aspects liés au genre dont l'ASEG (Analyse socio-économique selon le genre) n'a pas été organisé dans le cadre du PNIASAN.

L'organisation sociale traditionnelle de la société djiboutienne est de type patriarcal et patrilinéaire. C'est l'homme qui incarne l'autorité au sein du ménage, il prend les décisions capitales et assure la gestion économique du ménage. La femme, quant à elle, a la charge sociale du fonctionnement de la vie domestique, elle réalise les travaux ménagers et prend soin des enfants et autres membres de la famille. Le travail productif qu'elle fournit est davantage toléré, parce que considéré comme un complément à l'entretien du foyer. Cette situation est à la base des inégalités et disparités qui pèsent lourdement sur le statut de la femme dans la famille et dans la société, restreignent ses chances d'éducation, limitent ses capacités à prendre des décisions et à participer à la vie de sa communauté avec les mêmes chances que les hommes. Le budget - temps des femmes, responsables de l'approvisionnement et de la gestion de ces facteurs, est largement entamé par sa charge de travail domestique au détriment du développement d'activités de production ou de renforcement de capacités.

4.1 Genre et sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le problème de la sécurité alimentaire et plus globalement celui de la faim est un reflet de la structure de l'économie et des conditions climatiques du pays. Dans le classement de l'Indice Global de la Faim¹⁷ dans le monde (IFPRI, 2019), Djibouti figure à la 98^{ème} position sur 119 pays avec un score de 30.1 (0 = aucune insécurité alimentaire), ce qui place le pays dans la catégorie « grave » et juste en dessous de la catégorie « alarmante ». Alors qu'en 2013 son score avait été de 19.5.

4.1.1 Prévalence de l'insécurité alimentaire à Djibouti

L'Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN), publié en octobre 2014, révèle qu'à Djibouti, 14,5% des ménages sont en insécurité alimentaire : 2,8% en insécurité alimentaire sévère, soit 2 160 ménages (environ 14 150 personnes) et 11,7% en insécurité alimentaire modérée, soit 9 130 ménages (environ 56 000 personnes). Environ 32,1% des ménages sont en sécurité alimentaire limite et sont donc vulnérables à l'insécurité alimentaire, tandis que 53,5% vivent en conditions de sécurité alimentaire.

Tableau n°15 : Évolution de la prévalence de l'insécurité alimentaire par région en 2014 et 2018

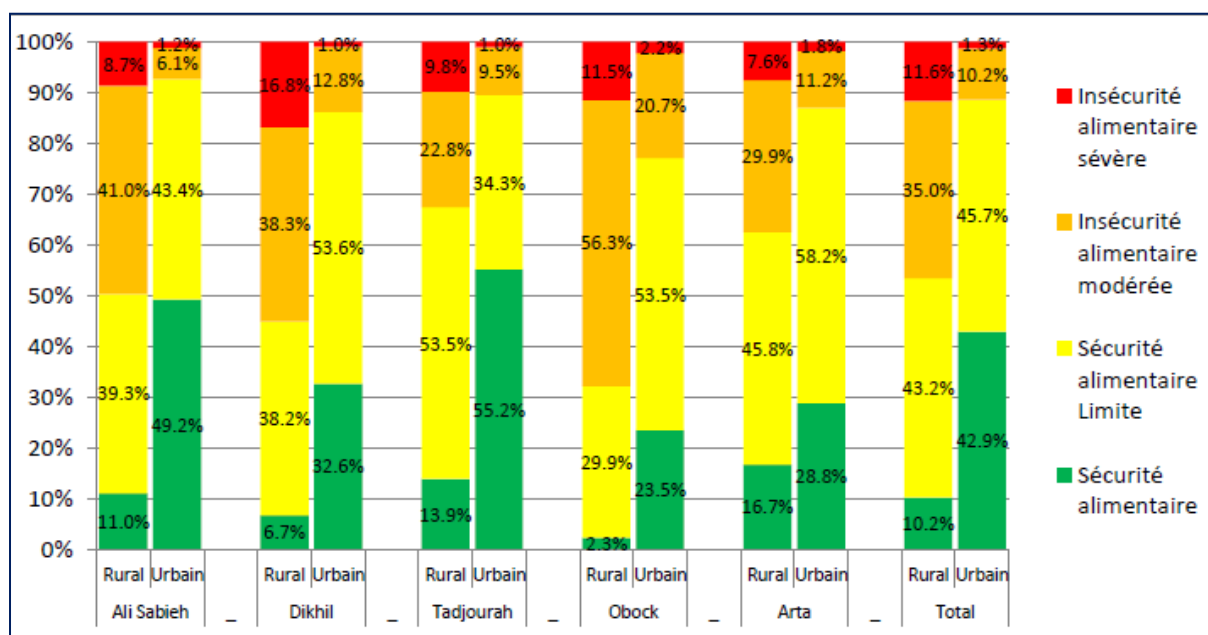
REGION	Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire modérée		Sécurité alimentaire limite		Sécurité alimentaire	
	2014	2018	2014	2018	2014	2018	2014	2018
DJIBOUTI	0.8%		5.6%		27.1%		66.6%	
ALI SABIEH	4.4%	6,3%	19.6%	38,6%	42.2%	47,4%	33.8%	7,7%
DIKHIL	12.0%	5,2%	30.1%	59,1%	43.5%	34,1%	14.4%	1,6%
TADJOURAH	6.3%	2%	19.3%	63%	50.9%	34,5%	23.5%	0,5%
OBOCK	9.2%	0,4%	48.9%	24,4%	35.1%	55,6%	6.8%	19,7%
ARTA	6.4%	0%	26.1%	50,6%	48.7%	42,6%	18.7%	6,8%
TOTAL	2.8%	3,2%	11.7%	52,3%	32.1%	39,6%	53.5%	4,9%

Le nombre de ménages en insécurité alimentaire modérée continue à augmenter, de 35% en Juin 2014 à 52.3% en Mai 2018. Mais la classification de l'insécurité alimentaire sur le plan national cache des différences importantes entre les différentes régions et le milieu d'appartenance de chaque ménage. La région avec le plus haut taux d'insécurité alimentaire (sévère + modérée) est Obock (58,1% des ménages), suivie par Dikhil (42,1%) et Arta (32,5%). En fonction du milieu de vie, l'insécurité alimentaire des ménages vivant en milieu urbain secondaire (chefs-lieux de région) est bien plus élevée par rapport à Djibouti ville (11,4% contre 6,4% des ménages) et on enregistre une différence

¹⁷ L'IGF combine la proportion de population sous-alimentée, le taux d'insuffisance pondérale et la mortalité des enfants de moins de 5 ans.

considérable de l'insécurité alimentaire entre les zones rurales et le milieu urbain secondaire dans les cinq régions de l'intérieur.

Graphique n°5 : Insécurité alimentaire en milieu rural et urbain dans les régions de l'intérieur



Source : Rapport AGVSAN - Octobre 2014

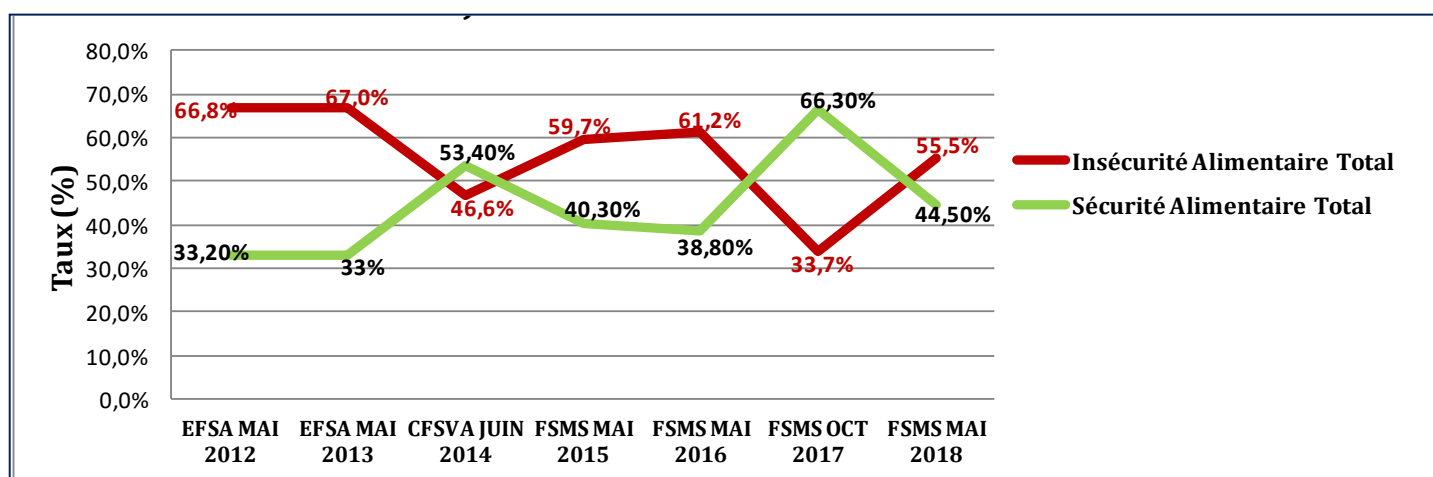
En milieu rural 46,6% des ménages sont en insécurité alimentaire, dont 11,6% en insécurité alimentaire sévère, contre seulement 11,5% des ménages en insécurité alimentaire modérée (10,2%) ou sévère (1,3%) en milieu urbain. Les pics de l'insécurité alimentaire en milieu rural sont observés à Obock (68% des ménages, avec 11,5% d'eux en insécurité alimentaire sévère) et Dikhil (55%). La région de Dikhil, enregistre la plus haute prévalence d'insécurité alimentaire sévère en milieu rural parmi les cinq régions (environ 17%). Le suivi et la surveillance de la sécurité alimentaire dans le milieu rural révèlent une baisse de la prévalence de l'insécurité alimentaire sévère par rapport à Juin 2014 (11,6%) et Octobre 2016 (16,5%). Par rapport à la même période de chaque année (Mai), on est passé de 21,3% en Mai 2015 à 3,2% en Mai 2018, qui représente une baisse de 18%.

Tableau n°16 : Évolution du taux de l'insécurité alimentaire en milieu rural entre 2012 et 2018

	EFSA MAI 2012	EFSA MAI 2013	CFSVA JUIN 2014	FSMS MAI 2015	FSMS MAI 2016	FSMS OCT 2017	FSMS MAI 2018
Sécurité Alimentaire	8,2%	4,0%	10,2%	6,5%	5,1%	12,1%	4,9%
Sécurité Alimentaire Limite	25,0%	29,0%	43,2%	33,8%	33,7%	54,2%	39,6%
Insécurité Alimentaire Modérée	51,8%	49,0%	35,0%	38,4%	44,7%	31,5%	52,3%
Insécurité Alimentaire Sévère	15,0%	18,0%	11,6%	21,3%	16,5%	2,2%	3,2%

Source : Rapport AGVSAN-Octobre 2014

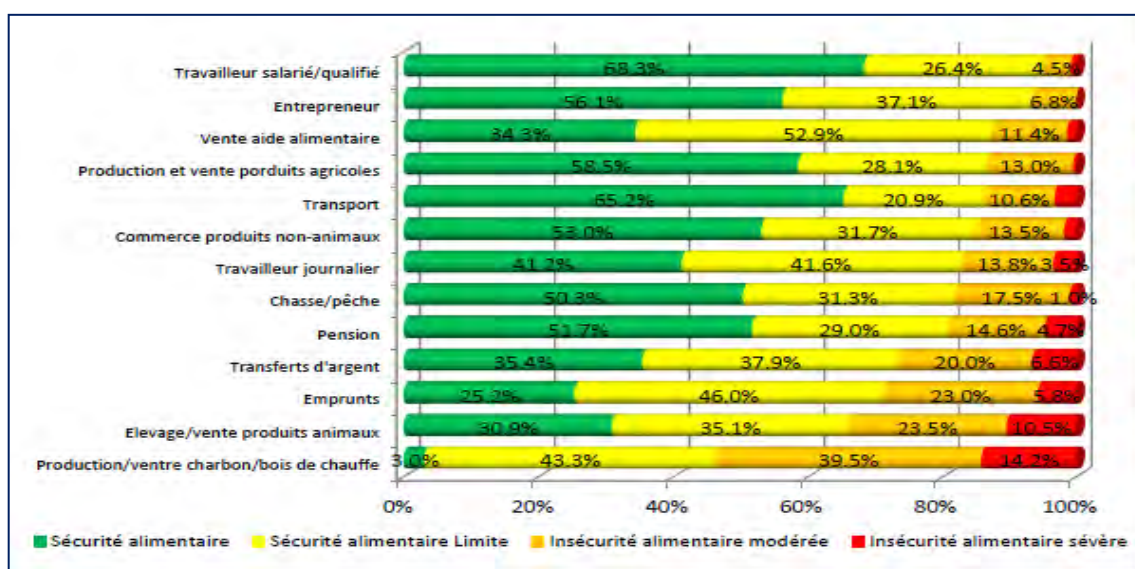
Graphique n°6 : Évolution du taux de l'insécurité alimentaire en milieu rural entre 2012 et 2018



4.1.2 Facteurs d'insécurité alimentaire et sexe du chef de ménage

Les données de l'enquête SSSA montrent qu'en zone rurale, les ménages dirigés par les hommes sont plus vulnérables avec 57% en insécurité alimentaire contre 50% pour les ménages dirigés par les femmes, alors que 4,5% des ménages dirigés par les femmes sont en insécurité alimentaire sévère, contre seulement 3% pour ceux dirigés par les hommes. Or le niveau d'éducation du chef du ménage influence considérablement le niveau d'insécurité alimentaire. Les données de l'enquête AGVSAN montrent que 19% des ménages dirigés par un chef illettré sont en insécurité alimentaire, dont 3,5% en situation sévère, contre 7,3% des ménages ayant un chef alphabétisé. Parmi les ménages dirigés par un chef ayant atteint le niveau d'instruction secondaire seulement 4% sont en insécurité alimentaire et alors que ce taux est de 1% parmi ceux dirigés par un chef avec niveau supérieur.

Graphique n°7 : Insécurité alimentaire et principales sources de revenu du ménage



Source : Rapport AGVSAN-Octobre 2014

L'enquête AGVSAN révèle que les ménages d'agriculteurs sont parmi ceux ayant la plus faible prévalence d'insécurité alimentaire sévère et modérée. Pourtant, la structuration de la filière agricole et les contraintes liées aux hauts coûts de transport vers les marchés les plus proches limitent le profit des producteurs à l'avantage des transporteurs et commerçants grossistes ou détaillants des chefs-

lieux de région et de Djibouti. En milieu rural, l'enquête SSSA de 2018 révèle que 42% des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate avec plus de 1/5 avec une consommation pauvre, c'est-à-dire plus de 50%. Cela s'explique par l'absence d'une alimentation de qualité et diversifiée du fait de l'indisponibilité continue sur le marché local et rural. Cette situation revient plus fréquemment dans les ménages dirigés par les femmes (45% dont 27% avec score de consommation alimentaire pauvre) contre 41% pour les ménages dirigés par les hommes dont seulement 24% ont un score de consommation alimentaire pauvre. Ce taux est similaire dans toutes les régions de l'intérieur, sauf à Dikhil où 64% des ménages sont dirigés par les hommes contre 57% pour ceux dirigés par les femmes.

4.1.3 Situation nutritionnelle des adultes ventilée selon le sexe

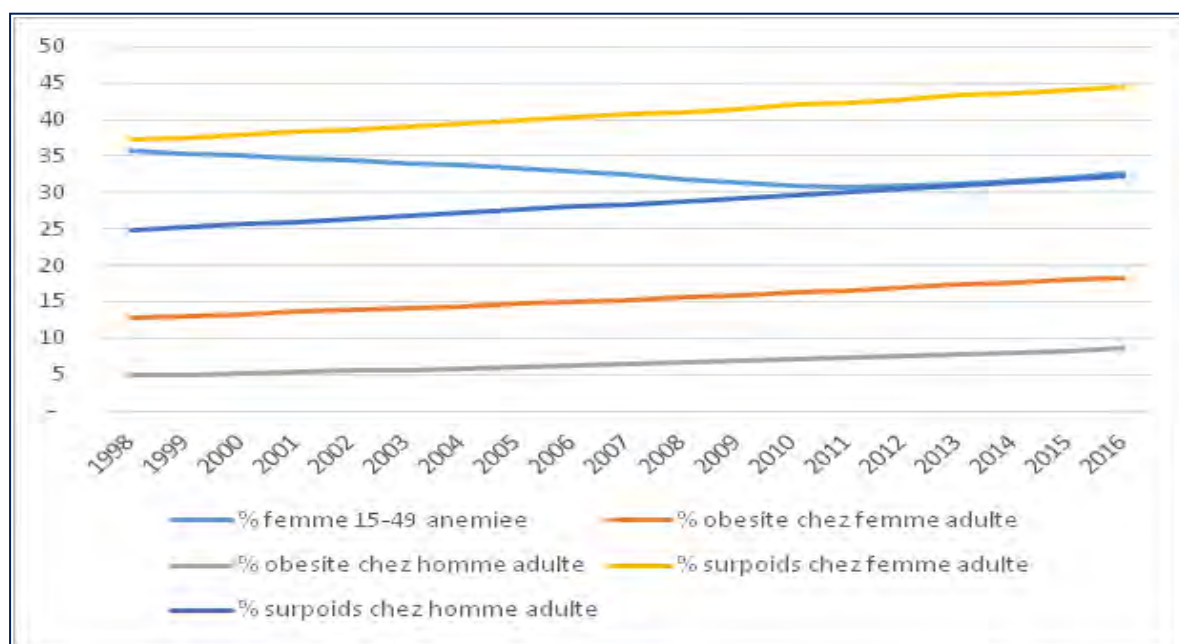
Sur le plan nutritionnel on constate que 73% des ménages ont une consommation alimentaire insuffisante, 55 % recourant à une alimentation très pauvre (riz, sucre et huile, ne consommant les légumes ou légumineuses qu'une fois par semaine et jamais de fruits ni de protéines animales). L'état nutritionnel des femmes en âge de procréer et des enfants de moins de 5 ans est souvent le reflet de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et de la communauté. Selon l'enquête SSSA 2018, 14,3% des femmes de 15 à 49 ans souffrent d'émaciation dénotant une situation sérieuse de malnutrition dans cette catégorie de la population.

Tableau n°17 : État nutritionnel des femmes (15 - 49 ans) et Grossesse/Allaitement à Djibouti

Indicateurs	Prévalence	Source
Anémie des femmes en âge de procréer	27,1%	Global Nutrition Report (GNR)-2011
Faible poids à la naissance	10%	Global Nutrition Report (GNR)-2006
Allaitement exclusive à 6 mois	1,3%	Global Nutrition Report (GNR)-2006

L'anémie est un indicateur global de mauvaise nutrition et de mauvaise santé qui affecte également les capacités de travail et le développement économique et social. L'anémie chez les femmes de 15 à 49 ans a légèrement diminué mais reste importante, passant de 36 en 1998 à 30% en 2012 et remontant à 33% en 2016 (voir figure ci - dessous). Cette évolution est comparable à l'évolution observée en Afrique de l'est. Le surpoids et l'obésité augmentent et sont plus fréquents chez les femmes, avec respectivement 45% et 18% de femmes en surpoids et obèse contre 32 et 9% d'hommes dans cette situation.

Graphique n°8 : Évolution de l'anémie et du surpoids chez les hommes et les femmes



Source: World bank gender data base, from World health organization dataset

4.1.4 Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans, ventilée selon le sexe

L'impact de la pauvreté se reflète dans la situation sanitaire et nutritionnelle des femmes et des enfants au cours de cette période. La malnutrition est élevée chez les enfants de moins de 5 ans avec un taux de 29,7% de malnutrition chronique et un taux de 29,6% d'insuffisance pondérale, et 17,8% des enfants souffrant de malnutrition aiguë, selon l'enquête SMART réalisée par la DISED en 2013. Et en matière de santé, Djibouti affiche un ratio de mortalité maternelle de 229 se plaçant 144ème dans le monde. À Djibouti, la prévalence nationale de la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de 6 à 59 mois a été estimée à 17,8% [15,5% - 20,3%] par l'enquête SMART de décembre 2013, contre un taux de 21,5% dans l'enquête EDSF/PAPFAM de Juillet 2012. La prévalence de la malnutrition aiguë globale variait entre 14,7 et 17,9% à Djibouti Ville, Balbala et dans les quatre autres régions de l'intérieur (Ali-Sabieh, Arta, Dikhil, Tadjourah), dépassant largement le seuil de l'urgence¹⁸. L'enquête SMART de 2013 a montré que les garçons (MAG = 19,3% [16,2% - 22,8%]) sont généralement plus touchés par la malnutrition aiguë que les filles (MAG = 16,2 [13,2% - 19,8%]). Les prévalences au niveau national n'ont pas montré une différence significative entre garçons (32,1% [28,3% - 36,0%]) et filles (27,2% [23,2% - 31,6%]) pour la malnutrition chronique.

Tableau n°18 : État de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans (de 0 à 59 mois) selon l'âge, le sexe et le milieu d'habitation - EDSF/PAPFAM - 2012

		% Insuffisance Pondérale (Poids/âge)		% Retard de croissance (Taille/Âge)		% Malnutrition Aiguë Globale (Poids/Taille)	
		Modérée PA < - 2 ET	Sévère PA < - 3 ET	Modérée TA < - 2 ET	Sévère TA < - 3 ET	Modérée PT < - 2 ET	Sévère PT < - 3 ET
Âge	6-11 mois	28,1	13,5	21,9	14,2	28,0	12,3

¹⁸ L'OMS classe les situations où la MAG est supérieure ou égale à 15% comme « situations critiques », les situations où la MAG est entre 10% et 15% comme « situations sérieuses », les situations où la MAG est entre 5% et 10% comme « situations précaires » et les situations où la MAG est inférieure à 5% comme « situations acceptables ».

	12-23 mois	36,5	14,9	41,5	23,5	23,6	10,4
	24-35 mois	30,4	13,3	36,7	21,3	19,4	8,7
	36-47 mois	30,5	13,0	37,0	18,4	19,2	7,1
	48-59 mois	28,4	10,9	33,3	19,4	18,0	6,8
Sexe	Masculin	31,2	14,5	33,8	18,9	22,7	10,4
	Féminin	28,5	11,1	33,3	19,0	20,3	7,8
Milieu résidence	Urbain	26,0	10,3	30,0	16,3	19,4	7,9
	Rural	39,6	19,3	42,3	25,7	26,8	12,2
Ensemble pays		29,8	12,8	33,5	19,0	21,5	9,1

Source : EDSF/PAPFAM - 2012

La prévalence de la malnutrition chronique est quasiment identique chez les enfants de sexe féminin et ceux de sexe masculin (27% contre 28%). Il est important de signaler que la proportion d'enfants souffrant de malnutrition chronique varie de manière sensible avec le niveau d'instruction de la mère. Elle est de 33% chez les enfants de mère sans instruction, de 25% chez ceux dont la mère a un niveau primaire et de 18% chez ceux dont la mère a un niveau secondaire ou plus. La prévalence de l'insuffisance pondérale au niveau national indiquait un taux de 29,6% (26,7% - 32,8%) en 2013, presque identique au taux de l'EDSF/PAPFAM de 2012. Cet indicateur composite qui reflète à la fois la malnutrition chronique et la malnutrition aiguë, révélait la précarité et la gravité de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans à Djibouti. L'incidence de la malnutrition modérée et sévère est la plus forte pour la tranche d'âge 12 - 23 mois, dans les trois critères (insuffisance pondérale ; Retard de croissance ; Malnutrition aiguë globale). Par rapport au sexe, l'incidence de la malnutrition modérée et sévère est plus importante chez les garçons que chez les filles pour l'insuffisance pondérale et la malnutrition aiguë globale. La différence n'est pas significative pour le retard de croissance. Les niveaux de malnutrition modérée et sévère sont nettement plus marqués dans le milieu rural que dans l'urbain, dans les trois critères (Insuffisance pondérale ; Retard de croissance ; Malnutrition aiguë globale).

Tableau n°19 : État de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans (de 0 à 59 mois) selon le milieu d'habitation et le sexe – Enquête nationale de nutrition 2010

		% Insuffisance Pondérale (Poids/âge)			% Retard de croissance (Taille/Âge)			% Malnutrition Aiguë Globale (Poids/Taille)		
		Globale PA < - 2 ET	Modérée - 3 ET < PA < - 2 ET	Sévère PA < - 3 ET	Globale TA < - 2 ET	Modérée - 3 ET < TA < - 2 ET	Sévère TA < - 3 ET	Globale PT < - 2 ET	Modérée - 3 ET < PT < - 2 ET	Sévère PT < - 3 ET
Ensemble Pays	Garçons	23,3	17,9	5,4	32,6	20,8	11,8	11,2	9,9	1,3
	Filles	22,5	18,1	4,4	29,0	20,1	8,9	8,9	7,7	1,2
	Ensemble	22,9	18,0	4,9	30,8	20,5	10,4	10,0	8,7	1,2
Milieu urbain	Garçons	20,2	16,2	4,0	27,4	17,8	9,5	9,8	8,2	1,6
	Filles	16,5	13,4	3,1	20,9	14,9	6,0	7,3	6,6	0,6
	Ensemble	18,4	14,8	3,5	24,2	16,4	7,8	8,5	7,5	1,0
Milieu rural	Garçons	26,3	19,5	6,9	37,7	23,7	14,1	12,5	11,5	1,0

	Filles	28,3	22,7	5,6	36,8	25,2	11,6	10,4	8,7	1,7
	En-semble	27,3	21,1	6,2	37,3	24,4	12,8	11,4	10,1	1,3

Source : Enquête nationale de nutrition 2010

La malnutrition frappe encore trop d'enfants en République de Djibouti, et la situation nutritionnelle chez les enfants de moins de 5 ans s'améliore très peu ou s'est détériorée, depuis l'enquête EDIM de 2006¹⁹. Les principales causes de la malnutrition sont liées aux apports alimentaires inadéquats, l'insuffisance des pratiques de soins aux enfants, la faible hygiène du milieu et l'accès insuffisant aux soins médicaux. La pauvreté constitue le soubassement pour les problèmes alimentaires et nutritionnels. De plus, les données sur la situation nutritionnelles des femmes et des enfants de moins de 5 ans, nécessitent d'être actualisées en faisant une évaluation de la situation de la malnutrition aiguë globale en milieu rural et conjointement avec une étude sur la sécurité alimentaire pour faire une analyse causale et approfondie (Joint Approach for Nutrition and Food Security Assessment) en 2019.

4.1.5 Les facteurs d'insécurité alimentaire

En 2011, Djibouti, comme les autres pays de la Corne de l'Afrique, a fait face à une grave sécheresse qui a affecté près de 120 000 personnes (soit 50 % de la population rurale, et 15 % de la population totale), surtout éleveurs, nomades et communautés pastorales dans le milieu rural. Depuis cette date, la situation alimentaire s'est fortement dégradée. La situation de la sécurité alimentaire selon le genre et les classes d'âges est faiblement documentée, mais il est clair cependant, sur la base des statistiques relatives à la situation nutritionnelle que les enfants et les femmes jeunes comptent parmi les classes les plus exposées. Dans ce contexte, l'analyse du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) qui a eu pour base les quatre dimensions de l'insécurité alimentaire (disponibilités insuffisantes ; irrégularité des approvisionnements ; difficultés d'accès physique et économique, malnutrition) avait identifié comme causes principales de l'insécurité alimentaire, les facteurs suivants :

- **La pauvreté** au niveau des ménages, l'essentiel de la nourriture étant acheté sur le marché, y compris en zone rurale.
- **La faiblesse de la redistribution** (faibles transferts de ressources publiques vers les populations vulnérables).
- **La difficulté d'accès aux services sociaux de base** (éducation et santé) qui pourraient avoir un effet significatif sur la nutrition (notamment infantile).

Tableau n°20 : Analyse causale de l'insécurité alimentaire à Djibouti (PNUAD 2013-2017)

NIVEAU	DISPONIBILITE DES ALIMENTS	ACCESSIBILITE AUX ALIMENTS	UTILISATION
CAUSES IMMEDIATES	<ul style="list-style-type: none"> • Production nationale très limitée • Faiblesse de l'investissement • Disponibilité et gestion de l'eau potable insuffisante 	<ul style="list-style-type: none"> • Revenu limité des ménages • Faiblesse du pouvoir d'achat • Accessibilité physique difficile aux marchés, 	

¹⁹ EDIM-2006 : Prévalence de l'insuffisance pondérale de 28.9% chez les enfants de moins de 5 ans dont 10.3% d'insuffisance pondérale sévère. Le taux de retard de croissance est de 32.6% dont 19.7% de taux de retard de croissance sévère. La malnutrition aiguë est à 20.7% dont 7.5% de malnutrition aiguë sévère.

	<ul style="list-style-type: none"> • Inégalité dans l'accès aux ressources productives selon le genre : terre, intrants, crédit 	dans les zones éloignées.	
CAUSES SOUS-JACENTES	<ul style="list-style-type: none"> • Faible utilisation des terres arables • Faibles capacités techniques • Faible production et collecte d'eau potable • Instabilité de la disponibilité due aux aléas climatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Chômage élevé • Flambée de prix des denrées de base • Coût de la vie très élevé • Insuffisance des filets de protection sociale. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse du système de santé
CAUSES STRUCTURELLES	<ul style="list-style-type: none"> • Environnement climatique aride • Sécheresses récurrentes • Gestion des ressources en eaux inadaptée au contexte du pays ; • Cadre institutionnel de gestion de la sécurité alimentaire national inadéquat ; • Tradition agricole et de pêche insuffisamment adaptée au changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté • Absence de politiques appropriées de gestion de la sécurité alimentaire et de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Pratiques et habitudes alimentaires • Qualité de l'eau

Cette situation d'insécurité alimentaire chronique conduit à : (i) une accentuation des migrations vers les centres urbains et surtout la capitale ; (ii) une aggravation de la dégradation des ressources naturelles à l'équilibre déjà très fragile ; et (iii) un accroissement de la vulnérabilité des populations notamment rurales face aux chocs et une réduction de la capacité des ménages à faire face aux crises conjoncturelles.

4.1.6 Contributions des hommes et des femmes à la sécurité alimentaire

L'analyse qualitative montre que les hommes et les femmes contribuent à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages de manière différente. Toutefois, ce sont les femmes qui jouent le rôle le plus important dans l'alimentation et la nutrition des enfants et des ménages. Ce rôle important joué par les femmes est reconnu au niveau familial et communautaire mais n'est pas comptabilisé dans le PIB national. Des efforts sont déployés, surtout par les acteurs et actrices intervenant dans le domaine de la santé, pour aider les femmes à améliorer leurs capacités pour une meilleure alimentation de la famille et surtout des enfants (sensibilisation sur la nutrition, formation sur la préparation de la farine enrichie, etc.).

- ☛ **Sur le plan reproductif**, le contexte socioculturel à Djibouti fait que les femmes assurent la presque totalité des travaux domestiques liés à l'alimentation et à la nutrition dans les familles et les communautés (chercher de l'eau, du bois, moudre, préparer ou servir les repas, faire la vaisselle et la lessive, etc.). Sur le plan socioculturel, les pratiques et les habitudes alimentaires à Djibouti sont généralement les mêmes pour les femmes et pour les hommes. Les femmes servent la même nourriture aussi bien aux filles qu'aux garçons et consomment les mêmes aliments que les hommes. Cependant, quelques inégalités sont observées sur le plan de la quantité et de la qualité. En termes de quantité, les inégalités sont surtout observées dans les familles à faibles revenus et notamment en cas de pénurie. Les femmes se privent au détriment de leurs maris et de leurs enfants. En effet, au niveau de la consommation de la nourriture au sein des ménages, hommes, femmes et enfants sans distinction de genre ou de génération mangent la même chose lors des repas. Toutefois, il est servi aux enfants de moins de 2 ans généralement de la bouillie à base de céréales. Les femmes enceintes ou allaitantes n'ont pas de régime spécial ou de supplément. Les hommes ont généralement une plus grande quantité de nourriture. Sur le plan de la qualité, les membres de la famille de sexe

masculin sont souvent les premiers à être servis et les mieux servis. Ainsi, les bonnes parties leur sont réservées et s'il y a de la viande (fête ou abattage d'animaux d'élevage), ils ont les meilleurs morceaux. Certaines pratiques ou interdits alimentaires sont spécifiques à la femme, surtout en période de grossesse ou d'allaitement.

- ☛ **Sur le plan productif**, les femmes Djiboutienne sont présentes dans tous les secteurs d'activités agricoles et non agricoles. Elles sont majoritaires au niveau rural, avec 51,2% contre 48,8% d'hommes (voir tableau n°1 : Répartition de la population par sexe et par milieu d'habitation). Elles produisent et procurent la grande partie de la nourriture consommée par le ménage. Outre les tâches domestiques dans leurs propres familles, les femmes doivent aussi s'occuper de leur cheptel ou des travaux manuels agricoles et, parfois, du travail domestique (chercher de l'eau, du bois, préparer ou servir les repas, soigner les malades...). Le faible niveau d'instruction a un effet direct non seulement sur leurs moyens financiers et donc leur alimentation, mais aussi sur la connaissance des droits en matière de foncier, sur les conditions de travail et sur l'accès aux services sociaux basiques. Tout cela contribue et perpétue la situation d'inégalité d'accès aux ressources et de pauvreté des femmes rurales.

4.1.7 Chocs, sécurité alimentaire et stratégies des ménages

Au cours de la décennie 2003-2012, les populations rurales ont été plus fréquemment exposées aux risques d'insécurité alimentaire par rapport à leurs concitoyens urbains. Presque un ménage rural sur deux a vécu en conditions d'insécurité alimentaire. À contrario, au niveau urbain l'insécurité alimentaire ne touche qu'environ 5% de la population, en particulier grâce à l'amélioration des indicateurs d'accès entre 2012 (dernière EFSA urbaine) et 2014, avec une réduction de 6,3% des ménages ayant une consommation pauvre et de 4,7% des ménages ayant une consommation alimentaire limitée. En milieu rural, l'effet combiné de facteurs structurels tels que l'accès très limité aux services de base, les contraintes climatiques limitant les moyens d'existence traditionnels et conjoncturels tels que les hauts prix des produits alimentaires par rapport aux marchés de Djibouti ville, sont à la base de cette différence. En particulier, l'insécurité alimentaire a été particulièrement grave et récurrente entre 2008 et 2013, dans les régions d'Obock, Dikhil, Ali Sabieh et Tadjourah. Ces quatre régions rurales ont observé une variation importante des moyens d'existence traditionnels au cours de ces cinq années, suite principalement aux contraintes climatiques et au manque d'opportunités sur le marché de l'emploi. Pour faire face aux chocs alimentaires, les ménages ruraux affectés ont adopté des stratégies d'adaptation de long terme affectant le domaine de production et la vente de produits d'élevage (vente, consommation directe de lait et viande). En milieu urbain primaire (Djibouti ville) et secondaire (chefs-lieux de région), les chocs les plus communs restent liés à la réduction de l'accès économique aux produits alimentaires, tels que la réduction du revenu familial dû à la perte d'emploi d'un membre du ménage ou à la mort d'un membre actif, et la hausse des prix des produits alimentaires.

4.1.8 Programme National pour la Sécurité Alimentaire

Afin de réduire la vulnérabilité de la population djiboutienne à l'insécurité alimentaire liée aux effets de la sécheresse, le MAEP - RH a élaboré et a fait valider, de manière participative, le Programme National pour la Sécurité Alimentaire (PNSA) révisé pour la période 2012 - 2017, visant à promouvoir et à diversifier la production agro - pastorale et à améliorer la mobilisation et l'utilisation de l'eau pour le secteur primaire, et un Plan National quinquennal de Résilience à la Sécheresse, (le Document de Programme de Pays (DPP) 2012 - 2017). Ces documents ont été approuvés par le Gouvernement, respectivement en Avril et en Octobre 2012. Le DPP 2012 - 2017 tient compte et complète les priorités et les stratégies d'intervention prévues dans le PNSA 2012 - 17. Il vise à améliorer les

conditions de vie de la population locale en augmentant l'accès aux ressources en eau douce, en développant de nouvelles opportunités génératrices de revenus supplémentaires et en renforçant l'accès aux services de base.

Dans le cadre de la mobilisation des financements requis et de l'amélioration de la coordination du pilotage de la mise en œuvre des interventions prioritaires du PNSA et du DPP, un atelier national sur la résilience, à l'initiative du Ministère de l'Agriculture, du PAM et de la FAO, a regroupé, en Juin 2013, l'ensemble des départements sectoriels concernés, le secteur privé, les autorités locales et la société civile, ainsi que les partenaires. Cet atelier a permis l'élaboration d'une feuille de route pour améliorer la capacité des populations à résister aux chocs récurrents auxquels fait face le pays.

Les stratégies d'intervention de ces deux programmes reflétaient les objectifs et les axes prioritaires de la politique à moyen terme pour le développement économique et social du pays, l'*Initiative Nationale de Développement Social (INDS) 2008 - 2015* ; et sont intégralement pris en compte dans la nouvelle vision stratégique à long terme du Gouvernement (Vision Djibouti 2035 et SCAPE 2015 - 19) qui met l'accès sur l'eau potable et la gestion des ressources au centre des stratégies globales visant la sécurité alimentaire à Djibouti. Ces documents constituent la base de la programmation à long terme visant à accroître la résilience des populations locales à la sécheresse et autres dangers de l'insécurité alimentaire. Un des objectifs nationaux est le développement de l'agriculture oasisienne, ce qui présente l'avantage de renforcer le secteur de l'élevage (par la production de fourrage) et de contribuer à la production maraîchère. Un autre objectif pour sécuriser le secteur de l'élevage est le développement de la collecte des eaux de ruissellement pour les troupeaux, pour irriguer et pour régénérer les pâturages.

Les interventions planifiées dans le PNSA 2012 - 17 en faveur des femmes rurales et leurs familles, comprennent entre autres : (i) la construction d'infrastructures hydroagricoles et l'aménagement de périmètres agropastoraux et de pistes de desserte, ainsi que (ii) l'augmentation de façon durable de la production agricole et le développement des filières agro - pastorales, accompagnées par la mise en place d'activités de prévention et prise en charge de la malnutrition. Tout en améliorant l'accès à l'eau et son utilisation pour le développement de l'agropastoralisme, les interventions du PNSA 2012 - 17 auront un impact sur l'alimentation humaine mais aussi du bétail en période de soudure. Ceci permettra aux populations dépendantes de l'élevage de s'adapter au changement climatique, en leur donnant la possibilité de continuer leurs activités économiques. L'action permettra de diversifier l'alimentation des populations agropastorales ainsi que les sources de revenu des ménages vulnérables, et en parallèle cela aura un impact en matière de stabilisation des populations en milieu rural. Il est planifié de réaliser les activités de projet en adoptant une approche participative avec les communautés agropastorales ciblées selon le principe de subsidiarité afin de susciter la mobilisation des populations rurales dans une démarche de développement durable.

4.2 Genre et le travail agricole rural

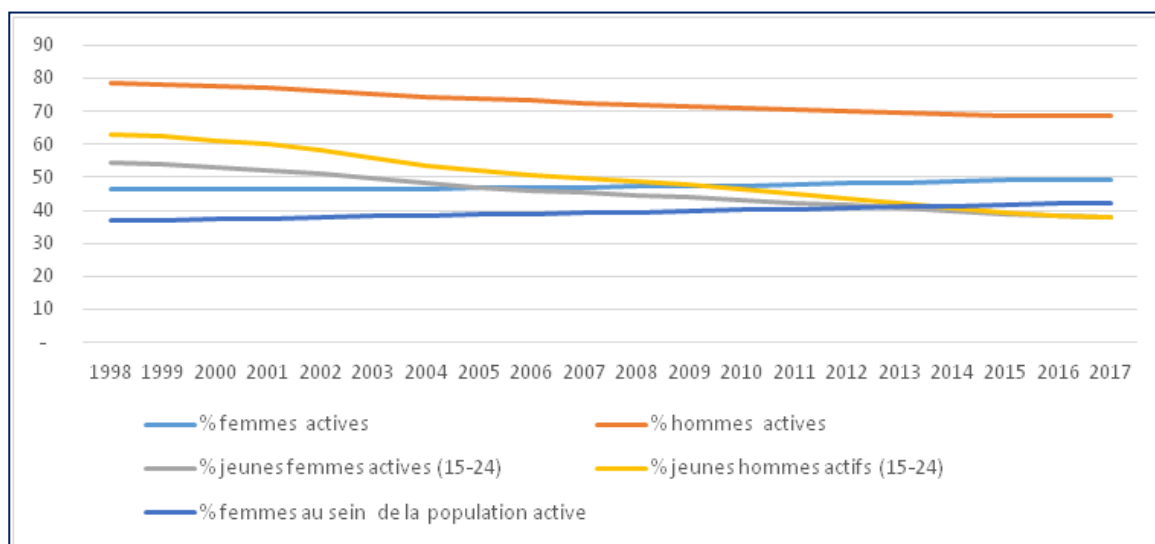
La population agricole dans son ensemble, tout comme à l'échelle nationale, est caractérisée par une prédominance de la population féminine (51,1%) sur la population masculine (48,9%). En zones rurales, les femmes sont plus nombreuses que les hommes précisément dans la tranche d'âge 15-44 ans et particulièrement parmi la population nomade des zones rurales, dans les 5 régions de l'intérieur.

4.2.1 Évolution de la population active selon le sexe

La figure ci-dessous montre une tendance à la diminution de la population comptabilisée comme « active » et participant au marché du travail selon les définitions de l'*Organisation Internationale du*

*Travail*²⁰. On peut voir que la proportion de femmes comptabilisées comme actives est largement inférieure à la population d'hommes considérés comme actifs (49% contre 69% pour les hommes). Cependant, la proportion de femmes considérées comme actives a augmenté depuis 1998, passant de 46% à 49% alors que pendant la même période le taux des hommes en activité a diminué, passant de 78 à 69%. Alors que les femmes représentaient 37% de la population active en 1998, elles représentent maintenant 42% de la population active.

Graphique n°9 : Évolution de la population active entre 1998 et 2017 à Djibouti



Source : base de données genre de la banque mondiale extrait des données modélisées de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

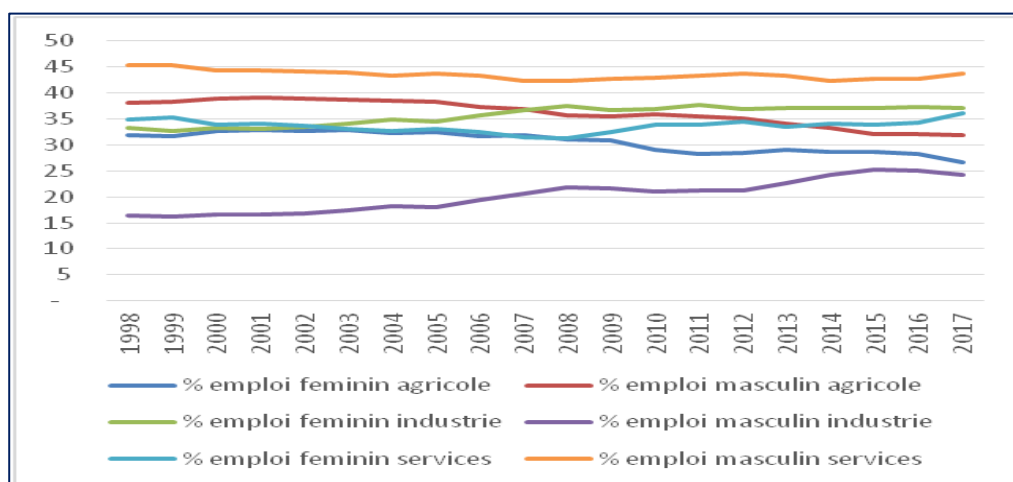
On note également une diminution importante du taux d'activité des jeunes, notamment les jeunes hommes dont le taux d'activité est passé de 63% en 1998 à 38% en 2017 alors que le taux d'activité des jeunes femmes est passé de 54% à 38%. Le taux d'activité des jeunes femmes et des jeunes hommes est donc maintenant égalitaire.

4.2.2 Évolution de la structure d'emploi selon le sexe

Les données de l'OIT montrent que la population active employée dans l'agriculture a diminué pour les hommes et pour les femmes passant de 38 à 32% pour les hommes depuis 1996 et de 32% à 27% pour les femmes. Le secteur agricole constitue un secteur secondaire d'emploi, derrière les services pour les hommes et l'industrie pour les femmes. Le premier secteur d'emploi pour les hommes est le secteur des services qui emploie 44% des hommes actifs contre 36% des femmes actives. Les femmes sont largement plus employées dans l'industrie, qui occupe 37% des femmes contre 24% des hommes.

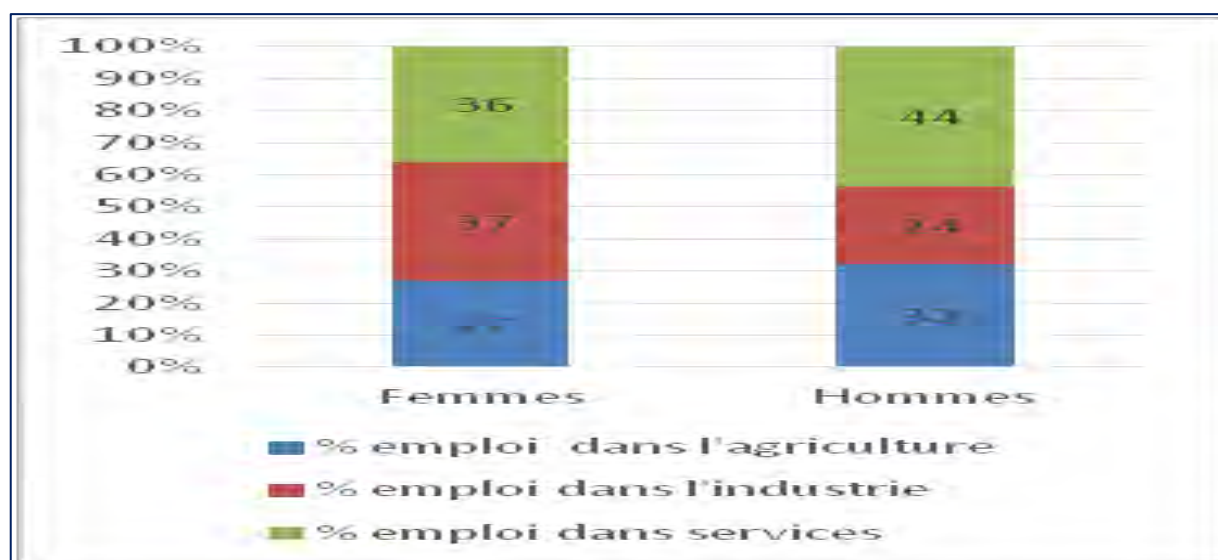
Graphique n°10 : Évolution de la structure d'emploi ventilée selon le sexe

²⁰ La population active comprend les personnes de plus de 15 ans qui fournissent du travail pour la production de biens et de services pendant une période donnée. Cela inclut les personnes qui ont actuellement un emploi, les personnes qui sont au chômage mais qui cherchent un travail ainsi que les personnes à la recherche d'un premier emploi. Cependant, tous ceux qui travaillent ne sont pas inclus. Les travailleurs non rémunérés, les travailleurs familiaux et les étudiants sont souvent omis et certains pays ne comptent pas les membres des forces armées. La taille de la population active a tendance à varier au cours de l'année, à mesure que les travailleurs saisonniers entrent et sortent (OIT).



Source : base de données genre de la banque mondiale extrait des données modélisées de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

Graphique n°11 : Structure d'emploi hommes et femmes en 2016

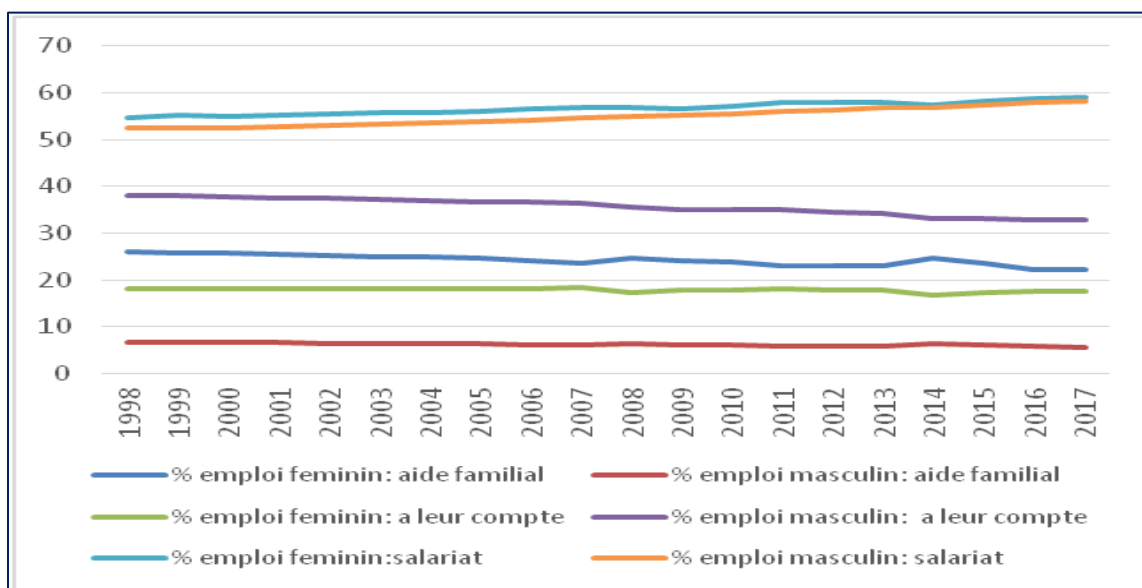


Source : base de données genre de la banque mondiale extrait des données modélisées de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

4.2.3 Type d'emploi selon le sexe

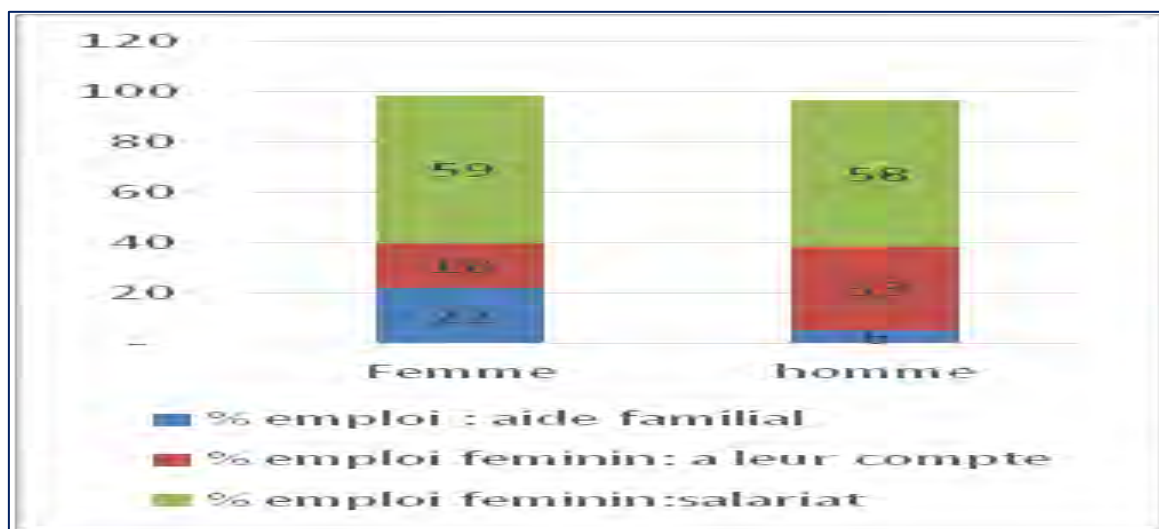
Le salariat a progressé pour les hommes et les femmes depuis 1996 et constitue largement le premier type d'emploi pour les hommes et les femmes, représentant 59% de l'emploi féminin et 58% de l'emploi masculin. Pour le reste, les hommes sont majoritairement à leur compte (33% des hommes contre 18% des femmes) alors que les femmes sont majoritairement occupées à aider leur famille (22% contre 6% des hommes).

Graphique n°12 : Évolution du type d'emploi occupe selon les sexes à Djibouti



Source : base de données genre de la banque mondiale extrait des données modélisées de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

Graphique n°13 : Type d'emploi selon les sexes en 2016 à Djibouti



Source : base de données genre de la banque mondiale extrait des données modélisées de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

4.2.4 Vue générale de la production agricole et niveau de mécanisation

L'agriculture pratiquée est de type oasien, basée sur l'association culturale, qui est parfaitement adaptée aux conditions agro-écologiques locales, et qui occupe environ 1 700 petits exploitants, répartis dans les cinq régions intérieures du pays et la zone périphérique de la capitale et installés sur les terrasses des oueds, avec des puits traditionnels (5 à 8 mètres de profondeur). Les terres agricoles dans les zones pastorales relèvent de la gestion traditionnelle. Par contre dans les zones périurbaines, les terres agricoles nécessitent un titre d'occupation provisoire. Il s'agit pour la plupart d'anciens nomades, récemment convertis à l'agriculture. La taille de ces périmètres est réduite (superficie moyenne de 0.5 ha). Parmi ceux-ci, il existe quelques périmètres communautaires pilotes (avec des

forages), aménagés par l'État et rétrocédés à des anciens pasteurs, sinistrés par les cycles de sécheresses récurrentes. En termes de possession de biens durables (terres ; cheptel ; logement) ou matériels et équipements, l'EDESIC 2015, révèle des disparités et inégalités selon le milieu de résidence, mais ne renseigne pas l'aspect genre dans la possession des biens.

Tableau n°21 : Taux (%) de possession de certains biens selon le milieu de résidence

	Région						Milieu de résidence		Ensemble
	Djibouti	Ali-Sabieh	Dikhil	Tadjourah	Obock	Arta	Urbain	Rural	
Equipements agricoles, de pêche et d'autres activités									
Machines ou équipements industriels	0,3	0	0,1	0	0	0	0,3	0	0,2
Immeuble/logement résidentiel (autre que occupé par le ménage)	0,6	0	0,2	3,7	0,7	0	0,9	0,5	0,8
Locaux commerciaux	0,6	0,5	0,3	1,3	0,7	0,4	0,7	0,4	0,6
Locaux industriels	0,2	0	0	0,2	0	0	0,1	0,1	0,1
Equipements de pêche (pirogue, bateau, etc.)	0,1	0	0	0,7	0,2	0	0,2	0,1	0,2
Equipements de transport (bus, taxi, camions, vedette, etc.)	0,3	0	0,2	0,7	0,3	0	0,4	0	0,3
Pousse-pousse / brouette	0,6	4,8	0,5	9,8	0,4	6,4	1,4	4	2
Motopompe	0,1	0,2	0	0,5	0	0,2	0,2	0,1	0,2
Tracteurs/outils agricoles	0,2	0,1	0,2	0,3	0	0,4	0,2	0,3	0,2
Biens durables et cheptel									
Terrain d'habitation	3,4	1,6	1,1	6,6	0,6	1,4	3,8	1	3,2
Maison	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Terre agricole	0,2	0,5	0,7	6,7	0,5	3,2	0,4	3,1	1
Terre non agricole	0,3	0,5	0,2	0,8	0,7	1,2	0,5	0,4	0,4
Camelins	1	3,5	13,2	29,6	17,6	6,6	1,1	21,5	5,8
Bovins	0,2	0,6	1,6	16,5	10,2	0,3	0,4	8,7	2,3
Ovins/caprins	3	51	41,5	61	64,6	47,6	6,5	64,2	19,7
Autres animaux	0,2	22,8	14,5	12,2	33,1	6,7	0,4	24,3	5,9
Volailles	0,4	2	0,1	0,8	0,4	0,4	0,4	0,9	0,5

Source : DISED/EDSIC 2015

Source : DISED/EDESIC 2015

On note qu'il n'y a aucune machine ou équipement industriel, ni d'équipements ou moyen de transport (bus, taxi, camions, vedette/barque) en zone rurale par rapport à l'environnement urbain. Les ménages ruraux possèdent/utilisent 3 fois plus de brouettes que les ménages urbains. C'est dans la région de Tadjourah que les brouettes sont les plus utilisées, suivi d'Arta et Ali-Sabieh. Il y a 8 fois plus de terres agricoles en zone rurale que dans la zone urbaine. De nouveau, c'est dans la région de Tadjourah que la plus forte proportion de terres agricoles est observée. Pour le cheptel (camelins, bovins et ovins/caprins), c'est aussi les ménages ruraux de Tadjourah qui possèdent le plus de cheptel.

4.2.5 Travail agricole et genre

Contrairement à d'autres pays en développement du continent africain, où les activités agricoles occupent une part essentielle de la production et des emplois, la production agricole, à Djibouti, est très limitée, pour des raisons géo - climatiques, et, elle est essentiellement occupée par les hommes.

Tableau n°22 : Production agricole de 2012 à 2015

	2 012	2013	2014	2015
Production Agricole (en tonne)	7 600	7600	7 980	8 188
Superficie Clôturée exploitée (ha)	1 330	1330	1 330	1 368
Exploitations agricoles (nombre)	1 863	1 864	1 864	1 885

Source : Direction de l'Agriculture et des Forêts

La dernière et seule étude de recensement agricole date de 1995, réalisée avec l'appui de la FAO, mais n'a pas permis de générer des informations et des données complètes et fiables. Ce recensement a révélé l'existence de 1 135 exploitations agricoles dont 57 (5%) sont gérées par des femmes.

Tableau n°23 : Recensement agricole 1995 - FAO

REPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES PAR TAILLE			REPARTITION DES EXPLOITANTS PAR SEXE	EFFECTIF	%
TAILLE EXPLOITATIONS	NOMBRE D'EXPLOITANTS		HOMME	1 078	95%
Moins de 0,1 ha	101		FEMME	57	5%
0,1 ha à moins de 0,2 ha	95		Total	1 135	100%
0,2 ha à moins de 0,5 ha	222				
0,5 ha à moins de 1 ha	526				
1 ha et plus	191				
Total	1 135				

La répartition des responsabilités et tâches selon le genre dans l'agriculture, l'élevage et la pêche est faiblement documentée du fait de l'absence d'un recensement agricole. Mais l'analyse des différents documents et rapports sur la production agricole et la situation des femmes fait ressortir le rôle prédominant des hommes dans ce sous - secteur où les femmes seraient réduites à des tâches d'appui (notamment lors des récoltes), mais n'exerceraient aucune responsabilité dans le travail de préparation des sols, les choix des cultures et la commercialisation des récoltes. Les femmes, culturellement, ne travaillent pas la terre mais elles peuvent posséder des petites exploitations où elles font travailler la main d'œuvre masculine. Pour celles qui sont actives dans le secteur, on les retrouve au niveau des activités maraîchères. Toutefois, elles sont confrontées à des problèmes de rendement, de transport et de commercialisation et dans certaines zones elles rencontrent des problèmes d'accès à l'eau. Les activités de stockage et de transformation seraient généralement gérées par les hommes, les femmes n'ayant ni les capacités ni les moyens matériels nécessaires. Cependant on note une tendance récente de prise de responsabilité dans le maraichage et dans la commercialisation des sous-produits de l'agriculture. De même, l'analyse « Genre » fait apparaître une tendance à la responsabilité des femmes dans l'aviculture et l'élevage des petits ruminants pouvant les impliquer dans la commercialisation, mais très peu dans le stockage et la transformation des produits faute d'un renforcement adéquat des capacités.

Dans l'enquête AGVSAN²¹ de 2014, seuls 1,8% des ménages interrogés déclarent avoir pratiqué l'agriculture en 2013/2014, avec des pics à Arta (7,4%) et Dikhil (5,9%). Pourtant, environ 31% des ménages interrogés lors des focus groupes affirment avoir des familles qui pratiquent l'agriculture, avec des pics à Arta (66%), Obock (46%) et Tadjourah (45%).

Au sein du ménage, l'activité (travail agricole) est menée principalement par les hommes (63%), hommes et femmes au même temps (19%) ou femmes seulement (15%).

Parmi les communautés qui affirment avoir des productions agricoles, les cultures maraîchères sont les plus communes et notamment tomates et oignons (respectivement produites dans 30% et 19% des communautés agricoles) qui constituent la base des sauces alimentaires accompagnant les céréales de base à Djibouti. De même, la production de piment est assez élevée (19%).

²¹ Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)-DISED-PAM-FAO-UNICEF, Octobre 2014.

4.2.5.1 Interventions du gouvernement en faveur du travail agricole des femmes

Pour soutenir les femmes dans l'agriculture, le Gouvernement a prévu de développer des périmètres agro - pastoraux et des palmeraies dans les régions, il s'agit notamment de : (i) l'implantation de 250 000 plants, (ii) l'aménagement de 40 hectares agricoles dans plusieurs sites, (iii) l'accompagnement et l'appui à l'agriculture fourragère autour des Oasis et des points d'eau pérennes sur tout le territoire, pour le bétail des ménages ruraux souvent victimes des sécheresses récurrentes. Le maraîchage est un créneau porteur pour les femmes rurales. C'est une filière génératrice de revenus. Cependant, les femmes évoquent le manque de moyens techniques et financiers, le faible encadrement et, en général, la faible rentabilité des activités du fait de l'absence de mesures de protection des produits locaux par rapport aux exportations. Dans ce cadre, il est également prévu de soutenir le renforcement des capacités des agricultrices à travers la mise en place d'un programme de formation de 50 agricultrices aux techniques agricoles modernes et la fourniture de kits d'équipements agricoles et de manuels d'utilisation.

4.3 Genre et la terre

Dans le secteur agricole, la terre constitue la principale ressource de production pour les populations rurales, femmes comme hommes. L'accès à la propriété foncière est donc un déterminant majeur de l'amélioration des conditions de vie des femmes. Djibouti possède peu de terres aménagées et arables (3%) et il existe aussi de fortes pressions sur la terre en milieu rural. La sédentarisation a provoqué une concentration démographique dans des régions où les ressources sont limitées. L'analyse montre de profondes disparités entre hommes et femmes en matière d'accès à la terre, d'accès au crédit et d'accès aux circuits de commercialisation. Le système traditionnel d'appropriation des terres est complexe avec une diversité de situation suivant les régions. Les chefs tribaux et traditionnels jouent un rôle important dans la répartition foncière mais actuellement ce rôle est dévolu aux préfets des régions qui ont seuls le pouvoir d'attribution de terrain.

4.3.1 Lois foncières

À Djibouti, le droit de propriété est garanti par la Constitution de 1995 (article 12 du Titre II : Droit et devoirs de la personne humaine). Il ne peut y être porté atteinte que dans le cas de nécessité publique légalement constatée, sous réserve d'une juste et préalable indemnité.

L'accès à la propriété foncière est régi par les lois foncières suivantes :

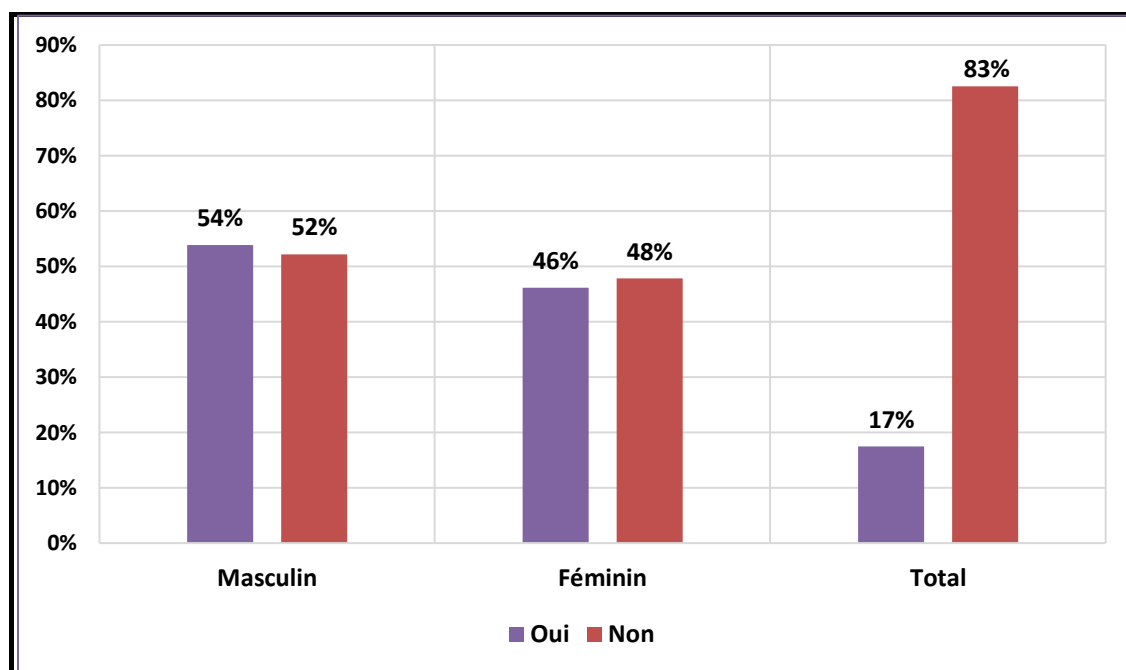
- ⊕ La Loi N°171/AN/91/2eL portant fixation et organisation du domaine public classe tous les biens sur le territoire Djiboutien comme faisant partie du domaine public. Ainsi, l'article premier dispose "le domaine public est constitué de l'ensemble des biens de toutes natures, immobiliers ou mobiliers, classés aux délimités dans le domaine public, affectés ou non à l'usage public".
- ⊕ La Loi n°173/AN/91/2eL organisant le domaine privé de l'État. Cette Loi porte régime de base du domaine privé de l'État, dont font partie les terres vacantes et sans maître et celles acquises par l'État ou provenant de donations, héritages ou d'autres manières légales.
- ⊕ La Loi n°177/AN/91/2eL portant organisation de la propriété foncière. À cette fin elle institue un service dit de la conservation foncière, chargé d'assurer aux titulaires la garantie des rôles réels qu'ils possèdent sur ces immeubles, et ce au moyen de l'immatriculation de tous les immeubles aux livres fonciers et la publication sur les livres fonciers de tous les droits réels qui s'y rapportent. L'immatriculation est obligatoire et définitive. Sont considérés immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent : les droits réels immobiliers et les actions qui tendent à revendiquer un immeuble.

Mais, le champ d'application de ces lois relatives au régime foncier (domaine public de l'État n° 171/AN/91, domaine privé de l'État n° 173/AN/91, propriété foncière n° 177/AN/91) est limité au périmètre urbain de l'agglomération de la ville de Djibouti. Les terrains ruraux sont accordés sous forme de concessions provisoires par arrêté pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministre chargé des Domaines, après avis de la Commission foncière (Article 22 de la Loi n°177/AN/91/2eL). Sans distinction de sexe l'article 23 de la Loi n°177/AN/91/2eL prévoit que toute personne désirant un terrain rural adresse au ministre chargé des Domaines, par l'intermédiaire du Commissaire de la République du district (Préfet de Région actuellement) où se trouve situé le terrain, une demande indiquant ses noms et prénoms, ses lieux et dates de naissance, son domicile et le genre d'exploitation projeté. Un croquis indiquant la situation du terrain par rapport à des points déjà connus, la contenance approximative et les limites générales du terrain doit être joint à la requête. Si la demande est faite au nom d'une société, une copie authentifiée des statuts de celle-ci et des pouvoirs du demandeur doit être jointe à la requête.

4.3.2 Accès à la terre pour les hommes et les femmes

En matière d'accès à la terre et pratique de l'agriculture, dans l'étude sur les conditions des femmes en milieu rural et périurbain et l'accès aux services socio-économiques mis à leur disposition en République de Djibouti (MEFI/MFF – UE 2016), les personnes déclarant être propriétaires d'une parcelle de terrain à cultiver représentent seulement 17% des personnes enquêtées. Parmi ces derniers, les femmes sont 46% contre 54% d'hommes.

Graphique n°14 : Possession d'une parcelle de terrain pour cultiver



Malgré le faible effectif, l'inégalité de genre en matière d'accès à la terre pour l'agriculture est manifeste avec 8% d'écart entre les hommes et les femmes disposant d'une parcelle de terrain à cultiver. En fonction des localités, c'est dans les régions de Dikhil et de Tadjourah où l'agriculture est moins pratiquée par les ménages. Cela s'explique principalement par les difficultés liées à l'accès à l'eau pour cultiver, mais pour certaines localités comme Sankal, Chekheyti et Karta, les ménages sont constitués de nomades installés uniquement à partir de l'ouverture de l'école confrontés au problème d'accès à l'eau en quantité suffisante et à des difficultés de pompage ou d'adduction. La superficie moyenne est modeste : 60% des ménages pratiquent l'agriculture sur moins de 0,3 hectares et dans

seulement 15% des cas la superficie moyenne dépasse l'hectare. Ces chiffres reflètent le seul modèle productif agricole possible à Djibouti étant donné le climat, à savoir la culture intensive en environnement protégé.

4.4 Genre et production agricole

4.4.1 Contexte et enjeux agro-écologiques de la production agricole

Les caractéristiques agro - climatiques du pays, les contraintes techniques, financières et organisationnelles handicapent le développement de la production du secteur primaire. Concernant le potentiel agricole dans la République de Djibouti, il repose sur une agriculture oasienne pratiquée de façon artisanale, au bord des oueds et dans les vallées, des zones rurales puisque 10% seulement des 10 000 ha de superficie sont cultivés et facilement irrigables. L'agriculture Djiboutienne est encore dans sa quasi - totalité traditionnelle. Les techniques de production sont essentiellement artisanales. Rares sont les producteurs en zones rurales qui connaissent et maîtrisent les techniques modernes de production agricole, même s'il y a lieu de relever que les cultures maraîchères et fourragères constituent (déjà dans certaines zones) une stratégie alternative d'adaptation face au changement climatique.

4.4.2 Enjeux institutionnels de la production agricole

Les services fournis pour les activités agricoles au sens large (agriculture, élevage et pêche) ne sont pas suffisants, et les principaux problèmes sont les suivants :

- ☛ Insuffisance des cadres ingénieurs, vétérinaires et techniciens.
- ☛ Insuffisance des services de vulgarisation et des moyens logistiques.
- ☛ Insuffisance de recherches/développement au niveau des exploitations.
- ☛ Coopératives de producteurs peu développées.
- ☛ Manque des intrants et produits vétérinaires de qualité

Les problèmes mentionnés ci-dessus se trouvent au niveau de toutes les régions ; il est donc nécessaire de trouver des solutions appropriées à ces problèmes à court, à moyen et à long terme pour promouvoir le développement agricole.

4.5 Genre et élevage

La République de Djibouti est un pays de tradition pastorale, où 90% des élevages sont extensifs et itinérants. L'élevage sédentaire pratiqué dans les oasis ou près des villes est plus monétarisé mais doit supporter le manque de fourrage.

Tableau n°27 : Estimation du cheptel en RDD en 1998

Cheptel	Calcul sur la base du taux de croissance		Calcul sur la base de la taille des troupeaux		Animaux	UTB
	Croissance annuelle 1978 - 1987 (%)	Estimations du cheptel 1998	Animaux/Ménages	Estimations du cheptel 1998	1998 cheptel	1998 cheptel

Bovins	2,75	68 817	2,70	65 013	67 000	67 000
Chameaux	1,25	64 102	2,96	71 386	68 000	95 000
Ovins	1,75	495 172	21,68	522 651	509 000	76 000
Caprins	-	500 000	26,44	637 379	569 000	85 000
Total	0,88	1 128 091	53,78	1 296 429	1 213 000	323 000

Une enquête récente sur les éleveurs producteurs de laits a permis de recenser 244 éleveurs dans deux régions incluant respectivement entre 22 et 48% de femmes.

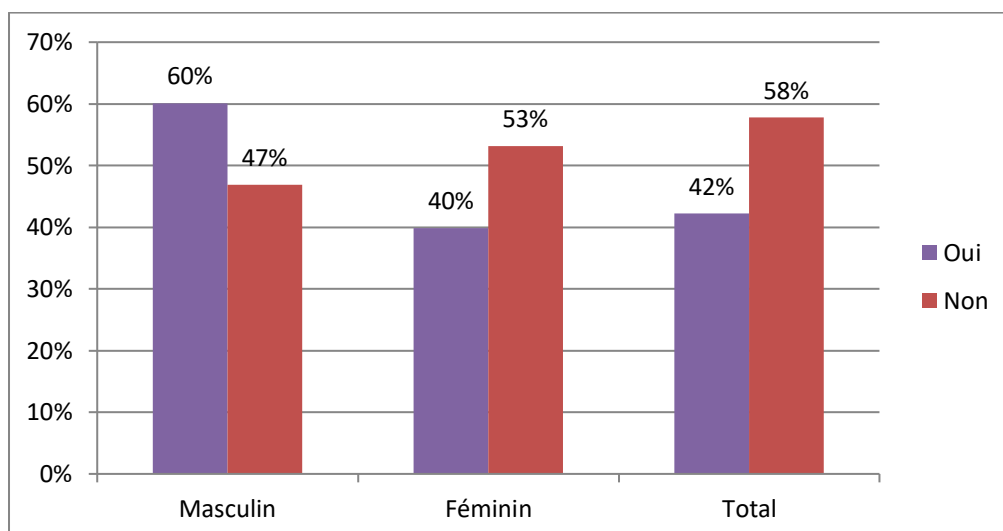
Tableau n°28 : Éleveurs producteurs de lait - 2017

REGIONS	NOMBRE SECTEURS	NOMBRE ELEVEURS PRODUCTEURS DE LAIT	NOMBRE FEMMES	% FEMME
DJIBOUTI-ARTA	4	54	12	22%
TADJOU-RAH	12	195	94	48%

Source : ONG PAIX & LAIT / FAO DJIBOUTI

Une autre enquête auprès des ménages agricoles montre que, 42% des personnes interrogées affirment pratiquer l'élevage, contre 58% qui ne le pratiquent pas. Durant l'entretien la question a été précisée aux personnes interrogées concernant la possession de cheptels à garder et à faire paître quotidiennement.

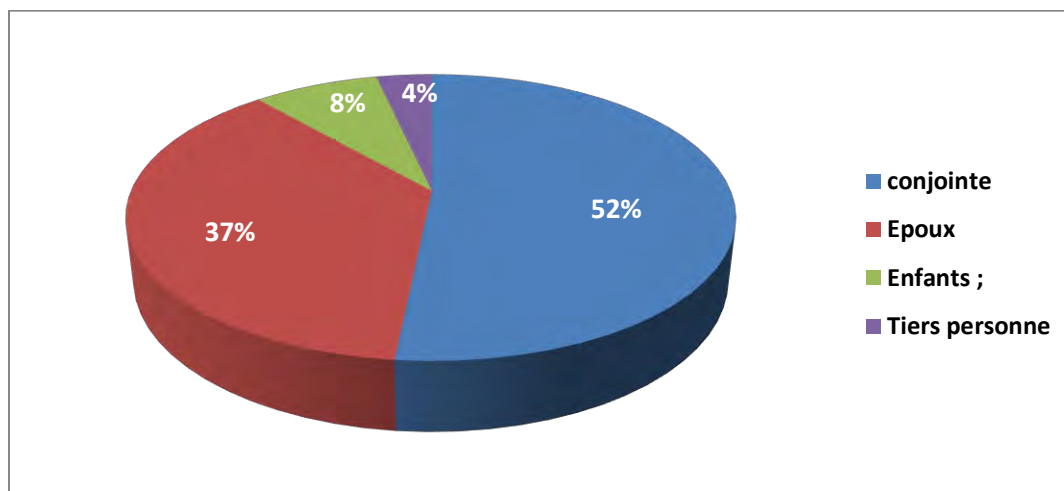
Graphique n°15 : Pratique de l'élevage par les enquêtés en fonction du sexe



Le cheptel est constitué par les caprins pour 81% des personnes ayant déclaré pratiquer l'élevage. Viennent ensuite les ovins pour 14% des personnes interrogées. Parmi les 42% déclarant pratiquer l'élevage, les femmes représentent 40% contre 60% d'hommes. Le groupe des 58% déclarant ne pas

pratiquer l'élevage comprend les personnes ayant perdu tout leur bétail suite aux sécheresses répétitives des dernières années, et celles des localités où la pratique de l'élevage n'est pas la principale activité des ménages, comme Khor-Angar, Dalay-Af et Sagallou, ainsi que les personnes interrogées dans les 3 quartiers périurbains de Balbala.

Graphique n°16 : Personne en charge de la garde et des soins du cheptel



Parmi les 42% pratiquant l'élevage, 52% déclarent que la garde et les soins du cheptel reviennent à la femme alors que 37% répondent que cette tâche revient à l'époux. Il y a seulement 8% qui déclarent que ce sont les enfants qui s'occupent du cheptel et 4% disent que c'est une personne tierce qui se charge de cette tâche.

4.5.1 Répartition des rôles et responsabilités

En matière d'élevage, les hommes et les femmes ont des rôles distincts. Les hommes possèdent le gros bétail (dromadaires et bovins) et en assurent la commercialisation. Les femmes possèdent le petit bétail (ovin et caprin). Elles assurent la commercialisation du lait du cheptel familial et peuvent vendre les petits cabris qui leur appartiennent. Pour diversifier leurs activités et leur ouvrir d'autres sources de revenus, il faudra sensibiliser les femmes pour qu'elles s'investissent dans la transformation des produits laitiers (beurre, fromage, yaourt) mais aussi dans des filières comme l'aviculture et l'apiculture. Il faudra à cet effet, mettre en place un solide programme de soutien à l'insertion des femmes dans ces secteurs et au renforcement de leurs capacités techniques et de gestion. Le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, chargé des Ressources Halieutiques a lancé en septembre 2014, avec la collaboration du Commissariat au Plan et l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), un projet intitulé « Développement méthodologique pour un recensement du cheptel national ». Ce projet consistait à recueillir toutes les données nécessaires sur les réalités du monde rural djiboutien afin de pouvoir mettre en œuvre des actions réalistes et optimales. Cependant, du fait de la sécheresse, les éleveurs djiboutiens changent fréquemment de sites, d'où la difficulté d'entreprendre un recensement du bétail sans localisation précise des ménages.

4.6 Genre, pêche et aquaculture

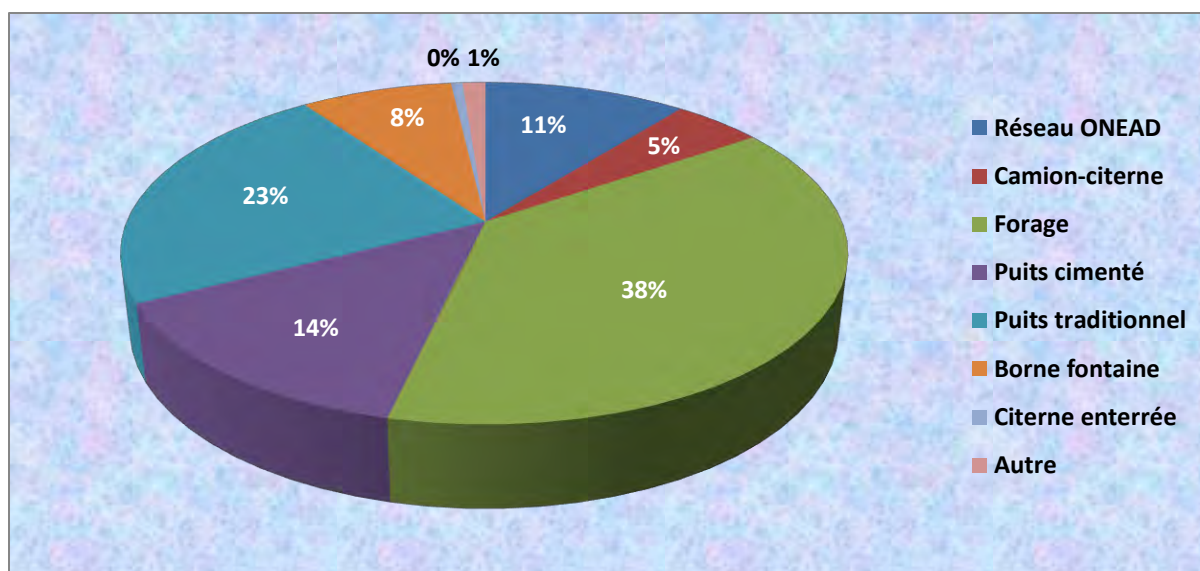
Le potentiel halieutique est encore largement sous utilisé à Djibouti bien qu'étant appelé à devenir une ressource essentielle pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la création d'emplois pour les jeunes et les femmes. La FAO a assisté le Gouvernement à améliorer la gouvernance de la pêche

en révisant la politique et en mettant en place une stratégie de développement de l'aquaculture marine. Depuis 2016, le Gouvernement a sollicité la FAO pour conduire une évaluation de la ressource halieutique et mettre en place un système de suivi de l'exploitation des eaux territoriales. En sus, une diversification des produits de la pêche est en cours avec la promotion d'une aquaculture des mollusques et bivalves, comme les palourdes et les huîtres, avec la création de fermes pilotes pour les emplois des populations locales, notamment les jeunes et les femmes. Dans la pratique, l'activité de pêche relève en majorité de la responsabilité des hommes au niveau de la production, alors que les femmes prennent en charge la commercialisation du poisson. Pour soutenir le développement de la pêche, le Ministère en charge du secteur a mis en place un programme de sédentarisation des populations des zones côtières, touchées par la sévérité de la pauvreté des conditions de vie. Dans ce cadre, il a prévu d'installer de nombreuses familles sur les côtes afin d'amener aussi les femmes à développer des activités génératrices de revenus et à renforcer par la même occasion leurs capacités commerciales. À moyen terme, il est également prévu de développer la pisciculture, filière dans laquelle les femmes pourront s'investir avec un encadrement approprié. En matière de pratique de la pêche, dans l'étude sur les conditions des femmes en milieu rural et périurbain et l'accès aux services socio-économiques mis à leur disposition en République de Djibouti (MEFI/MFF – UE 2016), parmi les 820 personnes enquêtées, seulement 22 ont déclaré pratiquer la pêche dans leur ménage, dont 2 femmes. Ces 22 personnes ont été enquêtées dans les localités côtières comme Sagallou (9 hommes), Orobor (3 hommes et 1 femme) ; Khor Angar (3 hommes) ; DalayAf (4 hommes) et Lahassa (1 femme) et dans le quartier de Moustiquaire (1 homme).

4.7 Genre, eau et énergie pour la production et la transformation agricoles

En matière d'accès à de l'eau potable, dans l'étude sur les conditions des femmes en milieu rural et périurbain et l'accès aux services socio-économiques mis à leur disposition en République de Djibouti (MEFI/MFF – UE 2016), 62% des personnes interrogées déclarent obtenir l'eau potable à partir d'une source ou infrastructure mise en place par l'état. Ce groupe se compose de 38% des personnes interrogées affirmant se ravitailler en eau à partir de forages ruraux, de 11% déclarant être abonnés au réseau de l'ONEAD, de 8% disant se ravitailler à partir d'une borne fontaine publique et 5% des interrogés déclarent être ravitaillés en eau par camion-citerne sous contrôle de l'administration. Les 38% restant des interrogés affirment se ravitailler à partir d'un puits dont la potabilité de l'eau n'est pas garantie. Ce groupe se répartit comme suit : 14% des interrogés déclarent s'approvisionner en eau à partir de puits cimentés (source améliorée) ; 23% d'entre eux disent puiser l'eau à partir de puits traditionnels (source non améliorée) et 1% affirme avoir l'eau d'une source autre que celles citées dans le questionnaire.

Graphique n°17 : Source d'approvisionnement en eau potable du ménage



Les entretiens individuels et les focus group révèlent l'insatisfaction de la majorité des interviewés dans toutes les localités rurales. Les raisons avancées dans les focus group se recoupent avec les conclusions de l'étude réalisée pour l'élaboration du Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural à l'Horizon 2030 (PNAEPA 2030) et se répartissent comme suit :

- ** L'éloignement du point d'eau qui engendre des difficultés énormes pour accomplir les corvées quotidiennes d'eau et des pertes importantes en temps et souvent aux dépens de l'assiduité scolaire des enfants et de la santé des mères.
- ** La pérennité des sources et le tarissement des puits et ou pannes des forages, produit d'énorme inquiétude des parents et affecte la stabilité et la sédentarité des ménages.
- ** Le faible débit des points d'eau et sa fluctuation, qui génèrent d'importante inquiétude des ménages pour pouvoir garantir en permanence la bonne couverture des besoins en eau.
- ** La variation de la qualité des eaux des points d'eau : turbidité (notamment pour les retenues), salubrité, salinité.
- ** Les difficultés d'accès aux points ou sources d'eau : exigüité des sentiers et peu praticabilité difficile notamment en période de pluies, relief.
- ** L'état du point d'eau mal entretenu et les difficultés d'exploitation : exhaure difficile, absence d'équipement évolué de pompage.
- ** Encombrement d'usagers : grand nombre de ménages par point d'eau et absence de règles saines de bonne exploitation.

Dans toutes ces localités rurales de l'étude, l'eau était disponible, mais souvent c'est soit le moyen de pompage et ou l'adduction qui font défaut et limitent ainsi l'accès des ménages à cette ressource vitale. Les femmes, principales responsables en charge de cette tâche selon 73% des répondants, sont condamnées à puiser l'eau du puits avec la seule force de leur bras et à utiliser leurs dos comme seul moyen de transport (selon 41% des répondants). Cette tâche jugée contraignante par 73% des répondants, occupe les femmes durant la matinée pendant 1 heure selon 20% des répondants, et plus d'une heure selon 28% des répondants. À cela s'ajoute le manque de moyen de stockage au niveau

des ménages, obligeant les femmes à aller chercher l'eau plus d'une fois dans la journée. Une amélioration de ces conditions d'accès et de stockage de l'eau soulagerait les femmes d'un lourd fardeau.

Source : Rapport de l'étude sur le contexte hydrogéologique en république de Djibouti et accès à l'eau potable en milieu rural : cas de 28 localités rurales – MPFPF 2012

D'après l'enquête réalisée dans le cadre de l'élaboration du Programme National d'Approvisionne-



ment en Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural à l'Horizon 2030 (PNAEPA 2030)²² plus de 55% de la population rurale se considèrent assoiffée. Ce taux est variable en fonction des régions ; il est le plus élevé dans les régions de Dikhil, Tadjourah et Obock.

Selon cette enquête, il y aurait 600 points d'eau et 56 stations de pompages, en milieu rural. Les points d'eau fonctionnels, et notamment les forages, sont passés à 60% en 2011. En zone rurale, les usagers sont confrontés à des difficultés supplémentaires, notamment : (i) la distance pour la collecte : Le ravitaillement, qui est assurée par une femme adulte dans 80% des cas, implique un parcours de plus de 30 minutes pour 42% de la population rurale ; (ii) les ressources en eau insuffisantes pour abreuver le cheptel ; (iii) la maintenance des ouvrages : Les points d'eau (forages, puits à pompe manuelle, etc.) se dégradent rapidement, ce qui raccourcit leur durée de vie ; et (iv) la gestion des points d'eau n'est pas confiée à un opérateur chargé de veiller à sa viabilité financière.



Source : Rapport de l'étude sur le contexte hydrogéologique en république de Djibouti et accès à l'eau potable en milieu rural : cas de 28 localités rurales – MPFPF 2012

²² MCG et SAFI, Mission I ; Septembre 2015

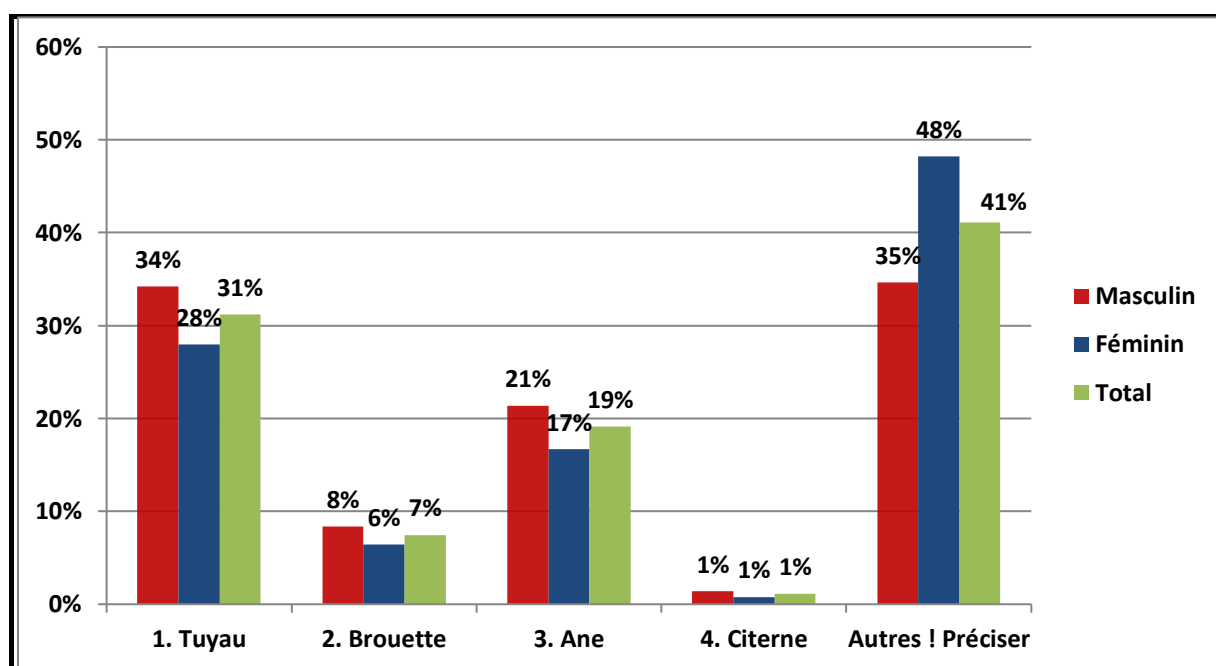
Tableau n° 29 : Principales sources d'eau potable

Principales sources d'eau potable	Milieu de résidence		Total
	Urbain	Rural	
Raccordement ONEAD	32,9%	4,5%	27%
Par voisin raccordé à l'ONEAD	42,7%	4,8%	35%
Fontaines publiques	15,4%	16,5%	15,7%
Eau puits	1,0%	52,0%	11,3%
Camion de citerne	6,1%	3,9%	5,6%
Vendeur ambulant	1,2%	0,4%	1%
Eau de pluie	0,1%	17,4%	3,6%
Autre	0,7%	0,4%	0,6%
Total	100%	100%	100%

Source : RGPH-DISED/2009

Les principaux moyens de transport de l'eau de la source au foyer, évoqués par les enquêtés sont : (i) les dos ou épaules 41% des enquêtés (dont 48% des femmes et 35% des hommes enquêtés), (ii) suivi du tuyau 31% (dont 34% des hommes et 28% des femmes enquêtées), (iii) leurs ânes 19% des enquêtés (dont 21% des hommes et 17% des femmes), alors que les autres utiliseraient la brouette, 7% (dont 8% des hommes et 6% des femmes). La responsabilité du ravitaillement en eau du foyer incombe principalement aux épouses selon 73% des personnes enquêtées, contre 15% qui citent le mari et 11% les enfants.

Graphique n°18 : Moyens de transport de l'eau utilisés en zone rurale



Concernant le temps consacré au ravitaillement en eau du foyer, 52% des répondants déclarent qu'ils consacrent quotidiennement moins d'une heure à cette tâche contre 28% qui répondent que cela leur prend une heure, et 20% qui disent plus d'une heure par jour. Généralement, cette tâche est faite le matin selon 85% des répondants. Dans les entretiens de groupe, les femmes déclarent que les points

d'approvisionnement en eau sont loin de l'habitat et cela leur prend quotidiennement en moyenne de 30 mn à 1 heure de temps, selon les localités. Elles souhaitent le rapprochement des points d'eau et des systèmes adéquats et pérennes de pompage. En effet, 74% des répondants déclarent le ravitaillement en eau très contraignant, et 67% déclarent que les sources d'eau ne sont pas pérennes.

4.7.1 L'aspect genre dans la gestion participative des points d'eau

La gestion communautaire²³ concerne très souvent les points d'eau communautaires comme les puits traditionnels ou les citernes enterrées de propriété collective. Cette gestion est généralement traditionnelle et place au centre de la gestion de l'eau les autorités coutumières notamment le chef du village, les notables.... Toutefois, il est important de noter que dans certaines localités, on observe une tentative de gestion collective qui implique les différentes couches de la société et notamment les femmes qui jouent un rôle clé dans la gestion des points d'eau en particulier dans les cas où elles occupent la présidence du comité (*Lac-Assal, Karta, Antar1, Gallamo, Mouloud, Goubeto, Doudoub ballaleh, Dasbiyo*). Les points d'eau traditionnels gérés par les communautés sont des puits traditionnels créés à l'origine par la communauté (un membre bienfaiteur, un effort commun des membres de la communauté etc....) et sont destinés à un usage collectif. L'organisation autour de ces ouvrages d'eau communautaires n'est pas la même dans toutes les localités visitées. À l'origine, les comités de gestion ont été mis en place dans le cadre des programmes de promotion de gestion participative des points d'eau. Ces comités étaient initialement dirigés par des responsables coutumiers et étaient essentiellement composée d'hommes. Au fil des ans, l'implication de la femme dans la gestion de l'eau s'est avérée nécessaire voire indispensable. Actuellement, la femme joue un rôle actif et essentiel dans la gestion de l'eau et les comités de gestions sont dirigées ou composés en majorité par des femmes est ce dans presque toutes les localités visitées (*Antar, Goubeto, Lac Assal*). Au vu des efforts de gestion des points d'eau et à la lumière des témoignages recueillis, nous avons pu mesurer combien la participation de la femme dans les affaires sociales et particulièrement dans la gestion de l'eau est très importante. Les femmes rurales sont au même titre que les hommes et peut être même plus concernées par la question de l'eau car en effet, la femme entretient des rapports de proximité avec le point d'eau (approvisionnement en eau des ménages, lessives...). Dans plusieurs localités visitées, il a été constaté que la femme participe activement à la préservation de l'ouvrage d'eau et fait preuve d'un fort engagement pour assurer la sauvegarde de l'ouvrage, mobiliser les communautés (*Goubeto, Dasbiyo, Damerjog, Yoboki*), collecter les fonds (*Goubeto, Dasbiyo, Damerjog, Yoboki*), et assurer la gestion du gasoil (*Goubeto, Yoboki, Damerjog*).

4.7.2 Impact socioéconomique

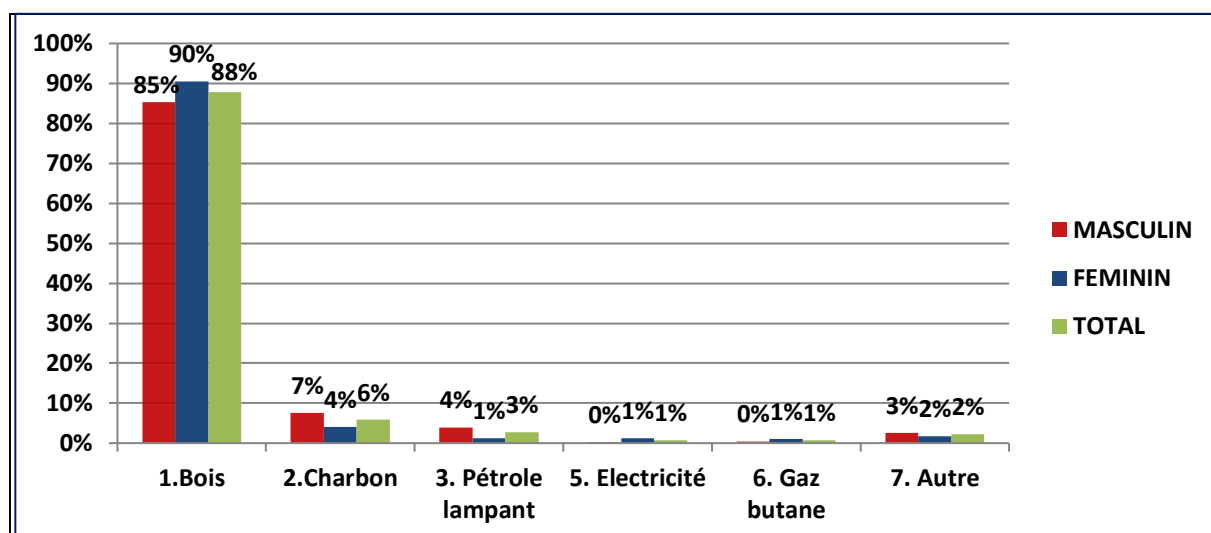
La difficulté liée à la disponibilité et aux conditions d'accès à l'eau potable en milieu rural constitue un obstacle majeur au développement socioéconomique des populations concernées. La corvée d'eau prise en charge par les femmes dans la société traditionnelle djiboutienne est devenue plus rude à mesure que les distances à parcourir se rallongent. Le manque d'eau à proximité ajoute une charge de travail considérable pour les femmes qui sont également en charge des activités reproductives en augmentant leur pauvreté de temps et limitant leurs opportunités entrepreneuriales. Le temps consacré par les femmes pour l'eau varie selon qu'on trouve l'eau au forage ou à partir de puits. Ce temps est plus important lorsqu'il faut puiser l'eau du puits car il s'agit d'une tâche manuelle à laquelle s'ajoute le chemin entre le puits et domicile pour avoir l'eau en quantité. C'est une tâche qui peut occuper les femmes pendant 4 ou 6 heures par jour. L'absence des ouvrages d'eau de grande capacité ou l'impossibilité d'en créer dans certaines régions ne permet pas aux autorités d'implanter des services de base tels que l'école, le poste de santé ou autres. La diminution considérable de la ressource en eau et sa mauvaise gestion ont entravé pour certaines localités (*Bissidiro dans la région d'Obock, Mouloud à Dikhil, Damerjog dans la région d'Arta, Doudoub ballaleh dans la région d'Ali Sabieh*) ou

²³ Contexte hydrogéologique en république de Djibouti et accès à l'eau potable en milieu rural : cas de 28 localités rurales – MPFPF 2012

empêchent pour d'autres localités, le développement des activités économique comme l'agriculture, l'agropastoralisme.

4.7.3 Énergie utilisée pour la cuisson

Graphique n°19 : Source d'énergie pour la cuisson déclarée selon le sexe des enquêtés



Le graphique ci-dessus présente les réponses des personnes enquêtées à la question sur le principal combustible utilisé pour faire la cuisine. On note que 88% des enquêtés déclarent utiliser le bois comme principal combustible pour la cuisine et 6% qui répondent utiliser le charbon, contre 3% qui utiliseraient le pétrole lampant et enfin 2 % utilisent un combustible autre que ceux qui sont cités. On remarque que l'électricité et le gaz butane ne sont cités que par 1% respectivement. C'est dans les quartiers périurbains que l'on peut observer l'utilisation de divers combustibles et ceci selon la capacité (pouvoir d'achat) et le revenu des ménages. Dans le milieu rural, le bois sec (souvent ramassé) reste le combustible privilégié même si cela est très contraignant pour les femmes et les jeunes qui font ce travail de ramassage quotidiennement. L'EDESIC 2015 confirme que le bois de chauffe constitue la principale source d'énergie en milieu rural, et la seconde source d'énergie pour la cuisson au niveau national

Tableau n°30 : Principales sources d'énergie pour la cuisson selon la zone de résidence

	Régions						Milieu de résidence		Ensemble
	Djibouti	Ali-Sabieh	Dikhil	Tadjourah	Obock	Arta	Urbain	Rural	
Pétrole lampant (kérosène)	72,4%	42,6%	14,1%	6,9%	17,2%	41,4%	69,3%	9,2%	55,5%
Gaz butane	18,7%	0,3%	5,5%	1,5%	0,4%	6,0%	16,9%	1,1%	13,3%
Bois	3,0%	28,3%	63,9%	69,7%	66,8%	50,4%	4,4%	76,6%	21,0%
Charbon de Bois	5,6%	27,7%	16,1%	21,6%	15,2%	1,6%	8,9%	12,7%	9,8%
Electricité	0,0%	0,0%	0,3%	0,3%	0,3%	0,0%	0,0%	0,3%	0,1%
Non concerné (à spécifier) ?	0,3%	1,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,6%	0,4%	0,1%	0,3%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : DISED/EDSIC 2015

4.8 Genre et Forêts

Le pays ne possède pas de forêts exploitées comme dans certains pays d'Afrique. Les superficies forestières et autres terres boisées de la République de Djibouti sont limitées et fragiles du point de vue écologique. La superficie totale de terres boisées (biomasse ligneuse) est de 70 000 ha dont 22 000 sont occupées par les formations forestières et 48 000 ha par des formations steppiques, arborées et arbustives. Les espèces locales sont bien adaptées aux dures conditions climatiques. Ces dernières décennies, elles ont été fortement exposées aux sécheresses récurrentes et au phénomène de la désertification. Bien qu'aucun inventaire n'ait été mené, il est évident que celles-ci sont en régression constante, du fait des facteurs naturels (manque de régénération) et anthropiques. Pour les zones forestières relativement denses (closed forests), telles que la forêt de Day, qui est la plus importante mais la plus dégradée du fait des activités pastorale et dont la dégradation est essentiellement due à l'absence de régénération. En ce qui concerne les autres terres boisées, les activités de déboisement (coupe de bois, charbonnage, surpâturage) y sont plus fortes (sauf pour les forêts ouvertes inondées qui sont bien gérées par les communautés utilisatrices, qui pratiquent d'une manière assez rationnelle l'élagage des arbres en période difficile pour l'alimentation des petits ruminants). Partant de cela, depuis 2000, on peut estimer le taux de régression à 0,025 ha/an pour les zones forestières et à 0,006 ha/an pour les forêts ouvertes inondées et à 1 ha/an pour les autres terres boisées. En ce qui concerne les projections pour l'avenir, les interventions prévues dans les différents projets à partir 2010, notamment pour la forêt de Day, dans le cadre du projet de « mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres » (financé par divers partenaires tels que le FIDA, FEM, FFEM,), concernent la mise en place d'activités de mise en défens, de travaux de lutte contre l'érosion, pépinières agropastorales,.... Etc. ce qui permettra d'améliorer la régénération naturelle. Également, il est prévu le recrutement d'un expert en pastoralisme/foresterie pour une durée de 3 années. Celui-ci pourra mener l'inventaire de cette forêt primaire, remarquable à bien d'égards ainsi que des autres zones forestières (Forêt de Mabla, Madgoul, Andaba,...).

Tableau n°31 : Données de base sur les superficies de forêts

Classes nationales	Forêts fermées (ha)	Forêts ouvertes inondées (ha)	Arbuste (dense) (ha)	Arbuste (ha)	Arbuste (clair) (ha)	Autres (ha)	TOTAL (ha)
Djibouti	2 200	3 400	32 600	187 600	104 200	211 300	541 300

Source : Audru et al. 1987

Toutes fois, bien qu'aucun inventaire n'ait été effectué, une estimation grossière de la dégradation peut être faite (estimation d'expert). Elle est évaluée depuis 2000 (hypothèse la plus optimiste), à 0,0500 ha/an pour les forêts fermées, à 0,006 ha/an pour les forêts ouvertes inondées et à 1 ha/an pour les autres terres boisées qui subissent, outre les facteurs naturels, un fort déboisement (coupe de bois et charbonnage). Les terres (forestières ou autres) sont le domaine de l'État. Les communautés locales les utilisent selon des règles d'usages coutumières.

4.8.1 Situation de l'offre et de la demande de bois

La consommation de charbon paraît certes réaliste, à 1,5 kg par jour, mais que le chiffre de 0,8 kg pour le bois de chauffage/habitant/par jour est très bas si on le compare à celui des autres parties de la région, aux populations, au mode de vie et conditions agro-écologiques semblables. Pour cette raison, ces chiffres sur la consommation du bois de chauffage par tête d'habitant sont légèrement ajustés à la hausse pour atteindre une estimation minimum de 1,0 kg/habitant/jour. Ces données permettent de quantifier le niveau et la valeur de l'utilisation du bois comme source d'énergie au niveau des ménages. Par rapport à la population de 1998, environ 143 000 ménages ruraux et 6 800 citadins

dépendaient du bois de chauffage comme source d'énergie, les premiers l'utilisant pour faire la cuisine presque exclusivement et les seconds se servant du charbon de bois. Cela équivaut à une demande totale de plus de 52 000 tonnes de bois de chauffage et à environ 4 000 tonnes de charbon de bois, soit à peu près quelque 176 000 m³ de bois par an. Comme l'indiqué le Tableau 32 ci-dessous, l'équivalent en valeur marchande de ce bois est de 1,3 milliard FD par an, ce qui représente une valeur effective de la diversité biologique des forêts et des terres boisées en termes d'énergie.

Tableau n°32 : Valeur de l'utilisation des combustibles ligneux

Produit	Nombre d'utilisateurs	Consommation (kg/habitant/jour)	Consommation (tonnes/an)	Équivalent bois brut (m³)	Prix au marché rural (FD/Kg)	Valeur (millions FD/an)
Charbon de bois	6 849	1,5	3 760	41 779	67	251
Bois de chauffage	143 396	1,0	52 340	34 204	20	1 047
Total	-	-	56 100	175 983	-	1,297

4.8.2 Implications sociales et économique

Il est clair que le secteur forestier contribue de façon importante aux moyens d'existence des populations et au développement économique à Djibouti. En dehors des systèmes agricoles conventionnels, les ressources offertes par les terres de pâturages, les bois et les forêts représentent la base des moyens d'existence des éleveurs en leur fournissant un grand nombre de produits y compris les pâturages, le fourrage, les fruits et autres nourritures sauvages, les médicaments, le bois de feu, les fibres, les matériaux de construction et les matériaux pour l'artisanat, les gommes et résines pour les produits de beauté et les produits pharmaceutiques. Un grand nombre de plantes sauvages sont utilisées comme source d'alimentation. Elles contribuent de façon importante à combler le déficit alimentaire et à fournir une certaine sécurité pour les ménages, ceci grâce à la diversification de leurs sources de nourriture surtout en période de famine. Ces plantes ne font pas l'objet de travaux dans le cadre de la recherche agricole dominante et leur potentiel économique n'est pas entièrement quantifiable. Le ramassage des bois de chauffe est fait par les femmes alors que la production de charbon est une activité principalement masculine. Le gouvernement s'emploie à assurer la protection de la forêt du Day contre les incendies, les coupes sauvages et le surpâturage. En effet, outre les espèces végétales et animales uniques qu'elle renferme, la forêt joue le rôle de château d'eau en facilitant la recharge des nappes autour massif du Goda et sur ce dernier. Les données en cette matière sont insuffisamment renseignées. Il est donc difficile actuellement d'avoir des statistiques sur le taux de participation des femmes aux différents enjeux environnementaux, leurs besoins, leurs préoccupations, leurs avantages et les contraintes qu'elles rencontrent dans le domaine forestier de manière spécifique.

4.9 Genre et chaînes de valeur agricoles

Les chaînes de valeur décrivent les activités nécessaires pour conférer de la valeur ajoutée à un produit ou un service au cours des différentes phases de la production jusqu'à la commercialisation. Pourquoi traiter des inégalités de genre dans la chaîne de valeur agricole²⁴, il existe trois principaux arguments pour accorder de l'attention aux rôles et aux relations de genre dans les chaînes de valeur agricoles :

- i. **Arguments commerciaux** : Ne pas reconnaître le rôle des femmes constitue une occasion d'affaires manquées. La Banque mondiale soutient que l'inégalité des sexes a des coûts économiques très élevés, conduit à un gaspillage de ressources humaines et d'occasions manquées pour l'innovation.
- ii. **Arguments de justice sociale** : Chaque personne, homme ou femme, a les mêmes droits fondamentaux en tant qu'être humain. Par conséquent, les hommes aussi bien que les femmes devraient également bénéficier des activités de développement. Pourtant, les femmes sont le plus souvent victimes de discrimination.
- iii. **Arguments de réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire** : Les femmes sont des acteurs importants pour l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté.

La FAO a mis au point une série de publications pour aider les praticiens à mieux intégrer les dimensions d'égalité des sexes dans la conception et la mise en œuvre des interventions au sein de la chaîne de valeur dans le secteur agricole²⁵.

En République de Djibouti, le secteur de l'agriculture est encore très peu performant et dégage peu de valeur ajoutée propre. Il est faiblement intégré dans les marchés et génère peu de transformation sur place. Les femmes productrices sont économiquement défavorisées. Les investissements de l'État ont permis d'accroître la production alimentaire mais des insuffisances persistent en ce qui concerne les systèmes de production durables et efficaces, les compétences techniques et organisationnelles et les modèles d'activités innovants. Les chaînes de valeur agricoles offrent une réponse à cette situation. Cependant, cette méthode en est encore à ses débuts dans le pays. Le PNIASAN 2012 - 2017 prévoyait **la création de nouvelles sources de croissance** s'appuyant sur le développement de filières correspondant aux trois sous-secteurs identifiés les plus porteurs d'espoir, à savoir : (i) les viandes et dérivés ; (ii) les exportations de produits halieutiques ; et (iii) la phœniciculture. Le développement de ces filières devant être supporté et conforté par la mise en place d'une capacité de contrôle et de certification de la qualité (Projet de Laboratoire Nationale d'Analyse et de Certification) pour la commercialisation et l'exportation des produits valorisés de ces trois filières. Avec la FAO, le MAEPE/RH a mis en place plusieurs projets de valorisation des produits agricoles :

- ✿ L'usine de production d'aliment de bétail.
- ✿ L'exploitation des gousses de prosopis pour la production de confiture et d'aliment du bétail.
- ✿ La mise en place de mini-laiterie pilote pour la pasteurisation et la mise en sachet du lait.

²⁴ Source : KIT, Agri-ProFocus et IIRR. 2012. *Faire changer les chaînes : Équité entre les genres dans le développement des chaînes de valeur agricoles*. Editions KIT, Institut Royale des tropiques, Amsterdam.

²⁵ <http://www.fao.org/3/a-i6462f.pdf>

4.10 Genre et la vulgarisation agricole

4.10.1 Organisation du conseil et appui agricole

L'article n°6 de la Loi portant statut général des fonctionnaires²⁶ stipule que pour l'application du présent statut général, aucune distinction n'est faite entre hommes et femmes, sous réserve des mesures exceptionnelles prévues dans les statuts particuliers et commandées par la nature des fonctions. Le décret relatif au statut particulier des fonctionnaires prévoit pour le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Eau, en charge des Ressources Halieutiques, un corps technique de fonctionnaires spécifiques au développement rural. Le Corps du Développement Rural²⁷ est chargé de l'encadrement des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de rationaliser l'exploitation du patrimoine naturel, terrestre et aquatique de la République. À cet effet, il met en œuvre les résultats de la recherche scientifique et technique, veille à la conservation des eaux et des sols, et assure la gestion des moyens nécessaires (matériels, véhicules, laboratoires, stations de pompage). Le corps du développement rural comprend trois cadres :

- Le cadre des ingénieurs et des techniciens supérieurs du développement rural (catégorie A).
- Le cadre des techniciens du développement rural (catégorie B).
- Le cadre des techniciens adjoints du développement rural (catégorie C).

L'accès au cadre de chaque catégorie (A, B et C) du corps du développement rural se fait par :

- ◇ Un concours externe ouvert aux candidats titulaires du diplôme spécifique requis pour le cadre concerné.
- ◇ Un concours professionnel ouvert aux techniciens de la catégorie inférieure du Développement rural comptant au moins un nombre d'années de service dans leur cadre,
- ◇ Intégrations internes prononcées au bénéfice des techniciens de la catégorie inférieure comptant au moins douze années d'ancienneté dans leur cadre.

Les ingénieurs du développement rural sont chargés de la conception, de la réalisation, du suivi et de l'évaluation des programmes, des projets et des opérations de développement dans les domaines de la production végétale, animale et halieutique ; des études et exploitation des eaux et sols, et de l'hydraulique rurale. Ils ont vocation à assurer l'encadrement, la formation et le recyclage des techniciens supérieurs, des techniciens et techniciens adjoints du Développement rural. **Les techniciens supérieurs du développement rural** sont chargés de l'organisation, la réalisation et la supervision des opérations de développement en matière d'agriculture et de forêt, d'élevage, de génie rural, de pêche maritime et d'analyse des eaux et sols. **Les techniciens du développement rural sont chargés de l'encadrement des équipes et du contrôle des travaux** exécutés dans le cadre de la réalisation d'ouvrages, infrastructures ou équipements ruraux ou en matière d'orientation et d'assistance technique aux agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et leurs groupements. **Les techniciens adjoints du développement rural** sont chargés de l'exécution des travaux de réalisation, de maintenance ou d'entretien, d'ouvrages, infrastructure et équipement ruraux. Ils peuvent également être chargés de l'encadrement des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et leurs groupements ainsi que de la collecte des données de base, d'ordre technique ou socio-économique, relatives aux milieux rural et marin.

* Représentation faible des femmes au sein des ministères

²⁶ Loi n°48/AN/83/1^{ère} L du 26 juin 1983, portant statut général des fonctionnaires

²⁷ Article 234 et suivants du Décret n°89-062/PRE relatif aux Statuts Particuliers des fonctionnaires.

Pour le MFF, une femme est responsable du bureau dans chaque région, sauf dans la région d'Obock. La parité genre est donc pratiquement respectée. Le Secrétariat d'État à la Solidarité et aux Affaires sociales a ouvert une antenne et a également recruté 2 personnes dans chaque région (une femme et un homme).

4.11 Genre et la commercialisation agricole

4.11.1 Accès aux circuits de commercialisation

C'est dans le secteur informel que les femmes exercent leurs activités commerciales. Elles se trouvent dans la restauration, la vente de fruits et légumes, la vente de produits (alimentaires et non alimentaires), l'artisanat, la confection et les services. Les principaux obstacles auxquels elles sont confrontées sont : l'enclavement de certaines zones, l'absence d'infrastructures de stockage, de conservation ou de transformation, le manque d'information sur les marchés et un niveau d'organisation très faible. Globalement, au niveau économique, l'ensemble de ces facteurs, combinés les uns aux autres, explique le faible niveau de production et de productivité des femmes comparativement aux hommes et, en conséquence, leur faible pouvoir économique. Les contraintes de genre à lever pour soutenir la valorisation et la promotion du potentiel économique des femmes ont pour nom :

- ☞ Rôles stéréotypés de la femme et de l'homme dans la société.
- ☞ Division inégale du travail domestique.
- ☞ Surcharge de travail de la femme et de la jeune fille, particulièrement en milieu rural.
- ☞ Accès inégal aux moyens de production, à la technologie et au crédit.
- ☞ Inégal niveau d'éducation et de qualification.
- ☞ féminisation de la pauvreté.
- ☞ Déficit de données sexospécifiques et faible prise en compte des questions de genre dans les politiques et programmes économiques.

4.12 Genre et la finance rurale

4.12.1 Accès au crédit

L'insertion économique des femmes, exige que celles - ci puissent accéder aux crédits afin de réaliser des activités génératrices de revenus. Toutefois, elles accèdent difficilement au crédit formel pour cause de procédures et modalités d'éligibilité auxquelles elles peuvent difficilement répondre. Les femmes se heurtent aux barrières de la garantie, aux critères de faisabilité de leurs projets et à la cherté du crédit dont les taux d'intérêt sont le plus souvent trop élevés. La micro finance leur est plus accessible. À Djibouti, il existe une institution d'épargne et de crédit mise en place et appuyée depuis 2007, par un programme de l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS), avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), pour promouvoir des services de crédit aux personnes les plus démunies et aux organisations communautaires féminines. Dès 2007, ce mécanisme a permis à près de 3 000 femmes de bénéficier des services de la micro finance à hauteur de plus de 57 millions de francs djiboutiens (FD). Le taux de recouvrement des crédits chez les femmes est plus élevé que celui des hommes et se situe à hauteur de 85%. Les objectifs du programme de développement du micro financement et de la micro entreprise (PDMM), mis en œuvre à Djibouti, étaient : (i) d'établir un réseau

viable de caisses d'épargne et de crédit (CEC); (ii) de promouvoir des services de promotion des micro entreprises et de mettre en place des services non financiers durables; (iii) de formuler et d'adopter une stratégie nationale du micro financement et de la micro entreprise avec son cadre juridique; et (iv) de renforcer et diversifier les activités rémunératrices de revenu. L'évaluation de la performance²⁸ du programme, réalisée en Mars 2016, révèle qu'il a contribué de façon significative à la réforme du secteur du micro financement à Djibouti : notamment en termes d'adoption de stratégies et de textes législatifs, de mise en place d'un réseau de CEC au profit des groupes vulnérables et de mobilisation de divers donateurs, dont une contribution importante de la part du gouvernement. Reposant sur une approche inclusive vis-à-vis des bénéficiaires les plus vulnérables, en particulier des femmes, il a eu un impact positif en termes de revenus et d'actifs des bénéficiaires. Les taux de réalisations sont élevés par rapport aux prévisions et le déboursement des fonds a dépassé les prévisions du rapport de pré-évaluation (RPE) de près de 1,9 fois. En matière d'autonomisation des femmes, les clients des CPEC sont dominés par les femmes qui avaient gagné en autonomie financière, et contribuent à la prise de décision au sein de la famille et de la communauté. Toutefois, l'efficacité de l'appui aux micro entreprises et des services non financiers est insatisfaisante. Par ailleurs, le manque d'une structure faîtière a produit une confusion entre les fonctions de gouvernance, de gestion et d'appui des caisses. Les difficultés liées à la gestion des ressources humaines des CEC, la carence de subventions publiques, la rentabilité médiocre du portefeuille et le manque d'autonomie opérationnelle des caisses compromettent ainsi sa durabilité. Les recommandations formulées ont trait à la viabilité financière des CEC, aux politiques d'épargne et de crédit, à la durabilité des activités génératrices de revenus et des micro entreprises, ainsi qu'aux aspects socio-organisationnels du projet. Le rapport d'évaluation de la performance souligne l'insuffisance de l'apport du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la Pêche (MAEP), du Comité de pilotage du programme, et de l'opérateur privé en charge du renforcement des capacités et du suivi & évaluation.

Tableau n° 34 : Répartition des bénéficiaires de crédits des CPEC par activité en 2015

Activité ou AGR	Effectif des bénéficiaires	% des bénéficiaires
<i>Petit commerce</i>	<i>2 765</i>	<i>50%</i>
<i>Restauration</i>	<i>1 106</i>	<i>20%</i>
<i>Pêche</i>	<i>830</i>	<i>15%</i>
<i>Service</i>	<i>830</i>	<i>15%</i>
<i>Total</i>	<i>5 531</i>	<i>100%</i>

Source : Données du PDMM, 2015

On note que les crédits distribués par les CPEC sont destinés principalement aux activités commerciales, dans une moindre mesure la consommation et l'artisanat. Par contre, les filières productives telles que la pêche artisanale, l'élevage, et l'agriculture sont très sous-représentées. En matière de sécurité alimentaire et de productivité agricole, l'évaluation souligne que l'impact du projet sur les filières productives a été négligeable dans la mesure où les bénéficiaires des crédits et des actions du projet ne concernent pas en priorité les producteurs (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs). Elle note que moins de 1,6% des clients des caisses ont un membre de la famille impliqué dans l'agriculture ou une activité agricole, et cette proportion est restée dans le même ordre de grandeur de 2008 à 2013. Cependant, la disposition de cheptel faible même si le taux est 6,2% est relativement plus grand que la proportion dans l'agriculture et avec un taux en accroissement depuis 2008. Ce taux est beaucoup plus élevé dans les zones de Tadjourah et d'Ali Sabieh.

²⁸ Évaluation de la performance du projet de développement du micro financement et de la microentreprise en République de Djibouti - Rapport No. 4019-DJ /FIDA, de M. Ashwani K. Muthoo, Directeur adjoint du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), et de M. Majid Benabdellah, consultant indépendant - Mars 2016.



AGR financées par la CPEC à Djibouti, localisées au bord d'une artère de Djibouti - Photos ADDS, 2012

Tableau n°35 : Statistiques de la CPEC Siège en 2013

Portefeuille de crédits	Effectifs bénéficiaires de crédit	%	Crédit total (DJF)	%
Homme	958	12 %	254 578 361	22 %
Femme	7 212	88 %	911 596 093	78 %
Total	8 170	100 %	1 166 174 454	100 %

Tableau n°36 : STATISTIQUES CPEC SIEGE EN 2017

Situation au 30 novembre 2017

SOCIETARIAT	SITUATION DEBUT DU MOIS	MOUVEMENT	SITUATION FIN DE MOIS	%
Total membres Sociétaires	20 092	359	20 451	100%
<i>Hommes membres</i>	4 319	109	4 428	22%
<i>Femmes membres</i>	15 669	250	15 919	78%
Total membres réguliers	14 051	102	14 153	69%
<i>Hommes membres réguliers</i>	3 730	60	3 790	19%
<i>Femmes membres régulières</i>	10 321	42	10 363	51%
Total membres auxiliaires	5 937	257	6 194	30%
<i>Hommes membres auxiliaires</i>	589	49	638	3%
<i>Femmes membres auxiliaires</i>	5 348	208	5 556	27%
Personnes morales	104	0	104	1%

Épargne

Total montant Épargne des membres	211 076 613		213 422 945	100%
<i>Nombre Hommes</i>	5 264		6 193	25,8%
Montant Hommes	99 218 379		103 951 316	48,7%
<i>Nombre Femmes</i>	17 410		17 679	73,8%
Montant Femmes	103 120 220		100 753 315	47,2%
<i>Nombre Personnes morales</i>	90		89	0,4%
Montant Personnes morales	8 738 014		8 718 314	4,1%

Portefeuille de crédit

Prêt déboursé cours année 2017	142 700 000		151 433 302	100%
<i>Nombre Hommes</i>	71		75	23%
Montant Hommes	32 100 000		34 159 200	23%
<i>Nombre Femmes</i>	57		118	36%
Montant Femmes	55 900 000		62 574 102	41%
<i>Nombre groupes solidaires</i>	138		138	42%
Montant groupes solidaires	54 700 000		54 700 000	36%

Prêts déboursés globales	1 762 359 942		1 771 093 244	100%
<i>Nombre Hommes</i>	1 140		1 144	22%
Montant Hommes	415 314 227		417 373 427	24%
<i>Nombre Femmes</i>	1 765		1 776	34%
Montant Femmes	576 929 863		583 603 965	33%
<i>Nombre groupes solidaires</i>	2 244		2 244	43%
Montant groupes solidaires	769 515 850		769 515 850	43%

Source : CPEC de Djibouti – 2017

Sur le plan de la reproduction de concept du PDMM à d'autres projets, le Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêches côtières (PRAREV)²⁹ mis en œuvre par la Direction de l'Environnement et du Développement Durable (DEDD) du MHUE, en 2015, a tenu compte des leçons tirées de ce PDMM, afin de consolider les capacités des caisses « pour mieux servir le groupe cible et contribuer à établir un système national de micro finance viable et durable à long terme ». De même la Banque Islamique de Développement a réalisé en 2015 une revue du portefeuille et a lancé un vaste programme de micro finance islamique à l'échelle du pays.

4.13 Genre et changement climatique

La population rurale à Djibouti (29,4% dont 67% sont des nomades éleveurs de bétail) a un mode de vie semi-nomade. La principale richesse reconnue est le nombre de têtes de bétail. La sécheresse qui sévit depuis 10 ans avec des pluies bien plus rares et des paysages stériles est une réalité qui affecte durement cette population. Les personnes rencontrées durant ce travail décrivent cette situation comme une très mauvaise période qu'ils comparent à des périodes de guerres et dont ils espèrent la fin prochaine. Les populations rurales vivant du pastoralisme sont très vulnérables. La mobilité du cheptel selon des parcours de transhumance ancestraux est en passe de devenir impraticable à cause de la raréfaction des points d'eau productifs. Les femmes rurales Djiboutiennes sont concernées au premier plan par les changements climatiques. Ces changements les affectent proportionnellement plus que les hommes. La corvée d'eau généralement prise en charge par les femmes dans les zones rurales et particulièrement chez les populations nomades, devient de plus en plus rude à mesure que les distances à parcourir pour atteindre les points d'eau se rallongent. La disparition du cheptel et l'appauvrissement des nomades est nettement visible sur le terrain. Cette population bénéficie actuellement de l'aide alimentaire distribuée par le Programme Alimentaire Mondiale.

²⁹ Le PRAREV s'appuie sur les CPEC du Nord et de Djibouti qui participeront par 100.000 d'USD pour octroyer des crédits aux bénéficiaires des CPEC pour développer des AGR et des activités liées à la pêche (moteurs, kits d'intrants et de commercialisation, étales de vente poisson). Il est localisé le long des régions côtières comprenant celles de Tadjourah, d'Obock, les localités d'Arta, de Loyada et de Damerjog.

4.14 Genre et la protection sociale dans le secteur agricole/rural

En avril 2018, le nombre de bénéficiaires de la couverture d'assurance maladie dans le cadre du programme PASS sur l'ensemble du territoire, s'élève à 37 435 individus, soit l'équivalent de 14 922 ménages. En termes de répartition géographique, les effectifs bénéficiaires en milieu rural s'élèvent à 34 671 individus, soit 13 546 ménages. À Djibouti-ville, les assurés du PASS sont au nombre de 2 685 individus, soit 1 347 ménages. Il existe très peu de données sur le genre et la protection sociale dans le secteur agricole à Djibouti. Les actions gouvernementales prises dans le domaine de la protection sociale bénéficient aussi bien aux femmes qu'aux hommes en milieu rural. Il s'agit notamment :

- Des travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) qui ont été introduits en réponse à la crise économique pour générer des revenus temporaires dans les régions les plus pauvres et qui n'ont jusqu'ici concerné qu'un peu plus de **15 000 bénéficiaires**.
- Des cantines scolaires qui touchent 182 écoles dans les zones géographiques rurales les plus vulnérables.
- Du programme « vivres contre travail » pour les agriculteurs et éleveurs.
- du programme de distribution de ration alimentaire sèche pour les populations nomades vulnérables des régions de l'intérieur pendant les périodes de soudure.
- Du programme pilote de transferts monétaires qui cible **10 000 bénéficiaires** (femmes enceintes, enfants à risque de malnutrition ou déjà gravement sous-alimentés) dont les résultats ont déjà permis de toucher 13 691 bénéficiaires (mères ou tuteurs d'enfants de 0 à 24 mois) qui reçoivent chacun mensuellement la somme de **5 000 FD**.
- De la reconduction du fonds affecté à la subvention des soins médicaux pour les indigents afin de faciliter l'accès des personnes les plus vulnérables aux services sociaux de base.
- Des mesures dans le domaine de la santé (subvention des césariennes ; gratuité pour le traitement du paludisme ; gratuité du traitement anti rétroviral (ARV) ; gratuité du traitement de la tuberculose, gratuité des moustiquaires imprégnées d'insecticide pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans, gratuité des vaccinations pour les maladies incluses dans le Programme Élargi de Vaccination, ...).
- De la gratuite des frais d'inscription et de scolarité au primaire et préscolaire.
- Des appuis multiples matériels et financiers pour les personnes touchées par des catastrophes naturelles et ceux dans le besoin extrême.

Toutes ces actions précitées ne couvrent pas la totalité de la population Djiboutienne, notamment les couches vulnérables dont une majorité de femmes. Il serait alors opportun de prévoir une protection sociale universelle effective et durable. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la résilience des populations vulnérables aux effets/ impacts du changement climatique, le gouvernement a développé et met en œuvre une Stratégie et un programme de protection sociale (Filets sociaux de sécurité). Cette stratégie a pour objectif de mettre en place un dispositif efficient de protection sociale de type « filets sociaux de sécurité » destiné aux populations pauvres et vulnérables qui ont échappé au système classique de sécurité sociale. Elle promeut le renforcement de la résilience et le développement des opportunités en assurant un minimum de bien-être aux individus. Elle est destinée à contribuer à la réduction de la vulnérabilité face aux chocs et à la perte de revenus ; le rétablissement des capacités productives et éducatives ainsi qu'à la création d'opportunité économique. La stratégie appuiera en priorité des initiatives et des actions qui préservent les fondations du capital humain et donnent aux bénéficiaires les moyens de sortir de la spirale intergénérationnelle

de la pauvreté. Trois catégories de populations ont une importance stratégique en matière de « filets sociaux » de sécurité :

- **Les femmes enceintes ou allaitantes et leurs enfants en bas âge (de moins de deux ans)**, appartenant à des ménages en situation de vulnérabilité mais qui échappent aux programmes d'urgence et ont un accès limité aux services sociaux de base, dans le secteur de la santé en particulier.
- **Les populations qui ne sont pas aptes à travailler** (temporairement ou définitivement) et **non couvertes par le système de sécurité sociale** (handicapés, personnes âgées sans retraite, actifs en invalidité partielle ou définitive, enfants de la rue, etc.).
- **Les populations aptes à travailler, peu ou pas qualifiées** et qui n'ont d'autres opportunités de travail que l'embauche comme manœuvres au jour le jour, c'est à dire le plus grand nombre des actifs demandeurs d'emplois ne bénéficiant par ailleurs d'aucune protection sociale.

Pour mettre en place des filets de sécurité vis à vis de ces populations cibles, trois axes principaux d'intervention ont ainsi été dégagés : (a) le développement d'un système d'aides nutritionnelles conditionnées visant en priorité les femmes enceintes et allaitantes et leurs enfants de moins de deux ans ; (b) la mise en place d'un système d'aides monétaires non conditionnées en faveur des populations en situation précaire et sans possibilités de se procurer des ressources ; (c) l'accroissement de l'offre de travaux à HIMO dans le secteur de la construction et de l'entretien des petites infrastructures et équipements collectifs publics, alliée à une formation professionnelle dans ces domaines et un appui financier à la création et au développement de l'auto - entrepreneuriat, de l'artisanat et coopératives et PME du BTP. Les principaux intervenants du secteur public dans le domaine des filets sociaux de sécurité sont le Secrétariat d'État aux Affaires Sociales (SEAS), l'ADDS, le Ministère du Travail chargé de la Réforme de l'Administration, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère en charge de l'Environnement et certaines ONG. D'autres ministères sectoriels tels que la Santé, l'Éducation, la Promotion de la Femme sont amenés à intervenir dans le cadre de programmes d'urgence. Les cibles principales sont les populations en situation vulnérables en période de crise et d'insécurité alimentaire ainsi que la malnutrition des femmes en période prénatale et post - natale, et celle des enfants scolarisés à travers les programmes relatifs aux cantines scolaires. Le SEAS, dans le cadre des opérations pilotes en cours a centré ses interventions sur une approche plus ciblée distinguant nettement les actions en faveur des femmes enceintes et allaitantes et de leurs enfants de moins de deux ans.

4.14.1 Les programmes et projets de filets sociaux de sécurité mis en œuvre

Le premier projet de renforcement des filets sociaux a été mis en œuvre pour la première année en décembre 2010 en phase pilote, avec l'appui financier d'un don du « Japan Social Development Fund (JSDF) ». Il comprenait un volet d'emploi à haut intensité de main d'œuvre et un volet de lutte contre la malnutrition maternelle et infantile à base communautaire en mettant l'accent sur les 1000 premiers jours critiques de la vie d'un enfant. Ce projet novateur a augmenté l'efficacité des interventions nutritionnelles et a motivé le gouvernement à l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie de Protection Sociale axée sur le filet social de sécurité. Au vu du succès du projet pilote, le gouvernement a obtenu en 2012, un don IDA (H779-DJ) suivi d'un premier financement additionnel (IDA 2 - crédit 5544-DJ) pour la période 2014-2018. L'objectif de ce financement additionnel est l'expansion du projet de renforcement des filets sociaux et ainsi de pérenniser les acquis du projet. Ainsi, pour assurer un minimum de protection aux populations pauvres et vulnérables face aux chocs irréversibles et dans l'optique de renforcer la résilience et investir dans le capital humain, le gouvernement a mis en place, à l'échelle nationale, début 2016, un Programme de Transfert Monétaire intitulé Programme National de Solidarité Famille (PNSF), comme principal instrument de protection sociale et de réduction de la pauvreté extrême. En tenant compte des acquis et du succès du projet de renfor-

cement des filets sociaux, et tout en assurant la complémentarité avec le PNSF, un nouveau financement additionnel de 4 millions de \$US est mobilisé (IDA3 ou financement additionnel 2). Ce financement permettra de renforcer le système de protection sociale en assurant la coordination, la synergie et la complémentarité des programmes de filets sociaux, et aussi d'assurer l'extension et la pérennisation du projet de renforcement des filets sociaux. A la signature de l'accord du financement IDA3 entre le gouvernement et la Banque Mondiale, des changements ont été effectués dans l'objectif du développement ainsi qu'au niveau des composantes, qui seront aussi valable pour l'IDA 1 et 2.

Le Programme National de Solidarité Famille qui cible les familles vulnérables en milieu rural est passé en 2016 de 250 ménages à 3362 ménages en 2018 qui ont bénéficié d'un transfert monétaire de 30.000 FD par trimestre et par ménage. Elle a précisé que **le Programme d'Assistance Sociale Santé a atteint 17.079 ménages, en 2018 contre 14.746 ménages en 2017.** Le programme d'assistance financière pour les étudiants vulnérables des régions en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur à travers l'Université de Djibouti a été reconduit pour la 6^{ème} année consécutive. Environ 2000 étudiants de l'Université de Djibouti bénéficient de cette assistance. Quelques 86 élèves et étudiants handicapés bénéficient d'une bourse d'une valeur monétaire de 15.000 FD par mois. L'objectif de ces programmes est d'assurer l'égalité des chances et augmenter les performances et les réussites des élèves par la prise en charge d'un package de services sociaux. D'autre part, plus de 18.760 personnes en zone urbaine ont bénéficié du programme de transferts monétaires via téléphonie mobile et **le projet de filets social/HIMO a ciblé plus de 8 600 familles.** **Ces programmes visent principalement à faire reculer la faim, l'insécurité alimentaire et la pauvreté.** Le Secrétariat d'État chargé des Affaires Sociales a mis en place des programmes de développement des opportunités à savoir l'accès à la microfinance classique et islamique, la promotion et le développement de l'économie sociale et solidaire, notamment le développement des coopératives et de l'entrepreneuriat social et la promotion de l'emploi des jeunes et de l'artisanat. **Il a indiqué que ces programmes et projets sociaux ont permis de diviser par deux le taux de pauvreté extrême entre 2012 et 2017 actuellement de 20,8%.** Ces instruments visent à répondre aux besoins des populations pauvres pour aider à consolider sa capacité à faire face aux chocs divers. En perspective, il a souligné que son département va mettre l'accent sur la consolidation des programmes, l'orientation vers un programme fédérateur de transfert sociaux, le renforcement des droits et la recherche de la cohérence des interventions et la synergie entre les différents acteurs.

4.15 Genre et institutions rurales

L'article 1^{er} de la Constitution djiboutienne a instauré l'égalité entre l'homme et la femme concernant les droits civiques et politiques. Cette reconnaissance effective des droits politiques aux femmes leur donne l'opportunité d'accéder au pouvoir, mais les contraintes sociales, culturelles et religieuses ont longtemps limité l'accès des femmes aux sphères décisionnelles (familiale, communautaire et politique) plus particulièrement dans les zones rurales. Incontestablement, depuis la promulgation de la Loi des quotas, les femmes ont fait une percée importante. *Avec 9 femmes députées, et 23 conseillères régionales et communales, dont une Présidente de commune, les femmes conquièrent sans complexe des territoires qui jusque – là étaient réservés aux hommes.* Toutefois, à entendre les femmes présentes dans les focus groupes, on remarque que les avis sont partagés. Les réalités culturelles sont encore présentes, notamment en milieu rural, où c'est l'homme qui a le pouvoir de décision.

4.15.1 Opérateurs d'encadrement et d'appuis aux producteurs

En dehors des départements techniques du MAEPE - RH, il n'existe pas des opérateurs fournissant des services d'encadrement pour la production agricole (au sens large). Les coopératives de producteurs ne sont suffisamment structurées et ne disposent pas de capacités adéquates (ressources humaines, financières et matérielles) pour fournir des services d'encadrement et de renforcement des

capacités à leurs membres. Certaines coopératives agropastorales commencent actuellement à s'organiser pour la fourniture d'intrants (semences et produits phytosanitaires) et la vente des produits agricoles. Les Sous-Directions Régionales de Développement Rural, structures décentralisées, du MAEPE-RH, regroupent des effectifs insuffisants en agents techniques (ingénieurs et techniciens) dans le domaine agricole, de l'élevage, de l'eau et de la pêche. Elles sont rattachées au Secrétariat Général du ministère et ont à leur tête un responsable (sous-directeur régional de développement rural). Ces structures disposent de très peu de moyens logistiques pour fournir l'appui et l'encadrement rapproché aux producteurs. Il est indispensable donc, de doter ces structures décentralisées de ressources humaines qualifiées en nombre suffisant, ainsi que des moyens logistiques pour assurer un appui conséquent aux producteurs. Il est aussi, nécessaire de renforcer les capacités organisationnelles et managériales des structures des producteurs et de mettre en place des circuits de commercialisation des intrants agricoles (semences, engrais, produits phytosanitaires ...etc.). Le tableau ci-après décrit l'évolution entre 2007 et 2018, des effectifs des agents techniques (ingénieurs, docteurs vétérinaires et techniciens) d'encadrement en agriculture, élevage et la pêche, par Sous - Direction Régionale de Développement Rural (S/DRDR) des 5 régions de l'intérieur du pays.

Tableau n°38 : Évolution des effectifs des agents techniques (ingénieurs, docteurs vétérinaires et techniciens) pour l'encadrement en agriculture, élevage et pêche, entre 2007 et 2018, par S/DRDR dans les 5 régions de l'intérieur du pays

S/DRDR	Ali-Sabieh	Arta	Dikhil	Obock	Tadjourah
2007 ³⁰	3	3	6	3	4
2018 ³¹	3	2	8	3	7

4.15.2 Participation des femmes aux structures d'appui aux producteurs

Selon les informations recueillies auprès de la Direction Administrative et Financière du MAEPE-RH, il n'y a aucune femme à ce jour parmi les agents techniques (ingénieurs, docteurs vétérinaires et techniciens) pour l'encadrement en agriculture, élevage et pêche, dans les 5 S/DRDR des régions de l'intérieur. Le statut particulier des fonctionnaires prévoit 2 catégories de cadres du développement rural. Il n'y a pas de discrimination liée au sexe pour l'accès à ces catégories de cadres. Mais du fait de l'aspect technique il y a beaucoup moins de femmes que d'homme dans ces catégories de cadres. Mais selon le Directeur des Ressources Humaines du MAEPE-RH, la proportion des femmes cadres et responsables au niveau central a fortement augmenté au cours des dix dernières années. Il y aurait actuellement, au moins deux (2) femmes ingénieur agronome, à la Direction de l'Agriculture et des Forêts (DAF), deux (2) femmes Docteur vétérinaire à la Direction de l'Élevage et des Services Vétérinaires (DESV), une (1) femme ingénieur hydrologue Directrice de la Direction de l'Hydraulique Rural (DHR), une (1) femme cadre Directrice de la Société Nationale de Sécurité Alimentaire et une femme cadre Coordinatrice du projet de pêche (PRAREV) et enfin deux (2) jeunes femmes cadres responsables du Suivi & Évaluation dans les unités de gestion de projets. À Djibouti, les productrices et producteurs du secteur agricole s'organisent en coopératives agro-pastorales locales. Ces dernières sont faiblement structurées et souffrent de manque de capacités en matériels et techniques de production. Il y a un balbutiement de mise en réseau des différentes coopératives agropastorales au niveau de chaque région du pays mais sans l'émergence d'une organisation faîtière nationale en vue de résoudre les problèmes liés à l'accès aux intrants, à la commercialisation, au financement de l'agriculture et aux lois en faveur de la professionnalisation agricole. Leurs activités se limitent, de façon non exhaustive, aux aspects suivants du secteur :

³⁰ Source : Tableau n°18, page 48 du Document PDSP.

³¹ Source : Etude sur l'emploi public dans les régions de l'intérieur - ANEFIP et DISE, mars 2011.

- La production culture maraichère et de fruits, approvisionnement en intrants.
- L'élevage de dromadaires, bovins, ovins et caprins.
- La production halieutique artisanale.
- Le commerce (groupements et coopératives d'importateurs et vendeurs de fruits & légumes).

Dans le secteur primaire la situation des femmes dans les organisations sociales et communautaires est peu documentée. La dernière et seule étude de recensement agricole date de 1995, avec l'appui de la FAO, mais n'a pas permis de générer des informations et des données complètes et fiables. Le nombre d'organisations agropastorales activité recensées en 2007 s'élevait à 1 700 (PDSP, 2009). L'analyse de leurs compositions révèle qu'elles sont majoritairement de type mixte avec une faible représentation des femmes productrices. Elles n'ont pas d'agrément d'organisation de producteurs/trices, elles s'enregistrent et obtiennent un récépissé de déclaration, au même titre que les autres organisations de la société civile (associations, syndicats et partis politique). La Loi n°16 relative aux coopératives n'est pas encore appliquée. Ce qui révèle le caractère informel de la majorité d'entre elles même si elles déclarent posséder des documents juridiques tels que les statuts et les règlements intérieurs ; l'organisation d'Assemblée Générale et renouvellement des organes dirigeants est irrégulière sinon inexistante. Aucune n'élabore des comptes d'exploitation réels en fin d'exercice. Mais elles sont sollicitées par les départements ministériels, les autorités locales et les partenaires, pour participer à l'élaboration des stratégies et programmes de développement concernant le secteur agricole. Les coopératives les plus actives sont invitées et impliquées dans les consultations et réunions techniques concernant la sécurité alimentaire et la résilience des populations rurales.

4.15.3 Coopératives, groupements de producteurs et participation des femmes

La Loi n°16/AN/13/7ème L, en date du 07 Juillet 2013, fixant le statut général et les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des coopératives, quel que soit le secteur, en République de Djibouti, ne contient pas de discrimination liée au sexe. L'adhésion est volontaire et ouverte à tous et l'exercice du pouvoir est démocratique (Alinéas 1 et 2 de l'article n°3 ; article n°7 ; article n°16 ; articles n°17, n°42 et n° 49). Mais cette dernière ne fait pas de référence à la Loi sur les quotas³² en faveur des femmes pour les fonctions électives et postes à responsabilités dans les institutions et organisations nationales du secteur public et du privé. Cette Loi mérite plus de vulgarisation à tous les usagers potentiels, notamment du secteur agricole et développement rural, par les départements gouvernementaux en charge des secteurs concernés. Une récente enquête³³, commanditée par l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS), révèle que sur les 602 organisations immatriculées à la direction de la réglementation du Ministère de l'Intérieur, les associations des femmes sont majoritaires et représentent 53%. Il en ressort également que 15% ont leur siège dans des locaux loués, et 26% chez des membres. Par ailleurs, il y est également noté que seuls 32% des OSC recensés tiennent régulièrement une assemblée générale annuelle. Cette situation affecte les résultats de leurs actions dépendant de leur aptitude à gérer des projets et à en tirer le maximum de retombées pour les populations concernées. Cependant, certaines d'entre elles présentent des atouts majeurs de par leur expérience pour avoir accompli des projets de taille avec d'autres organisations et partenaires de la place dans le domaine de la santé et de la lutte contre le VIH/SIDA, dans le domaine de l'environnement (sensibilisation plaidoyer en faveur de la promotion et le développement

³² Loi n° 219/AN/18/7ème L modifiant la Loi n°192/AN/02/4ème L instituant le système de quota dans les fonctions électives et dans l'administration de l'État - Décret N° 2018-032/PR/MI portant modalités d'application de la Loi n°219/AN/18/7ème L modifiant la Loi n°192/AN/02/4ème L instituant le système de quota dans les fonctions électives et dans l'administration de l'État.

³³ Source : Analyse de situation de l'équité et de l'égalité de genre / MPF – 2011.

du genre). Pour d'autres, le volume d'affaires traitées annuellement montre une réelle maturité et une reconnaissance par tous, de leurs capacités à mener des grands projets. D'autres encore œuvrent dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Par exemple, l'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes (UNFD), dont la Présidente est la Première Dame du pays, est une ONG au service de la promotion des droits des femmes djiboutiennes. Elle a pour objectifs essentiels de lutter contre les obstacles pouvant ralentir ou freiner l'avancée des femmes dans le processus du développement du pays. Il y a aussi la Ligue djiboutienne des droits de l'homme (LDDH) qui a été créée en 1999 et qui mène de nombreuses actions pour la promotion et la défense des droits de l'Homme à Djibouti, notamment en matière de la surveillance des violations des droits humains, des dénonciations dans le cadre de la prévention des risques de conflits sociaux, de la lutte contre l'impunité, et aussi en matière d'activités de formation et d'information en faveur des droits humains, etc. Toutefois, l'étude plus récente, sur les conditions des femmes en milieu rural et périurbain et l'accès aux services socio-économiques mis à leur disposition en république de Djibouti (MEFI/MFF – UE 2016) révèle les principales organisations existant dans les localités rurales sont : (i) les associations de femmes (citées par 33% des répondants), (ii) les associations de parents d'élève (citées 20% des répondants) et, (iii) les coopératives agropastorales (citées par 19% des répondants). Dans cette étude, 65% des femmes interrogées déclarent faire partie d'une association communautaire, contre 78% pour les hommes. Sur la base des déclarations des répondants, l'inégalité de genre dans la participation à la vie associative communautaire des femmes est donc manifeste avec plus de 10% d'écart. À défaut d'un recensement agricole récent, nous avons recensé dans les tableaux ci-après, les organisations agropastorales enregistrées dans le pays, à travers les listes de distribution des semences agricoles et de participation aux formations dans le domaine offert par la Direction de l'agriculture en partenariat avec la FAO.

Tableau n°39 : Répartition des exploitations agro-pastorales recensées par région 2012-2013

REGIONS	NOMBRE SEC-TEURS	NOMBRE PERI-METRES	NOMBRE FEMMES EX-PLOITANTES	% FEMME
DJIBOUTI-AM-BOULI	3	55	18	33%
ARTA	13	367	76	21%
ALI-SABIEH	12	258	27	10%
DIKHIL	15	383	8	2%
TADJOURAH	28	670	20	3%
OBOCK	7	60	14	23%
TOTAL	78	1793	163	9%

Source : données calculées à partir de listes de distribution de semences agricoles et de participants aux formations –DAF/FAO/PAM

Bien que non exhaustive, ces données collectées de différentes sources, et de différentes périodes, reflètent la sous-représentation des femmes dans les sous - secteurs de l'agriculture et l'élevage, et semblent confirmer l'inégalité d'accès aux ressources des femmes par rapport aux hommes, en république de Djibouti. Néanmoins, la participation des femmes aux organes de décisions des associations communautaires est très nettement positive, avec plus de 80% de réponses positives dont 91% parmi les femmes et 81% chez les hommes. Cela signifie que lorsque les femmes adhèrent à une organisation elles ont des places au niveau des organes de décision. Mais 60% des femmes interrogées pensent qu'elles sont peu représentées aux organes de décision des associations de leur localité, alors que 64% hommes interrogés pensent au contraire qu'elles sont équitablement représentées. Les hommes pensent majoritairement qu'il y a des raisons religieuses (47%) ou traditionnelles (32%) qui empêchent que les femmes soient admises aux organes de décision des associations. Les femmes sont 41% à penser que ce sont des raisons traditionnelles, et 24% seulement pensent que c'est la religion qui empêche les femmes à être admises aux organes de décision des associations.

4.15.4 Participation des femmes aux décisions du ménage

Ce tableau tiré de l'étude sur les conditions des femmes en milieu rural et périurbain et l'accès aux services socio-économiques mis à leur disposition en République de Djibouti (MEFI/MFF – UE 2016) révèle que la participation des femmes à la prise de décision est limitée dans le foyer en zone rurale.

Tableau n°40 : Participation des femmes à la prise de décision dans le foyer en zone rurale

	Décision prise par les hommes	Position à peu près égale	Décision prise par les femmes
Décisions journalières (décision de consommation, etc.)	57%	28%	15%
Décisions de mobilité (déplacements des femmes : lieu, moyen de transport, compagnie, etc.)	52%	34%	14%
Décisions concernant les enfants (scolarisation, consultations médicales, etc.)	49%	36%	15%
Décisions périodiques (choix des cultures, proportion de récolte commercialisée, etc.)	52%	33%	15%
Décisions professionnelles (choix d'activité du mari / de l'épouse / du couple / de la famille, etc.)	53%	33%	14%
Décisions d'investissements (achat d'outillage, demande de crédit, etc?)	54%	30%	15%
Décisions de dépenses pour le ménage (réfection du toit, achat d'un poste de télévision, etc.)	53%	33%	14%
Décisions de dépenses « sociales » (liées aux rites culturels, dépenses de soutien pour des membres de la famille élargie, etc.)	55%	31%	14%

L'inégalité de genre est très marquée en matière de prise de décision. La proportion de réponse « décision prise par les femmes » ne dépasse pas 15% dans toutes les questions relatives à la vie dans le foyer. Près de 1/3 des répondants déclarent que les femmes décident à part égale avec les hommes pour toutes les questions relatives à la vie dans le foyer. On note aussi qu'il y a 36% de répondants qui déclarent que la femme décide à position égale pour la question relative aux enfants. Dans les discussions en focus group, le thème sur les causes des discriminations subies par les femmes et les filles dans l'accès aux services sociaux de base et surtout la question de la participation à la prise de décision, n'ont pas été toujours bien comprises ou acceptées par les participants(es) dans la grande majorité des localités de l'enquête. Les réponses ont été courtes et affirmatives ou approximatives. Cela pourrait être dû à la traduction de la question et des explications fournies en langue locales par les animateurs. Mais globalement, les participants affirment qu'il y a une répartition des rôles et des responsabilités dans le foyer et la communauté établis et régis par la tradition nomade. Certaines participantes, dans les localités du sud comme au nord, expriment leur ferme attachement à leur culture et coutume, en déclarant que les inégalités subies par les femmes dans l'accès aux services sociaux et aux opportunités ne sont pas toujours liées à l'autorité de l'homme ou de la tradition, mais sont surtout dues à la pauvreté, à l'analphabétisme et au manque de moyens et d'opportunités (ravitaillement en eau ; soins maternelles et pour les enfants ; aide à la création d'activités génératrices de revenus ; formation et information) pour les décharger de certaines corvées et leur faciliter la vie. Le poids et l'impact des traditions et des coutumes érigées en règles de vie communautaire, dans les inégalités et ou les discriminations subies par les femmes en matière d'accès aux services sociaux, ne semblent pas perçus ou ressentis par les concernés de la même manière que les décideurs et les partenaires du développement. En matière de projets ou activités sur la promotion du genre mis en œuvre par les associations locales, 80% des hommes répondent positivement contrairement aux femmes dont 65% répondent négativement à la question si les organisations de la localité ou du quartier ont des projets sur le genre. Les discussions des focus group ont été orientées sur la con-

naissance et la participation des participants aux activités et aux projets de genre réalisés par le Ministère de la Promotion de la Femme (MPF) durant les cinq dernières années, généralement en faveur des familles des localités rurales. Ces projets suivants sont cités dans certaines localités :

- ◆ Projet d'autonomisation de la femme rurale
- ⊕ Accès à l'énergie solaire (Assamo et Khor Angar)
- ⊕ Rapprochement de l'eau à la femme rurale par la réalisation de puits cimentés.
- ⊕ Agropastoralisme féminin (distribution de matériels agricoles et de caprins à des familles défavorisées)
- ◆ Projet de lutte contre les MGFs : Partenariat avec l'ONG Tostan pour l'abandon de l'excision.
- ◆ Projet de création des classes des Tout-petits (garderies préscolaires).
- ◆ Projet d'aviculture pour les familles des localités rurales.
- ◆ Le centre de prise en charge des orphelins à Tadjourah, avec SOS Village.

Dans la majorité des localités, les participants (femmes et hommes) aux focus group, déclarent ne pas connaître suffisamment les activités et projets du MPF. Les informations et communiqués sur les événements organisés par le MPF au niveau national sont reçus via la radio mais ces derniers se sentent peu concernés. L'EDAM4 - IS 2017, comporte une section/ module sur la perception de la pauvreté des personnes enquêtées (SECTION 10C. PERCEPTION DE LA PAUVRETE) et une section sur la gouvernance et développement local, société civile et médias (SECTION 10D. GOUVERNANCE – DÉCENTRALISATION, SOCIÉTÉ CIVIL, MÉDIAS) qui devraient fournir des informations et des données statistiques officielles et récentes dans ce domaine

4.16 Genre et technologies

Du fait de l'absence de recensement agricole récent et de l'insuffisance des infrastructures agro-sylvo - pastorales dans le pays, il ne nous est pas possible d'analyser l'accès des femmes et des hommes aux infrastructures agro-sylvo-pastorales, aux nouvelles technologies agricoles, aux intrants et aux semences améliorées. Il existe au niveau national, dans la capitale Djibouti - ville, un Laboratoire d'Analyse Alimentaire (LANA), un parc à bétail et un abattoir équipé. Dans les chefs - lieux des régions, il y a seulement un parc à bétail et un marché de vente de la viande. Il n'y a pas d'abattoir. La transformation des produits agricoles au niveau local est quasi inconnue, à part la production de beurre à partir du lait, en zone nomade, totalement assurée par les femmes. Les outils et les unités de transformation mises en place restent insuffisantes et les moyens matériels et financiers requis pour accéder aux technologies issues de la recherche (matériels de transformation, égreneuses, décortiqueuses, etc...) ne sont pas facilement mobilisables par les coopératives agropastorales, encore moins par les femmes agricultrices.

4.17 Genre et planification du développement rural

La planification d'un programme de développement rural basée sur le genre suppose la prise en compte du genre dans toutes les étapes du cycle de planification à savoir l'identification, la conception, l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. En République de Djibouti, le cadre de référence de la planification du développement rural pour la mise en valeur des ressources naturelles du secteur primaire, est le Plan Directeur de Développement du Secteur Primaire (PDSP), préparé

par le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche, Chargé des ressources Halieutiques, avec l'appui du Ministère de l'Agriculture et des Affaires Rurales de la République Turque (MARA) et l'Agence Turque de Coopération Internationale. Le PDSP a été préparé par une approche participative intégrant les principaux acteurs du secteur primaire y compris les utilisateurs des ressources. Ce plan vise à améliorer la contribution du secteur primaire au développement socioéconomique du pays par une meilleure valorisation des ressources dudit secteur. Le PDSP, à l'horizon 2009 – 2018, proposait, sur la base du diagnostic de la situation du secteur primaire, des objectifs de développement, des stratégies ainsi que des programmes et projets pour atteindre ces objectifs. Les programmes et projets proposés dans le cadre du PDSP étaient complémentaires aux programmes et projets en cours ou déjà planifiés. Dans la conception du PDSP il a été tenu compte des plans, des stratégies et des programmes sectoriels existants, en cours d'élaboration ou en perspective dans le domaine de l'eau, de la production végétale, de l'élevage et de la pêche.

En janvier 2016, Djibouti a bénéficié du nouveau mécanisme d'assistance aux politiques de planification pour le secteur de l'Union Européenne et de la FAO, à travers le programme sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Résilience, Durabilité et Transformation (FIRST), qui a considérablement renforcé les activités programmatiques et de coordination dans le pays. Grâce à ce nouveau dispositif, le Plan National d'Investissement pour le secteur agricole et la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN 2016-2020) comprend une part importante sur les aspects de la nutrition. Cela a déjà permis au pays de mobiliser des fonds importants (211,5 millions d'USD), dont 65% seront alloués à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le nouveau PNIASAN met l'accent sur des interventions visant à renforcer le secteur agricole, notamment pour les communautés rurales vulnérables.

Pour la planification 2016-2020, le secteur a pour objectif de contribuer à l'accélération de la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations tout en assurant l'inclusion sociale et le respect de l'environnement ainsi que l'accès équitable et durable aux services d'eau potable et d'assainissement adéquats.

La planification stratégique adoptée dans le cadre du PNIASAN 2016-2020 met aussi l'accent sur la définition de la mission et des priorités du secteur puis sur l'identification de programmes et projets dans les domaines prioritaires suivants :

- **Sécurité alimentaire, nutrition et résilience**, y compris la réduction et la gestion des risques liés aux catastrophes afin de s'assurer que la population djiboutienne ait les moyens de faire face aux chocs tels que la sécheresse et des phénomènes liés au changement climatique.
- **Amélioration de la production et de la productivité dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches**, en se concentrant sur les chaînes de valeur, en vue d'atteindre des systèmes de production plus efficaces, compétitifs et diversifiés et de générer des opportunités d'emplois et de revenus en milieu rural.
- **Gestion durable et responsable des ressources naturelles productives**, notamment la gestion intégrée de l'eau dans les activités agricoles et animales ainsi que la gestion durable des forêts et des pêches.

À travers cette nouvelle planification, le MAEP - RH dispose aujourd'hui des documents d'orientation stratégique (la SCAPE, le PDSP, le PNIASAN, etc) et de plusieurs documents de programme et de projet avec des cadres logiques, pour le développement du secteur agricole. Les outils élaborés dans ce sens devraient permettre d'assurer efficacement le suivi de la mise en œuvre des actions des différents projets ou sous programmes du PNIASAN 2016 - 2020, la production des rapports d'étape et de faire les évaluations d'effets et d'impact du Programme. En ce qui concerne le genre, au plan sectoriel, le PNIASAN a été révisé par les principaux acteurs en vue de mieux prendre en compte les aspects genre de façon à ne négliger aucune catégorie et de veiller à équilibrer les disparités homme-femme. Par rapport au dispositif de suivi-évaluation PNIASAN, les points focaux de suivi-évaluation

seront les responsables dans le suivi genre auprès de leurs structures, et se chargeront de suivre les activités menées en collaboration avec la cellule focale genre du MAEP - RH, en veillant à une réelle prise en compte du genre. Le suivi selon l'approche genre doit se faire à trois niveaux :

- ☞ **Le screening** : avant la mise en œuvre de tout projet ou toute activité, les points focaux doivent s'assurer de la prise en compte du genre à travers le screening de toute activité. Une fiche de screening a été élaborée à cet effet.
- ☞ **Le suivi des résultats** : le système de suivi devrait permettre de distinguer dans les résultats atteints l'évolution de la prise en compte du genre, en vue de prendre des mesures correctives à temps. Les indicateurs existants dans les différents domaines doivent au minimum être ventilés par sexe et par âge.

De plus, il peut être utile de ventiler d'autres facteurs pertinents (femmes/hommes d'âges différents, type de ménage, niveau de revenus...).

- ☞ **Le suivi des effets** : il vise l'efficacité dans l'atteinte des objectifs fixes en ce qui concerne le genre. Il permet de juger si le programme a intégré et atteint les principaux groupes à même d'induire le changement. Il permet aussi de savoir si le projet a répondu aux besoins aussi bien stratégiques que pratiques des femmes et des hommes.

Deux types d'indicateurs selon le genre ont été prévus à cet effet :

- * Les indicateurs ventilés par sexe/catégorie (indicateurs utilisés habituellement, mais que l'on décompose par sexe ou groupe d'intérêts).
- * Les indicateurs spécifiques pour mesurer la réduction des inégalités de genre/l'amélioration de la situation du groupe marginalisé (les femmes) et l'amélioration de la participation.

Le mécanisme institutionnel de prise en compte du genre n'est pas encore bien élaboré à Djibouti et n'est pas suffisamment intégré dans le mécanisme de suivi-évaluation du PNIASAN. Ce mécanisme spécifique de suivi de l'intégration du genre doit permettre de faire un diagnostic sexospécifique prenant en compte les besoins des femmes et des hommes, leurs différences, leurs préoccupations respectives en vue d'analyser les différences et de réduire les écarts. Il doit également permettre d'évaluer les implications pour l'emploi, les revenus, les biens de production, l'accès au crédit ainsi que les facteurs qui influencent les obstacles et les opportunités diversifiées auxquels sont confrontés les femmes et les hommes en tant qu'actrices et acteurs économiques et sociaux.

5 Analyse des parties prenantes

5.1 Partenaires potentiels dans la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans l'agriculture et le secteur rural

Plusieurs partenaires contribuent/peuvent contribuer à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans le secteur de l'agriculture et du monde rural.

5.1.1 Le Système des Nations Unies (SNU) et les partenaires techniques et financiers

Pour soutenir l'institutionnalisation du genre dans les programmes de coopération développés dans le pays, le SNU à Djibouti a créé deux mécanismes, en l'occurrence, *le point focal genre (PFG)* pour l'appui-conseil et le suivi au sein de chaque agence et *le groupe thématique genre (GTG)* pour la concertation et la coordination inter - agences. À ce jour, toutes les agences ont un point focal genre et le GTG est en place depuis 2007. Selon l'évaluation de l'institutionnalisation du genre dans le SNU à Djibouti réalisée en 2008, le mécanisme en tant que tel est considéré par la majorité des cas comme utile pour promouvoir le genre à l'intérieur des institutions. Cependant, il se heurte à plusieurs problèmes qui limitent son efficacité. Les obstacles les plus couramment évoqués sont :

- i. La position diffuse du point focal genre dans le schéma organisationnel des agences.
- ii. Le rôle du point focal genre, en dehors du management, est souvent mal perçu par les autres sections qui ne saisissent pas toujours la valeur ajoutée du genre à leur domaine d'intervention et, en conséquence, l'apport supposé du point focal genre.
- iii. Les attributions du point focal en charge du genre qui ne sont pas définies de façon spécifique par rapport au genre.
- iv. Le genre est le plus souvent ajouté aux attributions d'une *chargée* de programme, désignée à posteriori comme point focal genre au lieu d'être la mission principale d'un (e) chargé(e) qui serait nommé (e) à cet effet avec comme conséquence majeure une surcharge de travail.
- v. À une exception près, dans la plupart des agences, le genre ne fait pas l'objet d'un indicateur de résultat à prendre en compte au moment de l'évaluation de la performance du chargé de programme en charge du genre.
- vi. Le genre est mal intégré dans la planification des tâches du chargé / de la chargée de programme mandatée à posteriori, donc pour répondre à ses indicateurs de performance, tout naturellement les activités en lien avec ses principales attributions seront privilégiées au détriment du genre et en fonction de sa disponibilité.
- vii. Les actions réalisées dans le domaine du genre sont toujours ponctuelles, ce qui ne favorise pas sa visibilité et encore moins son intégration.
- viii. Le point focal ainsi désigné n'a pas toujours l'expertise en genre attendue.

Les contraintes ainsi identifiées doivent nécessairement être levées pour que le mécanisme *point focal genre* puisse exercer pleinement son rôle au même titre que tous les autres responsables de

programme. Pour cela, *les mesures suivantes* ont été identifiées et recommandées comme urgentes à prendre au niveau de chaque agence :

- ✿ Clarifier la position du point focal genre, soit en créant un poste plein pour le chargé de programme genre, soit en intégrant de manière explicite le genre dans les attributions du chargé de programme, désigné comme point focal genre en veillant à rééquilibrer sa charge de travail.
- ✿ Définir les attributions du point focal genre par le biais de termes de référence spécifiques à ce poste avec une identification claire des tâches, notamment : (i) appui - conseil dans les processus de planification, programmation, suivi - évaluation des exercices du SNU (CCA/UN-DAF, CPAP, programmes conjoints), des cadres de politique et programmes nationaux, (ii) plaidoyer, (iii) information et (iv) formation.
- ✿ Renforcer la capacité d'influence du point focal genre pour cela : (i) inclure le genre parmi les objectifs de résultats qui serviront à évaluer ses performances ; (ii) compte tenu de son rôle transversal, faire participer le point focal dans les réunions du management (comité de gestion ou de coordination/suivi) ; (iii) inciter le point focal à prendre des initiatives.
- ✿ Renforcer de manière continue les capacités en genre des points focaux pour assurer leur expertise en la matière dans les différents domaines d'intervention des agences et à l'occasion des processus de formulation, planification, programmation suivi et évaluation des programmes de coopération.
- ✿ Instaurer un cadre d'échange et de concertation sur le genre au sein de chaque agence à travers les réunions du management et celles des programmes, l'association du personnel et les retraites mais aussi à l'occasion des événements spéciaux (journée des Nations Unies, journée mondiale de la Femme, du SIDA, de la santé, la Journée internationale de l'élimination de la violence à l'égard des femmes, etc.) pour faciliter la communication sur le genre pour l'ensemble du personnel et renforcer la visibilité du genre en matière de population et développement.

Le groupe thématique genre (GTG) a été créé à Djibouti en 2007 suite au besoin identifié par les chefs d'agences d'une meilleure coordination et échanges d'informations sur le genre afin de permettre une meilleure intégration du concept dans toutes les interventions du SNU à Djibouti.

Le GTG est composé essentiellement des points focaux genre qui y représentent leur agence respective. Le Ministère de la Promotion de la Femme, en tant que point focal gouvernemental, est également membre du groupe. Il est prévu d'impliquer les partenaires nationaux aux réunions du groupe en fonction des activités qui seront à l'ordre du jour du plan de travail du GTG. Le GTG dispose de termes de référence et d'un plan de travail annuel. Les tâches qui lui sont assignées sont les suivantes :

- Renforcer les capacités du personnel (management et staff) du Système des Nations Unies et de ses partenaires nationaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) sur les questions de genre.
- Promouvoir l'incorporation effective d'une perspective sexospécifique dans les politiques, programmes et projets du Système des Nations Unies et de ses partenaires nationaux et dans les autres groupes thématiques.
- Créer un lieu d'échanges réguliers d'informations et d'expériences sur l'instauration de l'égalité des sexes.

- Renforcer la coordination à l'échelle des Nations Unies en promouvant et en exécutant des projets et des programmes conjoints portant sur l'égalité des sexes.
- Mobiliser des ressources pour la mise en œuvre des activités liées aux questions du genre.
- Appuyer le gouvernement dans le suivi et la mise en œuvre des recommandations issues des conventions internationales pour la promotion de l'égalité des sexes.

Le GTG est jugé comme un mécanisme important et pertinent pour la coordination des actions du SNU dans le domaine genre, population et développement mais, à l'instar du mécanisme point focal genre (PFG), il gagnerait à être renforcé sous certains aspects pour plus d'efficacité.

Les contraintes à l'efficacité du GTG telles qu'identifiées dans l'évaluation de 2008, se situent à deux niveaux : opérationnel et stratégique.

- **Sur le plan opérationnel**, les contraintes sont liées : (i) aux ressources humaines qui composent le GTG, en l'occurrence les points focaux genre, dont les problèmes de position, de disponibilité, de charge de travail et de capacité tels qu'analysés plus haut influent négativement sur le fonctionnement régulier du GTG, (ii) aux choix des activités du GTG qui doivent être davantage fédératrices afin de garantir l'intérêt et l'engagement effectif de chaque agence à contribuer techniquement et financièrement à leur exécution et, (iii) à la non clarification du niveau de responsabilité du GTG vis-à-vis de ses membres, du management et des partenaires.
- **Sur le plan stratégique**, les contraintes sont situées au niveau du management du SNU. Il apparaît de l'avis de plusieurs interlocuteurs que la volonté manifestée du management de soutenir la promotion du genre et son institutionnalisation ne se reflètent pas sur la gestion et la supervision des mécanismes mis en place à cet effet. Il y a comme un relâchement dans la pratique avec comme conséquences : (i) l'absence de visibilité du genre dans l'échelle des priorités de l'agenda respectif de chaque chef d'agence incluant des objectifs et des résultats attendus clairement définis pour le genre ; (ii) la faible mobilisation de ressources ; (iii) l'absence d'une orientation politique claire à travers la formulation d'une stratégie commune d'institutionnalisation où seraient explicitement définies les modalités d'intervention, de coordination, de communication, de plaidoyer, de renforcement des capacités et de suivi - évaluation ; (iv) l'absence de lien entre le GTG et l'UNCT, en particulier l'absence actuelle de présidence effective (vacances de la présidence) et la non représentation de sa présidence par intérim au sein de l'UNCT.

Le management gagnerait en efficacité à sortir le genre de sa « position d'exception » pour l'insérer de manière claire sur l'échelle des priorités d'actions des institutions. Il est proposé, à ce titre, que le genre, en tant que priorité institutionnelle, figure en bonne place et de manière permanente à l'ordre du jour des réunions de l'UNCT. Une telle démarche aurait pour avantage de faciliter l'harmonisation des interventions au niveau du SNU et en direction des partenaires, de renforcer la complémentarité et le partenariat mais aussi de permettre à chaque chef d'agence d'être informé en temps réel, de prendre les décisions au moment opportun et de pouvoir juger à tout moment des résultats en matière d'égalité de genre et d'en rendre compte. Les partenaires accompagnant le processus, notamment **l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)**, devra au préalable contribuer à la planification et la réalisation d'un Recensement national de l'agriculture (RNA), et appuyer le MAEPE - RH à instituer un département ou unité en charge des statistiques agricoles, avec une ventilation des données tenant compte du genre dans les Plan d'actions du MAEPE-RH et dans les cadres de performance des programmes et projets financés dans le domaine agricole et du développement rural. D'autres organisations des Nations Unies notamment **le PNUD** et **le FEM**, appuient également le secteur.

Les partenaires techniques et financiers intègrent dans leurs interventions sur le plan national dans le domaine agro – sylvo - pastoral et halieutique des indicateurs quantitatifs relatifs à la proportion de femmes bénéficiaires des actions de leurs programmes et projets. Ils peuvent également contribuer en intégrant les indicateurs qualitatifs pouvant permettre la réduction des inégalités et une réelle autonomisation économique et décisionnelle des femmes. Les partenaires techniques et financiers comme **le FIDA, la Banque Mondiale, la BAD, la BID, l'Union Européenne, l'AFD et l'USAID**, ainsi que les pays donateurs comme **le Japon, la Chine, la Turquie** appuient le secteur agricole dans le domaine de la mise en œuvre des programmes et projets.

5.1.2 Les autres structures gouvernementales

Outre le MFF et le MAEPE - RH, plusieurs autres départements ministériels, comme le Ministère en charge de l'Environnement, le ministère de l'Énergie, le Secrétariat d'État chargé de la Solidarité Nationale et des Affaires Sociales, avec l'ADDs, sont impliqués dans la promotion du genre dans le secteur agricole et le développement rural. Le secteur agricole et le genre étant des domaines transversaux, une meilleure attention doit être accordée à ces questions par les autres Départements ministériels.

5.1.3 Les Organisations de la Société Civile

Plusieurs organisations de la société civile concourent de manière directe ou indirecte, à travers différentes actions, à la promotion du secteur agricole en prenant en compte les préoccupations des couches vulnérables et notamment les femmes. Elles œuvrent au renforcement des capacités productives (amélioration de l'accès à la terre, au crédit, aux matériels et autres facteurs de production, etc.) et à la promotion d'un cadre de vie adéquat exempt de violences ou de toute forme d'abus. Il s'agit en particulier de :

- ✧ **L'Union Nationale des Femmes de Djibouti (UNFD)** : ONG présidée par la première Dame du pays, dont l'objectif est « d'œuvrer pour l'amélioration au quotidien du bien - être des femmes djiboutiennes en luttant contre l'analphabétisme, les mutilations génitales féminines, la pauvreté par le biais du microcrédit.
- ✧ **La Ligue Djiboutienne des Droits de l'Homme (LDDH)** : créée en 1999, la ligue conduit de nombreuses activités pour la promotion des droits humains dans le pays. C'est le point focal de la campagne « Africa for Women's Rights ».
- ✧ **L'Union des Femmes de Dikhil** : association porteuse d'un projet de construction et équipement local pour les femmes artisanes (atelier, stockage, expovente) à Dikhil-ville (financé par la collectivité).
- ✧ **ATU YOO FAN** : lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité des femmes. Domaines d'action : renforcement des activités féminines, promotion de l'éducation et santé.
- ✧ **IRIS** : Association proposant une assistance juridique et judiciaire aux femmes.
- ✧ **Oui à la Vie** : Association proposant assistance aux personnes porteuses du VIH/SIDA vivant à domicile.
- ✧ **IFTIN** : Association prêtant assistance aux personnes hospitalisées vivant avec le VIH/SIDA.
- ✧ **Association Al Biri** : Soutien aux veuves et aux orphelins.
- ✧ **Association Bender Djedid** : Soutien aux veuves et aux orphelins.

- ∞ **ONG internationales intervenant sur le genre** : ONG Tostan : créée en 1991, l'ONG Tostan a développé un programme original d'action non - formelle appelé le Programme de Renforcement des Capacités Communautaires (PRCC). Tostan s'implante au Djibouti en 2007, et anime désormais 33 centres de formation. En 2011, l'ONG a connu un grand succès avec l'organisation en juillet 2011 de la première déclaration publique d'abandon de l'excision réunissant 92 communautés à Djibouti.

5.1.4 Le Secteur Privé

Le secteur privé est composé d'entreprises créées dans un but lucratif et qui contribuent à la production et à la distribution des biens et services. Ces entreprises sont source de création d'emploi aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Elles génèrent des revenus, contribuent à l'accès de la population aux produits agroalimentaires locaux et aident à la transformation du niveau de vies des populations urbaines et rurales. On peut citer entre autres, les parcs à bétail national et régionaux ; le Centre d'exportation du bétail ; le port de pêche

5.1.5 Les Organisations Paysannes

Les productrices et producteurs Djiboutiennes s'organisent en vue de s'occuper des questions liées à l'accès aux intrants, à la commercialisation, à l'accès au foncier, au financement de l'agriculture et aux lois en faveur de la professionnalisation agricole. Plusieurs structures mixtes ou féminines travaillent sur le terrain.

6 Évaluation genre de la mise en œuvre et des impacts du PNIASAN

6.1 Les questions critiques et les résultats du PNIASAN

L'évaluation des résultats de la mise en œuvre des programmes et projets du PNIASAN révèle que de très grands efforts ont été consentis par l'État dans l'axe prioritaire « Assistance aux populations vulnérables » (Piliers 1 et 2 du PDAA « Gestion des Terres et des Eaux » et « Fourniture de produits vivriers et lutte contre la faim ») du PNSA 2012 - 2017, par le nombre de projets et les financements mobilisés³⁴ auprès des partenaires du développement, pour : (i) la mobilisation des eaux de surface et souterraine, (ii) le renforcement des moyens de subsistances locaux et services sociaux, et (iii) le renforcement des capacités de production (diversification) et de la productivité des sous - secteurs de l'agriculture, l'élevage et de la pêche, à travers 6 projets financés à hauteur **175,451 millions US.\$** (75,6% des financements planifiés) sur 20 interventions planifiées (programmes et projets) dans la période 2011 à 2017, **pour 69,248 millions US.\$**. Notons que d'autres programmes ont été mobilisés durant la période. Durant la période de 2011 à 2017, près de 508,5 millions de dollars sont investis dans la résilience à la sécheresse sur financement extérieur. Comme dans les investissements publics, l'analyse des financements des partenaires au développement montre que les investissements les plus importantes (environ 51% des investissements) sont orientés dans le PIA 3 « Moyens de subsistances locaux et services sociaux ». Le PIA 1 « Environnement et Ressources naturelles » et PIA 2 « Accès aux marchés, commerce et services financiers » représentent respectivement 28.9% et 17% des investissements. Pour l'année 2017 près de 109 programmes sont actuellement en cours dans le domaine de la résilience pour près de 20 bailleurs de fonds. (Voir annexe 1 détail). Il s'agit de la :

- Construction du barrage de Sadai (Projet PROMES - GDT) : i) hauteur totale de 8,5 m, ii) une longueur du barrage de 200m, iii) volume de la retenue de 311 233 m3.
- La construction des seuils de ralentissement (8 DRSLP I, 23 PAAA = Projet de Soutien à l'adaptation au changement climatique des communautés rurales en régions montagneuses de Djibouti).
- La construction des citernes enterrées de 100m3 (32 projets PRODERMO, 16 Projet SHARE 2 et DRSLP I, 10 PAAA).
- Construction/Réhabilitation de 17 retenues d'eau (7 projets PRODERMO, 4 projets SHARE, 5 projets, PROGRESS et 1 projet DRSLP I).
- Réhabilitation des puits (76 DRSLP I, 48 PAAA).
- Construction de 17 forages profonds (4 projets PRODERMO, 2 projets DRYLAND, 5 projets Bara MHUE, 1 projet PAAA, 3 PTH).
- Modélisation de cinq systèmes aquifères dans les régions de l'intérieur de la république de Djibouti (Ali Sabieh, Dikhil, Tadjourah, Obock et Arta) et Évaluation de l'impact conjoint du changement climatique et des activités humaines sur la disponibilité actuelle et future et la durabilité des ressources en eau souterraine.
- Formation sur la modélisation des systèmes aquifères.

³⁴ Au cours de la période 2011-2016, sur 22 projets d'un budget global de 148 millions USD planifiés 7 programmes spécifiques d'environ 62 millions USD (soit 42% des investissements planifiés) ont été mobilisés.

Toutes les infrastructures susmentionnées ont facilité la disponibilité de l'eau dans les zones rurales et ont considérablement réduit la distance de parcours. Les moyens de subsistance sont améliorés et d'autres sont planifiés.

Parmi les interventions portant sur la gestion des parcours et des sols on peut citer :

- **La création d'une pépinière à Adailou pour la production et la multiplication des plants et d'un atelier de confection des gabions (PAAA).** Les plants de la pépinière seront utilisés pour le reboisement et la régénération des parcours pastoraux mais aussi au niveau des jardins.
- **La plantation des arbres** qui a débuté lors du lancement de la Journée Nationale de l'Agriculture du 16 novembre 2015 se poursuit dans la capitale et les 5 régions de l'intérieur avec la mobilisation de la population et de la société civile, et ce afin d'atteindre l'objectif de 600.000 plants (DESV). La plantation de 800 arbres (PAAA).
- **Échange intercommunautaire dans les districts d'Ali-Sabieh et de Dikhil**, à laquelle 25 bénéficiaires ont participé. Cette mission avait pour but de les former : à l'intégration agriculture - élevage, à l'aménagement d'un périmètre agricole irrigué, au démariage des palmiers dattiers, et des outils pour greffer les arbres fruitiers, sur la transformation du lait, sur la conduite des palmiers dattiers et sur la multiplication des dattiers (démariage des rejets des pieds mères) et enfin sur le greffage des arbres fruitiers (agrumes et jujubier à gros fruits), pour refléter parfaitement les priorités et les besoins des communautés en renforcement de capacités et l'appui aux agropasteurs des zones du projet (PAAA).

6.1.1 Les lacunes et opportunités de Sécurité alimentaire et de Résilience à la Sécheresse

Djibouti est spécifiquement vulnérable aux changements climatiques et leurs impacts sont toujours plus graves d'autant que les victimes et les services du gouvernement sont peu préparés, ce qui est malheureusement bien encore le cas aujourd'hui. Ainsi, pour limiter les logiques d'assistanat plaçant les ménages dans une dépendance durable non soutenable à terme, il avait été défini des priorités dans les investissements du Budget de l'État en particulier : (i) le Système d'Alerte Précoce, (ii) Recherche - Partage des Connaissances et Transfert des technologies (iii) Aspect Genre.

6.1.1.1 Système d'alerte précoce : Un des éléments clé pour juguler les catastrophes en milieu agro - pastoral est la mise en place d'un dispositif renforçant les capacités de prévision, de prévention et de gestion des crises conjoncturelles qui affectent le mode de vie rural : le Système d'Alerte Précoce.

6.1.1.2 Recherche - Partage des connaissances et Transfert des technologies : La République de Djibouti est confrontée à des sécheresses chroniques de plus en plus fréquentes en relation avec le changement climatique et ne dispose ni d'un référentiel scientifique et technique pertinent pour des réponses adéquates, ni d'un système de vulgarisation adapté à cette problématique.

6.1.1.3 Aspect Genre (femmes et jeunes) : Les femmes Djiboutiennes souffrent de disparités considérables et leur participation aux prises de décision reste marginale, en dépit de certains efforts faits par les autorités pour créer un cadre juridique plus favorable à l'épanouissement de la femme. Malgré le lancement du produit « le crédit jeune diplômé » par le Fonds de Développement Économique de Djibouti, le chômage des jeunes reste une très grande préoccupation. Le facteur de dominance traditionnel prédomine encore dans les communautés rurales. Cependant, la décision de procéder dans leurs communautés est l'une des questions les plus importantes. Les systèmes de production actuels dans les conditions difficiles du pays (faibles précipitations, sols peu productifs, élevage généralement pastoral et extensif) ne peuvent permettre aux populations rurales démunies et soumises aux aléas climatiques ni de s'alimenter de manière adéquate en recourant à leur seule production ni de disposer de ressources financières suffisantes. La seule intensification des productions, lorsqu'elle est possible ne peut leur permettre d'assurer ni une garantie d'un niveau nutritionnel

convenable, ni les moyens financiers pour l'achat de denrées alimentaires sur les marchés. La recherche de solutions additionnelles est donc indispensable. Les interventions prévues dans le DPP ciblaient principalement :

- ✖ La promotion des jardins familiaux pour les femmes.
- ✖ Appuis multiformes aux femmes vendeuses de poissons et aux avicultrices.
- ✖ Organisation des femmes en coopératives pour qu'elles puissent pouvoir s'approprier la gestion de toutes les activités dont elles auront la charge.
- ✖ Les interventions nutritionnelles devront être orientées d'avantages vers les femmes et les jeunes.
- ✖ La multiplicité des points d'eau permettra un allègement de la corvée eau.
- ✖ Les femmes doivent être associées plus à la gestion des ouvrages d'eau et des autres infrastructures communautaires à travers les Comités de gestion.

6.1.2 Mécanisme d'implication et de rétroaction aux populations et communautés concernées

Le mécanisme de rétroaction utilisé par les communautés concernées se fait par le biais de réunions régulières, d'entretiens et de collecte d'informations lors des visites régulières effectuées par le personnel du projet dans les zones de projet. Dans cette perspective, les communautés font leurs commentaires lors de leurs réunions régulières et informent les perspectives de la population pour l'impact et les lacunes des interventions individuelles. Les communautés sont consultées pendant tout le cycle du projet (à l'évaluation, lors de la mise en œuvre et enfin dans suivi et de l'évaluation). Au cours de l'évaluation, les communautés identifient leurs besoins et leurs idées sont incorporées dans les documents du projet. Les communautés suivent donc les composantes lors de la mise en œuvre. Un autre mécanisme consiste à mener des entretiens de différents groupes sociaux communautaires (aînés, femmes et jeunes) pour étudier les répercussions des interventions sur les moyens de subsistance des groupes bénéficiaires. Dans ces entrevues, les informations sont recueillies dans des questionnaires d'entrevue et les commentaires sont reçus de la réponse des groupes sociaux. Ensuite, ils sont compilés dans un rapport et les recommandations sont rédigées à partir des réponses.

7 Aperçu des réalisations du PNIASAN sur l'égalité entre les sexes

7.1 Tendances générales, les lacunes et les défis

Les tendances et enjeux dans un avenir proche se concentrent sur :

- La performance de l'irrigation et la compétition ou la gestion intégrée avec d'autres secteurs, les perspectives de progrès, les limites ou possibilités de développement et la gestion de l'irrigation.
- Les changements institutionnels.
- Les impacts des changements politiques survenus récemment dans la gestion des ressources en eau et l'irrigation, des changements par intégration de l'irrigation à d'autres secteurs, et du nouveau rôle de l'irrigation dans la production et la sécurité alimentaire.
- Une politique éventuelle de lutte contre les catastrophes naturelles.
- Des politiques de financement des infrastructures d'irrigation et la participation des bailleurs de fonds.
- Les impacts des initiatives internationales sur les politiques nationales.
- Les tendances à long terme se concentrent sur les besoins en eau totaux et les principaux facteurs qui pourraient influencer l'utilisation d'eau agricole et d'irrigation.

Le Code de la Famille, promulgué en 2002 est en application depuis 2003 après une très large campagne de vulgarisation et le MPF soucieux de connaître l'impact de l'application du Code de la Famille a diligenté en 2008 une étude sur son impact. Celle-ci a tiré au clair, comment les hommes et les femmes de même que les magistrats chargés de l'application du Code de la Famille ont accueilli cet instrument juridique à travers lequel le citoyen djiboutien peut s'identifier. L'étude a fait ressortir aussi comment les djiboutiens ont perçu le changement du pouvoir marital, les dispositions qui suscitent le plus de résistance (comme par exemple la polygamie vue par les femmes), celles qui soulèvent le plus de débat comme le partage des charges du ménage ou de l'autorité au sein de la famille ou encore celles qui provoquent le plus de rejet. En somme l'étude d'impact sur le Code de la Famille a mis en exergue que la codification des règles relatives à la famille nucléaire a abouti à une prise de conscience des liens issus du mariage.

Malgré les efforts accomplis par la DISED, la production des données statistiques³⁵ reste encore insuffisante pour assurer un suivi adéquat des évolutions sociales et économiques du pays, et le secteur agricole et développement rural connaît une carence criante. Bien que les enquêtes prévues, EDAM - IS3, EBC 2013 et EDIM - 2, aient pu être réalisées en 2012 et 2013, cela n'a pas servi énormément à affiner la présente analyse de la situation de la femme dans le secteur agricole et le développement rural. L'élaboration de la PNG et du PNIASAN a souffert de cette lacune et n'a pas permis de fixer des résultats à atteindre avec des indicateurs pertinents capables de mesurer l'évolution de la situation. Pour pallier à cette situation un module³⁶ « agriculture, élevage et pêche » a été introduit dans l'EDAM4 - IS 2017 par la DISED. Les thématiques et les questions de ce module devraient permettre de disposer d'informations et de données statistiques fiables et récentes sur la situation du secteur

³⁵ Selon « l'indicateur de capacité statistique » mesuré par la Banque Mondiale, Djibouti obtient une note de 40 sur 100, contre une moyenne de 65 dans les pays en développement.

³⁶ EDAM 2017-Section 11. Agriculture, Elevage, Pêche Et Exploitation De Forêt.

agricole et du développement rural et d'évaluer le niveau de participation et de contribution de la femme djiboutienne dans ce domaine. Pour être maîtrisé par un pays, un système de S&E doit être lié au plan de développement national et intégré dans les opérations et la culture des institutions gouvernementales. Un renforcement de capacités institutionnelles et opérationnelles de la DISED s'avère plus que jamais nécessaire pour disposer d'une production périodique d'informations statistiques alimentant les différentes bases de données.

8 Conclusions et recommandations

8.1 Conclusions

La transition³⁷ des OMD aux ODD a orienté les pays africains dans la révision de leurs stratégies nationales de développement et a par conséquent modifié l'orientation des programmes de développement et des investissements. Alors que les objectifs du millénaire tenaient compte des moyennes nationales pour mesurer les progrès accomplis, les ODD devront déterminer si le développement est équitable, pertinent et durable. L'évaluation des progrès accomplis vers les ODD exige une évaluation de l'équité, de la pertinence et de la durabilité de ces progrès. En outre, pour que le développement soit inclusif et ne laisse personne en marge, il faut tenir compte des principes et des normes relatifs aux droits de l'homme. L'agenda 2030 pour le Développement Durable appelle à un suivi et une revue des processus qui examinent les progrès en vue de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Ces processus sont nécessaires aux niveaux international et régional, mais surtout au niveau national. Les défis liés à ce changement de paradigme soulèvent les questions suivantes : (i) Les évaluateurs sont-ils suffisamment équipés/outillés pour aborder l'ensemble des problèmes (et en comprennent-ils véritablement les enjeux) ? (ii) Les systèmes et les critères d'évaluation utilisés par les pays sont-ils capables de répondre à la complexité des ODD et les moyens mis en œuvre pour les réaliser ? En bref, comment les pays africains devraient-ils modifier leur système et méthode d'évaluation des résultats de leurs politiques, stratégies et programmes de développement afin de s'adapter à l'ère des ODD ?

Pour être utiles au maximum aux décideurs politiques et aux citoyens, ces processus de revue doivent intégrer de rigoureuses évaluations menées au niveau national, qui examinent la mise en œuvre et l'effectivité des politiques et des programmes, et produisent des preuves probantes justifiant les prétendus progrès. Actuellement, il y a un accent particulier sur comment mesurer les progrès en utilisant des indicateurs, mais l'évaluation doit aller au - delà de la mesure, pour apprécier si les progrès sont équitables, pertinents et durables. Ces évidences vont aider à démontrer la redevabilité du secteur public et à accélérer des changements en mettant l'attention sur l'amélioration de l'apprentissage et de l'innovation.

Cette évaluation du Genre dans le secteur agricole et le développement rural permet, d'une part d'avoir une situation de référence du niveau de prise en compte du concept genre dans la planification du développement national, à travers les politiques et stratégies, les plans d'actions et programmes d'intervention sectoriels, de mesurer d'autre part, la disponibilité d'informations et de données statistiques fiables ventilées selon le sexe, pouvant permettre de faire une évaluation juste de l'évolution de l'intégration effective et de la contribution de la femme djiboutienne au développement socio-économique du pays.

De nombreux obstacles, difficultés et contraintes perdurent et s'opposent à l'amélioration du statut de la femme djiboutienne. Il s'agit du poids de la tradition ou de la culture, de la méconnaissance du concept genre par l'ensemble de la société qui ne permet pas son intégration dans le processus de planification du développement, du caractère non opérationnel du mécanisme de pilotage et de suivi de la mise en œuvre intersectorielle de la Politique Nationale Genre (PNG), à travers le Comité National de Pilotage interministériel et un Comité Technique intersectoriel de Suivi & Évaluation.

³⁷ Agenda 2030

Une autre contrainte de taille réside dans la nature des relations entre le MFF et les points focaux (PF) des cellules genre des ministères. D'une part, le MFF ne dispose pas encore de capacités financières et humaines suffisantes et adéquates pour la coordination, l'encadrement et le suivi des actions des PF qui restent ce faisant livrés à eux-mêmes.

L'analyse de la situation du niveau de financement des programmes et projets d'interventions prioritaires prévues dans la PNG pour la réduction des inégalités de sexe en matière de participation, l'accès aux ressources de production et de renforcement de l'autonomisation des femmes, et du suivi & évaluation de l'intégration systématique du genre dans les politiques, stratégies nationales de développement socio-économique révèle une forte dépendance à l'aide publique au développement des partenaires.

% du budget MFF dans le budget national et % des financements extérieurs pour la mise en œuvre des interventions prioritaires de la PNG ; % budget prévisionnel de la composante « Genre » dans l'axe prioritaire « Assistance aux populations vulnérables » du PNIASAN, % des fonds mobilisés pour les interventions prévues pour la mise en œuvre de la composante « Genre » du PNIASAN.

Mais, quand bien même les résultats en termes d'atteinte des objectifs de la PNG et du PNIASAN peuvent être faibles, il n'en demeure pas moins que le terrain est désormais fortement propice pour des avancées notables dans le futur, grâce aux nombreuses actions de plaidoyer et les interventions concrètes (alphabétisation, microcrédit, soutien au leadership et à l'entrepreneuriat féminin, etc.) pour la réduction des disparités et des inégalités de genre, menées par le MFF.

Les investissements planifiés du PNIASAN pour la période 2017-2022 représentent 487 millions de dollars. Les interventions prévues concernent principalement la mobilisation de l'eau, l'amélioration de la productivité de l'agriculture et de l'élevage, les services sociaux de base, l'amélioration de la disponibilité des aliments, la construction / réhabilitation des routes rurales et les activités liées à la diversification des revenus. Pour l'année 2017, les principaux projets lancés dans la précédente phase d'une durée d'exécution de 4 à 5 ans sont en cours pour 2017. Environ 112 projets (1 300 421 5400 US.\$) sont en cours d'exécution en majorité dans les cinq régions de l'intérieur. Quatre-vingt-sept (85) programmes sont mobilisés pour l'axe prioritaire « Moyens de subsistances locaux et services sociaux » pour améliorer la sécurité alimentaire et aider les communautés à atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 2, « Faim zéro », pour un budget global de plus d'un milliard USD ce qui représente environ 74.58% du budget alloué. Les activités prévues dans ces programmes sont destinées à encourager les femmes à accroître leur production alimentaire, à diversifier leurs moyens de subsistance et à faire évoluer les normes sociales.

8.2 Recommandations

Partant et capitalisant, la réelle prise de conscience de l'importance de la dimension genre au sein des différents ministères sectoriels, et surtout des progrès accomplis notamment par le Gouvernement djiboutien et le MAEPE -RH, en matière d'intégration du genre dans sa planification et intervention dans le secteur agricole et le développement rural, il convient de continuer à multiplier les actions de sensibilisation et de plaidoyer en vue d'ancrer la pertinence du concept de genre dans l'analyse du développement à Djibouti. Le défi majeur sera de relancer et renforcer le mécanisme des Cellules Genre afin de leur donner les capacités et compétences nécessaires pour jouer son rôle d'interface entre le MFF et les autres ministères. Il s'agira notamment de :

- ****** Institutionnaliser la cellule genre au sein de chaque ministère et la position du point focal au sein de son département : non seulement lui donner une position acceptée par tous (décret) mais également une place stratégique au sein de l'organigramme.

- *^{*} Mettre en place un plan de renforcement des capacités avec un système de formations continu tenant des faiblesses et lacunes des uns et des autres pour une mise à niveau de l'ensemble des points focaux.
- *^{*} Élaborer un plan d'action commun qui tienne compte des spécificités de chaque département avec des mesures de suivi-évaluation.
- *^{*} Établir un système de rencontres permanent pour des échanges et une mise en commun des expériences des uns et des autres.
- *^{*} Veiller à ce qu'il ait un mécanisme de vérification de l'intégration du genre dans tous les programmes et projets, dans tous les secteurs d'activités et à tous les niveaux (national, régional et local).

De plus, le MFF devra, en partenariat avec le MAEPE-RH :

- d. Rendre opérationnelle l'Observatoire du Genre, prévu dans la PNG, en mobilisant les ressources financières, humaines et matérielles requises.
- e. Solliciter un appui institutionnel auprès des partenaires pour soutenir et accélérer l'organisation et la mise en place des mécanismes opérationnels indispensables à l'exercice efficace de ses missions (coordination, concertation, appui-conseil, suivi, évaluation) de pilotage et de mise en œuvre de la PNG.
- f. Introduire le genre comme critère d'éligibilité des projets et programmes soumis au financement du budget national ainsi qu'aux fonds des partenaires techniques et financiers.

L'analyse portant sur les Politiques Publiques et sur l'Aide au Développement révèle que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont considérées par le Gouvernement comme une priorité indispensable à la promotion du développement économique et à la réalisation des ODD, notamment pour l'objectif prioritaire de réduction de la pauvreté. Néanmoins, les opportunités économiques offertes aux femmes demeurent insuffisantes actuellement, si on se réfère au lien direct qui peut être établi entre l'accroissement de leur taux d'activité et de leurs revenus et le recul de la pauvreté. Le financement et les diverses formes de crédit pour le développement d'activités économiques sont encore loin de s'adapter aux besoins spécifiques des femmes en tant qu'actrices économiques. Les femmes occupent la majorité des emplois du secteur informel, mais sont totalement exclues des mesures de sécurité sociale en vigueur. Or, les femmes appartiennent en grande partie à ces catégories et représentent 42% des chefs de ménage, mais elles ne bénéficient pourtant d'aucun filet ou mesure sociale spécifique. D'autre part, les moyens déployés pour obtenir l'égalité des sexes restent très limités. Les mécanismes en place et budgets alloués à la promotion des Droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes sont insuffisants et ne permettent pas de faire le suivi et l'évaluation des activités entreprises. Les femmes doivent donc être prises en compte dans toute stratégie de développement qui se veut efficace et vise au bien-être de la société dans son ensemble. Sans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes inscrites dans une approche basée sur les droits humains, les autres objectifs de développement ne pourront être atteints. À cette fin, il est indispensable de :

- 4. Renforcer le Suivi & Évaluation de la mise en œuvre de la politique et des programmes de soutien à l'amélioration de la participation féminine et de réduction des facteurs des inégalités entre les sexes.
- 5. Assurer la production et la diffusion d'information sur l'égalité de genre.
- 6. Créer un fonds spécial « Genre et Développement ».

L'adoption de l'approche axée sur l'égalité homme - femme dans les Programmes et Projets de développement n'est pas seulement un processus visant l'inclusion des femmes dans les actions. C'est aussi un processus permettant de faire participer les femmes comme les hommes à la préparation et à la mise en œuvre d'actions pour la réduction de la pauvreté et l'élargissement des opportunités économiques et sociales pour tous et toutes dans le respect des droits fondamentaux et de la dignité de la personne humaine. Aussi, à ce niveau, les recommandations ci – après sont faites :

- ◆ La recherche de l'égalité des sexes doit être appuyée à l'échelon national et à l'échelon local du développement afin d'obtenir les résultats souhaités.
- ◆ Diverses actions devront être graduellement mises en œuvre partout sur le territoire en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.
- ◆ Et il faudra agir simultanément dans les sphères politico-administrative, économique, et socio-culturelle du développement.
- ◆ À court terme, il faut mettre en œuvre rapidement des projets concrets de développement améliorant le cadre et le niveau de vie des femmes.

Dans le domaine de la diversification et de l'intensification de la production agricole, et de développement des produits agricoles déjà amorcé, il est recommandé de :

9. Renforcer l'encadrement des pratiques de l'agriculture et de l'élevage pour mieux soutenir les producteurs.
10. Améliorer la gestion des ressources dans une perspective de développement durable et,
11. Diversifier et intensifier la production.
12. Développer le potentiel d'expansion et de diversification de l'agriculture et de l'élevage, ceci constituerait un avantage stratégique extrêmement intéressant pour la modernisation et la dynamisation de l'agriculture et de l'élevage et ce vu la diversité des milieux associés à la diversité de la topographie, des types de sols et du climat.
13. Amener toutes les parties prenantes et acteurs du secteur à absolument nécessairement prendre en considération les limitations et la fragilité actuelle des ressources disponibles dans la planification de leur développement
14. Amener toutes les parties prenantes et acteurs du secteur à prendre des mesures pour les protéger et préserver les ressources.
15. Renforcer les capacités les parties prenantes et acteurs du secteur, les connaissances acquises permettront d'identifier les principaux enjeux et opportunités relatifs aux ressources et aux activités, de dresser des plans de développement locaux, de définir le cadre règlementaire pour les différentes zones agricoles et de mettre en place les balises et les outils qui permettront de bien gérer et de faire le suivi des activités du secteur dans son ensemble.
16. Privilégier le développement prioritaire des filières répondant à la demande locale (goyave, manque, melon, céréales, fourrage, élevage), jouant ainsi un rôle important dans la sécurité alimentaire des ménages ruraux et urbains. Cependant, le développement de filières à valeur ajoutée et à vocation commerciale doit être également envisagé dans l'optique d'une diversification de la production et des exportations.

Dans le domaine de la construction et de la réhabilitation des systèmes d'irrigation

- ☛ Il importe de promouvoir et de développer (et ce compte tenu des résultats obtenus) les différents systèmes existants associés à la maîtrise de l'eau, ceux qui existent ne suffisent pas à combler les du secteur agricole et du secteur de l'élevage. Aussi, les réseaux d'irrigation constituent une composante déterminante pour l'accroissement de la productivité des exploitations agricoles, et la modernisation de l'agriculture passe aussi par celle des systèmes d'irrigation. Depuis plus d'une quarantaine d'années, les tentatives de modernisation sont légion, malgré la mise en place du système de goutte à goutte.
- ☛ Le renforcement et l'extension des systèmes d'irrigation ainsi que la mise en place et l'application des mesures de gestion sont plus que nécessaire. Ceci du fait que la gestion des systèmes d'irrigation existants présente des lacunes significatives. Leur desserte ne couvre pas l'ensemble des zones agricoles nécessitant un apport en eau douce, et ils manquent généralement d'entretien de base. Ils sont souvent désuets, détériorés, ensablés ou ont été endommagés par l'érosion et les inondations périodiques qui sont associées aux pluies, notamment.
- ☛ Faire, toutefois, la construction et la réhabilitation des systèmes d'irrigation en prenant en compte les besoins spécifiques des différentes filières agricoles et de l'élevage selon une approche intégrée du développement du territoire par bassin versant, et en tenant compte des potentiels et limites d'exploitation des sources d'eau superficielles et souterraines. Les investissements seront consentis tant pour les infrastructures physiques que pour la mise en place et le renforcement des associations d'irrigants, notamment en matière d'opération et de maintenance des systèmes et incluant la collecte et l'utilisation de la redevance d'irrigation.

En concerne la diversification et l'intensification de la production animale

- ◆ Il convient aussi d'assurer le développement de l'élevage nomade en système agro-pastoral, selon le potentiel et les caractéristiques de chaque bassin versant, afin d'accroître le revenu des paysans et des paysannes et pasteurs / pasteures tout en contribuant à la restauration des bassins versants.
- ◆ Il s'agira de favoriser la production d'herbes et d'arbres fournissant du fourrage pour l'alimentation animale, ce qui permettra aux agriculteurs et agricultrices de s'assurer des revenus par la production caprine, de volailles (aviculture), de miel (apiculture) et de lait de vache.
- ◆ Enfin, une attention particulière devra être portée à l'amélioration du cadre légal de l'agriculture et du développement rural. À cet effet, un code rural intégrant les besoins différenciés des femmes et des hommes devra être conçu tout comme s'imposent les développements concernant l'irrigation et le drainage, la santé animale, la protection des végétaux, la réforme agraire et foncière ainsi que la sécurité alimentaire.

Par rapport à l'accès au matériel et aux intrants agricoles (ou l'aide au financement pour leur acquisition)

Comme, l'agriculture et l'élevage constituent un secteur de l'économie où les activités se pratiquent de manière presque exclusivement artisanale et comme c'est un secteur qui est peu structuré et organisé où la majorité des producteurs sont laissés à eux-mêmes, il est recommandé :

- ☞ Dans un premier temps, de mettre en œuvre des mesures d'appui direct, sous forme de distribution de matériel et d'intrants ou d'appui financier pour leur acquisition, et ce afin de moderniser et dynamiser ce secteur.

- ☞ Dans un second temps, il faudra penser à libéraliser progressivement le sous - secteur de l'approvisionnement en intrants et matériels agricoles. L'implication du secteur privé des affaires dans un processus de libéralisation du marché des intrants agricoles aura pour effet de dynamiser l'économie et réduire le fort engagement de l'État dans les opérations de distribution de semences et de fertilisants chimiques ; ce qui n'est pas sans conséquence sur le budget. Éventuellement, le marché des fertilisants et des semences sera assuré par des investisseurs privés qui agiront en libre concurrence.
- ☞ D'autres actions ou mesures d'aide spécifiques (implémentation et vulgarisation de paquets technologiques) seront identifiées par filière et par zone agricole homogène dans les travaux qui sont prévus dans l'objectif stratégique précédent. À court terme, il faut cependant dès maintenant prévoir une aide aux producteurs et aux productrices et planifier le futur.

En ce qui concerne la mise en place d'une chaîne d'entreposage pour les intrants nécessaires à l'entreposage et à la commercialisation des produits agricoles

La modernisation et la dynamisation de l'agriculture et de l'élevage nécessitent une disponibilité et un niveau d'accès adéquat aux intrants et aux infrastructures et équipements nécessaires à l'entreposage et à la commercialisation des produits agricoles. Aujourd'hui, les producteurs ne peuvent pas compter sur un approvisionnement régulier et opportun des intrants (semences, fertilisants, produits phytosanitaires, etc.), et ils sont souvent confrontés à l'achat d'intrants à des prix très élevés ou prohibitifs. Cette situation réduit la productivité et le revenu des producteurs. Elle contribue à leur vulnérabilité vis - à - vis les prix du marché, la variation des cycles climatiques et les épidémies qui nécessitent souvent une réaction rapide afin de mitiger les pertes de production.

- ☛ La mise en place d'une chaîne d'entreposage contrôlée, dont les équipements et installations seront situés stratégiquement et équitablement dans les différentes zones agricoles, permettra aux producteurs et éleveurs d'avoir accès : (i) à des intrants de qualité, diversifiés et adaptés aux conditions du milieu et aux types de cultures ; (ii) à un support technique pour les orienter dans le choix des intrants, leur utilisation et leur manipulation ; (iii) à des intrants dont les coûts auront été stabilisés ; et, (iv) à des stocks d'intrants nécessaires pour faire face à des situations d'urgence. Les niveaux de productivité et de rentabilité des récoltes augmenteront, ce qui permettra aux producteurs et éleveurs d'améliorer leur situation économique, leur condition de vie et leur accès aux services de base.
- ☛ Afin de couvrir l'ensemble du cycle de production agricole, il faut également mettre en place une chaîne d'entreposage des produits agricoles. Celle-ci permettra aux agriculteurs de mieux gérer leur production, de réduire leurs pertes, de renforcer leur position de négociation vis - à - vis les différents intermédiaires du marché et, par conséquent, d'accroître leurs revenus. Les consommateurs bénéficieront également d'un accès à des produits frais locaux de meilleure qualité. Enfin, la chaîne d'entreposage pour les intrants et les produits agricoles permettra de générer de nouveaux emplois associés directement à la gestion des installations.
- ☛ Dans certains cas, d'autres activités se grefferont aux installations prévues, telles des espaces pour le support technique et la formation ou des ateliers de réparation d'outils et de machineries agricoles générant à leur tour une dynamique de création d'emploi et de renforcement des capacités qui bénéficiera à l'ensemble des communautés rurales.
- ☛ L'implantation territoriale de la chaîne d'entreposage pour les intrants et les produits agricoles, et les caractéristiques propres à chacune des installations, ainsi que leur mode de gestion, seront définis de manière spécifique dans les plans de développement des différentes filières du secteur et des zones agricoles homogènes. Elles devront d'abord être localisées de manière à appuyer les filières les plus stratégiques pour le développement et la dynamisation

du secteur, et les plus porteurs en matière de création d'emplois et de génération d'une valeur ajoutée pour les produits de l'agriculture et de l'élevage.

- ☛ La promotion de l'entrepreneuriat féminin avec une politique de soutien à l'insertion économique des femmes qui participe de la croissance économique et de l'offre d'emplois.
- ☛ Une politique d'accompagnement et de concertation avec le secteur privé, l'appui ciblé devra viser la promotion de l'investissement privé dans les branches d'activités prioritaires, notamment les entreprises industrielles, agricoles et agroalimentaires ; le secteur touristique, de même que les services financiers, le transport et les communications, devront également faire l'objet d'une attention particulière.
- ☛ Il en est de même du renforcement de la scolarisation des filles dans les zones rurales des régions de l'intérieur du pays, et,
- ☛ De la promotion de l'égalité de genre dans l'enseignement supérieur et favoriser l'insertion des jeunes filles dans les filières scientifiques conduisant aux métiers du secteur de l'agriculture et du développement rural.

En ce qui concerne la gestion du développement et de l'aménagement local du territoire

- ☛ La mise en place de Comités Locaux de Développement et d'Aménagement du Territoire à l'échelon des localités rurales sera réalisée de façon à assurer, dès maintenant, la gestion conjointe du territoire par les services déconcentrés de l'administration gouvernementale et par les Collectivités Territoriales de base, ainsi que de favoriser la gestion inter institutions des services locaux. Ces Comités Locaux permettront, en outre, de structurer l'appui des services déconcentrés aux Collectivités Territoriales. Ces Comités Locaux gèreront l'élaboration et la mise en œuvre des schémas locaux de développement et d'aménagement du territoire à réaliser à l'échelon de chaque localité, ils gèreront aussi divers services inter institutions indispensables pour accroître les services à la population.
- ☛ De nombreuses interventions affectent un ou plusieurs aspects de l'autonomisation des femmes, délibérément ou non. Les aspects concernant le contrôle des femmes sur les revenus et leur charge de travail/le temps à leur disposition doivent être évalués sur les plans quantitatif ou qualitatif, pour assurer que l'intervention ne cause pas de préjudice aux femmes et n'impose pas de contraintes supplémentaires quant à leurs choix concernant les soins apportés aux enfants.
- ☛ Souvent, les Programmes sont conçus pour accroître le revenu des ménages, ce qui peut contribuer à une réduction de la pauvreté, mais il est aussi utile de mesurer le niveau d'augmentation des revenus au niveau des ménages, et il est également important de déterminer quels sont les membres du ménage dont le revenu a augmenté et la façon dont le revenu est dépensé.

Tableau n°43 : Types de projets d'investissement

Types de projets d'investissement.	Points d'entrée.	Autonomisation des femmes	Méthodes et indicateurs de mesure
------------------------------------	------------------	---------------------------	-----------------------------------

Développement agricole (vulgarisation, recherche, développement des superficies, intrants)	Intensification et Diversification des interventions d'appui dans l'agriculture, l'élevage et la pêche ; Vulgarisation; Champs - écoles paysannes.	Accroître l'accès des femmes aux ressources, ainsi que leurs savoir-faire et leurs revenus ; Réduire leur charge de travail et leur permettre d'économiser du temps. Accroître la productivité et la diversité des cultures, les subventions et les distributions alimentaires ; Développer les potagers familiaux. Augmenter les revenus découlant de l'addition de valeur et de l'expertise technique.	Trois méthodes utilisées dans diverses publications figurent (Enquête auprès des ménages ou au niveau des exploitations agricoles) : 1. Un simple comptage des espèces produites au cours des 12 derniers mois (cultures, plantes et animaux); 2. Indice de Shannon ; 3. Indice de Simpson. Accès et contrôle des femmes sur les ressources (ex. possession des terres/des biens).
Développement des filières (y compris la transformation des produits agricoles).	Stockage et transport ; Transformation et Commercialisation.	Améliorer l'accès équitable aux ressources et aux revenus. Renforcer le stockage, la transformation et la vente au détail des produits agricoles sur les marchés.	Revenus, ventilés par sexe, afin de refléter le contrôle exercé sur les revenus au sein du ménage
Développement piloté par la communauté/ développement social	Développement des institutions rurales Groupes d'entraide de femmes Renforcement des capacités. Activités sociales Installations communautaires Développement social/activités relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). Inclusion financière/activités de subsistance Activités génératrices de revenus.	Faciliter l'équité des processus décisionnels. Accroître l'accès des femmes aux ressources, ainsi que leurs savoir-faire et leurs revenus. Réduire leur charge de travail et leur permettre d'économiser du temps. Améliorer l'accès équitable aux ressources et aux revenus, et favoriser l'épargne et les investissements stratégiques.	Participation des femmes aux activités économiques. Il existe plusieurs méthodes pour élaborer des indicateurs permettant de rendre compte de ces concepts, y compris des enquêtes sur l'emploi du temps, des enquêtes qualitatives, ainsi que de nouveaux indices; voir le Tableau 7.6 pour plus de détails. Accès et contrôle des femmes sur les bénéfices (ex. revenus agricoles gagnés et contrôlés par les femmes)
Eau, irrigation et drainage	Irrigation et drainage Gestion de l'eau	Accroître la productivité et la diversité des cultures et la production de contre-saison ; Réduire le temps nécessaire pour obtenir de l'eau.	
Gestion des ressources naturelles / Foresterie / Environnement	Promotion de la biodiversité ; Initiatives gagnantes-gagnantes pour le climat et la nutrition ; Réhabilitation des sols.	Préserver la biodiversité pour la diversité de l'alimentation. Promouvoir les cultures et les espèces traditionnelles autochtones et sous-exploitées. Produits forestiers non ligneux (PFNL). Réduire les risques de catastrophes/les pertes de revenus liées aux catastrophes (résilience). Accroître l'accès aux ressources et aux revenus.	

		Réduire la charge de travail et économiser du temps.	
--	--	--	--

9 Annexes

Annexe n°1 : Cadre d'évaluation du PNIASAN de Djibouti

Annexe n°2 : Liste des Programmes et Projets spécifiques à la sécurité alimentaire et à la résilience des populations vulnérables

Annexe n°3 : Liste des personnes consultées/rencontrées

Annexe n°4 : Liste des participants à l'atelier de validation du rapport

Annexe n°5 : Article de presse sur l'atelier de validation du rapport

Annexe n°6 : Références et documents consultés.

ANNEXE N°1
CADRE D'EVALUATION GENRE DU PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE ET DE SECURITE ALIMENTAIRE
ET NUTRITIONNELLE (PNIASAN) DE DJIBOUTI.

L'évaluation de l'intégration du genre dans le PNIASAN s'est faite sur la base du système de notation genre de la FAO ci-dessous :

Légende : Le système de notation genre de la FAO (Gender marker) est basé sur les critères suivants pour l'analyse des résultats, des produits et des activités :

G0	Aucune prise en compte de l'égalité des sexes par le Produit, Service ou Activité
G1	Le Produit, Service ou Activité prend en compte l'égalité des sexes dans quelques dimensions
G2a	Le Produit, Service ou l'activité prend en compte les questions liées à l'égalité des sexes de manière systématique, mais ceci n'est pas l'un de ses principaux objectifs
G2b	L'objectif principal du Produit, Service ou de l'Activité est d'améliorer l'égalité des sexes et /ou l'autonomisation des femmes

Analyse globale genre des composantes du PNIASAN

Le PNIASAN 2012-2017 de Djibouti est structuré autour de trois (3) composantes prioritaires majeures comportant 4 sous-programmes et des projets spécifiques qui sont :

1. Composante « **Sécurité Alimentaire durable dans le cadre régional** » avec un projet portant sur le renforcement des capacités productives des fermes en concession à l'extérieur et un projet de mise en place d'une capacité de stockage stratégique (Stock de Sécurité Alimentaire).
2. **La composante « Assistance aux groupes vulnérables »** fondée sur 4 sous - programmes : (i) Développement Rural ; (ii) Genre. (iii) Mobilisation des ressources en eau en vue d'un développement hydro agricoles ; (iv) prise en considération des changements climatiques et 2 projets spécifiques et complémentaires visant le sous-secteur décisif de l'élevage : (i) sécurisation de la santé animale et (ii) projet d'une usine d'aliments du bétail ; et
3. **La composante « Création de nouvelles sources de croissance » avec 4 projets** visant le développement de filières correspondant aux trois sous-secteurs les plus porteurs d'espoir : (i) viandes et dérivés ; (ii) exportations de produits halieutiques ; (iii) la phoeniciculture ; et iv) un projet de mise en place d'un laboratoire national de contrôle et de certification confortant le développement des filières.

Sont également prévu, des Projets spécifiques au renforcement des capacités et des moyens des structures institutionnelles du MAEP/RH pour assurer une mise en œuvre harmonieuse et efficiente du Programme.

L'ensemble des interventions prévues dans le PNSA 2012-2017 est constitué de 26 Projets dont 16 pour la mise en œuvre des composantes « *Assistance aux groupes vulnérables* » et « *Création de nouvelles sources de croissance* ». Dans la mobilisation des financements pour la mise en œuvre, tous ces projets n'ont pas été financés par les partenaires selon comme prévu dans les fiches de projets du PNIASAN.

Nous avons recensé **18** Programmes et Projets spécifiques³⁸ à la sécurité alimentaire et à la résilience des populations vulnérables, mis en œuvre ou en exécution dans la période 2012-2017, dans le cadre du PNIASAN 2012-17 et du DPP 2012-17, avec l'appui technique et financier des partenaires du développement à Djibouti.

Intitulé Programme/Projet	Composante & Sous - Programme du PNIASAN 2012-2017	Bénéficiaires cibles / Genre	Notation globale genre selon le système de notation ci-dessus	Commentaires
Programme de Mobilisation des Eaux de Surface et Gestion Durable des Terres (PROMES-GDT) – 2008 à 2014	Composante II : • Sous-programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole"		G0: Gender equality not targeted	
Projet de Développement Rural Communautaire et Mobilisation des Eaux (PRODERMO)	Composante II • Sous-programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole". • Sous-programme Développement rural.	Les groupes cibles du projet sont 3.000 ménages (1.000 à Obock et 2,000 à Dikhil) soit environ 18.500 petits éleveurs, femmes et pêcheurs.	G0 : Gender equality not targeted	
Programme de Résilience à la Sècheresse et de Développement des Moyens de Subsistance Durable des Pays de la Corne d'Afrique (DRSLP I et DRSLP III).	Composante II : • Sous-programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole". • Sous- programme Développement rural. Sous- Programme Genre.	Les bénéficiaires cibles du programme sont : a) Les éleveurs nomades et les agro-éleveurs soit environ 10 000 ménages ; b) L'ensemble de la population de Djibouti qui bénéficiera de l'amélioration de l'offre des produits agricoles, halieutique et animaux.	G2a: Gender equality targeted in output and activities.	L'initiation d'activités génératrices de revenus (construction de 27 poulaillers dans les régions de l'intérieur et la distribution des pondeuses, d'alimentation de volailles et des produits vétérinaires « aviculture » DRSLP I BAD) a permis la création d'emploi pour 135 femmes.
Projet d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement en milieu Rural et des Centres secondaires (PAEPARC).	Composante II : • Sous-programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole". • Sous-programme de Développement rural.	Les groupes cibles concernés par le programme sont les populations rurales et urbaines des localités ciblées : environ 216 000 habitants.	G0 : Gender equality not targeted	
Programme d'Appui à la Réduction de la Vulnérabilité dans les zones de Pêches côtières (PRAREV-PÊCHE)	Composante II : • Sous- programme Développement rural.	Les groupes cibles du programme sont 15 300 ménages soit environ 107 000 habitants, dont 1000 pêcheurs et 500 revendeuses de poissons (promotion des chaînes de valeurs des produits de la mer).	G1: Gender equality targeted in output and activities	

³⁸ Annexe n°2 : Liste des Programmes et Projets spécifiques à la sécurité alimentaire et à la résilience des populations vulnérables

Projet de Renforcement des Moyens de Subsistance et de Réduction de la Vulnérabilité des Communautés pastorales en République de Djibouti (PRMSRVCP)	Composante II : <ul style="list-style-type: none"> Sous-programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole". Sous-programme de Développement rural. 	Les groupes cibles du programme sont Populations des deux localités ciblées, environ 10 000 habitants au total. Les principaux indicateurs de performance du projet sont : (i) augmentation des productions agricole, animale et halieutique ; (ii) amélioration de l'accès aux soins de santé et à l'éducation et réduction de la mortalité maternelle et infantile.	G1: Gender equality targeted in output and activities	
Projet de mise en œuvre des techniques d'adaptation des écosystèmes fragiles des plaines centrales de Djibouti. 2015-2018 – FEM (US\$ 7,37 millions).	Composante II : <ul style="list-style-type: none"> Sous-programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole". Sous-programme Changement climatique. Sous- programme Développement rural. Sous- programme Genre. 	Les bénéficiaires cibles des interventions du projet sont les familles d'éleveurs et d'agropasteurs de la plaine de Hanlé et de la plaine littorale de Tadjourah. Les interventions agropastorales profiteront directement à 250 familles (~ 1 500 individus). Il est également prévu d'offrir aux femmes des formations, des matériels et des moyens de subsistances pour les activités alternatives (artisanat et aviculture) prévues dans la composante 3.	G1: Gender equality targeted in output and activities.	L'égalité des sexes est définie dans le document du projet comme la participation égale des hommes et des femmes aux activités du projet. Il est prévu de surveiller la proportion de femmes impliquées dans les activités pendant l'exécution du projet (indicateurs sur le nombre de participants aux formations et ateliers, et sur le nombre de bénéficiaires des matériels et moyens de subsistance). Les décisions des intervenants relatives aux activités du projet ne seront effectuées qu'avec une représentation suffisante des femmes.
Projet d'adaptation des communautés rurales des zones montagneuses aux changements climatiques.	Composante II : <ul style="list-style-type: none"> Sous-programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole". Sous- programme Développement rural. Sous-programme Changement climatique. 	Les bénéficiaires cibles du projet sont les familles de pasteurs et d'agropasteurs d'Adailou dans la Région de Tadjourah et d'Assamo dans la Région d'Ali Sabieh, principalement les ménages dont les moyens d'existence ont été affectés par les conséquences des effets des changements climatiques (sécheresse, inondation).	G2b: Gender equality targeted in outcome 2 (indicator 5) and outcome 3 (indicators 3 and 5)	
Projets de renforcement des capacités adaptatives des populations rurales des zones de petit Bara et de grand Bara.	Composante II : <ul style="list-style-type: none"> Sous-programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole". Sous- programme Développement rural. Sous-programme Changement climatique. Sous -programme Genre. 	Les groupes cibles du projet sont 228 familles de pasteurs et d'agropasteurs qui doivent bénéficier chacune d'un hectare, soit 228 hectares pour environ 1 368 personnes.	G2b: Gender equality targeted in outcome 2 / output 2.2; Outcome 3/Output 3.2 and activities.	Indicator 2.2.1: Number of project beneficiaries disaggregated according to gender that have been trained on cultivation techniques, crop rotation, livestock hygiene, etc by specialists.

Programme de soutien à la résilience de la corne de l'Afrique (SHARE –EAU).	Composante II : <ul style="list-style-type: none">Sous-programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole".Sous-programme de Développement rural.		G0: Gender equality not targeted	
Projet résilience avec l'IGAD : Amélioration de la surveillance des maladies animales en faveur du commerce du bétail"	Composante II : <ul style="list-style-type: none">Sous-programme "Genre".Sous-programme de Développement rural.		G0: Gender equality not targeted.	
Projet de Sécurisation des Systèmes Pastoraux (PSSP)-EC SHARE -2014 à 2018.	Composante II : <ul style="list-style-type: none">Sous-programme de Développement rural.Sous-programme "Genre".	Le projet PSSP vise à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans le pays en renforçant la résilience et les moyens de subsistance des communautés pastorales à travers des investissements dans les domaines de l'eau et de la santé animale. Les estimations actuelles indiquent qu'un total de 16.380 personnes (environ 2.730 ménages d'éleveurs nomades et agro-éleveurs ruraux) a déjà pu bénéficier des activités du Projet de Sécurisation des Systèmes Pastoraux.	G1: Gender equality targeted in outputs and activities.	
Projet d'Appui à la Réalisation des Infrastructures Socio-économiques et à la promotion des activités économiques dans les régions (PARISER).	Composante II : <ul style="list-style-type: none">Sous-programme "Genre".Sous-programme de Développement rural.	Le projet vise à aider près de 800 femmes artisanes des localités rurales et des chefs-lieux des 5 régions à se constituer en coopérative et à les former pour faire face aux contraintes liées à l'innovation, au développement et à la commercialisation des produits artisanaux locaux existants fabriqués par les femmes, pour les intégrer à la chaîne de valeurs afin d'améliorer durablement les revenus tirés de la production et vente de produits artisanaux.	G2b: Gender Equality targeted in outcomes and outputs.	
Projet de Promotion de l'Emploi des Jeunes et de l'Artisanat (PROPEJA).	Composante II : <ul style="list-style-type: none">Sous-programme "Genre".Sous-programme de Développement rural.	2.200 jeunes filles et garçons; 800 femmes artisanes.	G2b: Gender equality is Principal Objectif	
Women's Empowerment and Community	Composante II : <ul style="list-style-type: none">Sous-programme "Genre".Sous-programme de Développement rural.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de femmes formé en artisanat (70)Nombre de femmes formé en gestion de coopératives (150)	G2b: Gender equality is Principal Objectif	

		<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de femmes rurales alphabétisé (180). 		
Projet de Renforcement des Capacités Managériales et Productives des Coopératives Agropastorales de 6 localités rurales du pays (RCMPCA) – 2015 à 2018.	Composante II Sous-programme de Développement rural.	<p>Les groupes cibles du projet sont les membres (hommes et femmes) et les dirigeants de 6 coopératives agropastorales des localités rurales de 4 régions de l'intérieur.</p> <p>129 agriculteurs-éleveurs dont 25% de femmes bénéficiaires.</p>	G2a: Gender equality targeted in activities and outputs.	

Il conviendra ensuite de remplir le tableau d'analyse genre détaillée du PNIASAN ci-dessous en attribuant une note à la performance du PNIASAN pour chaque aspect selon les critères du système de notation genre.

ANNEXE N°2

EVALUATION DU NIVEAU D'INTEGRATION DU GENRE DANS LE PNIASAN

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
<p><u>PERTINENCE</u></p> <p>R1 : Conception de la Politique</p> <p>La pertinence des interventions du PNIASAN par rapport aux mandats du Gouvernement en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes (Politique Nationale sur le Genre ; Objectifs en matière d'égalité de genre dans les Plans de Développement Nationaux et les politiques liées à l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition, le développement rural), la sécurité alimentaire et la nutrition.</p> <p>(3) Cette section examine comment le PNIASAN traite l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition selon la perspective genre.</p>	<p>Est - ce - que l'analyse du contexte national et du contexte sectoriel du PNIASAN prend adéquatement en compte la dimension genre ?</p>	<p>OUI</p>	<p>G1</p>	<p>L'analyse du contexte national et du contexte sectoriel du PNIASAN ne prend pas adéquatement en compte la dimension genre, du fait de la faiblesse de données statistiques ventilées selon le sexe. Les femmes et les hommes ont été associés lors de l'élaboration du PNIASAN conçu par une démarche itérative dans un processus participatif large impliquant tous les secteurs et tous les acteurs et organisations de la société civile, y compris les associations et groupements féminins. Mais les besoins spécifiques des femmes n'ont pas été capitalisés. Le genre peut se retrouver au niveau du terme « Inclusion ». Mais le genre devrait se retrouver à tous les niveaux et surtout on doit veiller à ce qu'il soit pris en compte adéquatement dans le plan stratégique. Toutefois, la sécurité alimentaire étant par essence multisectorielle, plusieurs Départements ministériels auront à mettre en œuvre des Programmes Sectoriels, coordonnés au niveau du pilotage national de la stratégie. L'approche retenue vise à prendre en compte des dimensions plus larges et des axes d'intervention touchant d'autres secteurs comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La dimension sanitaire par des actions ciblées sur l'accès à l'eau potable et l'amélioration des conditions nutritionnelles et la sûreté alimentaire. • La dimension éducation par une attention particulière portée au renforcement des capacités des femmes et des jeunes filles en matière d'alimentation et nutrition. • La dimension environnement par les effets induits des actions envisagées en matière de gestion de l'exploitation des ressources naturelles, prenant en considération la dimension « changements climatiques ».

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
R2 : Participation La participation au processus d'élaboration des PNIASA et leur mise en œuvre. Leadership et participation Cette section analyse dans quelle mesure les femmes ont participé adéquatement aux mécanismes de dialogue politique et de prise de décisions liées à la formulation, la mise en œuvre et le suivi du PNIASA. R3 : Budgétisation Agriculture et le financement du développement rural et des investissements. Cette section évalue si les mécanismes de budgétisation et de financement pour la mise en œuvre du PNIASA, ainsi que les mécanismes de suivi des dépenses sont sensibles au genre. EFFICACITE (Réponses stratégiques et programmatiques efficaces) E 1 : Capacité institutionnelle pour la	Est-ce que les Programmes et projets proposés dans le PNIASAN reflètent la situation sur la base d'une analyse genre ?	OUI	G2b	Le PNIASAN 2012-2017 comporte un sous-programme "Genre", développé avec le Ministère de la Promotion de la Femme et du Planning Familial (MPF-PF). Le genre est ainsi globalement pris en considération dans la conception du PNIASAN, mais l'intégration dans le ciblage des bénéficiaires est à revoir, afin d'avoir le nombre de femmes et de jeunes à atteindre dans la mise en œuvre, et le nombre réellement atteints lors du suivi des résultats des projets. Le genre est conçu comme la prise en compte des groupes vulnérables (jeunes et femmes). Une compréhension commune de l'approche genre est nécessaire.
	Y-a-t-il des objectifs conçus pour atteindre l'égalité des sexes dans le Programme ?	NON	G0	Conformément aux priorités de la PNG 2012-2021 le sous-programme « Genre » ne contient pas d'objectifs relatifs à l'atteinte de l'égalité des sexes, il vise à redonner à la femme rurale son rôle d'actrice dans le développement agricole et rural et de garante d'une alimentation satisfaisante sur le plan quantitatif et nutritionnel pour les enfants au sein des foyers. Une compréhension commune de l'approche genre et du concept de l'égalité des sexes est nécessaire.
	Y-a-t-il des produits et des résultats visant à atteindre l'objectif d'égalité entre les sexes et l'éradication de la faim et l'insécurité alimentaire ?	OUI	G2a	Le sous-programme "Genre" comporte trois Projets (Fiches No 5, 6, 7 et 8) visant à assurer aux femmes rurales une amélioration de leurs conditions de vie (activités génératrices de revenus) et contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages. <ul style="list-style-type: none"> • Un Projet Aviculture (Fiche 5) ciblant 87 à 135 femmes bénéficiaires dans 27 localités rurales des 5 régions de l'intérieur. • Un Projet Apiculture (Fiche 6) ciblant 66 à 110 femmes et filles bénéficiaires de 22 localités rurales des 5 régions.

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
<p>programmation (genre) Systèmes de prestation de services et la capacité institutionnelle.</p> <p>Cette section examinera comment le PNIASA a abordé la question de l'accès égalitaire des hommes et des femmes aux services de vulgarisation agricole et autres et la capacité des systèmes de gestion de données et d'informations en matière de collecte et d'analyse de données ventilées par sexe et âge. Une autre dimension clé est également le renforcement des capacités institutionnelles des organisations faitières et de leurs réseaux pour l'action collective, ainsi que la participation des femmes au sein de ces instances.</p>				<ul style="list-style-type: none"> Un Projet Potagers scolaire (Fiche 7) ciblant les cantines de 46 écoles rurales avec un total de 12 400 élèves (garçons et filles). <p>En matière d'éradication de la faim et de l'insécurité alimentaire, le sous-programme contient un Projet de renforcement des capacités des services vétérinaires et sécurisation de la santé animale (Fiche 8) ciblant les éleveurs, producteurs, (180 000) et les commerçants exportateurs et importateurs des produits (30 000). Mais ces Projets ne comportent pas de produits et de résultats spécifiques à l'atteinte de l'égalité entre les sexes. Les femmes et les jeunes ne sont pas distingués dans le ciblage des bénéficiaires, afin d'avoir le nombre de femmes et de jeunes à atteindre dans de la mise en œuvre, et le nombre réellement atteints lors du suivi des résultats des Projets.</p>
<p>Systèmes agricoles et Alimentaires :</p> <p>Un accent particulier sera mis sur la façon dont le PNIA traite l'accès des femmes aux services agricoles, a la formation et au développement des chaînes de valeur.</p>	Y - a - t - il des interventions pour traiter les liens entre le genre et la malnutrition ?	OUI	G2a	<p>Le PNIASAN de Djibouti contient des axes d'intervention touchant d'autres secteurs en restant cependant dans son domaine de compétences.</p> <p>Ainsi sont notamment considérés :</p> <ul style="list-style-type: none"> La santé par des actions ciblées sur l'accès à l'eau potable, l'amélioration des conditions nutritionnelles et la sûreté alimentaire. L'éducation par une attention particulière portée au renforcement des capacités et notamment celui des femmes et des jeunes filles. L'environnement par les effets induits des actions envisagées sur les ressources naturelles et la prise en considération de la dimension « changements climatiques ». <p>Le sous-programme "Genre", envisagé par le MAPE-RH et développé par le Ministère de la Promotion de la Femme et</p>

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
				<p>du Planning Familial (MPF-PF) entend redonner à la femme rurale tout son rôle d'actrice dans le développement agricole et rural et de garante au sein des foyers d'une alimentation satisfaisante sur le plan quantitatif et nutritionnel pour les enfants. Il comporte trois Projets (Fiches No 5, 6 et 7) visant à assurer aux femmes rurales une amélioration de leurs conditions de vie (activités génératrices de revenus) et contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition notamment celles des enfants. Ces Projets considérés comme une phase pilote et répartis dans les 5 Districts portent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'une part sur le développement de la petite aviculture et de l'apiculture par de petits groupements féminins qui bénéficieront de la fourniture des équipements nécessaires (poulaillers, poules pondeuses, ruches et petit matériel) ainsi que d'un fonds de roulement pour le démarrage des activités, avec une assistance technique rapprochée qui sera fournie. • Et d'autre part sur la mise en place de « Potagers scolaires » au sein d'écoles primaires pour l'approvisionnement de leurs cantines en légumes et fruits frais. Ces structures bénéficieront de l'aménagement des parcelles et des équipements d'irrigation et de culture ainsi que d'un fonds de roulement. <p>La mise en œuvre de ce sous-programme devrait bénéficier à quelques 200 / 250 groupements féminins et à près de 12 500 élèves au sein d'une quarantaine d'écoles rurales.</p>
R2 : Participation La participation au processus d'élaboration des PNIA et leur mise en œuvre Leadership et participation	Est – ce - qu'une analyse de genre fait partie intégrante de la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de tous les programmes et projets du PNIASAN (preuves) ?	OUI	G2a	<p>L'approche participative retenue pour chacune des composantes visant à impliquer profondément les populations en y associant leurs organisations locales (coopératives dont les capacités seront renforcées) dans la conception, l'exécution</p>

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
<p>Cette section analyse dans quelle mesure les femmes ont participé adéquatement aux mécanismes de dialogue politique et de prise de décisions liées à la formulation, la mise en œuvre et le suivi du PNIA.</p>				<p>tion et le suivi des réalisations avec l'appui d'un encadrement de proximité renforcé sont autant d'éléments qui améliorent les perspectives de durabilité.</p> <p>Les appuis de plusieurs projets du PNIASAN prennent aussi en compte les besoins pratiques des femmes.</p>
	Le processus de préparation du PNIASAN a-t-il été expliqué à divers groupes/organisations de femmes et d'hommes ?	OUI	G2a	La participation des différentes parties prenantes hommes et femmes n'est pas documentée, mais il est indiqué qu'au cours du processus de préparation du PNIASAN divers groupes et organisations de femmes et d'hommes ont été consultés et sollicités/invités pour la validation du document.
	Est-ce que le processus de préparation du PNIASAN montre la participation des différentes parties prenantes hommes et femmes ?	OUI	G2a	La participation des différentes parties prenantes hommes et femmes n'est pas documentée, mais il est indiqué qu'au cours du processus de préparation du PNIASAN divers groupes et organisations de femmes et d'hommes ont été consultés et sollicités/invités pour la validation du document.
	Dans quelle mesure le processus de formulation et de mise en œuvre du PNIASAN a impliqué le ministère chargé du Genre/de la Condition Féminine, la Cellule ou l'Unité Genre ou le point focal du Ministère de l'agriculture et autres institutions pertinentes sur le genre ?	OUI	G2a	<p>Le sous-programme "Genre", est développé avec le Ministère de la Promotion de la Femme et du Planning Familial (MPF-PF) conformément aux priorités de la PNG 2012-2021 et entend redonner à la femme rurale tout son rôle d'actrice dans le développement agricole et rural et de garante au sein des foyers d'une alimentation satisfaisante sur le plan quantitatif et nutritionnel pour les enfants.</p> <p>Le Comité de Pilotage prévoit la participation d'une représentante du Ministère en charge du genre, mais, la participation du Point Focal de la Cellule Genre du MAEP/RH n'est pas prévue.</p>
	Dans quelle mesure les réseaux/organisations de femmes ont-ils été consultés dans la préparation du PNIASAN ?	OUI	G2a	La participation des différentes parties prenantes hommes et femmes n'est pas été documentée dans le document du PNIASAN, mais il est indiqué qu'au cours du processus de préparation du PNIASAN divers groupes et organisations

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
				de femmes et d'hommes ont été consultés et sollicités/invités pour la validation du document. Le Comité de Pilotage de la mise en œuvre du PNIASAN prévoit la participation de 3 représentants des communautés/organisations bénéficiaires (secteurs agriculture, élevage et pêche) sans que la représentation des femmes soit précisée. De plus, il est prévu de consulter et d'impliquer largement les populations bénéficiaires, en y associant leurs organisations locales (coopératives dont les capacités doivent être renforcées) dans la conception, l'exécution et le suivi des réalisations des Projets du PNIASAN, afin d'assurer leur durabilité.
	Est – ce - que les réseaux/organisations de femmes jouent un rôle spécifique dans la préparation du PNIASAN ?	OUI	G2a	La participation des différentes parties prenantes hommes et femmes n'est pas été documentée dans le document du PNIASAN, mais il est indiqué qu'au cours du processus de préparation du PNIASAN divers groupes et organisations de femmes et d'hommes ont été consultés et sollicités/invités pour la validation du document. Le Comité de Pilotage de la mise en œuvre du PNIASAN prévoit la participation de 3 représentants des communautés/organisations bénéficiaires (secteurs agriculture, élevage et pêche) sans que la représentation des femmes soit précisée. De plus, il est prévu de consulter et d'impliquer largement les populations bénéficiaires, en y associant leurs organisations locales (coopératives dont les capacités doivent être renforcées) dans la conception, l'exécution et le suivi des réalisations des Projets du PNIASAN, afin d'assurer leur durabilité.
	Est – ce - que le PNIASAN reflète clairement les contributions des réseaux/organisations de femmes ?	OUI	G2a	La participation et la contribution des différents réseaux/organisations de femmes ne sont pas documentées dans le document du PNIASAN, mais il est indiqué qu'au cours du processus de préparation du PNIASAN divers groupes et organisations de femmes et d'hommes ont été

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
				consultés et sollicités/invités pour la validation du document. Mais, il est prévu de consulter et d'impliquer largement les populations bénéficiaires, en y associant leurs organisations locales (coopératives dont les capacités doivent être renforcées) dans la conception, l'exécution et le suivi des réalisations des projets du PNISAN, afin d'assurer leur durabilité.
R3 : Budgétisation Agriculture et le financement du développement rural et des investissements Cette section évalue si les mécanismes de budgétisation et de financement pour la mise en œuvre du PNIA, ainsi que les mécanismes de suivi des dépenses sont sensibles au genre.	Est – ce - que le PNIASAN alloue systématiquement des ressources pour répondre de manière spécifique aux contraintes, aux besoins et aux priorités des hommes et femmes ?	OUI	G2b	Dans les Sous/Programme Développement rural et Sous/Programme Genre, les femmes sont spécifiquement ciblées, ou à travers le ménage, pour répondre de manière spécifique à leurs contraintes, leurs besoins et priorités en matière de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. Les Projets financés dans le cadre de ces deux Sous/Programme du PNIASAN allouent systématiquement des ressources pour répondre de manière spécifique aux contraintes, aux besoins et aux priorités des femmes et des hommes.
	Est – ce - que le PNIASAN alloue un budget spécifique pour des programmes ou projets autonomes ciblant spécifiquement les femmes pour réduire les inégalités entre les sexes ?	OUI	G2b	Dans les Sous/Programme Développement rural et Sous/Programme Genre, les femmes sont spécifiquement ciblées, dans le but d'améliorer leurs conditions de vie en termes de sécurité alimentaire et d'accès aux ressources, mais la réduction des inégalités entre les sexes n'est pas spécifiée. La budgétisation sensible au genre n'est pas encore effective, mais sur les 18 Projets recensés mis en œuvre au cours de la période 2012-2017, on note que 4 Projets ciblent spécifiquement les femmes dans leurs objectifs généraux ou objectifs spécifiques en termes d'amélioration de leur situation économique, et 2 autres ciblent les femmes dans les activités, comme bénéficiaires des appuis. Il est attendu que l'amélioration des revenus des femmes peut aider à réduire certaines inégalités.

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	Quel est le pourcentage, le cas échéant, du budget du PNIASAN alloué aux interventions spécifiques ciblant les femmes (par exemple cible standard minimum de la FAO est de 30%)	2%	G1	La budgétisation sensible au genre n'est pas encore effective, mais le budget prévu pour les Projets des Sous/Programme Développement rural et Sous/Programme Genre, représente 2% du budget total du PNIASAN pour la période 2012-17. Maintenant, une analyse plus est nécessaire pour sortir la proportion qui est allée aux femmes dans les budgets des Projets financés dans la période.
	Est - ce - que le PNIASAN inclut des mesures visant à faire appliquer la budgétisation selon le genre ?	NON	G0	La budgétisation sensible au genre n'est pas encore effective.
	Y - a - t - il des partenariats efficaces mis en place pour l'intégration du genre dans les politiques et programmes agricoles ?	OUI	G2a	En matière d'intégration du genre dans les Politiques et Programmes de développement, les principaux partenaires du Ministère en charge du Genre sont les Agences du système des Nations Unies (PNUD, FNUAP, FAO, UNICEF, PAM, HCR et OIM) et surtout l'Union Européenne dont les financements du 11 ^{ème} FED à Djibouti portent sur l'accès à l'eau, l'amélioration de l'assainissement, la sécurité alimentaire, la résilience et l'adaptation au changement climatique, ainsi que sur les questions transversales telles que l'égalité hommes-femmes et l'environnement.
	Dans quelle mesure la préparation du PNIASAN est informée par les rapports régionaux et nationaux pertinents sur le genre (comme par exemple les rapports de la CEDEF, les rapports genre soumis par le pays à l'UNION Africaine, etc.)	ND	ND	Pas d'informations disponibles.
	Dans quelle mesure le PNIASAN a prévu le renforce-	OUI	G2a	Il est indiqué qu'au cours du processus de préparation du PNIASAN divers groupes et organisations de femmes et

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	ment des capacités institutionnelles des coopératives de femmes en matière de production agricole, de transformation des produits et d'entrepreneuriat agricole ?			d'hommes ont été consultés et sollicités/invités pour la validation du document. De plus, il est prévu de consulter et d'impliquer largement les populations bénéficiaires, en y associant leurs organisations locales (coopératives dont les capacités doivent être renforcées en matière de production et de transformation des produits agricoles) dans la conception, l'exécution et le suivi des réalisations des projets du PNISAN, afin d'assurer leur durabilité. Au moins 6 des Projets financés dans le cadre du PNIASAN 2012-2017, ont ciblés les coopératives agropastorales dont celles des femmes.
	Est - ce - que le PNIASAN a prévu le renforcement des capacités des femmes productrices en matière de gestion post-récolte ?	OUI	G2a	<p>Le sous-programme "Genre" comporte trois Projets (Fiches No 5, 6, 7 et 8) visant à renforcer les capacités de femmes rurales pour améliorer leurs conditions de vie (activités génératrices de revenus) et contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un Projet Aviculture (Fiche 5) ciblant 87 à 135 femmes bénéficiaires dans 27 localités rurales des 5 régions de l'intérieur. • Un Projet Apiculture (Fiche 6) ciblant 66 à 110 femmes et filles bénéficiaires de 22 localités rurales des 5 Régions. • Un Projet Potagers scolaire (Fiche 7) ciblant les cantines de 46 écoles rurales avec un total de 12 400 élèves (garçons et filles). <p>Au moins 6 des Projets financés dans le cadre du PNIASAN 2012-2017, ont ciblés le renforcement des capacités productives et managériales des coopératives agropastorales dont celles des femmes.</p>
	Est - ce - que le PNIASAN inclut des mesures pour le renforcement des capacités pour	NON	G0	Les Projets financés dans le cadre du PNIASAN 2012-2017, ciblant le renforcement des capacités des coopératives agropastorales dont celles des femmes, ne comportent pas

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	rendre les services de vulgarisation agricole et d'autres services sensibles au genre ?			des appuis en renforcement des capacités pour rendre les services de vulgarisation agricole et d'autres services sensibles au genre.
	Est – ce - que le PNIASAN prévoit des activités de renforcement des capacités pour améliorer la disponibilité et l'utilisation de données ventilées par sexe et d'indicateurs sensibles au genre ?	NON	G0	Le PNIASAN ne prévoit pas des activités de renforcement des capacités pour améliorer la disponibilité et l'utilisation de données ventilées par sexe et d'indicateurs sensibles au genre.
E2 : Suivi et évaluation	Existe – t - il des indicateurs sensibles au genre dans le cadre de suivi-évaluation ?	OUI	G1	Le cadre de suivi-évaluation du PNIASAN ne prévoit pas des indicateurs sensibles au genre. Mais certains Projets financés par les bailleurs comme le FIDA, le GEF, le PNUE, le Fonds d'adaptation et la Banque Africaine, dans le cadre du PNIASAN 2012-2017, prévoient des indicateurs sensibles au genre et la collecte de données ventilées par sexe, dans leur cadre de performance.
	Y – a - t - il un rôle pour la surveillance ou la collecte l'appréciation (feedback) des femmes et des filles dans le cadre de suivi-évaluation ?	NON	G0	Aucun mécanisme spécifique pour la surveillance, la collecte et l'appréciation (feedback) des femmes et des filles dans le cadre du de Suivi & Évaluation du PNIASAN.
	Est – ce - que les données ventilées par sexe sont utilisées pour mettre en évidence les différences d'impacts anticipés des programmes sur les hommes et les femmes ?	OUI	G1	Certains Projets financés par les bailleurs comme le FIDA, le GEF, le PNUE, le Fonds d'adaptation et la Banque Africaine, dans le cadre du PNIASAN 2012-2017, prévoient des indicateurs sensibles au genre et la collecte de données ventilées par sexe, dans leur cadre de performance.
EFFICACITE : UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES	Dans quelle mesure le PNIASAN a incorporé les principes de conservation	NON	G0	Le PNIASAN a pris en compte la conservation des ressources naturelles mais le dispositif ne prend pas en

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
E1 : Gestion des ressources naturelles Cette section évalue la façon dont le PNIASAN traite la gestion efficace des ressources naturelles, la fourniture de services éco-systémiques, et les systèmes intégrés tels que ceux liés à l'agroforesterie, ceux alliant l'agriculture et l'élevage et l'agriculture et l'aquaculture, selon la perspective de genre.	des ressources naturelles et la biodiversité tout en utilisant le savoir indigène des femmes rurales ?			compte de manière spécifique le savoir indigène des femmes.
	Est - ce - que le rôle et le statut des femmes sont pris en compte dans les processus de gestion des ressources naturelles ?	NON	G0	Le PNIASAN ne comporte pas de dispositif pour prendre en compte le rôle et le statut des femmes sont pris en compte dans les processus de gestion des ressources naturelles
	Existe - t - il les processus pour la gestion des sols et des semences qui intègrent les femmes ?	NON	G0	Le PNIASAN ne prévoit pas processus pour la gestion des sols et des semences qui intègrent les femmes.
	Est - ce - que PNIASAN prévoit des sources d'énergie alternatives pour les femmes afin de réduire la déforestation ?	NON	G0	
	Est - ce - que le PNIASAN prévoit le développement de systèmes agricoles intégrés en tenant compte de la dimension genre ?	NON	G0	
E2 : l'efficacité technologique (utilisation de la main-d'œuvre)	Est - ce - que PNIASAN prévoit l'efficacité au niveau de la ferme (engrais, semences, outils, etc.) pour les agricultrices ?	OUI	G1	Certains Projets financés dans le cadre du PNIASAN 2012-2017, ciblant le renforcement des capacités des coopératives agropastorales dont celles des femmes, comportent des appuis en engrais, semences et outils pour améliorer la productivité des agriculteurs et agricultrices.
	Est - ce - que le PNIASAN prévoit la fourniture de technologies destinées à réduire la	OUI	G1	Certains Projets financés dans le cadre du PNIASAN 2012-2017, ciblant le renforcement des capacités des coopératives agropastorales dont celles des femmes, comportent la fourniture de technologies destinées à réduire la pénibilité

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	pénibilité des travaux et à accroître la productivité des femmes ?			des travaux et à accroître la productivité des femmes (système d'irrigation par goutte à goutte ; système de pompage de l'eau à l'énergie solaire, etc.).
	Est – ce - que le PNIASAN prévoit des formations pour promouvoir l'utilisation de technologies améliorées pour les femmes ?	OUI	G1	Certains Projets financés dans le cadre du PNIASAN 2012-2017, ciblant le renforcement des capacités des coopératives agropastorales dont celles des femmes, comportent des formations en renforcement des capacités pour l'utilisation de technologies améliorées (installation et maintenance des systèmes d'irrigation par goutte à goutte ; Maintenance des systèmes de pompage de l'eau à l'énergie solaire, etc..) pour les bénéficiaires.
	Est - ce - que le PNIASAN prévoit la recherche sensible au genre sur les technologies liées à l'allègement des tâches ?	NON	G0	
E3 : Développement des chaînes de valeur et accès aux marchés Cette section analysera la façon dont les modèles économiques liés aux partenariats public-privé, les chaînes de valeur du secteur privé, et les marchés publics pour les produits, travaux et services agricoles traitent la question de l'égalité des sexes dans le PNIASAN	Y – a - t - il des programmes et des initiatives qui lient les coopératives de femmes productrices et leurs réseaux aux marchés nationaux, régionaux et mondiaux	NON	G0	
	Y – a – t - il des activités de renforcement des capacités des coopératives et organisations de femmes pour leur participation aux chaînes de valeur ?	NON	G0	
	Y - a – t - il des mesures destinées à accroître l'accès des femmes aux marchés publics (appels d'offre étatiques)	NON	G0	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	pour la fourniture de produits et services agricoles et des services écologiques ?			
	Est – ce - que PNIASAN favorise le flux d'investissement privé dans les chaînes de valeur porteuses pour les femmes ?	NON	G0	
	Y - a t - il des mesures destinées à promouvoir le rôle des femmes dans la réduction des pertes postes récoltes dans le PNIASAN ?	NON	G0	
IMPACT PROBABLE I1 : L'emploi rural décent (4) Cette section examine la manière dont le PNIASAN traite les questions suivantes: les opportunités d'accès au travail décent tout en garantissant l'égalité des salaires ; l'amélioration des conditions de travail dans les zones rurales, avec un accent particulier sur la protection de la maternité et l'élimination du travail des enfants; le développement des services de soins pour les ménages pauvres pour l'allègement des tâches et la réduction de la charge de travail domestique non rémunéré des femmes et des filles ; la promotion des normes de sécurité et de santé au travail dans l'emploi rural agricole et informel; et l'extension de la protection sociale pour couvrir les petits producteurs/productrices et les travailleurs de l'informel rural.	Est-ce que la mise en œuvre du PNIASAN va accroître l'emploi des femmes rurales dans les nouvelles chaînes de valeur agricoles ?	NON	G0	
	Y – a – t - il des initiatives visant à fournir des services de soins aux femmes agricultrices et celles travaillant dans l'industrie agroalimentaire (etc. crèches pour la garde d'enfants, etc.) ?	OUI	G1	La stratégie et les programmes de filets de sécurité sociale prévoient des interventions visant à fournir des services de soins aux femmes agricultrices.
	Y – a – t - il des mesures destinées à réduire le travail agricole non rémunéré des femmes et le travail des enfants ?	NON	G0	La femme travaille dans le champ familial et le revenu sert à couvrir les besoins de la famille.
	Est – ce - que le PNIASAN va promouvoir l'intégration des femmes dans les cultures de	NON	G0	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
	rente ? (agriculture comme business)			
	Y – aura – t - il des programmes de protection sociale pour les femmes dans l'agriculture ?	OUI	G1	La stratégie et les programmes de filets de sécurité sociale mis en œuvre par le SEAS, prévoient des interventions visant à appuyer les femmes agricultrices.
	Y – aura – t - il des mesures pour éliminer les conditions de travail défavorables des femmes dans l'agriculture et les chaînes de valeur ? (exemple : contact avec des pesticides dangereux pour les femmes enceintes ou allaitantes, absence de congés, conditions de travail précaires, etc.)	NON	G0	
	Existe – t - il des dispositions dans le document qui sont susceptibles de perpétuer encore les inégalités entre les sexes ?	OUI	G1	Les femmes ne sont plus aujourd'hui considérées comme groupe vulnérable, le genre est un problème de droit et dans le ciblage on doit prendre 50 % de femmes, en faisant l'effort de ne pas mélanger les femmes avec les jeunes.
I2 : La sécurité alimentaire Cette section examine comment le PNIASAN traite l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition selon la perspective genre, y compris la réduction des pertes post-récolte et des gaspillages alimentaires	Est - ce - que le PNIASAN prévoit une réduction de la proportion de femmes parmi la population en situation d'insécurité alimentaire ?	NON	G0	Pas de façon spécifique.
	Est – ce - que le PNIASAN prévoit une réduction de la proportion de femmes parmi la population souffrant de malnutrition ?	NON	G0	Pas de façon spécifique.

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaire
I3 : Faim Zéro	Est – ce - que le PNIASAN indique les progrès qui seront accomplis en vue du relèvement du défi Faim selon la perspective genre ? Par exemple fait –il le lien entre le statut des femmes et la sécurité nutritionnelle des enfants ?	NON	G0	Pas de façon spécifique.

<u>VIABILITE</u> Il s'agit de la stratégie de viabilité dans la traduction de la politique en actions concrètes, y compris le financement V1 : L'inclusion financière Cette section examinera les mesures spéciales prises dans les PNIASAN pour assurer l'inclusion financière des femmes productrices et de leurs organisations dans l'entreprenariat agricole	Est – ce - que le PNIASAN favorise l'accès aux finances pour les femmes productrices et entrepreneurs ?	NON	G0	Pas de façon spécifique.
	Est – ce - que le PNIASAN prévoit des partenariats avec des institutions financières pour favoriser l'accès des femmes aux finances ?	NON	G0	Pas de façon spécifique.
	Est – ce - que le PNIASAN fait la promotion de l'inclusion financière à travers les organisations de productrices et leurs entreprises agricoles? (par exemple les trust fund ou fonds de garantie pour les femmes)	NON	G0	Pas de façon spécifique.
V2 : La résilience des systèmes agricoles et alimentaires Cette section concerne la promotion de l'agriculture durable et résiliente au climat selon la perspective de genre. Cette section examinera comment le PNIASAN aborde la résilience des systèmes agricoles et alimentaires selon la perspective de genre	Est – ce - que les femmes sont renforcées pour pratiquer une l'agriculture intelligente au climat ?	NON	G0	Pas de façon spécifique.
	Est – ce - que le PNIASAN soutient la sécurisation des biens des femmes ?	NON	G0	Pas de façon spécifique.
	Est – ce - que les agricultrices sont soutenues dans les programmes d'assurance-récolte ?	NON	G0	Pas de façon spécifique.

Annexe n°3 :

Liste des Programmes et Projets spécifiques à la sécurité alimentaire et la résilience des populations pour la période 2012-2017

N°	Intitulé Programme / Projet	Composante & Sous-Pro- gramme du PNIASAN 2012-2017	Agence d'Exécution	Bailleur	Durée (Dé- but-Fin)	Budget (USD)	Objectifs & Princi- pales activités	Couverture géogra- phique	Bénéficiaires cibles / Genre	Réalisations / Genre
1	Programme de Mobili- sation des Eaux de Sur- face et Gestion Durable des Terres (PROMES- GDT)	Composante II Sous-Programme "Mobili- sation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole"	MAEP-RH	FIDA	2008/2014	13,12 mil- lions USD	Constructions retenues d'eau/ citernes enter- rées ; Protection et sau- vegarde des espaces menacés de la forêt du Day	Forêt du Day et ses alentours ; Zones à proximité du petit Bara et du grand Bara ; et Région du Gobaad		Gender equality not targeted
2	Projet de Développe- ment Rural Commu- nautaire et Mobilisation des eaux (PRODERMO)	Composante II Sous-Programme "Mobili- sation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole" Sous-Programme de Déve- loppement rural	MAEP-RH	BM	2012-2017	8,83 millions USD	Le projet vise l'amélio- ration des conditions de vie des populations rurales, par des inter- ventions axées sur la mobilisation des eaux de surface et l'amélio- ration de la production animale et agricole, se- lon une démarche de planification participa- tive. La réalisation des ou- vrages de rétention des eaux de surface, de réa- lisation de puits agro- pastoraux, de réalisa- tion de forages, mise en repos de 6400 ha, créa- tion des activités géné- ratrices de revenus (AGR), un renforce- ment des capacités de communautés bénéfi- ciaires, et appui en équipements de pêche,	Les zones du projet sont les Zone de Khor Angar-Obock dans la région d'Obock dans la Nord ; et zone de Cheiketi-Hanlé, dans la région de Dikhil dans le Sud.	Les groupes cibles du projet sont 3.000 mé- nages (1.000 à Obock et 2,000 à Dikhil) soit envi- ron 18.500 pe- tits éleveurs, femmes et pê- cheurs.	Gender equality not targeted

							renforcement des capacités et assistance technique.			
3	Programme de Résilience à la Sècheresse et de Développement des Moyens de Subsistance Durable des Pays de la Corne d’Afrique (DRSLP I et DRSLP III).	Composante II Sous-Programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole", Sous-Programme de Développement rural ; Sous-Programme Genre	MAEP-RH	BAD FEM	/ 2014-2016 2016-2019	17 millions USD pour la phase I et 18 autres millions USD dans la phase III.	<p>Le Programme vise l'amélioration de la résilience à la sécheresse et aux changements climatiques des éleveurs nomades et les agro-éleveurs par :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le <i>développement des moyens d'existence durable</i>.- Le <i>développement et gestion des ressources en eau</i>- L'<i>amélioration de la filière élevage et développement des moyens de subsistance durables</i>- L'<i>assistance technique et renforcement des capacités</i>. <p>La stratégie adoptée est l'approche participative durable permettant aux communautés de choisir, en fonction de leurs besoins, les aménagements à</p>	Zone Weima/Tadjourah & Obock ; Beyye Dader / Ali-Sabieh; Gaggade-Derela / Dikhil; Zone cotière / Arta et Djibouti	Les bénéficiaires cibles du programme sont : a) Les éleveurs nomades et les agro-éleveurs soit environ 10 000 ménages ; b) L'ensemble de la population de Djibouti qui bénéficiera de l'amélioration de l'offre des produits agricoles, halieutique et animaux ; c) Le personnel des ministères techniques qui verront leurs capacités renforcées ; et, d) Les Opérateurs économiques privés qui voudraient	Gender equality targeted in outcome, outputs and activities: L'initiation d'activités génératrices de revenus (construction de 27 poulaillers dans les régions de l'intérieur et la distribution des pondeuses, d'alimentation de volailles et des produits vétérinaires « aviculture » DRSLP I BAD) a permis la création d'emploi pour 135 femmes.

							mettre en œuvre et leur localisation.		s'investir dans les actions de commercialisation et transport.	
4	Projet d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement en milieu Rural et des Centres secondaires (PAEPARC).	Composante II Sous-Programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole", Sous-Programme de Développement rural	MAEP-RH			10,5 millions USD	Le Projet PAEPARC a pour objectif l'amélioration durable de l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement des populations rurales et des centres secondaires dans les régions de l'intérieur de Djibouti. Les principales composantes du projet sont : - Développement des infrastructures d'eau potable et d'assainissement ; - Appui institutionnel et renforcement des capacités ; - Gestion du projet	Les zones du Projet sont les zones rurales et les chef-lieux des Régions de Tadjourah, Arta et Ali-Sabieh.	Les groupes cibles concernés par le programme sont les populations rurales et urbaines des localités ciblées : environ 216 000 habitants.	Gender equality not targeted

5	Programme d'Appui à la Réduction de la Vulnérabilité dans les zones de Pêches côtières (PRAREV-PÊCHE)	Composante II Sous-Programme de Développement rural	MAEP-RH	FIDA, le fonds ASAP, le Gouvernement djiboutien, le PAM, la FAO, les CPEC, le CERD, et les bénéficiaires.	2015-2017	13,34 millions USD	Le PRAREV est un Programme de développement dont l'objectif global est d'appuyer les populations des zones côtières rurales affectées par les changements climatiques pour améliorer leur résilience et réduire leur vulnérabilité face à ces changements et promouvoir la cogestion des ressources marines. Composantes des principales interventions : - Appui à la résilience des habitats et du profil côtiers. - Promotion des chaînes de valeur pêche. - Renforcement des capacités pour la Coordination et la Gestion du Programme.	La zone du Projet : Tadjourah, Obock, Arta, Loyada, Daemerjog.	Les groupes cibles du Programme sont 15 300 ménages soit environ 107 000 habitants, dont 1000 pêcheurs et 500 revendeuses de poissons (promotion des chaînes de valeurs des produits de la mer).	Gender equality targeted in activities
6	Projet de Renforcement des Moyens de Subsistance et de Réduction de la Vulnérabilité des Communautés Pastorales en République de Djibouti (PRMSRVCP)	Composante II Sous-Programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole", Sous-Programme de Développement rural	MAEP-RH	BM	2016-2019		Le PRMSRVCP vise à réduire la vulnérabilité des pasteurs et à protéger leurs moyens d'existence, à renforcer la résilience et à accélérer la réalisation des OMD. Le principal objectif du projet est d'améliorer le revenu, le bien-être et la gestion des ressources naturelles de façon durable et de réduire la vulnérabilité	Localité de Dassbiyo / Ali-Sabieh; Localité de Khor Angar / Obock.	Les groupes cibles du Programme sont Populations des deux localités ciblées, environ 10 000 habitants au total. Les principaux indicateurs de performance du Projet sont : (i) augmentation des productions	Gender equality targeted in activities

							des populations des villages de Dassbiyo dans le Sud du pays et de Khor Angar au Nord. Principales composantes : (i) Appui aux systèmes de production; (ii) Éducation, Santé et nutrition; (iv) Infrastructures communautaires ; (v) Développement des affaires Communautaires; (vi) Assistance technique et Appui à la gestion et coordination du projet.		agricole, animale et halieutique ; (ii) amélioration de l'accès aux soins de santé et à l'éducation et réduction de la mortalité maternelle et infantile.	
7	Projet de mise en œuvre des techniques d'adaptation des écosystèmes fragiles des plaines centrales de Djibouti.	Composante II Sous-Programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole", Sous-Programme de Développement rural	PNUD/MHUE AT	FEM	2015-2018	7,37 millions USD	Travaux de réhabilitation des écosystèmes dégradés ; AGR, Emploi temporaires	Zone cotier de Tadjourah & Plaine de Hanlé de Dikhil.		Gender equality not targeted

8	Projet d'adaptation des communautés rurales des zones montagneuses aux changements climatiques.	Composante II Sous-Programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole", Sous-Programme de Développement rural	PNUD/MHUE AT	FEM PNUD	/	2014 / 2018	8,54 millions USD	Le Projet de « Soutien à l'adaptation au changement climatique des communautés rurales en régions montagneuses de Djibouti » a pour objectif de contribuer au renforcement de la résilience des populations des zones montagneuses face aux chocs liés aux changements climatiques. Le Projet s'articule autour de trois composantes : 1: Renforcement des capacités institutionnelles pour la coordination, la planification résiliente au climat renforcée et mise en place d'un mécanisme de financement pour les changements climatiques et l'adaptation ; 2 : Amélioration de la gestion de l'eau dans les régions ciblées pour préserver les ressources en eau limitées et de gérer les flux temporels pour réduire les inondations et l'érosion ; 3: Amélioration de la capacité de résistance aux risques hydrologiques et amélioration et diversification des moyens de subsistance de populations rurales	Zone Weima/ Tadjourah et zone Assamo / Ali-Sabieh	Les bénéficiaires cibles du projet sont les familles de pasteurs et d'agropasteurs d'Adailou dans la région de Tadjourah et d'Assamo dans la région d'Ali Sabieh, principalement les ménages dont les moyens d'existence ont été affectés par les conséquences des effets des changements climatiques (sécheresse, inondation).	Gender equality targeted in outcome 2 (indicator 5) and outcome 3 (indicators 3 and 5)
---	---	---	-----------------	-------------	---	-------------	----------------------	--	---	---	--

							par le biais des activités génératrices de revenu.			
--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--

9	Projets de renforcement des capacités adaptatives des populations rurales des zones de petit Bara et de grand Bara	Composante II Sous-Programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole", Sous-Programme de Développement rural ; Sous -Programme Genre	PNUD/ MHUE	Adaptation Fund	2012-2017	4, 66 millions USD.	Le Projet « Développement des périmètres agropastoraux comme stratégie d'adaptation au changement climatique des populations rurales pauvres de Djibouti » est une réponse pour permettre aux populations de s'adapter aux effets du changement climatique. L'objectif du Projet est de diversifier et renforcer la résilience au climat des pratiques agropastorales des régions rurales de Djibouti.	La zone d'invention du Pprojet est située dans les régions d'Arta et d'Ali Sabieh et s'étend sur à peu de près 30 km de long et 12 km de large.	Les groupes cibles du Projet sont 228 familles de pasteurs et d'agropasteurs qui doivent bénéficier chacune d'un hectare, soit 228 hectares pour environ 1 368 personnes.	Gender equality targeted in outcome 2 / output 2.2 : Indicator 2.2.1: Number of project beneficiaries disaggregated according to gender that have been trained on cultivation techniques, crop rotation, livestock hygiene, etc by specialists; Outcome 3/Output 3.2 and activities:
10	Programme de soutien à la résilience de la corne de l'Afrique (SHARE) SHARE - Eau	Composante II Sous-Programme "Mobilisation des ressources en eau pour le développement hydro-agricole", Sous-Programme de Développement rural	FAO/MAEP-RH	UE	2015-2018	8 millions d'euros		Balbala, Arta, Dikhil et Obock		Gender equality not targeted
11	Projet résilience avec l'IGAD : Amélioration de la surveillance des maladies animales en faveur du commerce du bétail"	Composante II Sous-Programme "Genre", Sous-Programme de Développement rural	IGAD/MAEP-RH	UE	2015-2018	6 millions EU	Surveillance des maladies animales.	Région de l'IGAD, zones transfrontalières		

11	Projet de Sécurisation des Systèmes Pastoraux (PSSP)-EC SHARE,	Composante II Sous-Programme "Genre", Sous-Programme de Développement rural	FAO/MAEP-RH	UE	2014-2018	6 millions EU	<p>Le PSSP-EC SHARE a pour objectif général de combattre les contraintes majeures du système d'élevage pastoral, et de renforcer la résilience des populations pastorales. Plus spécifiquement, il vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté aux niveaux régional et communautaire à Djibouti ; - Améliorer la situation socio-économique rurale dans une stratégie de développement durable. <p>Les 3 résultats attendus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les ressources naturelles sont gérées durablement et le potentiel productif agropastoral sécurisé. -Les capacités de l'administration Djiboutienne sont renforcées pour mieux rendre des services de proximité aux éleveurs. - La filière élevage est renforcée sur le plan socio-économique et intégrée sur le plan régional. 	Les zones rurales du pays.	Les éleveurs nomades et agro-éleveurs ruraux.	Gender equality not targeted
----	--	---	-------------	----	-----------	---------------	--	----------------------------	---	------------------------------

12	Projet d'Appui à la Réalisation des Infrastructures Socio-économiques et à la promotion des activités économiques dans les régions (PARISER).	Composante II Sous-Programme "Genre", Sous-Programme de Développement rural	ADDS	BAD	2016-2020	10 346 175 USD.	<p>Le PARISER vise à : i) Améliorer les conditions de vie de la population; ii) Promouvoir et consolider le développement socio-économique dans les 5 régions ciblées, et à moyen terme iii) Réduire les écarts entre les régions et Djibouti-ville à travers l'accès amélioré aux infrastructures de base. Le PARISER vient également consolider les acquis des projets de réduction de la pauvreté urbaine à Djibouti (PREPUD et PREPUD II), financés par la Banque.</p> <p>Les Principales composantes et interventions sont :</p> <p>1. Infrastructures (Travaux voiries ; Raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité ; Construction équipement socioéconomiques- centre de formation pour les femmes ; marchés ; gare routière, parc à bétail, échoppes, etc.) ;</p> <p>2. Renforcement des capacités (appui institutionnel ; assistance technique ; formation des jeunes et des</p>	Les 5 régions de l'intérieur de Djibouti.	Les groupes cibles du Programme sont les autorités locales et les populations (les jeunes et les femme en priorité) des localités rurales et des chefs-lieux des 5 régions.	Gender Equality targeted
----	---	---	------	-----	-----------	-----------------	--	---	--	---------------------------------

							femmes, perfectionnement professionnel des acteurs économiques et des entrepreneurs ; campagnes de sensibilisation sur l'égalité de genre, le planning familial, les violences basées sur le genre et contre les mutilations génitales féminines, etc.); 3. Gestion de Projet (Coordination ; gestion du projet; Acquisitions; Suivi-évaluation; etc.).			
13	Projet de Promotion de l'Emploi des Jeunes et de l'Artisanat (PRO-PEJA).	Composante II Sous-Programme "Genre", Sous-programme de Développement rural	ADDS	Japon / Banque Mondiale	2015-2018	2,730 millions USD	C'est un Projet pilote qui a pour objectif l'amélioration de : (i) l'accès à des compétences pratiques et des formations entrepreneuriales.; ii) l'accès au financement, pour au moins 3.000 jeunes et femmes peu ou moyennement qualifiés vivant dans des communautés pauvres de Djibouti-ville, Arta, Tadjourah, et Ali Sabieh.	Djibouti-ville ; Arta, Tadjourah et Ali-Sabieh	2.200 jeunes filles et garçons ; 800 femmes artisanes	Gender equality: Principal Objectif

14	Women's Empowerment and Community	Composante II Sous-Programme "Genre", Sous-Programme de Développement rural	MFF	USAID	2016-2017	1 million USD	Ce Projet vise à renforcer les capacités des femmes vulnérables pour faciliter leur autonomisation économique par un accompagnement pour la mise en place d'activités génératrices de revenus pour diminuer les inégalités de genre.	Les 5 régions de l'intérieur de Djibouti.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de femmes formé en artisanat (70) • Nombre de femmes formé en gestion de coopératives (150) • Nombre de femmes rurales alphabétisé (180). 	Gender equality: Principal Objectif
15	Projet de Renforcement des Capacités Managériales et Productives des Coopératives Agropastorales de 6 localités rurales du pays (RCMPCA).	Composante II Sous-Programme de Développement rural	Association Paix et Lait	UE	2015-2017	420 000 Euros	Renforcement de capacités (formation et matériel & équipements et encadrement) des Comités et des membres de 6 coopératives agropastorales des localités rurales. Activités : Formations en gouvernance administrative et comptable et en techniques d'aménagement des sols et irrigation des cultures maraichères ; Production et plantation des arbres et arbustes, Élevage et soins des caprins.	Ali-Addeh et d'Assamo, Mouloud, Kalaf-PK9 et Sagallou-Wéa et Assassan.	Les groupes cibles du Projet sont les membres (hommes et femmes) des coopératives agropastorales des localités rurales.	Gender equality not targeted
16	Projet d'appui de la résilience des communautés rurales du pays		ACF	UE	2015-2018					
17	Projet d'appui d'accès à l'eau et à l'assainissement des communautés rurales du pays		SOS SAHEL	UE	2015-2019					

ANNEXE N°4

Liste des personnes rencontrées.

- Ali Del Waiss, Directeur des Ressources Humaines (DRH) du MAEPE-RH ;
- Hassan Bourhan, Chef de Service RH à la DRH du MAEPE-RH;
- Ibrahim Elmi, Conseiller Technique du Ministre, Coordonnateur du Projet Résilience au MAEPE-RH ;
- Rahma Responsable S&E du Projet Résilience au MAEPE-RH ;
- Nourredine, Agronome du Projet Résilience au MAEPE-RH ;
- Mme Souad, Directrice Hydraulique Rurale, Point Focal Genre au MAEPE-RH;
- Ahmed Mohamed Ali, Directeur Agriculture et Forêt (DAF) ;
- Mouktar Ali, Agronome Chef de Service à la DAF ;
- Dr Moussa Ibrahim Cheick, Vétérinaire, Directeur de l'Élevage et Services Vétérinaires (DESV) ;
- Dr Alwan, Vétérinaire à la DESV;
- Moussa Mohamed Abdallah, Technicien vétérinaire de la DESV à Tadjourah ;
- Bori Abdoukader Bori, Conseiller Technique du Ministre du MAEPE-RH ;
- Houssein Rirach, Directeur de l'Environnement et du Développement Durable (DEDD) au MHUE ;
- Mohamed Abdi Guedi, Conseiller Technique Ministre de la Femme et de la Famille (MFF) ;
- Choukri Djibah, Directrice de l'Observatoire du Genre au MFF ;
- Abdourazak Ahmed, Coordonnateur du projet autonomisation des femmes au MFF ;
- Fathia Ali, Secrétaire Générale du Secrétariat d'État aux Affaires Sociales (SEAS) ;
- Mohamed Ali Miguil, Directeur Protection Social au SEAS ;
- Kadra Omar Kamil, Directrice Microfinance à l'ADDS ;
- Konate Sekou, Ingenieur Statistien, Chef de Service à la DISED ;
- Mohamed Igueh, Agronome, Directeur Exécutif de Paix & Lait ;
- Nima Said Obsieh, agricultrice à Assamo, Ali-Sabieh ;
- Moumina Moussa Hassan, agricultrice à Sagallou, Tadjourah ;
- Ambaro Abdillahi Ahmed, agricultrice à Ali-Addeh, Ali Sabieh ;
- Daher Obsieh Aouled, dit Qashbash, agriculteur à Assamo, Ali-Sabieh ;
- Mme d'Urso Giuseppine, Chargé de programme, Département Coopération de la Délégation UE à Djibouti ;
- Artan Said, Chargé de programme, responsable projet chaines de valeurs et autonomisation des femmes, UNDP Djibouti.

Fiche de présence :

Atelier de restitution des résultats d'évaluation Genre du secteur de l'agriculture et du développement rural à Djibouti
Salle de conférence de Bender Djedid - 13 décembre 2018

#	Noms	titres/fonctions	Institutions	Coordonnées		signatures
				Emails	téléphones	
	Yasmine Abdalyid	Directrice du Genre	HTF	yasmine.1975@htf.dj	77.18.44.59	
	Morgane Jans Singh	MEAL Officer	DRC	morgane.singh@drc.dj	77.81.09.57	
	Giuseppina D'URSO	Attaché DUE	DUE	giuseppina.durso@ec.europa.eu	77.81.09.57	
	Hibo Mohamed	As / UNDP	UNDP	hibo.mohamed@undp.org	77.81.09.57	
	Degan Bismail	Chef de service	TFF	deganb23@gmail.com	77.81.09.57	
	Amine Ahmed	SEAS	SEAS	amineahmed@gmail.com	77.81.09.57	
	Houzo-ans	Chargé de l'agriculture	PAS	houzo-ans@gmail.com	77.81.09.57	
	Sahila Hassan	Coordinatrice	UNDP	sahila1975@gmail.com	77.81.09.57	
	Siyad Ali	Journaux	Journal	siyadali@gmail.com	77.18.24.18	
	Mathieu Abdallah	Chef de service photo	La Nation	mathieu2013@hotmail.com	77.39.65.27	

ANNEXE N°5

Article de presse sur l'atelier de validation du rapport.

Djibouti Secteur agricole et développement rural : Une large implication des femmes s'impose.

16 DECEMBRE 2018 8 H 07 MIN0 COMMENTS VIEWS: 24

Il était question des disparités entre les sexes en matière de contrôle des ressources agricoles, jeudi dernier au siège de l'ONG Bender Djedid. Celles-ci découlent des contrastes saisissants, mis en évidence par l'atelier de restitution des résultats de l'évaluation genre, consacrée au secteur agricole et au développement rural en République de Djibouti. A ce propos, le document élaboré fournit des recommandations politiques, susceptibles d'améliorer l'accès des femmes aux opportunités des services de marchés économiques dans la perspective d'une croissance agricole inclusive.

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a organisé



jeudi dernier, au siège de l'ONG Bender Djedid, un atelier de restitution des résultats de l'évaluation genre, consacrée au secteur agricole et au développement rural en République de Djibouti. Les statistiques disponibles font ressortir des contrastes saisissants. Environ 22,5 % de la population en 2017 vit encore dans les zones rurales du pays. L'agriculture y est le secteur économique le plus important qui emploie plus de 50% de la population. Les femmes représentent environ 52% de la population totale et elles sont estimées à 52,2 % dans le milieu rural en 2009 où l'agriculture est pratiquée. Malheureusement, les femmes n'ont généralement ni un accès ni un contrôle égalitaire par rapport aux facteurs de production et aux opportunités.

Des inégalités liées au sexe. Cette évaluation visait donc à exposer et analyser les inégalités liées au sexe, dans l'accès aux ressources, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés, et qui contribuent à la faible productivité agricole ainsi qu'à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Autant de motifs qui expliquent la participation de la coordinatrice du système des nations unies à Djibouti, Barbara Manzi, du coordinateur international des projets de la FAO, E. Fallou Guèye, des représentants respectifs du ministère de l'Agriculture et de celui de la Femme et de la Famille, des points focaux genre d'institutions nationales et d'organisations internationales au déroulement de l'atelier de restitution.

Cette rencontre a permis aux participants d'avoir des informations détaillées sur la participation de la femme aux activités agricoles grâce à la présentation du rapport préparé par le consultant national qui a mené cette étude. Diverses leçons en sont à tirer.

Primo, Djibouti a ratifié la plupart des principaux instruments internationaux et régionaux qui contribuent au renforcement des droits économiques sociaux et culturels des personnes, ainsi qu'à la question liée au genre, condition indispensable à la création d'une société égalitaire. Un rapport d'évaluation de la situation du genre dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural a été élaboré dans le cadre d'un projet de coopération technique du Bureau régional de la FAO basé à Accra au Ghana.



Ce rapport voudrait garantir que les plans nationaux d'investissement agricole répondent aux disparités existantes entre les hommes et les femmes dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Le document analyse les disparités entre les sexes en matière de contrôle des ressources agricoles. Il fournit en outre des recommandations politiques, susceptibles d'améliorer l'accès des femmes aux opportunités des services de marchés économiques dans la perspective d'une croissance agricole inclusive.

Dans son intervention faite à cette occasion, le coordinateur international des projets de la FAO a rappelé que le terme « genre » n'est pas seulement lié aux femmes mais qu'il s'agit d'un concept sociologique nullement figé dans le temps au regard du changement permanent de sa définition. « Il ne signifie pas « femmes », et il n'exclut donc pas les hommes: ils y sont inclus. Il exprime les rapports sociaux entre hommes et femmes qui se fondent sur des valeurs et des normes attachées au féminin et au masculin et acquises par la culture » a-t-il précisé.

Par ailleurs, Dr Fallou a mis en exergue la place que les femmes occupent actuellement dans le développement économique et social de chaque pays. « Le monde a compris finalement que sans la femme, le combat contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition est une peine perdue. Aucune solution durable aux défis majeurs d'aujourd'hui ne peut être obtenue sans la participation pleine, entière et égale des femmes du monde, et donc du respect du genre dans chaque initiative », a-t-il martelé avec insistance devant l'assistance réunie jeudi dernier au siège de l'ONG Bender Djedid.

A noter que le rapport national de l'évaluation genre permettra aux décideurs politiques d'accorder une attention particulière à la contribution réelle de la dimension genre dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural.

Le document donnera une idée globale des efforts que le gouvernement et les partenaires techniques, tels que la FAO, devront consentir afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience à la sécheresse des populations rurales fortement affectées sous les effets conjugués de la désertification et du changement climatique ces dernières décennies.

N. Kadassiya

ANNEXE N°6

Références et documents consultés